Bulletin
de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 17 - Numéro 2
16 janvier 2020

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
ISSN 1710-4149

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers **5**
1.1 Avis et communiqués
1.2 Réglementation
1.3 Autres décisions

2. Tribunal administratif des marchés financiers **9**
2.1 Rôle des audiences et décisions du TMF
2.2 Avis légaux de l'Autorité

3. Distribution de produits et services financiers **67**
3.1 Avis et communiqués
3.2 Réglementation
3.3 Autres consultations
3.4 Retraits aux registres des représentants
3.5 Modifications aux registres des inscrits
3.6 Avis d'audiences
3.7 Décisions administratives et disciplinaires
3.8 Autres décisions

4. Indemnisation **157**
4.1 Avis et communiqués
4.2 Réglementation
4.3 Autres consultations
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
4.5 Autres décisions

5. Institutions financières **163**
5.1 Avis et communiqués
5.2 Réglementation et lignes directrices
5.3 Autres consultations
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
5.5 Sanctions administratives
5.6 Protection des dépôts
5.7 Autres décisions

6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés **174**
6.1 Avis et communiqués
6.2 Réglementation et instructions générales
6.3 Autres consultations
6.4 Sanctions administratives pécuniaires
6.5 Interdictions
6.6 Placements
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
6.8 Offres publiques
6.9 Information sur les valeurs en circulation
6.10 Autres décisions
6.11 Annexes et autres renseignements

7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées **287**
7.1 Avis et communiqués
7.2 Réglementation de l'Autorité
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
7.4 Autres consultations
7.5 Autres décisions

8. Entreprises de services monétaires **293**
8.1 Avis et communiqués
8.2 Réglementation
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
8.4 Autres décisions

9. Régimes volontaires d'épargne-retraite **299**
9.1 Avis et communiqués
9.2 Réglementation
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite
9.4 Autres décisions

Liste des acronymes et abréviation :

Autorité :	Autorité des marchés financiers instituée en vertu de la LESF
TMF :	Tribunal administratif des marchés financiers
CSF :	Chambre de la sécurité financière
ChAD :	Chambre de l'assurance de dommages instituée en vertu de la LDPSF
OAR :	Organismes d'autoréglementation et organismes dispensés de reconnaissance à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la surveillance de l'Autorité
OCRCVM :	Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

1.1 Avis et communiqués
1.2 Réglementation
1.3 Autres décisions

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

2.1 Rôle des audiences et décisions du TMF
2.2 Avis légaux de l'Autorité

2.1 RÔLE DES AUDIENCES ET DÉCISIONS DU TMF

2.1.1 Rôle des audiences

Tribunal administratif des marchés financiers
Québec

RÔLE DES AUDIENCES

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
15 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
16 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
16 janvier 2020 – 14 h 00					
2017-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Riad Antoine Katach Halabi Partie requérante Dominic Lacroix et Micro-Prêts Inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Sarah Desabrais	Lise Girard	Demande de levée partielle des ordonnances de blocage	Audience pro forma

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
17 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
21 janvier 2020 – 9 h 30					
2019-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse La Corporation Kim Or inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Giuseppe Di Donato	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative	Audience au fond
23 janvier 2020 – 14 h 00					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Mawa Fofana	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience pro forma

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
23 janvier 2020 – 14 h 00					
2020-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9379-4899 Québec inc., Parties intimées Pierre Deshaies et Steeve Perreault Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois Avocats s.e.n.c.r.l	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalité administrative, de conditions à l'inscription, de suspension d'inscription, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience pro forma
27 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
28 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
29 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
30 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
30 janvier 2020 – 14h					
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Plante Partie intimée SOLO International Inc. Partie intimée Frederick Langford Sharp Partie intimée Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Marc R. Labrosse Langlois Avocats s.e.n.c.r.l LCM Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience pro forma

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
2019-010	Donald Drouin Partie demanderesse Autorité des marchés financiers Partie intimée	Blouin avocat s.a. Contentieux de l'Autorité des marchés financiers marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de révision d'une décision de l'Autorité des marchés financiers et demande en sursis des procédures	Audience pro forma
30 janvier 2020 – 14h					
2017-020	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Xavier Gervais et X Capital Services Financier Inc. Parties intimées Banque nationale du Canada, Banque nationale du Canada et Financière Banque nationale inc., Parties mises en cause Samuel Gervais, Banque de Nouvelle-Écosse et Caisse Desjardins des Hauts-Boisés Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Monterosso Giroux Lamoureux Avocats Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.	Jean-Pierre Cristel	Demande de levée des ordonnances de blocage	Audience pro forma
2018-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Technologies Crypto inc., David Fortin-Dominguez et Samory Proulx-Oloko Parties intimées Banque de la Nouvelle-Écosse Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Sirois et Cohen, associés	Jean-Pierre Cristel	Demande de prolongation des ordonnances de blocage	Audience pro forma

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
31 janvier 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
3 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
4 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
5 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
6 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller	Audience au fond
7 février 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson et Jean-Paul Gagnon Parties intimées Procureur général du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	- Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercer l'activité de conseiller - Demande de report du débat constitutionnel	Audience au fond Audience pro forma

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
11 février 2020 – 9 h 30					
2019-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Évolution Québec inc. et Ramy Attara Parties intimées 9317-9687 Québec inc. Partie intimée Youssef Mouloudi et Khalid Manaa Partie intimée Ahmad Tamim Partie mise en cause Ahmed Moudrika Parties mises en cause Anfossi Tassé D'Avirro inc., Inter-Groupe Assurances inc., Banque Scotia, Banque TD et Banque Tangerine Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Étude Jean Cantin Avocat Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP Liebman Légal Inc.	Jean-Pierre Cristel	Contestation d'une décision rendue ex parte pour Youssef Mouloudi et Khalid Manaa	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
12 février 2020 – 9 h 30					
2019-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Évolution Québec inc. et Ramy Attara Parties intimées 9317-9687 Québec inc. Partie intimée Youssef Mouloudi et Khalid Manaa Parties intimées Ahmad Tamim Partie mise en cause Ahmed Moudrika Partie intimée Anfossi Tassé D'Avirro inc., Inter-Groupe Assurances inc., Banque Scotia, Banque TD et Banque Tangerine Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Étude Jean Cantin Avocat Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP Kaufman s.e.n.c.r.l./LLP Liebman Légal Inc.	Jean-Pierre Cristel	Contestation d'une décision rendue ex parte Youssef Mouloudi et Khalid Manaa	Audience au fond
25 février 2020 – 9 h 30					

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
2019-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Options investissements inc., Zina Pantorno, Mario Trudel, Richard Cardinal et Alain Laplante Parties intimées Louis Gauthier Partie intimée Daniel Taillefer Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Rouleau Boissonneault inc. Cabinet de services juridiques Inc.	Elyse Turgeon	Demande pénalité administrative, retrait des droits d'inscription, de suspension d'inscription et de mesure de redressement	Audience au fond
27 février 2020 – 14 h 00					
2018-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 4xProTrader inc. Partie intimée Banque de Montréal Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Antoine Mailloux Avocat	Lise Girard	- Demande de levée partielle des ordonnances de blocage, de pénalités administratives, de mesures de redressement et de mesures propres au respect de la loi	Audience pro forma
24 mars 2020 – 9 h 30					
2015-027	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Kamran Shahid, 9322-5746 Québec Inc., Imran Shahid et 7267711 Canada Inc Parties intimées Banque CIBC, Banque de Montréal, Banque de Montréal, Banque TD Canada Trust, Caisse Populaire Desjardins de Sault-Au-Recollet-Montréal-Nord Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	- Demande pour lever des ordonnances de blocage et distribuer des sommes bloquées	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
21 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
22 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
23 avril 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
4 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
5 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
6 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
7 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
8 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
11 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
12 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
13 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
14 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
15 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
19 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
20 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
21 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
22 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
25 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
26 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
27 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
28 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
29 mai 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
1er juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
2 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
3 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No du dossier	Parties	Procureurs	Membre(s)	Nature	Étape
4 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
5 juin 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

15 janvier 2020

2.1.2 Décisions

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2015-030

DÉCISION N° : 2015-030-013

DATE : Le 20 décembre 2019

EN PRÉSENCE DE : Me ELYSE TURGEON

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
Partie demanderesse
c.
SERVICES BENCH & JERRY INC.
et
BENCHLEY PIERRE RENÉ
et
JERRY PETERSON LAVOILE
Parties intimées
et
BANQUE TORONTO-DOMINION, 1230, boul. des Promenades, St-Hubert (Québec) J3Y 5K2
Partie mise en cause

PROLONGATION D'ORDONNANCES DE BLOCAGE

APERÇU

[1] Des ordonnances de blocage visant les fonds, titres et autres biens des intimés et ceux détenus pour eux par une institution financière mise en cause ont été prononcées, à titre de mesures conservatoires, de manière *ex parte* par le Tribunal administratif des

marchés financiers (« Tribunal ») le 5 novembre 2015[1].

[2] Depuis les ordonnances de blocages ont été prolongées à plusieurs reprises[2].

[3] Les ordonnances de blocage initiales ont été prononcées dans le cadre d'une enquête menée par l'Autorité des marchés financiers (« Autorité ») à l'encontre de ces intimés et en lien avec des manquements graves allégués à la *Loi sur les valeurs mobilières*[3] et à la *Loi sur les instruments dérivés*[4], puisqu'ils auraient exercé illégalement des activités de courtier et de conseiller en instruments dérivés et en valeurs mobilières.

[4] L'Autorité demande au Tribunal de prolonger les ordonnances actuellement en vigueur au présent dossier, pour une période de trois mois. Le procureur des intimés a consenti à cette demande dans un courriel.

[5] Le Tribunal doit donc déterminer s'il prolonge ces ordonnances de blocage et, le cas échéant, il doit déterminer la durée de cette prolongation.

[6] Après avoir dûment considéré la preuve et l'argumentation qui lui furent présentées lors de l'audience du 19 décembre 2019, le Tribunal a décidé de prolonger - dans l'intérêt public et à titre de mesures conservatoires - les ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier, et ce, pour une période de trois mois se terminant le 11 avril 2020.

ANALYSE

[7] Pour que le Tribunal puisse prolonger une ordonnance de blocage :

> (1) l'enquête menée par l'Autorité à l'égard des intimés doit toujours être en cours[5];
>
> (2) Les intimés ou les mis en cause ne doivent pas avoir manifesté leur intention de se faire entendre, ou ils ne doivent pas avoir réussi à établir que les motifs de l'ordonnance initiale ont cessé d'exister[6].

---

1 *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc*., 2015 QCBDR 152.

2 *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc*., 2016 QCBDR 78; *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc*., 2016 QCTMF 27; *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc*., 2017 QCTMF 14; *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc*., 2017 QCTMF 59; *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc.*, 2017 QCTMF 100; *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc.*, 2018 QCTMF 10; *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc.*, 2018 QCTMF 60; *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc.*, 2018 QCTMF 98; *Autorité des marchés financiers* c. *Services Bench & Jerry inc*., 2019 QCTMF 14.

3 RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »).

4 RLRQ, c. I-14.01 (« LID »).

5 Art. 249 LVM et 119 LID.

[8] Quant à la durée de l'ordonnance de blocage, la loi prévoit qu'elle est de 12 mois, à moins que le Tribunal n'en décide autrement[7].

[9] La procureure de l'Autorité a informé le Tribunal que le procureur des intimés a communiqué avec elle et lui a indiqué par écrit son consentement à la prolongation des ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier pour une période de trois mois.

[10] La procureure de l'Autorité a indiqué au Tribunal que l'enquête de l'Autorité se poursuit à l'encontre des intimés. Un complément d'enquête est sur le point d'être remis au contentieux qui pourra prendre position quant à la suite de cette affaire.

[11] Elle a aussi affirmé que les motifs qui ont justifié le prononcé des ordonnances de blocage initiales dans la présente affaire sont toujours présents.

[12] Le Tribunal considère que le délai de trois mois demandé est justifié dans les circonstances.

[13] Considérant que l'enquête de l'Autorité à l'égard des intimés se poursuit et que les intimés ont consenti, par l'entremise de leur procureur, à la demande de l'Autorité, le Tribunal prolonge - dans l'intérêt public et à titre de mesures conservatoires - les ordonnances de blocage actuellement en vigueur pour une période additionnelle de trois mois.

DISPOSITIF

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, dans l'intérêt public et en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*[8], des articles 249 et 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*[9] et des articles 119 et 120 de la *Loi sur les instruments dérivés*[10] :

ACCUEILLE la demande de prolongation des ordonnances de blocage présentée par l'Autorité des marchés financiers;

PROLONGE dans l'intérêt public les ordonnances de blocage qu'il a émises le 5 novembre 2015, telles qu'elles ont été renouvelées depuis, pour une période de trois mois, commençant le **11 janvier 2020** et se terminant le **11 avril 2020**, et ce, de la manière suivante, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme :

---

6 Art. 250 (2e al.) LVM et art. 120 LID.
7 Art. 250 (1er al.) LVM et art. 120 (1er al.) LID.
8 RLRQ, c. E-6.1.
9 Préc., note 3.
10 Préc., note 4.

- **ORDONNE** aux intimés Services Bench & Jerry inc., Benchley Pierre René et Jerry Peterson Lavoile de ne pas se départir de sommes d'argent, de titres ou d'autres biens qu'ils ont en leur possession;

- **ORDONNE** aux intimés Services Bench & Jerry inc., Benchley Pierre René et Jerry Peterson Lavoile de ne pas retirer des sommes, des titres ou d'autres biens d'entre les mains d'une autre personne qui les a en dépôt, en a la garde ou le contrôle pour eux;

- **ORDONNE** à la mise en cause Banque Toronto-Dominion, ayant une place d'affaires située au 1230, boul. des Promenades, St-Hubert (Québec) J3Y 5K2, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt ou dont elle a la garde ou le contrôle pour les intimés Services Bench & Jerry inc., pour Benchley Pierre René ou pour Jerry Peterson Lavoile, notamment les fonds détenus dans le compte bancaire n° [...].

Me Elyse Turgeon, juge administratif

Me Annie Fortin
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureure de l'Autorité des marchés financiers

Date d'audience : 19 décembre 2019

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2018-001

DÉCISION N° : 2018-001-009

DATE : Le 10 janvier 2020

EN PRÉSENCE DE : Me LISE GIRARD

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
Partie demanderesse
c.
FRÉDÉRIK BLOUIN
et
4XPROTRADER
Parties intimées
et
BANQUE DE MONTRÉAL
et
BANQUE NATIONALE DU CANADA
et
CAISSE DESJARDINS DE LÉVIS
Parties mises en cause

DÉCISION
ORDONNANCE DE PROLONGATION DE BLOCAGE

APERÇU

[1] Le 18 janvier 2018, des ordonnances de blocage[1] ont été prononcées à l'égard des intimés. Ces ordonnances ont été prolongées à plusieurs reprises[2], ont fait l'objet d'une levée partielle[3] et viennent à échéance le 14 janvier 2020.

[2] L'Autorité demande au Tribunal de les prolonger jusqu'au 14 janvier 2021, soit pour une période additionnelle de 12 mois. Les intimés ne se sont pas opposés à la demande de l'Autorité. De surcroît, l'intimé Frédérik Blouin, lequel est représenté par procureur, a consenti à la prolongation des ordonnances de blocage comme demandé par l'Autorité.

[3] Ceci fait suite à une enquête menée par l'Autorité des marchés financiers en lien avec la *Loi sur les valeurs mobilières*[4] et à la *Loi sur les instruments dérivés*[5], alléguant que les intimés auraient notamment effectué sans inscription ou autorisation auprès de l'Autorité des activités de conseiller, de courtier et de placements sans prospectus.

[4]] Le Tribunal doit donc déterminer, dans un premier temps, s'il prolonge ces ordonnances de blocage et, le cas échéant, déterminer la durée de cette prolongation.

[5] Après avoir dûment entendu les représentations de l'Autorité, le Tribunal a décidé de prolonger - dans l'intérêt public et à titre de mesure conservatoire - les ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier, et ce, pour une période additionnelle de 12 mois se terminant le 14 janvier 2021.

ANALYSE

[6] Pour que le Tribunal puisse prolonger une ordonnance de blocage :

(1) l'enquête doit toujours être en cours[6];

(2) les motifs initiaux doivent toujours exister[7].

[7] Quant à la durée de l'ordonnance de blocage, la loi prévoit qu'elle est de 12 mois, à moins que le Tribunal n'en décide autrement[8].

[8] Le procureur de l'Autorité a indiqué qu'un acte introductif d'instance a été signifié à

---

1 *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2018 QCTMF 2.
2 *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2018 QCTMF 48; *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2018 QCTMF 85; *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2018 QCTMF 95; *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2019 QCTMF 8; *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2019 QCTMF 39; *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2019 QCTMF 56.
3 *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2018 QCTMF 25.
4 RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »).
5 RLRQ, c. I-14.01 (« LID »).
6 Art. 249 LVM.
7 Art. 250 (2e al.) LVM.
8 Art. 250 (1er al.) LVM.

4xProTrader visant notamment à lui imposer des mesures de redressement et des pénalités administratives pour avoir contrevenu à la LVM et à LID et il était présentable le 9 janvier 2020.

[9] Tel que mentionné précédemment, le procureur de l'intimé Frédérik Blouin a consenti à la demande en prolongation de l'Autorité.

[10] Quant à l'intimée 4XProTrader, n'étant pas représentée par procureur, elle n'a pas contesté la demande de prolongation de blocage de l'Autorité.

[11] Il appert des représentations du procureur de l'Autorité que l'enquête, en son sens large, est toujours en cours et que les motifs initiaux sont toujours présents.

[12] Quant à la durée de l'ordonnance de blocage, le procureur de l'Autorité a indiqué qu'une durée de 12 mois est requise pour permettre au recours administratif d'être entendu.

[13] Le Tribunal considère que la durée de 12 mois demandée par l'Autorité est raisonnable dans les circonstances.

[14] Par conséquent, le Tribunal estime qu'il est dans l'intérêt public de prolonger les ordonnances de blocage pour une période additionnelle de 12 mois.

POUR CES MOTIFS le Tribunal administratif des marchés financiers, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*[9] ainsi que des articles 249 et 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières* :

ACCUEILLE la demande de prolongation des ordonnances de blocage présentée par l'Autorité des marchés financiers;

PROLONGE les ordonnances de blocage émises par le Tribunal le 18 janvier 2018[10], telles que renouvelées depuis, pour une période de **12 mois** commençant le **14 janvier 2020** et se terminant le **14 janvier 2021** de la manière suivante, et ce, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées avant l'échéance de ce terme :

> **ORDONNE** à l'intimée 4xProTrader inc., faisant également affaire sous le nom « Gestion 4xProTrader », de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en sa possession;
>
> **ORDONNE** à l'intimée 4xProTrader inc., faisant également affaire sous le nom « Gestion 4xProTrader », de ne pas retirer des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour elle, dont notamment auprès de la mise en cause, Banque de Montréal, ayant une succursale située au 1600, Boulevard Lebourgneuf, Québec (Québec)

---

9 RLRQ, c. E-6.1.

10 *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, préc., note 1.

G2K 2M4, notamment dans les comptes n° **2193-1054915**, n° **2193-8931933**, n° **2759-1994739** et dans le compte de placement portant le n° **60111585**;

ORDONNE à la mise en cause, Banque de Montréal, ayant une succursale située au 1600, Boulevard Lebourgneuf, Québec (Québec) G2K 2M4, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt, ou dont elle a la garde ou le contrôle pour l'intimée 4xProTrader inc., faisant également affaire sous le nom « Gestion 4xProTrader », notamment dans les comptes n° **2193-1054915**, n° **2193-8931933**, n° **2759-1994739** et dans le compte de placement portant le n° **60111585**;

ORDONNE à l'intimé Frédérik Blouin de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'il a en sa possession;

ORDONNE à l'intimé Frédérik Blouin, de ne pas retirer des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour lui, dont notamment auprès de la mise en cause, Banque de Montréal, ayant une succursale située au 1600, Boulevard Lebourgneuf, Québec (Québec) G2K 2M4, notamment dans le compte portant le n° **[1]**;

ORDONNE à la mise en cause, Banque de Montréal, ayant une succursale située au 1600, Boulevard Lebourgneuf, Québec (Québec) G2K 2M4, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt, ou dont elle a la garde ou le contrôle pour l'intimé Frédérik Blouin, notamment dans le compte portant le n° **[1]** ;

ORDONNE à l'intimé Frédérik Blouin, de ne pas retirer des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour lui, dont notamment auprès de la mise en cause, Banque Nationale du Canada, ayant une succursale située au 280, rue Racine, à Québec, Québec, G2B 1E6, notamment dans le compte portant le n° **[2]**;

ORDONNE à la mise en cause, Banque Nationale du Canada, ayant une succursale située au 280, rue Racine, à Québec, Québec, G2B 1E6, de ne pas se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt, ou dont elle a la garde ou le contrôle pour l'intimé Frédérik Blouin, notamment dans le compte portant le n° **[2]**;

ORDONNE à l'intimé Frédérik Blouin, de ne pas retirer des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour lui, dont notamment auprès de la mise en cause, Caisse Desjardins de Lévis, ayant son domicile situé au 995, boulevard Alphonse Desjardins, Lévis, Québec, G6V 0M5, notamment dans le compte portant le n° **[3]**;

ORDONNE à la mise en cause, Caisse Desjardins de Lévis, ayant son domicile situé au 995, boulevard Alphonse Desjardins, Lévis, Québec, G6V 0M, de ne pas

se départir, directement ou indirectement, des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt, ou dont elle a la garde ou le contrôle pour l'intimé Frédérik Blouin, notamment dans le compte portant le n° **[3]**;

RECONDUIT les conditions initiales prononcées à l'occasion de la levée partielle de blocage le 19 mars 2018 et ainsi :

ORDONNE à Frédérik Blouin de transmettre par courriel à l'Autorité des marchés financiers, à l'adresse courriel suivante : jean-pierre.aube@lautorite.qc.ca, le nom de l'institution financière auprès de laquelle un nouveau compte bancaire sera ouvert à son nom, les coordonnées complètes de celle-ci, de même que le numéro de ce compte, et ce, dans les cinq (5) jours de l'ouverture du compte;

ORDONNE à Frédérik Blouin de transmettre par courriel à l'Autorité des marchés financiers, à l'adresse courriel suivante : jean-pierre.aube@lautorite.qc.ca, une copie du relevé du compte bancaire à être ouvert, faisant état des transactions effectuées au courant de la semaine précédente, tous les lundis, au plus tard à 17h00;

ORDONNE à Frédérik Blouin de transmettre par courriel à l'Autorité des marchés financiers, à l'adresse courriel suivante : jean-pierre.aube@lautorite.qc.ca, une copie du relevé mensuel du compte bancaire à être ouvert et de chacune des pièces justificatives (dépôts et retraits) pendant la période visée par ce relevé, et ce, le premier lundi suivant la réception de ce relevé, au plus tard à 17h00;

ORDONNE à Frédérik Blouin, d'aviser par courriel l'Autorité des marchés financiers, à l'adresse courriel suivante : jean-pierre.aube@lautorite.qc.ca, de tout changement quant à ses sources de revenus et entrées de fonds actuelles, dont notamment l'ajout ou le retrait de sources de revenus ou d'entrées de fonds, et ce, le premier lundi suivant la survenance du changement en question, au plus tard à 17h00;

ORDONNE à Frédérik Blouin, de transmettre par courriel à l'Autorité des marchés financiers, à l'adresse courriel suivante : jean-pierre.aube@lautorite.qc.ca, une copie des relevés mensuels des cartes de crédit dont il est, ou pourrait être, le détenteur, et des cartes de crédit qu'il utilise, ou pourrait utiliser, et ce, le premier lundi suivant la réception de ce relevé, au plus tard à 17h00;

ORDONNE à Frédérik Blouin, de transmettre par courriel à l'Autorité des marchés financiers, à l'adresse courriel suivante : jean-pierre.aube@lautorite.qc.ca, toutes les informations concernant les sommes qu'il reçoit, ou pourrait recevoir, en argent comptant, dont notamment les noms des individus ou sociétés ayant versé ces sommes, leurs coordonnées, les motifs de la remise de ces sommes et la manière dont ces sommes ont été utilisées, et toutes les pièces justificatives, le cas échéant, et ce, le premier lundi suivant la réception d'une telle somme, au plus tard à 17h00.

La présente décision ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision de levée partielle des ordonnances de blocage prononcée le 19 mars 2018[11]

Me Lise Girard, juge administratif

Me Valentin Jay
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureur de l'Autorité des marchés financiers

Me Antoine Mailloux
(Antoine Mailloux Avocat inc.)
Procureur de Frédérik Blouin

Date d'audience : 9 janvier 2020

[11] *Autorité des marchés financiers* c. *Blouin*, 2018 QCTMF 25.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2018-019

DÉCISION N° : 2018-019-002

DATE : Le 6 janvier 2020

EN PRÉSENCE DE : Me ELYSE TURGEON

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
Partie demanderesse / INTIMÉE
c.
CAROL HUDSON
et
JEAN-PAUL GAGNON
Parties intimées / MISES EN CAUSE
et
NICOLAS DE SMET
et
DANIEL KAUFMAN
Parties intimées / REQUÉRANTES

DÉCISION

APERÇU

[1] Le Tribunal administratif des marchés financiers (« Tribunal ») est saisi d'une requête de Daniel Kaufman et de Nicolas De Smet en radiation d'allégations énoncées dans la demande introductive d'instance de l'Autorité des marchés financiers (« l'Autorité ») au présent dossier.

[2] Cette requête préliminaire s'inscrit dans le cadre d'une demande de l'Autorité faite en vertu des articles 93 et 94 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*[1] (« LESF ») et des articles 265, 266 et 273.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*[2] (« LVM »).

[3] Dans sa demande introductive, l'Autorité soutient que Carol Hudson, Daniel Kaufman et Nicolas De Smet ont agi à titre de conseillers ou de courtiers au sens de l'article 5 de la LVM sans être inscrits à ce titre auprès de l'Autorité, et ce, en contravention à l'article 148 de la LVM et elle prétend qu'ils ont également aidé Luc Roberge à agir à ce titre.

[4] Toujours selon l'Autorité, Jean-Paul Gagnon aurait aidé Luc Roberge ainsi que les intimés Nicolas De Smet et Daniel Kaufmann à agir comme courtier ou conseiller en valeurs sans être inscrit à ce titre et aurait procédé à des placements sans prospectus.

[5] Pour la présente requête, le Tribunal doit donc déterminer s'il y a lieu de radier certains des allégués de la demande introductive de l'Autorité tel que le demandent Nicolas De Smet et Daniel Kaufman. Pour ce faire, il devra répondre aux questions suivantes :

i. Est-ce que les allégés 32 i), 195 et 196 de la demande de l'Autorité sont non pertinents, tendancieux non appuyés ou non visés par la démonstration qu'entend faire l'Autorité au Tribunal ?

ii. Est-ce que les allégués 52 à 67, 70 à 75, 217, 218 et 219 de la demande de l'Autorité font référence à des faits qui échappent à la compétence territoriale du Tribunal ?

iii. Y-a-t-il lieu en l'instance de rendre toute autre ordonnance et de condamner aux frais tel que le demandent Daniel Kaufman et Nicolas De Smet ?

[6] Pour les motifs exposés ci-après, le Tribunal en arrive à la conclusion que la requête en radiation d'allégués doit être accueillie en partie, pour les allégations 195 et 196 de la demande introductive d'instance et doit être rejetée pour le reste.

[7] Quant aux autres conclusions recherchées, le Tribunal ne juge pas utile de rendre toute autre ordonnance que ce soit ni d'accorder les frais demandés par Daniel Kaufman et Nicolas De Smet.

ANALYSE

Question 1 : Est-ce que les allégés 32 i), 195 et 196 de la demande de l'Autorité ne sont pas appuyés, non pertinents, tendancieux ou non visés par la démonstration qu'entend faire l'Autorité au Tribunal ?

[8] De prime abord, le Tribunal souligne que l'allégué 198 de la demande introductive d'instance était aussi visé par la requête de Daniel Kaufman et Nicolas De Smet à

---

1 RLRQ, c. E-6.1.
2 RLRQ, c. V-1.1.

l'origine. Cependant, lors de l'audition, les procureurs de ces derniers ont indiqué au Tribunal qu'ils renonçaient à cette demande pour ce paragraphe 198.

Droit applicable

[9] Le *Règlement sur les règles de procédure du Tribunal administratif des marchés financiers* (« règlement ») établi notamment le cadre dans lequel les demandes présentées au Tribunal sont entendues.

[10] Selon son article 1, ce règlement vise à simplifier et accélérer le déroulement des audiences et encourage la collaboration entre les parties et les avocats.

[11] Il faut rappeler que le Tribunal exerce des activités purement juridictionnelles et est régi par les articles 9 et suivants de la *Loi sur la justice administrative*[3] (« LJA »).

[12] Selon ces articles, les procédures devant le Tribunal doivent être conduites de manière à permettre un débat loyal dans le respect du devoir d'agir de manière impartiale[4].

[13] Ces articles, tout comme l'article 56 de ce règlement[5], prévoient également que le Tribunal est maître de la conduite de l'audience.

[14] Le règlement ne prévoit pas d'encadrement ou de critères à respecter en lien avec des demandes de radiation d'allégations.

[15] Cependant, l'article 3 de ce règlement prévoit que :

> « En l'absence de dispositions applicables à un cas particulier, le tribunal ou le Tribunal peut y suppléer par toute procédure compatible avec la loi ou ses règles de procédure.
>
> Ces règles de procédure sont destinées à faire apparaître le droit et en assurer la sanction et, à moins d'une disposition contraire, l'inobservation de celles qui ne sont pas d'ordre public ne pourra affecter le sort d'une demande que s'il n'y a pas été remédié alors qu'il était possible de le faire. Ces dispositions doivent s'interpréter les unes par les autres et, autant que possible, de manière à faciliter la marche normale des auditions, plutôt qu'à la retarder ou à y mettre fin prématurément. »

[16] De plus, selon l'article 72 de ce règlement, toute partie peut présenter toute preuve pertinente pour la détermination de ses droits et obligations.

[17] Le contenu de toute demande faite au Tribunal comme celle de l'Autorité est quant à lui régi par l'article 18 du règlement sur les règles de procédure du Tribunal.

[18] En effet, une telle demande doit, entre autres, comporter un exposé des motifs invoqués au soutien de la demande en plus des faits relatifs à la demande.

---

3 *Loi sur la justice administrative*, RLRQ, c. J-3.
4 *Ibid*., art. 9
5 *Règlement sur les règles de procédure du Tribunal administratif des marchés financiers*, préc., note 3, art. 56.

[19] Selon l'article 75 de ce règlement, le Tribunal n'est pas tenu de suivre les règles ordinaires de la preuve en matière civile, mais il peut y référer en cas de besoin.

[20] Or, en matière civile c'est l'article 169 du *Code de procédure civile* qui permet la présentation d'une demande en radiation d'allégation dans les termes qui suivent :

> « 169. Une partie peut demander au tribunal toute mesure propre à assurer le bon déroulement de l'instance.
>
> Elle peut aussi demander au tribunal d'ordonner à une autre partie de fournir des précisions sur des allégations de la demande ou de la défense ou de lui communiquer un document, ou encore de procéder à la radiation d'allégations non pertinentes.
>
> Le jugement qui accueille une telle demande peut enjoindre à une partie de faire un acte dans un délai imparti sous peine de rejet de la demande introductive de l'instance ou de la défense ou de la radiation des allégations concernées. »
>
> [Nos soulignements]

[21] Ainsi, en matière civile, c'est le critère de la pertinence qui doit être évalué par le juge afin de déterminer s'il y a lieu ou non de radier une allégation. Le Tribunal considère que ce critère de pertinence s'applique également en matière administrative.

[22] Ainsi, la pertinence de l'allégation dont on demande la radiation guidera le Tribunal dans son appréciation.

[23] La décision *Entreprise TRA (2011) inc.* c. *Québec (Procureure générale) (Ministère des Transports)*[6] traite de la pertinence comme suit :

> « (10) Dans son ouvrage sur la preuve civile, le professeur Royer définit la pertinence comme suit :
>
> > *Dans un procès civil, un fait est pertinent lorsqu'il tend à établir l'existence ou non d'un droit réclamé. La notion de pertinence s'apprécie par rapport à l'obligation des parties de faire la preuve de l'ensemble des éléments sur lesquels repose la réclamation. Un fait est notamment pertinent s'il s'agit d'un fait en litige, s'il contribue à prouver d'une façon rationnelle un fait en litige ou s'il a pour but d'aider le tribunal à apprécier la force probante d'un témoignage.*[2] »
>
> [Référence omise]

[24] À la lumière de ce qui précède et eu égard à une demande en radiation d'allégations, la décision *Iredale* c. *Stroll*[7] soumise par les intimés établit bien les principes applicables en cette matière que suivra le Tribunal, lesquels sont les suivants :

---

6 2015 QCCS 3938.
7 2008 QCCS 2702.

> « 24.1 l'allégation doit, *a priori*, se rapporter aux questions centrales que soulève le litige [11];
>
> 24.2 la pertinence s'évalue en fonction des conclusions recherchées[12];
>
> 24.3 toute preuve qui serait de nature à déplacer le débat et à ouvrir la porte à des querelles qui n'avanceraient pas la solution du problème sera refusée[13];
>
> 24.4 l'allégation dont la preuve est proposée est utile, appropriée, susceptible de faire progresser le débat et repose sur un objectif acceptable que la partie cherche à atteindre dans l'élaboration de la théorie de sa cause[14];
>
> 24.5 malgré le fait qu'il s'agisse d'une gestion particulière, le Tribunal doit conserver une approche relativement généreuse afin de ne pas porter atteinte aux droits des parties au fond[15]. »
>
> [Références omises]

[25] De plus, en s'appuyant sur la jurisprudence développée en matière civile, le Tribunal retient également qu'à un stade préliminaire des procédures et avant l'enquête, le juge saisi d'une requête en radiation d'allégations doit agir avec grande prudence avant d'y donner suite.

[26] Dans l'arrêt *Desmarteau* c. *Ontario Lottery and Gaming Corporation*[8], la Cour d'appel rappelle que la prudence commande qu'en cas de doute, celui-ci doit jouer en faveur du maintien de l'allégation :

> « [32] En raison de cette méprise sur la jurisprudence applicable, le juge omet de tenir compte des enseignements de la Cour en matière de radiation d'allégations à un stade préliminaire comme ici. Ces enseignements rappellent que **1)** la prudence est le mot d'ordre avant de procéder à de telles radiations, **2)** il faut donner le bénéfice du doute à l'allégation dont la pertinence est contestée au stade d'une requête en radiation et **3)** la radiation, faute de pertinence, ne s'accorde que dans les cas les plus évidents.
>
> [Références omises]

Application des faits au droit

[27] Ainsi le Tribunal a fait l'exercice d'évaluer chacun des allégués dont on demande la radiation en tenant compte des critères ci-haut énoncés lesquels doivent guider son appréciation.

L'allégué du paragraphe 32 i)

[28] Le paragraphe 32, sous paragraphe i) de la demande introductive mentionne ce qui suit :

---

[8] *Desmarteau* c. *Ontario Lottery and Gaming Corporation*, 2013 QCCA 2090.

> « L'enquête a permis de révéler qu'environ deux cent quarante (240) investisseurs auraient investi dans l'achat de dinars par l'intermédiaire de Roberge, avec l'aide de De Smet et/ou Carol Hudson et ou Kaufman et ou Me Gagnon, pour un montant de plus de 3 M$, tel qu'il appert du tableau synthèse préparé par l'enquêteur, **pièce D-15**. »

[29] Selon Nicolas De Smet et Daniel Kaufman, aucune autre allégation de la demande introductive d'instance ne traite de ces 240 investisseurs.

[30] Selon eux, cet allégué non appuyé par de la preuve communiquée à ce jour jette un discrédit et teinte l'ampleur de la situation alléguée puisque seuls 24 investisseurs potentiels sont réellement visés par la demande de l'Autorité.

[31] Lorsque la requête a été entendue, l'Autorité a fait valoir que seulement le témoignage de l'enquêteur et les pièces déjà déposées au dossier serviraient à prouver cette information lors de l'audition au fond.

[32] Selon l'Autorité, cette conclusion énoncée dans la procédure serait le fruit de l'analyse des nombreux relevés de comptes bancaires lesquels auraient tous été déposés au dossier. Le tout est en lien avec les paragraphes 181 et suivants de la procédure, le paragraphe 191 et les 24 témoins civils à venir.

[33] De l'avis du Tribunal et à ce stade des procédures, ce paragraphe apparaît pertinent et en lien avec la demande de l'Autorité. À ce moment-ci, le Tribunal est d'avis qu'il serait prématuré d'ordonner la radiation de ce paragraphe.

[34] Naturellement, cet allégué ne fait pas preuve de son contenu et c'est lors de l'audition au fond que le juge assigné à cette affaire aura à évaluer la preuve qui lui sera présentée et à juger de la situation.

[35] Il est possible que l'utilisation de cette allégation par l'Autorité devienne impertinente ou non appuyée par la preuve, ce dont le juge du fond aura à décider.

[36] Cependant, à ce stade-ci des procédures et en faisant preuve de la prudence qui est requise en de semblables circonstances, le Tribunal ne peut présumer de ce qui sera présenté au fond.

[37] À cette étape des procédures, il serait imprudent pour le Tribunal d'empêcher l'Autorité d'alléguer l'existence de ces 240 investisseurs et de présenter sa preuve à ce sujet.

[38] Une preuve qui serait jugée probante de l'existence de ces 240 investisseurs pourrait avoir un impact sur la détermination d'une pénalité administrative si des contraventions à la loi étaient démontrées, ce qui est pertinent en l'instance. À l'inverse et en l'absence d'une preuve probante, le Tribunal aurait simplement à faire abstraction de cette information dans son appréciation.

[39] En conséquence le Tribunal rejette la demande de radiation d'allégation en ce qui a trait au paragraphe 32 i).

L'allégué du paragraphe 193

[40] Le paragraphe 193 de la demande introductive mentionne ce qui suit :

> « L'enquête révèle que Sterling Currency Group (« **Sterling** »), faisant aussi affaire sous le nom de « Dinar Banker », est l'un des plus gros vendeurs de dinars irakiens aux États-Unis qui offre, depuis 2004, des devises exotiques, y compris le dinar irakien, le dong vietnamien et le roupie indonésien, tel qu'il appert d'un article publié sur Internet, **pièce D-95; »**

[41] Selon Nicolas De Smet et Daniel Kaufman, ce paragraphe ne fait pas avancer le débat et ces derniers considèrent ce paragraphe comme étant tendancieux.

[42] Selon les allégations de la demande, l'Autorité entend démontrer que des sommes importantes provenant d'investisseurs auraient été destinées à Sterling Currency Group.

[43] Selon la demande introductive d'instance et les représentations des procureurs de l'Autorité, cet allégué ferait partie des constats effectués dans le cadre de l'enquête de l'Autorité.

[44] Dans ce contexte, le Tribunal estime que cette information, si prouvée, pourrait être pertinente au litige qui lui sera présenté.

[45] En tenant compte de la prudence dont doit faire preuve le Tribunal eu égard à la radiation d'allégations à ce stade des procédures, le Tribunal considère qu'il n'y a pas lieu de radier ce paragraphe.

[46] Le Tribunal souligne que sur présentation de cette preuve dans son contexte, les parties auront le loisir de s'objecter, s'il y a lieu, et de contre-interroger la personne qui tentera d'introduire une telle preuve. Si cette preuve est introduite, il appartiendra alors au Tribunal d'en apprécier la pertinence et la valeur probante.

[47] De plus, et contrairement à ce qui est allégué à la requête, le Tribunal ne considère pas, qu'à sa lecture cet allégué soit tendancieux.

[48] En conséquence le Tribunal rejette la demande de radiation d'allégation en ce qui a trait au paragraphe 193.

Les allégués des paragraphes 195 et 196

[49] Les paragraphes 195 et 196 de la demande introductive mentionnent ce qui suit :

> «195. Le 3 juin 2015, le FBI et le bureau du US Marshall ont perquisitionné Sterling, lui reprochant d'être impliqué dans un complot visant à escroquer les investisseurs acquérant des dinars irakiens qui croyaient que la monnaie irakienne serait « réévaluée » et, de ce fait, augmenterait considérablement en valeur;
>
> 196. Sterling aurait récolté plus de 600 M$ dans le cadre de ce stratagème et les propriétaires et agents de Sterling auraient blanchi l'argent grâce à diverses entités et des fiducies dans un effort pour cacher au gouvernement l'existence de leurs activités illicites; »

[50] Selon Nicolas De Smet et Daniel Kaufman, ces paragraphes ne font pas avancer le débat et ces derniers considèrent ces paragraphes comme étant tendancieux.

[51] Selon les allégations de la demande, ces paragraphes 195 et 196 feraient partie des constats effectués dans le cadre de l'enquête de l'Autorité et cette dernière semble vouloir démontrer que des sommes importantes provenant d'investisseurs auraient été destinées à Sterling Currency Group.

[52] La lecture de la procédure introductive d'instance permet de constater que ces paragraphes sont suivis du paragraphe 197, lequel fait état d'une poursuite intentée aux États-Unis dont les procédures introductives d'instance sont déposées comme pièce D-96.

[53] Ce paragraphe 197 ne fait pas partie des paragraphes dont on demande la radiation, mais la disposition des paragraphes 195 à 197 permet de comprendre que le contenu des paragraphes 195 et 196 proviendrait peut-être de la pièce D-96 mentionnée au paragraphe 197.

[54] Si tel est le cas, les parties feront leurs représentations en temps opportun eu égard au paragraphe 197, mais dans l'intervalle, le Tribunal se range du côté des arguments de Nicolas De Smet et de Daniel Kaufman voulant que ces paragraphes 195 et 196 devraient être radiés.

[55] Les allégations contenues aux procédures intentées aux États-Unis et reprises dans la procédure introductive d'instance concernant Sterling Currency Group ne se rapportent pas aux questions centrales soulevées dans la présente affaire.

[56] Le Tribunal est en accord avec Daniel Kaufman et Nicolas De Smet que, reprises de cette manière dans la procédure introductive d'instance, ces allégations teintent le litige qu'il aura à apprécier puisqu'il ne s'agit que d'allégations dans des procédures intentées devant un tribunal étranger. L'appréciation que fait le Tribunal de ces allégués aurait peut-être été différente s'il eut s'agit d'un jugement.

[57] En conséquence le Tribunal accepte la demande de radiation des paragraphes 195 et 196 de la procédure introductive d'instance et ordonne la radiation de ces paragraphes.

Question 2 : Est-ce que les allégués 52 à 67, 70 à 75, 217, 218 et 219 de la demande de l'Autorité font référence à des faits qui échappent à la compétence territoriale du Tribunal ?

[58] Dans leur requête, Daniel Kaufman et Nicolas De Smet mentionnent que les faits allégués à ces paragraphes échappent à la compétence territoriale du Tribunal puisqu'ils font référence à des évènements qui ont eu lieu à l'extérieur du Québec.

[59] Le Tribunal a constaté qu'effectivement plusieurs évènements cités à ces allégations auraient eu lieu à l'extérieur du Québec si prouvés, mais il remarque également que pour plusieurs évènements cités à ces paragraphes, la demande ne fait pas état de l'endroit où ces évènements ont eu lieu.

[60] Pour le moment, le Tribunal juge prématuré de radier ces paragraphes pour ce motif. Le Tribunal considère qu'il y a lieu de faire preuve de prudence et de laisser l'Autorité faire sa preuve sur ses allégués.

[61] En temps opportun, s'il y a lieu d'écarter des allégations au motif de territorialité, le juge du fond pourra le faire après avoir entendu toute la preuve sur ces questions et il le fera s'il le juge approprié.

[62] Le Tribunal rappelle également que parmi les contraventions reprochées à Daniel Kaufman et Nicolas De Smet, il y a celles d'avoir aidé Luc Roberge à effectuer le placement de valeurs auprès d'investisseurs. Or, rien à la procédure n'indique que de tels placements allégués auraient été faits exclusivement à l'extérieur du Québec.

[63] De plus, la procédure introductive de l'Autorité ne précise pas toujours où certains gestes, documents, communications ou faits allégués auraient été commis ou reçus et à ce niveau seule la preuve qui sera faite permettra d'apprécier ces allégations avec précision.

[64] Selon les allégations à la procédure introductive, qui doivent toujours être prouvées, plusieurs des titres pour lesquels auraient été versées des sommes appartenant à des investisseurs auraient été des titres de sociétés étrangères.

[65] Si prouvé, ce fait à lui seul ne serait pas suffisant pour conclure à l'absence de juridiction du Tribunal sur la base de l'extraterritorialité.

[66] Le Tribunal rappelle un passage d'une décision de la Cour du Québec, dans une affaire opposant l'Autorité à un intervenant du secteur financier, où elle s'exprimait ainsi quant à l'aspect territorial de la Loi :

> « [60] La compétence de l'AMF se limite au Québec et elle vise tant les consommateurs québécois que les intervenants du secteur financier qui y font affaires. Elle n'a donc pas compétence sur des sociétés hors du Québec qui font affaires ensemble hors du Québec ou qui transigent hors du Québec avec des consommateurs de valeurs mobilières qui sont hors du Québec. <u>Mais elle peut, dans certains cas, avoir une compétence extraterritoriale.</u>
>
> [61] C'est ainsi que dès 1961 la Cour suprême du Canada [arrêt *Gregory*] a reconnu la compétence de la Commission des valeurs mobilières sur une société qui avait son siège social à Montréal, mais qui sollicitait, à partir de Montréal, l'investissement dans des mines québécoises auprès de personnes situées hors du Québec. La Cour suprême du Canada estimait que, le but de la législation étant de s'assurer que les personnes qui transigent des valeurs mobilières à l'intérieur du Québec soient honnêtes, une compétence élargie était donc justifiée pour protéger le public québécois, ou d'ailleurs, d'activités illicites émanant du Québec.
>
> [62] En 1966, la Cour d'appel du Manitoba [*R. c. W. McKenzie Securities Ltd*, (1966) 1966 CanLII 485 (MB CA), 56 D.L.R. (2d) 56] <u>confirmait qu'un courtier ontarien qui contactait par téléphone des</u>

> résidents manitobains tombait sous la juridiction manitobaine en matière de valeurs mobilières même s'il opérait de l'extérieur du Manitoba puisqu'il s'adressait à des investisseurs manitobains et que le but des lois de ce genre est de protéger le public.
>
> [63] Plus récemment la Cour d'appel de Colombie-Britannique [*Bennett c. Bristish Columbia (Securities Commission*, 1992 CanLII 1527 (BC C.A.), (1992) 94 D.L.R. (4th) 339 (C.A.C.- B.), permission d'appeler à la Cour suprême refusée (1992) 97 D.L.R.] reconnaissait sa compétence, même concurrente avec l'Ontario, sur des valeurs mobilières transigées par des résidents de cette province présents en tout temps dans la province, mais pour des titres inscrits sur le TSE, donc à l'extérieur de la Colombie-Britannique alors que ces mêmes personnes faisaient l'objet de poursuites en Ontario pour les mêmes causes. Elle disait que c'était là un risque que couraient ceux dont les activités relèvent ou peuvent relever de la compétence de deux provinces ou plus.
>
> [64] Par la lettre que le défendeur envoie le 14 février 2006, portant l'en-tête de EIVC et indiquant l'adresse au Québec de cette société, le défendeur démontre qu'EIVC agit au Québec. Les enveloppes sont toutes postées du Canada.
>
> [65] A la lumière des arrêts précités, il devient évident que l'AMF a compétence sur EIVC.
>
> [66] Cette société a une place d'affaires à Montréal. C'est à Montréal qu'elle signe le contrat d'acquisition du brevet de gazéification des déchets. C'est de Montréal qu'elle achemine aux acquéreurs québécois les certificats d'actions d'UEEC. Elle fait donc des affaires au Québec. »[9]
>
> [Nos soulignements]

[67] Ainsi, la question de déterminer l'extraterritorialité des contraventions à la Loi alléguées par l'Autorité est une question complexe qui doit être évaluée par le juge du fond du dossier après qu'il eut entendu l'ensemble de la preuve faite à ce sujet.

[68] Le Tribunal considère que radier ces allégations à ce stade des procédures et avant que la preuve ne soit faite nuirait plus au bon déroulement de l'audience à venir que d'en favoriser la bonne marche.

[69] Par ailleurs, ceci étant dit, il n'en demeure pas moins que selon la preuve qui sera faite au fond, la question de l'extraterritorialité risque de refaire surface et le juge du fond est celui qui l'appréciera à la lumière de la preuve qui lui aura été faite.

[70] Vu ce qui précède, le Tribunal considère qu'il est opportun de laisser le juge du fond apprécier l'entièreté de la preuve en ce qui a trait à l'extraterritorialité et de ne pas ordonner la radiation des paragraphes demandés.

---

9 *Autorité des marchés financiers* c. *Demers*, 2008 QCCQ 8098.

[71] En conséquence, le Tribunal rejette la demande en radiation des allégués 52 à 67, 70 à 75, 217, 218 et 219.

Question 3 : Autre ordonnance et frais

[72] La requête de Nicolas De Smet et de Daniel Kaufman demande au Tribunal de rendre toute autre ordonnance et de condamner aux frais.

[73] Le Tribunal ne juge pas approprié de rendre toute autre ordonnance et aucune autre ordonnance ne lui a été demandée lors de la présentation de la requête pas plus qu'il juge approprié de condamner pour les frais.

CONCLUSION

POUR CES MOTIFS, le Tribunal, en vertu des articles 93 et 97 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*[10] :

ACCUEILLE PARTIELLEMENT la demande en radiation d'allégations de Daniel Kaufman et Nicolas De Smet, en ce qui a trait aux allégués 195 et 196;

ORDONNE la radiation des allégués 195 et 196;

REJETTE la demande en radiation d'allégations de Daniel Kaufman et Nicolas De Smet quant au reste.

Me Elyse Turgeon, juge administratif

Me Nathalie Chouinard
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureure de l'Autorité des marchés financiers

Me Michel Pelletier
Procureur de Nicolas De Smet

Me Ulisce Desmarais
Procureur de Daniel Kaufman

Date d'audience : 29 octobre 2019

[10] RLRQ, c. E-6.1.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2018-019

DÉCISION N° : 2018-019-003

DATE : Le 9 janvier 2020

EN PRÉSENCE DE : Me ELYSE TURGEON

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
Partie demanderesse / INTIMÉE
c.
CAROL HUDSON
et
JEAN-PAUL GAGNON
Parties intimées / MISES EN CAUSE
et
NICOLAS DE SMET
et
DANIEL KAUFMAN
Parties intimées / REQUÉRANTES

DÉCISION

APERÇU

[1] Le Tribunal administratif des marchés financiers (« Tribunal ») est saisi d'une requête de Daniel Kaufman et de Nicolas De Smet en arrêt des procédures pour délai déraisonnable en lien avec l'acte introductif d'instance de l'Autorité des marchés financiers (« l'Autorité ») au présent dossier.

[2] Cette requête préliminaire s'inscrit dans le cadre de cet acte introductif d'instance de l'Autorité fait en vertu des articles 93 et 94 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*[1] (« LESF ») et des articles 265, 266 et 273.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*[2] (« LVM »).

[3] Dans son acte introductif, l'Autorité soutient que Carol Hudson, Daniel Kaufman et Nicolas De Smet ont agi à titre de conseillers ou de courtiers au sens de l'article 5 de la LVM sans être inscrits à ce titre auprès de l'Autorité, et ce, en contravention à l'article 148 de la LVM et elle prétend qu'ils ont également aidé Luc Roberge à agir à ce titre.

[4] Toujours selon l'Autorité, Jean-Paul Gagnon aurait aidé Luc Roberge ainsi que les intimés Nicolas De Smet et Daniel Kaufmann à agir comme courtier ou conseiller en valeurs sans être inscrit à ce titre et aurait procédé à des placements sans prospectus.

[5] Selon l'Autorité, les évènements visés par l'acte introductif d'instance et invoqués à l'encontre de Daniel Kaufman et Nicolas De Smet auraient débuté en 2000 et se seraient poursuivis jusqu'en décembre 2015.

[6] De plus, selon l'acte introductif d'instance, l'Autorité aurait débuté son enquête en février 2014 eu égard à ces évènements allégués, et ce, à la suite de la publication d'un article de journal.

[7] En février 2016, l'Autorité a déposé auprès du Tribunal[3] des demandes d'interdictions d'opérations sur valeurs, de blocage ainsi qu'une ordonnance de mesures propres à assurer le respect de la Loi pour lesquelles le Tribunal a rendu un jugement intérimaire de blocage en février 2016[4] lequel a été prolongé à plusieurs reprises depuis. Il a entériné un engagement de Nicolas De Smet en mars 2016[5], et a prononcé un jugement au fond en décembre 2017[6].

[8] Par la suite, le 20 août 2018, l'Autorité déposait son acte introductif d'instance dans la présente affaire selon lequel des pénalités administratives totalisant une somme de 3 millions de dollars (3 000 000 $) sont demandées à l'encontre de Carol Hudson, Nicolas De Smet, Daniel Kaufmann et Jean-Paul Gagnon.

[9] Par la présente décision, le Tribunal doit déterminer s'il y a lieu, dans l'intérêt public et avant l'audition au fond de cette affaire, de mettre fin aux procédures de nature administrative initiées par l'Autorité le 20 août 2018 à l'encontre de Daniel Kaufman et Nicolas De Smet pour cause de délai déraisonnable.

[10] Il doit également déterminer, s'il y a lieu de rendre toute autre conclusion, réparation et ou ordonnance.

---

1 RLRQ, c. E-6.1.
2 RLRQ, c. V-1.1.
3 Dossier portant le numéro 2016-006.
4 *Autorité des marchés financiers* c. *Roberge (Succession de)*, 2016 QCBDR 27.
5 *Autorité des marchés financiers* c. *De Smet*, TMF Montréal, no 2016-006, 24 mars 2016, Me Lise Girard.
6 *Autorité des marchés financiers* c. *Succession de Roberge*, 2017 QCTMF 134.

[11] Pour les motifs exposés ci-après, le Tribunal en arrive à la conclusion que la demande en arrêt des procédures doit être rejetée avant l'audition au fond de cette affaire. Ceci n'exclut pas la possibilité pour les intimés Daniel Kaufman ou Nicolas De Smet de plaider la question du délai déraisonnable en droit administratif sur le fond de l'affaire après que le juge du fond eut entendu cette affaire.

[12] Quant aux autres conclusions recherchées, le Tribunal ne juge pas utile de rendre toute autre ordonnance que ce soit, ni d'accorder les frais demandés par Daniel Kaufman et Nicolas De Smet.

ANALYSE

Question 1 : Est-ce que le Tribunal doit, dans l'intérêt public et avant l'audition au fond de cette affaire, mettre fin aux procédures de nature administrative initiées par l'Autorité le 20 août 2018 à l'encontre de Daniel Kaufman et Nicolas De Smet pour cause de délai déraisonnable ?

Droit applicable

[13] D'emblée le Tribunal souligne que la *Loi sur les valeurs mobilières*[7] ne prévoit aucune prescription pour les procédures administratives présentées au Tribunal.

[14] Cette loi prévoit par ailleurs une prescription de cinq ans[8], en matière pénale, et celle-ci court entre la date d'ouverture du dossier d'enquête et le dépôt de la poursuite.

[15] Toutefois, la présente affaire n'est pas un recours pénal intenté par l'Autorité devant la Cour du Québec en vertu de la LVM, mais un recours de nature administrative présenté au Tribunal qui vise à protéger l'intérêt public.

[16] En matière administrative, la décision *Blencoe*[9] de la Cour suprême du Canada est un arrêt de principe sur la question des délais dans un contexte administratif.

[17] Les principes établis par cet arrêt ont été repris à plusieurs reprises par le Tribunal dans diverses décisions[10].

[18] Ainsi, selon cet arrêt, la Cour suprême du Canada a déterminé que la personne qui demande l'arrêt des procédures doit démontrer que le délai inacceptable imputable à l'État lui a causé un préjudice important. Cette décision mentionne ce qui suit :

> « 101 Selon moi, le droit administratif offre des réparations appropriées en ce qui concerne le délai imputable à l'État dans des procédures en matière de droits de la personne. Cependant, le délai ne justifie pas, à lui seul, un arrêt des procédures comme l'abus de procédure en common law. Mettre fin aux procédures simplement en raison du délai écoulé reviendrait à imposer une prescription d'origine judiciaire (voir: *R. c. L. (W.K.)*, 1991 CanLII (CSC),

---

7 Préc., note 2.
8 Article 211 LVM.
9 *Blencoe c. C-B (Human Rights Commission)*, 2000 CSC 44.
10 *English* c. *Investment Dealers Association of Canada*, 2005 QCBDRVM 22, *Abikhzer* c. *Autorité des marchés financiers,* 2016 QCBDR 34*, Autorité des marchés financiers* c. *Plante,* 2019 QCTMF 50.

> [1991] 1 R.C.S. 1091, à la p. 1100; *Akthar c. Canada (Ministre de l'Emploi et de l'Immigration)*, [1991] 3 C.F. 32 (C.A.). En droit administratif, il faut prouver qu'un délai inacceptable a causé un préjudice important. »[11]

[19] Cet arrêt détermine également qu'un long délai n'est pas suffisant pour justifier un arrêt des procédures. Ceci impose aux requérants Daniel Kaufman et Nicolas De Smet le fardeau de prouver le préjudice qui leur est causé.

[20] Ainsi, selon la Cour suprême de « *vagues assertions n'établissant pas l'incapacité de prouver des faits nécessaires pour répondre aux plaintes* »[12] ne compromet pas la possibilité pour l'intimé de présenter une défense pleine et entière pour donner lieu à l'arrêt des procédures.

[21] La Cour suprême a également ajouté dans *Blencoe* que pour donner lieu à un arrêt des procédures, un délai doit être manifestement inacceptable et avoir directement causé un préjudice important en mentionnant ce qui suit :

> « 115 [...] Ainsi, pour constituer un abus de procédure dans les cas où il n'y a aucune atteinte à l'équité de l'audience, le délai doit être manifestement inacceptable et avoir directement causé un préjudice important. Il doit s'agir d'un délai qui, dans les circonstances de l'affaire, déconsidérerait le régime de protection des droits de la personne. »[13]

[22] Finalement, dans cette décision, la Cour suprême ajoute que les cas de cette nature sont extrêmement rares et que seules les procédures injustes au point d'être contraires aux intérêts de la justice devaient faire l'objet d'un arrêt des procédures en indiquant ce qui suit :

> « 120 Pour conclure qu'il y a eu abus de procédure, la cour doit être convaincue que [TRADUCTION] "le préjudice qui serait causé à l'intérêt du public dans l'équité du processus administratif, si les procédures suivaient leur cours, excéderait celui qui serait causé à l'intérêt du public dans l'application de la loi, s'il était mis fin à ces procédures" (Brown et Evans, op. cit., à la p. 9-68)… Pour reprendre les termes employés par le juge l'Heureux-Dubé, il y a abus de procédure lorsque les procédures sont "injustes au point qu'elles sont contraires à l'intérêt de la justice" (p. 616). "Les cas de cette nature seront toutefois extrêmement rares" (Power, précité, à la p. 616)… »

Application des faits au droit

[23] Ainsi, le Tribunal a fait l'exercice d'évaluer la situation en tenant compte des critères ci-haut énoncés lesquels doivent guider son appréciation.

[24] À l'audition de la requête, Daniel Kaufman a été entendu à titre de témoin. Il a témoigné sur sa mémoire des évènements à la base de l'acte introductif de l'Autorité et

---

11 Blencoe c. *C-B (Human Rights Commission)*, précitée, note 9.
12 *Id*., par. 103.
13 *Id*., par. 115.

sur le fait que plusieurs documents lui manquaient afin de lui permettre d'assurer sa défense.

[25] Il indique avoir déménagé plus de 12 fois depuis 2000 et mentionne qu'il n'a conservé que très peu de documents relativement à cette affaire.

[26] Il a fait état que sa mémoire n'est pas très bonne pour des évènements datant des années 2000, mais que son implication daterait de 2013.

[27] Il a fait part de certains problèmes cognitifs et de son âge de 75 ans, mais a aussi mentionné se souvenir des détails qu'il a fournis aux enquêteurs en 2016, surtout pour les évènements survenus en 2014 en raison de la proximité de son implication.

[28] Questionné à savoir s'il savait quels documents manquaient, il n'a pu répondre, mais il a identifié un document qui a été produit lors des requêtes présentées plus tôt le même jour en indiquant que lorsqu'il a vu le document, il s'en est souvenu et savait qu'il n'avait pas copie de ce document précis.

[29] En fait, le témoignage de Daniel Kaufman n'a pas convaincu le Tribunal qu'il avait une mémoire déficiente, mais l'a plutôt convaincu du contraire. En fait, le témoin était bien articulé, alerte et sa mémoire ne semblait pas faire défaut pour ce qu'il a eu à répondre.

[30] Ainsi la preuve présentée n'a pu convaincre le Tribunal que le délai dans le présent dossier lui causait préjudice ou l'empêcherait de bénéficier d'une défense pleine et entière, et ce, principalement pour les évènements les plus récents allégués par l'Autorité à son encontre qui datent d'environ 2015.

[31] Par ailleurs, en ce qui a trait aux évènements datant des années 2000, la mémoire de Daniel Kaufman apparaît plus floue, mais l'interrogatoire qu'il a subi était superficiel et n'a pas permis au Tribunal de faire une appréciation exacte de la situation.

[32] Lors de la présentation de la requête, il a été aussi question du fait que l'une des personnes centrales à cette affaire, soit Luc Roberge, était décédé en 1995 ce qui privait Daniel Kaufman et Nicolas De Smet du témoignage de ce dernier.

[33] De l'avis du Tribunal, il est difficile ou prématuré à ce stade des procédures d'évaluer avec certitude l'impact de l'absence de ce témoin et le Tribunal est d'avis que seule l'audition au fond lui permettra d'évaluer avec plus d'acuité l'impact de l'absence de ce témoignage pour les intimés eu égard aux gestes d'aide qui leur sont reprochés.

[34] Au surplus, lors des représentations sur la requête, un des procureurs des intimés a indiqué au Tribunal que compte tenu que les évènements contenus dans l'acte introductif de l'Autorité pouvaient se scinder en trois périodes bien distinctes, soit les évènements de 2000, ceux d'environ 2013 et ceux de 2015, que le Tribunal pourrait aussi bien scinder sa décision relativement à ces périodes.

[35] Or, la requête présentée au Tribunal vise l'irrecevabilité de toute la procédure introductive d'instance sur la base du délai déraisonnable.

[36] De l'avis du Tribunal, l'acte introductif est soit recevable ou irrecevable dans une demande d'arrêt des procédures.

[37] Le Tribunal ne croit pas qu'il servirait les intérêts de la justice à ce stade de scinder et de rejeter une partie des procédures pour les évènements les plus anciens et de ne garder que les évènements les plus récents eu égard à cette affaire.

[38] Le Tribunal est conscient que la mémoire de Daniel Kaufman peut s'avérer éventuellement déficiente sur les évènements les plus anciens, mais il est également probable que cela soit de même pour les témoins investisseurs.

[39] Par ailleurs, cet état de fait ne peut être suffisant en soi pour ordonner le rejet de la procédure pour tous les évènements qui sont allégués à l'acte introductif d'instance et notamment les évènements les plus récents qui datent de 2015.

[40] Aller dans ce sens équivaudrait en quelque sorte à nier le droit des investisseurs à la protection que leur offre la loi lorsque des contraventions alléguées à la loi se déroulent sur une longue période de temps dans un seul dossier administratif.

[41] À ce moment, le Tribunal n'est pas convaincu qu'il est opportun de se prononcer eu égard aux faits les plus anciens. En fait, seuls les témoignages et la preuve faite au fond du dossier quant aux évènements plus anciens permettront d'évaluer correctement la situation.

[42] Par ailleurs, le Tribunal ne considère pas qu'il y a un délai déraisonnable qui serait de nature à prononcer un arrêt des procédures entre les derniers évènements allégués à l'encontre de Daniel Kaufman et Nicolas De Smet qui se sont produits en 2015 après l'émission des ordonnances d'enquête de l'Autorité et l'audition au fond de ce dossier qui aura lieu en janvier 2020.

[43] Le présent dossier est un dossier complexe dont l'acte introductif d'instance comporte plus de 250 paragraphes, avec plus de 103 pièces à son soutien et plus de 22 témoins sont appelés à témoigner dans cette affaire.

[44] Dans cette affaire, le délai entre le début de l'enquête et le dépôt de l'acte introductif d'instance est de 4 ans et 6 mois. Considérant l'ampleur, la complexité de ce dossier, l'existence de composantes internationales dans le cadre de l'enquête et la mise en place de mesures d'interdiction, de blocage et d'autres ordonnances visant la protection des investisseurs et de l'intérêt public pendant l'enquête, le Tribunal ne considère pas que ce délai est déraisonnable en soi.

[45] De plus, le délai entre le dépôt de l'acte introductif d'instance et le début de l'audience au fond est de 1 an et 6 mois, ce qui n'est pas non plus déraisonnable dans un tel dossier.

[46] Malgré que chaque cas est un cas d'espèce, le Tribunal rappelle que dans la récente décision *Plante*[14] de ce Tribunal portant sur l'arrêt des procédures et la question

---

[14] *Autorité des marchés financiers* c. *Plante*, 2019 QCTMF 50.

du délai déraisonnable, le Tribunal a jugé qu'un délai de 5 ans entre le début de l'enquête de l'Autorité et le dépôt de l'acte introductif d'instance n'était pas déraisonnable.

[47] Ainsi, dans la présente affaire, le Tribunal considère que Daniel Kaufman et Nicolas De Smet ne se sont pas déchargés de leur fardeau de démontrer de manière préliminaire que le délai a porté atteinte à leur droit à une défense pleine et entière et à l'équité du procès.

[48] Finalement, la requête des Nicolas De Smet et de Daniel Kaufman demande au Tribunal de rendre toute autre ordonnance et de condamner aux frais.

[49] Le Tribunal ne juge pas approprié de rendre toute autre ordonnance et aucune autre ordonnance ne lui a été demandée lors de la présentation de la requête pas plus qu'il juge approprié de condamner pour les frais.

CONCLUSION

POUR CES MOTIFS, le Tribunal, en vertu des articles 93 et 97 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*[15] :

REJETTE, à ce stade, la requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable;

RÉSERVE le droit des parties d'invoquer le délai déraisonnable lors des représentations sur le fond de cette affaire.

Me Elyse Turgeon, juge administratif

Me Nathalie Chouinard
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureure de l'Autorité des marchés financiers

Me Michel Pelletier
Procureur de Nicolas De Smet

Me Ulisce Desmarais
Procureur de Daniel Kaufman

Date d'audience : 29 octobre 2019

[15] RLRQ, c. E-6.1.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2015-027

DÉCISION N° : 2015-027-014

DATE : Le 10 janvier 2020

EN PRÉSENCE DE : Me LISE GIRARD

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
Partie demanderesse
c.
IMRAN SHAHID
et
KAMRAN SHAHID
et
9322-5746 QUÉBEC INC.
et
72677711 CANADA INC.
Parties intimées
et
BANQUE DE MONTRÉAL, personne morale légalement constituée ayant une place d'affaires au 2140, boul. Lapinière, à Brossard (Québec), J4W 1L8
et
BANQUE DE MONTRÉAL, personne morale légalement constituée ayant une place d'affaires au 3300, Boul. de la Côte Vertu, à Montréal (Québec) H4R 2B7
et
BANQUE TD CANADA TRUST, personne morale légalement constituée ayant une place d'affaires au 9780, boul. Leduc, suite 5, à Brossard (Québec) J4Y 0B3

2015-027-014 PAGE : 2

et
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAULT-AU-RÉCOLLET-MONTRÉAL-NORD
Parties mises en cause

DÉCISION
PROLONGATION D'ORDONNANCES DE BLOCAGE

APERÇU

[1] Le 15 décembre 2015[1], des ordonnances de blocage visant les fonds, titres et autres biens des intimés et ceux détenus pour eux par les institutions financières mises en cause ont été prononcées par le Tribunal. Ces ordonnances ont été prolongées à plusieurs reprises[2] et ont fait l'objet de levées partielles[3]. Elles viennent à échéance le 24 janvier 2020.

[2] L'Autorité demande au Tribunal de les prolonger pour une période de 6 mois ou jusqu'à ce qu'un jugement du Tribunal intervienne sur sa demande afin que les ordonnances de blocage soient levées et que les sommes détenues auprès de la Banque CIBC lui soient remises.

[3] Imram Shahid a consenti à la prolongation des ordonnances de blocage et les autres intimés ne se sont pas manifestés pour la contester.

[4] Les ordonnances de blocage font suite à une enquête menée par l'Autorité des marchés financiers alléguant des contraventions par les intimés à la *Loi sur les valeurs mobilières*[4] et la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*[5].

[5] Le Tribunal doit donc déterminer, dans un premier temps, s'il prolonge ces ordonnances de blocage et, le cas échéant, la durée de cette prolongation.

---

1 *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2015 QCBDR 165.
2 *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2016 QCBDR 33; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2016 QCTMF 2; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2016 QCTMF 41; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2017 QCTMF 28; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2017 QCTMF 44; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2017 QCTMF 86; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2017 QCTMF 132; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2018 QCTMF 39; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2018 QCTMF 77; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2018 QCTMF 112; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2019 QCTMF 17.
3 *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2016 QCBDR 28; *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, 2017 QCTMF 44.
4 RLRQ, c. V-1.1.
5 RLRQ, c. D-9.2.

[6] Après avoir dûment entendu les représentations de l'Autorité et en raison du consentement d'Imram Shahid, le Tribunal a décidé de prolonger - dans l'intérêt public et à titre de mesure conservatoire - les ordonnances de blocage actuellement en vigueur au présent dossier, et ce, pour une période additionnelle de 6 mois se terminant le 24 juillet 2020.

ANALYSE

[7] Pour que le Tribunal puisse prolonger une ordonnance de blocage :

(1) l'enquête doit toujours être en cours[6];

(2) les intimés ou les mis en cause ne doivent pas avoir manifesté leur intention de se faire entendre, ou ils ne doivent pas avoir réussi à établir que les motifs de l'ordonnance initiale ont cessé d'exister[7].

[8] Quant à la durée de l'ordonnance de blocage, la loi prévoit qu'elle est de 12 mois, à moins que le Tribunal n'en décide autrement[8].

[9] Dans ce dossier, l'enquête au sens large se poursuit à l'encontre des intimés. L'Autorité a déposé au Tribunal une demande de levée des ordonnances de blocage afin que les sommes bloquées lui soient remises. L'audience relative à cette demande a été fixée au 24 mars 2020.

[10] La procureure de l'Autorité a notamment affirmé que les motifs qui ont justifié le prononcé des ordonnances de blocage initiales dans la présente affaire sont toujours présents.

[11] Dans ces circonstances, le Tribunal estime qu'il est raisonnable dans l'intérêt public de prolonger les ordonnances de blocage pour un délai additionnel de 6 mois.

DISPOSITIF

POUR CES MOTIFS, le Tribunal administratif des marchés financiers, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*[9], de l'article 115.3 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*[10] et des articles 249 et 250 de la *Loi sur les valeurs mobilières*[11] :

---

6 Art. 249 LVM et art. 115.3 (1er al.) LDPSF.
7 Art. 250 (2e al.) LVM et art. 115.3 (3e al.) LDPSF.
8 Art. 250 (1er al.) LVM et 115.3 (2e al.) LDPSF.
9 RLRQ, c. E-6.1.
10 RLRQ, c. D-9.2.
11 RLRQ, c. V-1.1.

ACCUEILLE la demande de prolongation de blocage de l'Autorité des marchés financiers;

PROLONGE les ordonnances de blocage prononcées le 15 décembre 2015[12], telles qu'elles ont été renouvelées et modifiées depuis, pour une période additionnelle de six (6) mois, commençant le **24 janvier 2020** et se terminant le **24 juillet 2020** de la manière suivante, et ce, à moins qu'elles ne soient modifiées ou abrogées de nouveau avant l'échéance de ce terme :

- **ORDONNE** aux personnes intimées en l'instance dont les noms apparaissent ci-après de ne pas se départir directement ou indirectement de fonds, titres ou autres biens qu'elles ont en leur possession ou qui leur ont été confiés et de ne pas retirer ou s'approprier des fonds, titres ou autres biens des mains d'une autre personne qui les a en dépôt ou qui en a la garde ou le contrôle pour elles, y compris les contenus des coffrets de sûreté, à quelque endroit que ce soit :
  - Kamran Shahid;
  - la société 9322-5746 Québec inc.;
  - la société 7267711 Canada inc.;
  - Imran Shahid;
- **ORDONNE** à la Banque de Montréal, sise au 2140, boul. Lapinière, à Brossard, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt dans tout compte au nom de Kamran Shahid, dont elle a la garde ou le contrôle, notamment dans le compte bancaire portant le numéro [1], ou dans tout autre compte ou coffret de sûreté au nom de Kamran Shahid;
- **ORDONNE** à la Banque TD Canada Trust, sise au 9780, boul. Leduc, suite 5, à Brossard, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt dans tout compte au nom de Kamran Shahid, dont elle a la garde ou le contrôle, notamment dans le compte bancaire portant le numéro [2], ou dans tout autre compte ou coffret de sûreté au nom de Kamran Shahid;
- **ORDONNE** à la Banque TD Canada Trust, sise au 9780, boul. Leduc, suite 5, **à** Brossard, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt dans tout compte au nom de 9322-5746 Québec inc., dont elle a la garde ou le contrôle, notamment dans le compte bancaire portant le numéro 4481/004/5018276, ou dans tout autre compte ou coffret de sûreté au nom de 9322-5746 Québec inc.;

---

[12] *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, préc., note 1.

- **ORDONNE** à la Banque de Montréal, sise au 3300, boul. de la Côte Vertu, à Montréal, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt dans tout compte au nom de 7267711 Canada inc., dont elle a la garde ou le contrôle, notamment dans le compte bancaire portant le numéro 3895/001/8976507, ou dans tout autre compte ou coffret de sûreté au nom de 7267711 Canada inc.;

- **ORDONNE** à la Caisse Populaire Desjardins de Sault-au-Récollet-Montréal-Nord, sise au 10205, boulevard Pie-IX, à Montréal-Nord, de ne pas se départir des fonds, titres ou autres biens qu'elle a en dépôt dans tout compte au nom d'Imran Shahid, dont elle a la garde ou le contrôle, à l'exception du compte bancaire portant le numéro [3], ou dans tout autre compte ou coffret de sûreté au nom d'Imran Shahid;

- **ORDONNE** à toute personne qui recevra signification de la présente décision de ne pas se départir de fonds, titres ou autres biens appartenant aux personnes dont les noms apparaissent ci-après qu'elle a en sa possession, qui lui ont été confiés, qu'elle a en dépôt ou dont elle a, directement ou indirectement, la garde ou le contrôle, y compris dans tout coffret de sûreté :

  - Kamran Shahid;
  - Imran Shahid;
  - la société 9322-5746 Québec inc.;
  - la société 7267711 Canada inc.;

[12] La présente décision ne doit pas être interprétée comme empêchant l'exécution de la décision susmentionnée rendue le 1er mars 2016[13] accordant des levées partielles de blocage en faveur des intimés au présent dossier pour leur permettre d'utiliser certains comptes bancaires, et ce, à certaines conditions, de même que la décision du 10 mai 2017[14] accordant une levée partielle de blocage en faveur de l'intimé Imran Shahid à certaines fins et conditions spécifiques.

Me Lise Girard, juge administratif

[13] *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, préc., note 3.
[14] *Autorité des marchés financiers* c. *Shahid*, préc., note 3.

2015-027-014 PAGE : 6

Me Catherine Boilard
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureure de l'Autorité des marchés financiers

Imram Shahid, comparaissant personnellement

Date d'audience : 9 janvier 2020

2.2 AVIS LÉGAUX DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

3.1 Avis et communiqués
3.2 Réglementation
3.3 Autres consultations
3.4 Retraits aux registres des représentants
3.5 Modifications aux registres des inscrits
3.6 Avis d'audiences
3.7 Décisions administratives et disciplinaires
3.8 Autres décisions

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication

Avis 21-327 du personnel des ACVM : ***Indications sur l'application de la législation en valeurs mobilières aux entités facilitant la négociation de cryptoactifs.***

(Voir section 6.1 du présent bulletin)

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ACHOUR	MOHAMED-ISLAM	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-10
ARCHAMBAULT	RAPHAEL	INVESTIA FINANCIAL SERVICES INC. / INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2020-01-09
BINETTE	SARAH	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-06
BOURDON	ANNA	INVESTORS GROUP FINANCIAL SERVICES INC./ SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2020-01-09
BOUSSETTA	SLIM	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-10
CAMARA	DJENABOU	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-06
CARPIO	ROXANNE	SUN LIFE FINANCIAL INVESTMENT SERVICES (CANADA) INC./PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2020-01-02
CHAREST	MELANIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-10
CHARETTE	LYNE	TD INVESTMENT SERVICES INC. / SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2020-01-10
CONSOL	ALEXIA	ROYAL MUTUAL FUNDS INC./FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-01-07
DE SANTIS	ANGELO	TD INVESTMENT SERVICES INC. / SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2019-01-06
DELPECHE	SHEILA	TD INVESTMENT SERVICES INC. / SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2020-01-01
DUCHESNEAU	NICOLAS	PFSL INVESTMENTS CANADA LTD./LES PLACEMENTS PFSL DU CANADA LTÉE	2020-01-08
DUPONT	ALEXANDRE	LBC FINANCIAL SERVICES INC./BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-01-03
GAGNON	JULIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-03
GAUTHIER	CINDY	LBC FINANCIAL SERVICES INC./BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-01-13
GAZURA	YURI	TD INVESTMENT SERVICES INC. / SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2020-01-13
GIROUX	ANNICK	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-06

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
GODIN	LOUIS-PIERRE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-10
GRENIER HUARD	MATHIEU	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-08
GROLEAU	JULIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-06
HAMMAL	KARIM	CIBC SECURITIES INC./PLACEMENTS CIBC INC.	2020-01-10
HOULE	DANY	CIBC SECURITIES INC./PLACEMENTS CIBC INC.	2020-01-10
HUDON	LOUIS-THOMAS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-10
ILBOUDO	AUGUSTINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-03
LABERGE	SIMON	BMO INVESTMENTS INC./BMO INVESTISSEMENTS INC.	2020-01-03
LACROIX	DAVID	BMO INVESTMENTS INC./BMO INVESTISSEMENTS INC.	2020-01-03
LAVOIE	ERIC	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-04
LAVOIE	MYLAINE	TD INVESTMENT SERVICES INC. / SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2020-01-08
LEBLANC	SIMON	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-10
L'HEUREUX BOILY	NELSON	SCOTIA SECURITIES INC./PLACEMENTS SCOTIA INC.	2020-01-06
LIU	LUYANG	CIBC SECURITIES INC./PLACEMENTS CIBC INC.	2020-01-13
LOUTEF-GAGNON	JONATHAN	ROYAL MUTUAL FUNDS INC./FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-01-03
MACENA	JESSICA	SCOTIA SECURITIES INC./PLACEMENTS SCOTIA INC.	2020-01-03
MARTIN	SYLVIE	BMO INVESTMENTS INC./BMO INVESTISSEMENTS INC.	2020-01-06
MCGOWAN	TRISTAN	CIBC SECURITIES INC./PLACEMENTS CIBC INC.	2020-01-07
MORIN	JULIE	SUN LIFE FINANCIAL INVESTMENT SERVICES (CANADA) INC./PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2020-01-03

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
MORIN	LISA	TD INVESTMENT SERVICES INC. / SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2020-01-06
NDAO	MAME AWA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-06
POIRIER	PATRICK	ROYAL MUTUAL FUNDS INC./FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-01-03
QUIRION	MARIE-CATHERINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2019-01-03
ROBITAILLE	JOHANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-10
SADIK	FAISAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-04
SAOULI	AMINA	ROYAL MUTUAL FUNDS INC./FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-01-03
SAVARD	ROXANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-03
SCIORTINO	SARAH	TD INVESTMENT SERVICES INC. / SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2020-01-09
ST-AMOUR	MARIE-CLAUDE	BMO INVESTMENTS INC./BMO INVESTISSEMENTS INC.	2020-01-03
THEBERGE	MICHAËL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-03
TREMBLAY	MAXIME	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC./NATIONAL BANK INVESTMENTS INC.	2020-01-06
WANG	SEAN	ROYAL MUTUAL FUNDS INC./FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-01-10
ZAIBI	SAMI	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC./DESJARDINS FINANCIAL SERVICES FIRM INC.	2020-01-10

Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
KESSOUS	ARMAND	PAVILION ADVISORY GROUP LTD./PAVILION GROUPE CONSEILS LTÉE	2020-01-03

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
Montréal : (514) 395-0337
Sans frais :1 877 525-0337.

Veuillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	**Mentions spéciales**
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
100807	AUDET, SERGE	6a	2019-12-30
101074	BARBE, PIERRE	2a	2019-12-18
101426	BEAUDIN, VILMOND	2a	2019-11-29
101996	BÉLANGER, ANNIE	6a	2019-10-17
103350	BLAIN, JACQUELINE	1a	2019-04-18
103596	BLOUIN, NANCY	6a	2020-01-14
104084	BOUCARD, ÉDELINE	1a	2019-12-30
104680	BOURDAGES, SYLVIE	6a	2019-10-25
104915	BOUTOT, LINDA	3b	2020-01-09
105739	CAMERON, GILBERT	4a	2019-06-03
106056	CARON, RÉJEAN	1a	2020-01-06
106962	CHÂTEAUVERT, RICHARD	1a	2019-03-26
106962	CHÂTEAUVERT, RICHARD	3a	2019-03-26
107614	COMEAU, ROSELINE	3a	2020-01-06
107646	CONNORS, RONALD	2a	2020-01-03
107646	CONNORS, RONALD	1a	2020-01-03
108387	COUTURE, MICHEL	4a	2020-01-06
108388	COUTURE, MICHEL	1a	2020-01-06
108414	COUTURE, SYLVIE	6a	2019-12-30
108427	COUTURIER, ÉDITH	3a	2019-12-23
109078	DE CHANTAL, DENIS	4a	2019-12-30
110629	DOYON, GUYLAINE	6a	2020-01-07
110724	DROUIN, DENIS	4a	2020-01-06
110895	DUBOIS, CHANTAL	4a	2020-01-13
111236	DUGRÉ, CAROLE	4a	2019-12-27
112269	FISET, LINDA	4a	2020-01-06
112271	FISET, LUC	6a	2019-12-30
112354	FOISY, BENOIT	6a	2019-12-31
113112	GAGNÉ, BERTRAND	1a	2020-01-07
113571	GAGNON, SUSAN	2a	2020-01-08
113571	GAGNON, SUSAN	1a	2020-01-08
113571	GAGNON, SUSAN	6a	2020-01-08
114060	GAUTHIER, MARIE	5b	2020-01-06
114617	GINGRAS, LYSE	4a	2020-01-06

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
114634	GINGRAS, ROBY	1a	2020-01-06
114890	GOBEIL, CAROLE	5a	2020-01-06
115562	GRONDIN, JOCELYNE	4a	2020-01-10
116000	HALLÉ, PIERRE	2b	2020-01-06
116777	IACAMPO, FRANCO	3a	2020-01-09
117026	JEAN, JOCELYN	2a	2019-12-19
117363	JUTRAS, CLAUDE	4a	2019-12-30
117457	KEAYS, MICHAEL	1b	2020-01-14
118882	LAMY, LUCETTE	6a	2019-12-30
119118	LANGLOIS, LUC	1a	2020-01-07
119219	LAPERRIÈRE, ROLAND	2a	2020-01-09
119219	LAPERRIÈRE, ROLAND	1a	2020-01-09
119411	LANGEVIN, MARTINE	1a	2020-01-06
119429	LAPORTE, MARLÈNE	E	2020-01-06
119429	LAPORTE, MARLÈNE	3a	2020-01-06
119634	LAROSE, FRANCINE	4a	2020-01-06
119637	LAROSE, JEAN-FRANÇOIS	2a	2019-12-19
122399	MAILLOUX, ROBERT	3a	2020-01-03
122664	MARCHAND, LYSE	4a	2020-01-03
122807	MARENGER, MARCEL	1a	2020-01-06
122982	MARTEL, MICHELINE	4a	2019-12-20
123066	MARTIN, LUCIE	6a	2019-12-30
123190	MASSE, NANCY	6a	2019-12-23
123229	MASSON, JEAN	4a	2020-01-10
123386	MAZZONE, ANNIBALE	6a	2019-12-18
123509	MC SWEEN, LINDA	6a	2019-12-31
123972	MILOT, PAUL	1a	2020-01-08
124622	MOROZ, WALTER	4a	2019-12-31
125447	OUELLETTE, PATRICE	5a	2019-12-18
126197	PAUZÉ, DANIEL	4a	2019-12-31
126490	PELLETIER, SUZANNE	3a	2019-12-30
127101	PINEAULT, CLAUDE	2a	2020-01-09
127333	PLOURDE, NICOLE	3a	2020-01-08
127392	POIRIER, LISETTE	4a	2020-01-02
127847	PREVOST, JOHANNE	6a	2019-12-27

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
127869	PRIMEAU, ÉRIC	3a	2020-01-10
129300	ALLARD ROCHON, JOANNE	4a	2019-12-31
129759	ROY, GHISLAIN	1a	2020-01-03
129759	ROY, GHISLAIN	6a	2020-01-03
129759	ROY, GHISLAIN	2a	2020-01-03
129819	ROY, LOUIS	6a	2020-01-07
129930	ROY, YVES	2a	2020-01-06
129930	ROY, YVES	1a	2020-01-06
129966	ROYER, SUZANNE	1a	2019-12-27
130270	SANSCHAGRIN, MANON	6a	2019-12-30
130363	SAUMURE, YVON	2a	2019-12-30
130363	SAUMURE, YVON	1a	2019-12-30
131228	SOUCY, MARTINE	3a	2020-01-08
134122	VÉZINA, CHRISTIAN	1a	2020-01-03
134708	YASSINE, BACHIR	1a	2020-01-06
134708	YASSINE, BACHIR	2a	2020-01-06
135109	BLAIS, JEAN-FRANÇOIS	6a	2019-12-24
135175	LEBLANC, KAREN	6a	2019-12-20
135228	CÔTÉ, RICHARD	3a	2019-12-20
135735	LANDRY-POULIN, SYLVIE	4a	2020-01-10
136945	GODBOUT, GINA	5a	2020-01-09
137008	MARION, JEAN	5b	2020-01-09
137605	FOURNIER, JEAN-SÉBASTIEN	6a	2019-12-31
137734	BLAIN, MICHÈLE	5a	2020-01-10
137940	CASSIDY, BRIGITTE	4a	2020-01-06
138315	LECLAIRE, SERGE	1a	2020-01-10
139000	ROY, LINA	5a	2020-01-10
139257	BOURDEAU, FRANCE	5a	2020-01-13
139265	DUBUC, LORRAINE	5a	2019-12-30
140560	LEMIEUX, JOHANNE	6a	2019-12-30
141249	LA SALLE, DENIS	2a	2020-01-06
141587	LEVASSEUR, ALAIN	4a	2020-01-13
141944	BOUILLON, NATHALIE	6a	2019-12-31
143427	LALANCETTE, CINDY	6a	2019-12-31
143848	HARVEY, CHANTAL	6a	2019-12-23

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
144687	KYPRIANOU, AGATHA	2b	2020-01-08
146027	GUAY, ISABELLE	4a	2020-01-03
147871	ALMELA, ESTHER	2b	2019-07-24
147925	SERVANT, CLAIRE	6a	2019-12-31
147926	AYOTTE, MANON	6a	2019-12-31
149064	BOIVIN, SYLVIE	3a	2020-01-08
150467	DEMERS, DANIELLE	3b	2019-12-19
152674	DROLET, DANNY	3b	2019-12-31
153183	GARIÉPY, FRANCE	6a	2020-01-09
154009	RACINE, LISON	2a	2020-01-03
154324	AUDET, DAVID	1a	2019-12-31
154421	BLAGDEN, JENNY	6a	2020-01-14
154965	GUILLOT, JÉROME	5a	2020-01-08
157068	GARCEAU, LUCIE	4a	2019-12-20
157169	GOSSELIN, NORMAND	4a	2020-01-11
157391	LEVERT, LUCIE	3b	2020-01-08
157627	GUERTIN MICHAUD, NYCOLE	4a	2020-01-06
158217	QUIRION, RENÉ	3b	2019-12-31
158630	NITTOLO, LUANA	4a	2019-12-19
158974	DIOTTE, BRIGITTE	2a	2020-01-11
160232	SYNAL, GUERSON	3b	2019-12-23
161076	KASSASSI, HICHEM	6a	2019-12-30
162219	BOUHOUS, HOCINE	3b	2019-12-19
162312	GIGOUX, MICHELINE	3b	2020-01-07
162390	GUILBEAULT, NICOLE	4c	2019-12-20
163479	PILON, CARRIE	4b	2020-01-10
165535	CARON, CLAUDETTE	1a	2019-11-06
166801	VEILLETTE, MYLENE	6a	2019-12-23
167389	CLÉMENT, KRYSTYNA	1b	2020-01-08
168054	BROUILLETTE, SÉBASTIEN	4a	2019-12-06
169282	EMILE, ELIZABETH	6a	2019-12-23
169490	CHEVARIE, JOCELYNE	1a	2020-01-03
169779	MARQUIS, BRIGITTE	1a	2019-12-27
174475	ST-AMOUR, MARIE-CLAUDE	6a	2020-01-08
177631	ALAWIEH, MOHAMAD	4c	2020-01-14

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
178652	PREDA, EDUARD OLIVER	1a	2020-01-06
178733	GUÉRIN, MARTINE	3b	2020-01-06
179230	SHAH, HARSHA	4b	2019-12-20
179933	BROCHU, GILBERT	4a	2019-04-16
179958	NADON, ALAIN	1a	2019-12-23
181528	COLLIN, PATRICK	4a	2019-12-19
183049	PINEAU, JACQUES	4c	2020-01-06
183387	LALONDE, SOPHIE	6a	2020-01-07
183387	LALONDE, SOPHIE	1a	2020-01-07
183658	RODRIGUE MARTINEAU, CATHERINE	6a	2019-12-24
184560	PELETEIRO, LEE	4b	2019-12-20
185528	BOUFFARD, MARIE-MICHÈLE	3a	2019-12-23
185687	CÔTÉ, VALÉRIE	4b	2020-01-07
185867	BOUCHARD, MICHELLE	2b	2020-01-06
186636	MURRAY, JOHN	1a	2020-01-03
186937	GAGNÉ, MICHEL	3a	2019-12-19
187186	FOURNIER, MÉLANIE	2a	2019-12-23
187186	FOURNIER, MÉLANIE	1a	2019-12-23
187319	BLAIS, JANICK	4b	2019-12-20
187383	CLAVERIA, DANIEL	1a	2020-01-10
187574	LARIVÉ, NICOLE	4b	2020-01-06
187574	LARIVÉ, NICOLE	E	2020-01-06
188250	CORMIER, ERIC	3b	2019-08-19
189378	BAINS, MANPREET KAUR	1a	2020-01-13
189831	AIT OUALI, NADIA	4a	2019-06-10
190809	BERTRAND, MAXIME	6a	2019-12-23
191312	LAFLAMME, KARINE	4b	2020-01-07
191720	GRENIER HUARD, MATHIEU	6a	2020-01-09
192188	DELGATY, SCOTT	1a	2020-01-07
192256	ST-HILAIRE, BÉLINDA	3a	2019-12-18
195478	POULETTE, YANN	4a	2020-01-13
198286	BOUZAROUATA, NAOUFAL	4b	2020-01-13
199277	BERNIER, ANNIE	1a	2019-12-18
200611	WHITTAKER, JAMES	1a	2020-01-03
200846	LANGLOIS, CATHERINE	4a	2020-01-10

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
201133	LABERGE, SIMON	6a	2020-01-08
201412	HINSE, ISABELLE	3b	2019-12-31
202297	COULOMBE, ISABELLE	1a	2020-01-10
202310	CLERVILLE, MARIA BERNANDER	4a	2019-12-20
202480	LETENDRE, DIANE	3c	2020-01-15
202871	LE BEL, STEPHANIE	2a	2020-01-08
203063	PEARSON, GENEVIEVE	4b	2020-01-10
204479	CAYA, GUYLAINE	1a	2019-09-18
204700	MÉTIVIER, VÉRONIQUE	4b	2020-01-09
204749	LAVOIE, RICHARD	1a	2019-12-31
205563	CASSIS, ALEXANDRE	1a	2019-11-28
206199	BERNIER, ERIC	3b	2020-01-14
206835	MURPHY-FILIATRAULT, JEAN-FRANCOIS	1a	2020-01-08
206835	MURPHY-FILIATRAULT, JEAN-FRANCOIS	2a	2020-01-08
207032	CYR, LYDIA	5b	2019-12-31
207050	CROISETIERE, TOMMY	1a	2019-07-17
208492	BEAUPRE, LAURENCE	1a	2019-04-29
208970	KOUKLAS, SABRINA	4b	2020-01-06
209680	AUGER, SIMON	1a	2019-12-23
209748	TALBOT, GABRIEL	1a	2019-12-18
209769	SEMEKTE, SOFIA	3b	2019-12-19
210116	STEPHENS, MATTHEW	1a	2020-01-10
210252	DE LIMA, BRYAN	4c	2020-01-06
210324	LAVOIE, KAROLY	3b	2020-01-07
210540	ROCH, MAXIME	1a	2020-01-03
212374	BEAULIEU, PATRICK	3a	2019-12-19
213788	CAMPEAU-HUNZIKER, BENOIT	1a	2020-01-06
214109	PHILIP, CHRISTOPHER	1b	2020-01-06
214306	ST-ONGE, PIER-OLIVIER	1a	2019-12-31
214306	ST-ONGE, PIER-OLIVIER	6a	2019-12-31
214403	B. LABERGE, VINCENT	1a	2020-01-03
214403	B. LABERGE, VINCENT	2a	2020-01-03
215672	DIAZ PENUELA, ANDRÉS	1a	2019-12-27
216590	SOUSA BARRETO, ROMAIN	3b	2020-01-09

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
216657	RYAN, CÉDRIC	1a	2020-01-13
216908	GOLDBERG, SAMUEL	1a	2019-12-23
217122	BOUSSER, CORINNE	6a	2019-08-26
218477	LÉVESQUE, MAXIME	1a	2020-01-07
218532	LEFEBVRE, JOHANNE	4a	2020-01-09
218759	JOLICOEUR, NICOLAS	1a	2019-12-20
219048	DRANIAS, VASILIKI	1a	2020-01-10
219150	DIENE, JEAN MICHEL THILAW	4c	2020-01-07
219205	THOMASSIN, VINCENT	1b	2019-12-18
219207	LIGUORI, CARLO	3b	2020-01-06
219235	MALAISON, SERGE	2b	2019-12-30
219235	MALAISON, SERGE	1a	2019-12-30
219660	CÔTÉ, JÉRÉMIE	5b	2020-01-06
220258	MOREAU, MAXIME	3b	2020-01-09
220607	FORTIN, CHLOÉ-AMÉLIE	1a	2019-12-27
220954	OUIMET, GABRIEL	1a	2020-01-08
221093	DURAN HERCE, IRENE	1a	2020-01-14
221208	AL-HASANI, AWS	6a	2020-01-07
221245	MACANLALAY, JHONATAN PALAC	1a	2019-12-30
221307	KOUASSI, ASSOUMOU ALEXANDRA	4b	2020-01-11
221331	BAMPELEDI, JULIE LONGO	5b	2020-01-09
222307	SÉNÉCAL, AMÉLIE	4a	2020-01-08
222532	BROSSEAU, ERIC	1a	2019-02-28
222890	KAOULA, NOUFEL	1a	2020-01-13
223029	VÉZINA, JEREMY B.	3b	2020-01-09
223032	BIBEAU, JOANIE	1a	2019-03-01
223415	NELSON, MEDJEEN	1a	2020-01-02
223695	JEAN-BAPTISTE, PATRICE	1a	2020-01-13
223753	RACEDO HENRIQUEZ, DARWIN	1a	2020-01-13
223768	DUCHESNEAU, NICOLAS	1a	2020-01-08
223840	GAUDREAU, CHRISTIAN	1a	2019-12-24
224338	CAMPAGNA, MATHIEU	1a	2020-01-13
224356	MENARD, STEPHANIE	4b	2020-01-08
224607	ARGUIN, ERIK	1a	2019-05-17
224620	CARPIO, ROXANNE	1a	2020-01-07

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
225081	MEKHAIL, KIRILLOS-MAGED	3b	2020-01-09
225202	BAWINDJA MUSENGESI, ALEX	1a	2019-10-04
225230	CURADEAU, ANNICK	3b	2019-07-18
225450	CADIEUX, PAMÉLA	3b	2019-12-20
225965	TURCOTTE, CLAUDIA	3b	2020-01-09
226294	LOISELLE, GILLES	1a	2019-12-31
226341	LAFRENAYE, YAN	4b	2019-12-20
226409	PAVLOVA, MANOELA	1a	2020-01-03
226452	PAJUELO, AYLIN	1a	2019-12-20
226560	GRAVINO, ANALIE	1a	2020-01-03
226574	CAOUETTE, MARIE-HÉLÈNE	1a	2020-01-13
226623	GOYER, SIMON	1a	2019-12-20
226672	LEBLOND, VALÉRIE	3b	2020-01-09
226696	DUPUIS, MELISSA	3b	2020-01-04
226714	RAYMOND-SANFACON, JESSICA	3b	2020-01-09
226722	JOUVET, CLAUDE-EMMANUEL	1a	2019-12-27
227016	MIGUEL, ERNA	1a	2020-01-13
227129	AWAN, ABDUL KARIM	1a	2020-01-07
227271	KAMURAGIYE, GLORIA	3b	2020-01-09
227349	BERTRAND, SONYA	3b	2020-01-09
227773	CHOUINARD, LINDA	1a	2019-12-18
228215	BOROVA, SVETLINA KRASIMIROVA	1a	2019-09-03
228278	GRENIER, MARIE-LYNE	4b	2020-01-09
228557	HAPPY NGASSA, FRANCK	3b	2020-01-09
228639	DESROCHERS, CAROLINE	1a	2019-12-20
228696	ST PIERRE, VANESSA	3b	2020-01-09
229166	PROSPERE FRANCOIS, MONAL	6a	2019-12-23
229175	BROCHU, JOEL	1a	2020-01-13
229468	MERCIER, LYNE	1a	2019-12-18
229982	GOPROU, DOMINIQUE	3b	2020-01-09
230034	BEAUREGARD, KARINE	1a	2019-10-21
230234	EDISSIKI OSSOKO, MELANIE LUCRECE	3b	2020-01-07
230251	LAVOIE LACHANCE, BIANKA	3b	2019-12-19
230618	VALCOURT, KIM	1a	2020-01-06

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
230657	METHOT, GERALD	1b	2020-01-10
230703	ANTOINE, YAEL	1a	2020-01-07
230715	BLOUIN, JULIE	1b	2019-12-27
230879	HAJJI, MOHAMMED EL MEHDI	3b	2020-01-14
231002	DUMAS, MARC OLIVIER	1a	2020-01-13
231101	ALARY-MAILHOT, LÉANDRE	1a	2020-01-13
231116	VAILLANCOURT, NATHALIE	1a	2020-01-13
231150	LAHMAMSSI, ABDELHAMID	3b	2019-12-30
231265	GAGNON, JEAN-PIERRE	4b	2019-12-18
231543	MILLER, VANESSA	3b	2019-12-28
231709	NGWABIJE, MATHIEU	1a	2020-01-14

3.5 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DES INSCRITS

Aucune information.

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.2 du Bulletin.

3.7.3 OAR

Veuillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1265

DATE : 17 décembre 2019

LE COMITÉ : Me Sylvain Généreux — Président
M. Denis Petit, A.V.A. — Membre
M. François Faucher, Pl. Fin. — Membre

SANDRA ROBERTSON, ès qualités de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière
Partie plaignante
c.
JOSÉE LEBEL, conseillère en sécurité financière (numéro de certificat 189278)
Partie intimée

DÉCISION SUR SANCTION

Le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière émet, aux termes de l'article 142 du *Code des professions*, une ordonnance de non-publication, de non-diffusion et de non-divulgation de la pièce SI-3, du nom de la personne dont les initiales apparaissent à la plainte, du nom de son conjoint et de tous les renseignements qui permettraient de les identifier

---

I. L'AUDIENCE SUR SANCTION DU 17 AVRIL 2019

[1] Par décision rendue le 21 janvier 2019, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le comité) a reconnu l'intimée coupable des chefs d'infraction énoncés au paragraphe 1 de la plainte (au regard de l'article 6 du *Règlement sur*

l'exercice des activités des représentants (Règlement)), au paragraphe 2 de la plainte, au paragraphe 3 de la plainte (au regard de l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*) et au paragraphe 4 de la plainte (au regard de l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*).

[2] La première journée d'audience sur sanction a eu lieu le 17 avril 2019 à Québec. Me Julie Piché représentait la plaignante et Me Nicolas Salomone, l'intimée.

[3] Les parties ont produit des pièces de consentement.

[4] A.G., la personne dont les initiales apparaissent à la plainte, a témoigné à la demande de la plaignante.

[5] L'intimée a également témoigné.

a) La preuve

[6] Le comité retient ce qui suit de la preuve présentée le 17 avril 2019.

[7] Au moment de l'audience, l'intimée détenait toujours une accréditation en assurance de personnes[1].

- **le témoignage de A.G.**

[8] A.G. a effectué des démarches auprès de SSQ afin que la police d'assurance annulée soit remise en vigueur[2].

[1] SP-1.
[2] P-11.

[9] Dans une lettre du 10 juin 2016, SSQ lui a indiqué que cela ne pouvait être fait[3].

[10] En mai 2016, l'intimée a proposé à A.G. des alternatives après l'annulation de la police d'assurance SSQ[4]; elle n'a cependant pas donné suite aux suggestions de l'intimée au motif qu'elle n'avait plus confiance en elle.

[11] A.G. n'a pas souscrit de nouvelle police d'assurance depuis avril 2016; elle souhaiterait maintenant le faire.

[12] Comme conséquence de l'annulation par l'intimée de la police d'assurance SSQ, A.G. mentionne qu'elle devra dénoncer à tout assureur les conditions qu'a voulu lui imposer I.A. au regard de sa condition médicale.

- **le témoignage de l'intimée**

[13] Elle témoigne qu'elle a proposé à A.G. des options intéressantes en matière de couverture d'assurance suite à l'annulation de la police d'assurance SSQ.

[14] Lors de son contre-interrogatoire, elle concède cependant que la souscription d'une nouvelle police d'assurance comporte des inconvénients dont la remise en force de la clause d'exclusion en matière de suicide et de la clause d'inopposabilité.

[15] Comme suite à la plainte portée contre elle, l'intimée témoigne avoir apporté des améliorations à sa façon de pratiquer; elle mentionne travailler de façon plus minutieuse et fournit, entre autres, les exemples suivants :

– elle consigne de façon plus rigoureuse les informations pertinentes à l'analyse

[3] P-9.
[4] P-11.

des besoins financiers de ses clients (dont celles relatives aux REÉR et aux polices d'assurance détenues);

- elle ne procède pas à la « signature de documents à distance »;
- elle attend que la nouvelle police d'assurance souscrite par un client soit « livrée » avant de procéder à l'annulation de la police d'assurance qu'elle vient remplacer.

[16] En ce qui a trait aux conséquences sur sa vie personnelle et professionnelle de la plainte portée contre elle, l'intimée souligne avoir beaucoup pleuré; elle croyait en effet procéder de façon correcte. Elle ajoute avoir toujours rendu des services à ses clients comme s'il s'agissait de membres de sa famille.

[17] Elle témoigne qu'une compagnie l'a informée qu'elle ne l'autorisait plus à vendre ses produits financiers et qu'elle craint que d'autres compagnies emboîtent le pas.

[18] Elle mentionne au comité que de graves conséquences pour elle découleraient de l'imposition d'une période de radiation temporaire : elle travaille seule au sein de son entreprise. Elle recommande plutôt au comité de la condamner au paiement d'amendes.

[19] En réponse aux questions du comité, l'intimée ajoute avoir toujours travaillé seule depuis qu'elle a obtenu son permis en 2010 sauf pour une période de six mois en 2011 au cours de laquelle elle a pu bénéficier des enseignements et des conseils d'un mentor.

b) Les représentations des parties

[20] Le 17 avril 2019, la plaignante a suggéré au comité d'imposer à l'intimée des sanctions et autres mesures selon l'une ou l'autre des propositions suivantes :

– proposition 1

- pour le chef 1 (ne pas avoir recueilli tous les renseignements et ne pas avoir procédé à une analyse conforme et complète des besoins financiers de sa cliente) et pour le chef 4 (avoir créé un découvert d'assurance) : imposer à l'intimée des périodes de radiation d'un mois à être purgées de façon concurrente;

- pour le chef 2 (ne pas avoir remis copie du préavis de remplacement dans le délai de cinq jours) et pour le chef 3 (avoir faussement témoigné de la signature de sa cliente sur un document) : condamner l'intimée au paiement d'amendes totalisant de 3 000 $ à 5 000 $ et lui imposer une réprimande;

- ordonner la publication d'un avis de la décision aux termes de l'article 156 du *Code des professions* (CP);

- condamner l'intimée au paiement des déboursés;

– proposition 2

- pour les chefs 1, 2 et 3 : condamner l'intimée au paiement d'amendes totalisant de 5 000 $ à 8 000 $;

- pour le chef 4 : imposer à l'intimée une période de radiation temporaire d'un mois;
- ordonner la publication d'un avis de la décision aux termes de l'article 156 CP;
- condamner l'intimée au paiement des déboursés.

[21] L'intimée a recommandé au comité de lui imposer les sanctions suivantes :

- chef 1 : condamnation au paiement d'une amende de 3 000 $;
- chef 2 : imposition d'une réprimande;
- chef 3 : imposition d'une réprimande;
- chef 4 : condamnation au paiement d'une amende de 3 000 $.

[22] Le comité a ensuite pris l'affaire en délibéré.

II. L'INTERRUPTION DES DÉLIBÉRATIONS

a) La lettre du comité du 11 juin 2019 et la conférence téléphonique de gestion d'instance du 18 juin 2019

[23] Dans une lettre du 11 juin 2019, le comité a indiqué aux parties que certaines questions avaient été soulevées au cours des délibérations quant aux recommandations sur sanction proposées.

[24] Le comité a informé les parties de sa décision d'interrompre ses délibérations et les a invitées à soumettre des représentations additionnelles lors d'une prochaine

audience.

[25] Pour l'essentiel, le comité indiquait dans cette lettre souhaiter entendre les parties sur les questions suivantes :

- le délai qui devrait être accordé à l'intimée pour payer les amendes que le comité pourrait décider de lui imposer;
- l'opportunité pour le comité de recommander (aux termes de l'article 160 CP) au conseil d'administration de la Chambre de la sécurité financière (CSF) d'obliger l'intimée à compléter avec succès un stage supervisé;
- l'opportunité pour le comité de recommander (aux termes de l'article 160 CP) au conseil d'administration de la CSF d'obliger l'intimée à compléter avec succès des cours de perfectionnement.

[26] Le 18 juin 2019, lors d'une conférence téléphonique de gestion d'instance, il a été décidé que l'audience se poursuivrait à Québec le 1er août 2019.

b) La lettre de la plaignante du 31 juillet 2019 et la conférence de gestion d'instance du 1er août 2019

[27] Le 31 juillet 2019, la plaignante a écrit au comité que l'intimée avait accepté de suivre quatre formations en lien avec les infractions dont elle avait été reconnue coupable et de se soumettre à une supervision pendant quatre mois. Elle précisait que cette période de supervision débuterait en septembre 2019 ou au moment où l'intimée recommencerait à travailler (elle était alors en congé maladie).

[28] Plutôt que de procéder le 1er août 2019, le comité a décidé de tenir une conférence téléphonique de gestion. Le comité a indiqué aux parties (après avoir précisé qu'il ne rendrait une décision à ce sujet qu'après avoir entendu les parties dans le cadre d'une audience) qu'il était réticent à maintenir la suspension de ses délibérations jusqu'au moment où l'intimée (alors en congé maladie) complèterait la période de supervision convenue pour ensuite se saisir d'éventuelles recommandations conjointes.

[29] L'audience a été fixée au 27 septembre 2019 à Québec.

c) Les recommandations conjointes et l'audience du 27 septembre 2019

[30] Le 25 septembre 2019, la plaignante a informé le comité que les parties présenteraient des recommandations conjointes sur sanction.

[31] Afin de limiter les déplacements, l'audience du 27 septembre 2019 a été tenue par visioconférence.

[32] La plaignante a expliqué qu'il avait été décidé de ne pas recourir au mécanisme de recommandation prévu à l'article 160 CP. En d'autres termes, les parties ne suggèrent pas au comité de recommander au conseil d'administration de la CSF d'obliger l'intimée à compléter avec succès un stage ou des cours de perfectionnement suivant ce qui est prévu à cet article.

[33] Les parties ont plutôt convenu d'informer le comité que l'intimée s'engageait envers la plaignante à réussir des formations et à faire l'objet d'une supervision.

[34] Le comité cite des extraits de cet engagement contenus à la lettre du

CD00-1265 PAGE : 9

25 septembre 2019 :

« *Dans un premier temps, Mme Lebel s'est engagée à suivre et à réussir, le cas échéant, à ses frais, les quatre formations suivantes :*

- *L'analyse des besoins financiers*
  - *code 24902L1FR*
  - *coût 60 $*
  - *note obtenue : 100%*

- *Le préavis de remplacement démystifié*
  - *code 36006L1FR*
  - *coût 120 $*
  - *note obtenue : 80%*

- *Cas vécus et déontologie en assurance de personnes*
  - *code 14465L2FR*
  - *coût 90 $*
  - *note obtenue : à suivre*

- *Regard pratique sur la déontologie;*
  - *code 29638AL1FR*
  - *coût 90 $*
  - *statut : complété / ce cours ne contient aucune évaluation*

De plus, l'intimée a accepté qu'un superviseur désigné par la CSF inspecte, à ses frais, ses dossiers sur une période de quatre (4) mois. Cette période devant débuter au retour au travail de Mme Lebel, qui au moment des présentes devrait se faire au cours du mois de décembre 2019. Les conditions de la supervision se retrouvent ci-dessous :

- *Superviseur : Mme Lucie Coursol, enquêteur à la CSF;*

- *Durée de la supervision : période de 4 mois à la suite du retour au travail de Mme Lebel, laquelle devra en aviser Mme Coursol dans les meilleurs délais. À défaut de retourner au travail au cours du mois de décembre 2019, l'intimée devra fournir à Mme Coursol un billet médical indiquant la raison du prolongement de son invalidité ainsi que la date probable du retour au travail;*

- *Visites : la supervision sera notamment effectuée lors de deux (2) visites à la place d'affaires de l'intimée. Mme Coursol déterminera les dates où auront lieu les visites;*

  - *Cinq (5) jours avant chacune des visites, l'intimée devra transmettre à l'enquêteur la liste de ses dossiers en assurance et en fonds distincts, à jour,*

depuis la décision sur la culpabilité;

- *Lors de la visite de l'enquêteur l'intimée devra :*
  - *Mettre à la disposition de l'enquêteur les dossiers demandés à l'avance ou tout autre dossier requis durant la visite;*
  - *Réservé un espace de travail convenable pour l'enquêteur;*
  - *Être présente pour toute la durée de la visite;*
  - *Répondre aux questions du superviseur;*
- *Les frais de la supervision soient les frais de déplacements et de visite ainsi que l'étude des dossiers et la rédaction du rapport final de l'enquêteur seront à la charge de l'intimée. À noter que ces frais ont été inclus dans le montant suggéré pour les amendes et l'intimée n'aura pas à débourser de montant supplémentaire en sus des amendes et des frais et déboursés habituels;*
- *Le rapport final de la supervision sera remis à l'intimée au plus tard 45 jours après la dernière visite.* »

[35] Après avoir pris en compte cet engagement lequel traduit la volonté et les efforts réels de l'intimée pour corriger et améliorer sa pratique, les parties, de façon conjointe, recommandent maintenant au comité d'imposer à l'intimée les sanctions et autres mesures suivantes :

- pour le chef 1 : condamnation de l'intimée au paiement d'une amende de 4 000 $;
- pour le chef 2 : imposition d'une réprimande;
- pour le chef 3 : imposition d'une réprimande;
- pour le chef 4 : condamnation de l'intimée au paiement d'une amende de 4 500 $;

- accorder à l'intimée un délai de six mois pour payer ces amendes totalisant 8 500 $ par versements mensuels égaux et consécutifs; le défaut de payer l'une des mensualités entraînant la perte, pour l'intimée, du bénéfice du terme.

[36] Le comité a alors repris ses délibérations.

III. L'ANALYSE

[37] En ce qui a trait aux chefs 1 et 4, les parties recommandent conjointement au comité de condamner l'intimée au paiement d'amendes (4 000 $ pour le chef 1 et 4 500 $ pour le chef 4).

[38] Il s'agit de deux infractions objectivement graves.

[39] Dans l'affaire *Borgia*[5], le comité a écrit ce qui suit :

> *[60] Or, l'analyse des besoins du client (ABF) est un exercice préalable indispensable à l'émission de tout contrat d'assurance de personnes. Il s'agit de la pierre d'assise fondamentale sur laquelle doivent s'appuyer les recommandations du représentant.*
>
> *[61] Ce n'est qu'après avoir procédé à celle-ci que le représentant pourra suggérer à son client le produit ou la stratégie qui convient le mieux à ses besoins.*

[40] Ce principe est énoncé dans plusieurs décisions du comité.

[41] Enfreindre les dispositions de l'article 6 du Règlement est une infraction grave; les obligations qui y sont énoncées font partie des devoirs élémentaires qu'un représentant doit accomplir et sont au cœur de l'exercice de sa profession.

[42] Tel qu'en a conclu le comité dans sa décision sur culpabilité, l'intimée n'a pas

[5] *CSF* c. *Borgia*, CD00-0637, décision sur sanction du 28 juillet 2011.

procédé à une cueillette et à une analyse qui satisfont aux exigences de l'article 6 du Règlement.

[43] L'intimée n'a cependant commis cette faute que dans un seul dossier.

[44] Créer un découvert d'assurance (chef 4) est également une infraction qui mérite une sanction sévère. Tel que mentionné dans la décision sur culpabilité, le comité est d'avis que l'intimée n'a pas agi de façon malveillante; cependant, l'incompétence et le manque de professionnalisme dont elle a fait preuve ont entraîné des inconvénients pour sa cliente.

[45] Quant aux chefs 2 (ne pas avoir remis de copie du préavis de remplacement dans les cinq jours) et 3 (avoir faussement témoigné de la signature de sa cliente sur un document), il s'agit d'inconduites qui ne sauraient être tolérées. Il est à noter cependant qu'il n'était pas nécessaire que l'intimée atteste de la signature de sa cliente sur le document visant à fournir l'autorisation d'obtenir des informations de nature médicale. Cet élément et le principe de la globalité des sanctions ont certainement amené les parties à recommander l'imposition de réprimandes pour ces chefs d'infraction 2 et 3.

[46] Les parties ont de plus invité le comité à considérer les facteurs atténuants suivants :

- l'intimée n'était pas animée d'intentions malveillantes;
- les fautes ont été commises dans le cadre d'une seule transaction et à l'égard d'une seule consommatrice;
- elle n'a pas reçu de commission;

- elle n'a pas d'antécédents disciplinaires;
- elle a plaidé coupable à deux des quatre chefs d'infraction;
- elle a collaboré à l'enquête;
- elle a apporté des changements à sa façon de pratiquer;
- elle représente un faible risque de récidive.

[47] S'ajoute à ces facteurs, l'engagement souscrit par l'intimée envers la plaignante de réussir des formations et de se soumettre à une supervision. Les parties invitent le comité à considérer cet engagement comme un facteur atténuant important.

[48] Par cet engagement, l'intimée manifeste sa volonté ferme de continuer à modifier et à améliorer sa façon de pratiquer.

[49] La plaignante a insisté : n'eût été cet engagement, elle aurait recommandé des sanctions plus sévères.

[50] Les parties plaident que cet engagement et les sanctions recommandées contribueront de façon efficace à la protection du public.

[51] En matière d'imposition de stage et de cours, l'article 160 CP prévoit un mécanisme de recommandation du comité au conseil d'administration de la CSF. Les parties ont choisi une autre façon d'amener l'intimée à corriger ses lacunes.

[52] Le comité est d'accord avec les parties : l'engagement souscrit par l'intimée envers la plaignante est un facteur atténuant d'une grande importance dans le contexte du présent dossier où, rappelons-le, l'intimée a toujours travaillé seule (sauf pour une

courte période de temps au cours de laquelle elle a pu bénéficier de l'aide d'un mentor).

[53] Les formations et la période de supervision prévues à l'engagement devraient pouvoir palier à l'encadrement insuffisant dans lequel l'intimée paraît avoir exercé sa profession.

[54] Le comité constate également que les sanctions recommandées ne s'écartent pas de celles qui sont imposées dans des cas similaires[6].

[55] La jurisprudence est claire : les recommandations conjointes formulées par les parties ne doivent être écartées que si le comité les juge contraires à l'intérêt public ou s'il est d'avis qu'elles sont de nature à déconsidérer l'administration de la justice[7].

[56] Pour l'ensemble des motifs énoncés précédemment, le comité est convaincu que les sanctions proposées ne doivent pas être écartées; il y donnera donc suite.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

CONDAMNE l'intimée au paiement d'une amende de 4 000 $ en ce qui a trait au chef d'infraction énoncé au paragraphe 1 de la plainte;

IMPOSE à l'intimée une réprimande en ce qui a trait au chef d'infraction énoncé au paragraphe 2 de la plainte;

IMPOSE à l'intimée une réprimande en ce qui a trait au chef d'infraction énoncé au paragraphe 3 de la plainte;

---

[6] *CSF* c. *Borgia*, CD00-0637, décision sur sanction du 28 juillet 2011 et *Thibault* c. *Borgia*, 2011 QCCQ 594; *CSF* c. *Charbonneau*, 2012 CanLII 97161; *CSF* c. *Di Salvo*, 2013 CanLII 77930; *CSF* c. *Busque*, 2016 CanLII 21360; *CSF* c. *Nemeth*, 2015 QCCDCSF 24.

[7] *R.* c. *Anthony-Cook*, 2016 CSC 43.

CD00-1265 PAGE : 15

CONDAMNE l'intimée au paiement d'une amende de 4 500 $ en ce qui a trait au chef d'infraction énoncé au paragraphe 4 de la plainte;

ACCORDE à l'intimée un délai de six mois pour le paiement des amendes totalisant 8 500 $, lequel devra être fait au moyen de six versements mensuels égaux et consécutifs à compter du 31e jour de la signification de la présente décision, le montant total encore dû devenant exigible à défaut par l'intimée de payer l'une ou l'autre des mensualités à la date prévue;

CONDAMNE l'intimée au paiement des déboursés conformément à ce qui est prévu à l'article 151 du *Code des professions*.

_(s) Sylvain Généreux_____
Me Sylvain Généreux
Président du comité de discipline

_(s) Denis Petit_____
M. Denis Petit, A.V.A.
Membre du comité de discipline

_(s) François Faucher_____
M. François Faucher, Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

Me Julie Piché
Procureurs de la partie plaignante

Me Nicolas Salomone
DUMAS GAGNÉ THEBERGE AVOCATS
Procureurs de la partie intimée

Dates d'audience : 17 avril et 27 septembre 2019

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1235

DATE : 22 décembre 2019

LE COMITÉ :	Me Janine Kean	Présidente
	Mme Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.	Membre
	M. Eric Bolduc	Membre

MARC-AURÈLE RACICOT, ès qualités de syndic adjoint de la Chambre de la sécurité financière
Partie plaignante
c.
NATHALIE MISSAKIAN, conseillère en sécurité financière et représentante de courtier en épargne collective (certificat 142395, BDNI 1730021)
Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*, LE COMITÉ A PRONONCÉ LES ORDONNANCES SUIVANTES de non-divulgation, non-diffusion et non-publication :

- **Des nom et prénom de la consommatrice impliquée dans la plainte, ainsi que de tout renseignement de nature personnelle et économique permettant de l'identifier;**
- **De l'information contenue à l'article 3.01 de P-13 concernant le salaire de madame Nathalie Jules.**

[1] Le comité de discipline (le comité) de la Chambre de la sécurité financière (CSF) s'est réuni à Montréal, pour procéder à l'instruction de la plainte disciplinaire portée contre l'intimée le 17 mars 2017.

[2] L'instruction de cette plainte a requis six jours d'audience répartis entre les 7 décembre 2017 et 1er octobre 2018, contrairement aux deux jours annoncés

initialement par les procureures des parties.

[3] Le plaignant était représenté par Me Nathalie Vuille, alors que l'intimée était présente et représentée par Me Antonietta Melchiorre.

[4] À l'issue de leurs représentations, un échéancier a été fixé pour leur permettre de donner suite à leurs engagements respectifs. En conséquence, le délibéré a commencé le 28 novembre 2018.

[5] L'instruction de cette plainte s'est révélée particulièrement difficile. L'animosité qui régnait entre les procureures a obligé le comité à intervenir pour restreindre leurs ardeurs. Aussi, le suivi de la preuve documentaire s'est révélé plus laborieux que nécessaire en raison du dédoublement de celle-ci et de sa conciliation. Il s'est ainsi avéré nécessaire de suspendre l'audience afin de permettre aux procureures de relever, le cas échéant, les informations différentes ou supplémentaires pouvant en découler.

LA PLAINTE

1. À Montréal, le ou vers le 27 avril 2016, l'intimée a divulgué sans autorisation des renseignements confidentiels sur les comptes et avoirs de sa cliente J.G.T., contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 8, 17 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1) et 26 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3);
2. À Montréal, entre les ou vers les 8 et 29 août 2016, l'intimée s'est placée en situation de conflit d'intérêts en agissant à titre de mandataire de sa cliente J.G.T. notamment en signant à ce titre, et alors qu'elle était sa représentante, le formulaire de «Modification non-financières [sic]» daté du 8 août 2016, contrevenant ainsi aux articles 160 et 160.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1), 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2), 2, 10, 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1) et 18 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3);
3. À Montréal, entre les ou vers les 25 août et 17 novembre 2016, l'intimée a nui au travail du syndic, notamment en ne lui remettant pas le formulaire de « Modification non-financières [sic] » daté du 8 août 2016, contrevenant ainsi aux articles 342 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2) et 20 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1).

LA PREUVE

[6] Me Vuille a déposé une preuve documentaire volumineuse[1]. Elle a fait entendre l'enquêteure, Me Vivianne Pierre-Sigouin, qui a agi pour le bureau du syndic adjoint de la CSF dans ce dossier.

[7] Me Melchiorre a déposé un cahier de pièces[2] ainsi que les notes des rencontres de l'intimée concernant la consommatrice J.G.T. (DT-1)[3]. Elle a fait entendre la notaire Émilie Ste-Marie-Bissonnette (Me Bissonnette), madame Nathalie Jules (madame Jules), chef de la conformité chez TWMG inc., cabinet de l'intimée, et l'intimée elle-même.

[8] Les parties ont présenté une preuve des plus détaillées.

LES FAITS

[9] Par souci de synthèse, seuls les faits nécessaires à la compréhension du déroulement des événements sont rapportés ci-après. Les faits particuliers seront relatés sous chacun des chefs d'accusation lors de leur analyse.

[10] L'intimée détient un certificat dans les disciplines de courtage en épargne collective et d'assurance de personnes, depuis 2000 et 2006 respectivement. Au cours de ces années, elle a œuvré au sein de différents cabinets dont le cabinet de services financiers Tandem, Gestion de capital Triglobal, Promutuel et Investissements Global Maxfin. Depuis janvier 2015, elle exerce pour le compte de TWMG inc., son propre cabinet[4].

[11] L'intimée, incorporée sous 9230-8600 Québec inc., est la seule actionnaire et administratrice de TWMG inc., compagnie constituée à la fin de 2010.

[12] Le cabinet TWMG inc. comptait 30 représentants en 2016, alors qu'en 2018, il n'en comptait que 23 pour des actifs d'environ 330 M$, dont 42 M$ sont gérés par l'intimée.

---

[1] P-1 à P-41.
[2] D-1 à D-40.
[3] Plusieurs des pièces produites par l'intimée correspondaient à celles déjà déposées par le plaignant, certaines d'entre elles contenaient cependant des informations complémentaires.
[4] P-1.

[13] En janvier 2016, madame Jules, après avoir occupé l'année précédente le poste de directrice de succursale pour TWMG, a remplacé l'intimée en tant que chef de la conformité du cabinet. Ces deux postes relèvent directement de l'intimée.

[14] En juillet 2013, la consommatrice J.G.T., qui a eu 79 ans au mois de septembre suivant, a commencé à faire affaire avec l'intimée, après que sa représentante précédente ait pris sa retraite.

[15] Au cours de cette première rencontre avec l'intimée, la mise à jour du « KYC »[5] de J.G.T., ses revenus et dépenses, ainsi que ses placements ont notamment été abordés. La deuxième rencontre, bien que suggérée par l'intimée pour septembre, a eu lieu en décembre 2013.

[16] J.G.T. était de nationalité française, n'avait pas d'enfants et vivait seule à Montréal. Ses actifs s'élevaient à environ 1 M$. L'intimée l'a décrite comme étant une femme indépendante, éloquente et raffinée (« *very sophisticated* »). Elle était toujours bien habillée et tenait sa maison soignée.

[17] L'intimée rencontrait J.G.T. à son domicile. Selon ses notes[6], elle l'a vue une à deux fois par année entre 2013 et 2015. En 2016, elle l'a vue environ à cinq reprises, ses notes des 8 et 25 août rapportant plutôt ses échanges avec le CLSC.

[18] L'intimée a relaté que dès le mois de mai 2015, J.G.T. et elle ont discuté de sa succession. Elle a encouragé J.G.T. à faire un testament, un mandat d'inaptitude et autres documents pertinents.

[19] Vers l'automne 2015, l'intimée a constaté que la santé de J.G.T. commençait à se détériorer. Elle a su qu'un dossier au CLSC avait été ouvert pour elle, celle-ci ayant besoin de soins.

[20] À partir de février 2016, l'intimée a réitéré à J.G.T. l'importance de procéder à un testament, mais celle-ci préférait que ce soit reporté à leur prochaine rencontre. Ce n'est

---

[5] Procédure appelée « *Know your client* ».
[6] D-5 (juillet 2013), D-6 (décembre 2013), D-7 (avril 2014), D-8 (mai 2015), D-10 (novembre 2015), D-11 et P-28 (février 2016), D-12 et P-24 (avril 2016), P-25 (mai 2016), D-20 (juillet 2016), D-21 (3 août 2016), D-22 et P-22 (8 août 2016), D-28 (25 août 2016).

qu'au cours de leur rencontre du mois d'avril que J.G.T. s'est montrée plus réceptive à l'idée de voir un notaire et à rencontrer Me Bissonnette que l'intimée lui a recommandée.

[21] Le 30 avril 2016, J.G.T., alors âgée de 81 ans, a signé par l'entremise de Me Bissonnette son testament et une procuration générale comprenant un mandat advenant son inaptitude[7]. Par ce dernier acte notarié, elle a constitué l'intimée son procureur et mandataire avec pouvoir immédiat. En tant que procureure, elle octroyait à l'intimée le droit d'être remboursée pour les dépenses encourues à ce titre, ses frais de déplacement et perte de salaire. Dans l'éventualité où J.G.T. était déclarée inapte, une rémunération annuelle de 10 000 $ était prévue pour l'intimée.

[22] J.G.T. est décédée en janvier 2017.

REPRÉSENTATIONS DES PARTIES

[23] Les procureures ont fait valoir leurs arguments et soumis à l'appui leurs autorités[8] qu'elles ont commentées et discutées, de part et d'autre. Me Melchiorre a soumis un plan d'argumentation à l'appui.

[24] Le comité traitera de leurs principaux arguments sous la section analyse.

ANALYSE ET MOTIFS

[25] Il est bien établi que le fardeau par prépondérance des probabilités[9] est le fardeau de preuve retenu en droit disciplinaire. La Cour d'appel dans *Bisson* c. *Lapointe*[10] a jugé bon de le préciser à la suite de la décision du Tribunal des professions dans cette affaire :

> « *[66] Il est bien établi que le fardeau de preuve en matière criminelle ne s'applique pas en matière civile. Il est tout aussi clair qu'il n'existe pas de fardeau intermédiaire entre la preuve prépondérante et la preuve hors de tout doute raisonnable, peu importe le « sérieux » de l'affaire. La Cour suprême du Canada, dans l'arrêt F.H. c.*

[7] P-23 (D-19).
[8] Voir annexe.
[9] *Vaillancourt* c. *Avocats (Ordre professionnel des)*, 2012 QCTP 126, par. 62 et 63.
[10] *Bisson* c. *Lapointe*, 2016 QCCA 1078.

> *McDougall, a explicitement rejeté les approches préconisant une norme de preuve variable selon la gravité des allégations ou de leurs conséquences.*
>
> *[67] Cependant, la preuve doit toujours être claire et convaincante pour satisfaire au critère de la prépondérance des probabilités. Comme démontré plus haut, le Conseil avait bien à l'esprit cette norme et la proposition des juges majoritaires qui soutient le contraire est, avec égards, injustifiée.*
>
> *[68] Comme le rappelle la Cour suprême, « aussi difficile que puisse être sa tâche, le juge doit trancher. Lorsqu'un juge consciencieux ajoute foi à la thèse du demandeur, il faut tenir pour acquis que la preuve était, à ses yeux, suffisamment claire et convaincante pour conclure au respect du critère de la prépondérance des probabilités* ». »

[26] Comme avancé par Me Vuille, les infractions reprochées en l'espèce sont de responsabilité stricte et n'exigent pas la *mens rea*[11]. Aussi, considérant la preuve administrée, la défense de diligence raisonnable ou erreur de fait[12] ne s'offrait pas à l'intimée.

[27] La version des faits fournie par l'intimée souffre de certaines contradictions et incongruités, dont certaines sont relevées par le comité au cours de son analyse des chefs d'accusation.

[28] Quant au témoignage de madame Jules, chef de la conformité, le comité estime qu'il porte à caution, comme il en sera plus amplement discuté lors de l'analyse du deuxième chef d'accusation.

[29] Soulignons dès maintenant que l'analyse rigoureuse de l'ensemble de la preuve amène sans conteste le comité à conclure que le plaignant a administré une preuve claire et convaincante de la culpabilité de l'intimée sous chacun des trois chefs d'accusation de la plainte disciplinaire, relevant ainsi le fardeau de preuve qui lui incombait.

---

[11] *R.* c. *Wholesale Travel Group Inc.*, 1991 CanLII 39 (CSC).
[12] *Platanitis* c. *AMF*, 2016 QCCS 5060 (CanLII), par. 42 à 45; *La Souveraine, Compagnie d'assurance générale* c. *AMF*, 2013 CSC 63 (CanLII), par. 17, 50, 56 et 57.

Chef d'accusation 1

[30] Ce chef d'accusation reproche à l'intimée d'avoir divulgué sans autorisation des renseignements confidentiels sur les comptes et avoirs de sa cliente J.G.T.

[31] Les dispositions de rattachement invoquées sont :

> *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2) (*LDPSF*)
>
> 16. Un représentant est tenu d'agir avec honnêteté et loyauté dans ses relations avec ses clients.
>
> Il doit agir avec compétence et professionnalisme.
>
> 1998, c. 37, a. 16.
>
> *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1) (*Règlement*)
>
> 8. Les renseignements sur les opérations et le compte d'un client sont confidentiels et le représentant ne doit pas les divulguer sans la permission du client, sauf si une disposition d'une loi ou d'une ordonnance d'un tribunal compétent le dispense de cette obligation.
>
> D. 161-2001, a. 8.
>
> 17. Le représentant qui reçoit un renseignement de nature privilégiée ou confidentielle d'un client, d'un émetteur ou d'un tiers ne doit pas le transmettre, ni réaliser une opération en utilisant ce renseignement.
>
> D. 161-2001, a. 17.
>
> *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3) (*Code de la CSF*)
>
> 26. Le représentant doit respecter le secret de tous renseignements personnels qu'il obtient sur un client et les utiliser aux fins pour lesquelles il les obtient, à moins qu'une disposition d'une loi ou d'une ordonnance d'un tribunal compétent ne le relève de cette obligation.
>
> D. 1039-99, a. 26

[32] Les faits pertinents à ce premier chef d'accusation se trouvent dans les courriels échangés entre Me Bissonnette et l'intimée, au cours des mois d'avril et mai 2016[13]. Les plus pertinents avec les passages les plus significatifs sont rapportés tels quels ci-après :

a) Le 15 avril 2016, l'intimée confirme à Me Bissonnette un premier rendez-vous, avec J.G.T. et elle-même et, le 21 avril au domicile de cette dernière, ainsi que son adresse;

b) Le 18 avril 2016, l'intimée mentionne à Me Bissonnette d'une part que le CLSC lui a réitéré les intentions de J.G.T. de laisser ses biens à des refuges animaliers et d'autre part, elle écrit : « *My plan at the discretion of the client* [is] *of course to manage her assets, build more wealth and disburse shares of the assets in kind to the charity of her choice yearly as to avoid huge tax implications* ». Elle liste ensuite les avoirs de J.G.T. dont sa maison et ses investissements, sans toutefois les détailler, ajoutant : « *I would like to consolidate all of the assets to simplify estate settlement/ management in the future as she is very ill. We have been taking care of her Family for over 30 years. Thank you for you*[r] *initiative in joining me to help her* »;

c) Le 20 avril 2016 :

- À 11:57 am, après avoir informé Me Bissonnette qu'elle a parlé le même jour à sa cliente, elle continue en indiquant qu'elle préfère ne pas accompagner celle-ci le lendemain et la laisser décider par elle-même (« *I prefer not to be present and allow her to decide on her own* »). Elle ajoute que J.G.T. a besoin d'un mandataire, en soulignant ce dernier terme « *Please note she needs a power of attorney to handle all affairs* » et qu'elle va laisser J.G.T. prendre cette décision exempte de l'influence que pourrait avoir sa présence au rendez-vous et de plus, que J.G.T. est beaucoup sollicitée et a besoin de protection (« *I will leave it at her discretion to make that decision without my influencre by being present. Many are soliciting her. She needs protection* »);

  (Nos soulignés)

- À 12:19 pm, Me Bissonnette lui répond comprendre, la remercie de la mise à jour et ajoute qu'elle s'assurera que J.G.T. comprenne l'étendue des pouvoirs donnés à un mandataire afin qu'elle choisisse quelqu'un en qui elle a confiance à 200 %;

d) Mercredi le 27 avril 2016[14] :

- À 12:58 pm, Me Bissonnette remercie l'intimée de lui avoir référé J.G.T. ajoutant qu'elle a eu une excellente rencontre avec celle-ci (« *I had a great meeting with her* »). Elle lui demande son adresse personnelle, si possible avant le vendredi, écrivant entre parenthèses : « *I need it but I can't tell you why* ***;)*** »[15]. Et par la suite : « *I know*

---

[13] Échanges de courriels et télécopies : P-17 à P-21 et D-14 à D-18.
[14] P-19.
[15] Il n'est pas contesté que ce signe « ;) » équivaut à un clin d'œil. Le témoignage de Me Bissonnette le confirme : « *Q. O.K. Alors, qu'est-ce que vous voulez dire par : « I need it but I can't tell you why. »? R. Bien, c'est un clin d'œil que je lui fais. Dans le fond... Q. Bon... R. ... « Je te pose une question, mais*

this information is confidential, but I asked [J.G.T.] *an estimate of her investments with you + RBC + ING but she had no clue…. Without giving me the exact amount, can you give me an idea if we are talking more about 100 000.00 $, 500 000.00 $ or 1 000 000.00 $? I need to know about how much money she has for a gift clause she requested in her Will* »;

- À 13:39, l'intimée lui divulgue de façon détaillée les sommes détenues par sa cliente chez TWMG, RBC investments, dans son compte chèque RBC et ses avoirs chez ING, ainsi que l'actif que représente sa maison[16]. Elle fournit son adresse personnelle et remercie Me Bissonnette de prendre soin de J.G.T.;
- À 1:52 pm, Me Bissonnette lui répond : « *Oh wow she has more money then* [sic] *she thinks!! Thank you. Everything will be taken care of on Saturday* »;
- À 13:59, l'intimée lui réitère[17] que J.G.T. a besoin d'une procuration (« PA / POA ») : « *I am very concerned. I understand the confidentiality of your work and do respect your nature. She needs a Power of Attorney and someone to handle all her affairs* »;
- À 2:11 pm, Me Bissonnette lui confirme : « *Yes, we are doing the 3 documents (Will, POA + Mandate)* »;

e) Le 12 mai 2016, référant à leur discussion de la veille, l'intimée joint à son courriel le document que J.G.T. a signé le 5 mai 2016, qu'elle-même a reçu de la travailleuse sociale (TS) le 9 mai 2016, et par lequel J.G.T. autorise le CLSC à divulguer à l'intimée les renseignements concernant son « fonctionnement global » ainsi que l'intimée à informer le CLSC de l'état de ses finances par exemple le paiement des taxes, ses impôts, POA etc. Cette autorisation était valable pour 180 jours[18]. L'intimée indique également que le même jour elle a accompagné sa cliente à la banque pour payer ses taxes, mettre à jour ses deux comptes chèque et retirer 10 000 $ pour ses besoins. De plus, elle lui relate ses démarches de l'année précédente auprès de RBC, pour s'assurer qu'une attention particulière « *RBC RED FLAGS* » soit apposée au compte de J.G.T. Elle termine son courriel comme suit en caractères gras : « ***I think it is very important to notarize her affairs very soon for her best interest given her cicumstances and her environment*** ».

---

pose-moi pas de questions. J'ai besoin d'une réponse, mais toi, pose-moi pas de questions », parce que, évidemment, je ne peux pas répondre à ses questions à cause du secret professionnel. Et la raison pourquoi j'en avais besoin, c'est parce que j'avais besoin de la mettre à la page 1 du mandat d'inaptitude. » (NS 7 décembre 2017, p. 209, l. 4-15).

[16] Les détails sont omis, vu l'ordonnance de non-divulgation, non-diffusion et non-publication concernant la consommatrice.

[17] Voir courriel du 20 avril 2016 à 11:57 rapporté plus haut.

[18] P-20 inclut P-21 / P-26 et P-27, le tout équivalent à D-16.

[33] Au cours de son témoignage, l'intimée a reconnu d'emblée avoir divulgué à Me Bissonnette les renseignements confidentiels sur les comptes et avoirs de sa cliente J.G.T., mais a contesté l'avoir fait sans son autorisation.

[34] Il ressort de ses explications qu'elle a conclu y être autorisée du fait que J.G.T. souhaitait qu'elle soit présente lors de sa rencontre avec la notaire et, au besoin, l'aide au sujet de ses comptes et avoirs. C'est ce que révèle son témoignage au sujet de son courriel de 13:39 à Me Bissonnette, le 27 avril 2016[19], par lequel elle lui divulgue les actifs de sa cliente :

> « *So, I responded back* (…)*, -- getting her the details of all the assets that she had, because I was always under the impression that given the fact that my client wanted me to be there, that it was okay for me to give this information to the notary.* »[20]
>
> (Nos soulignés)

[35] Aussi, même après s'être ravisée et avoir décidé de ne pas accompagner sa cliente chez Me Bissonnette, l'intimée a témoigné être restée sous l'impression que J.G.T. l'autorisait à divulguer ces informations à la notaire.

[36] Ainsi, après un récit plutôt confus à propos de cet échange qu'elle a eu avec J.G.T.[21] pour l'informer qu'elle ne l'accompagnerait pas chez Me Bissonnette, contre-interrogée, l'intimée a déclaré :

> « ***A****. I had not spoken to her, but I always felt I had the authorization, based on the circumstances to share that information with the notary.*
>
> ***Q****. Because you had spoken to her about that before.*
>
> ***A.*** *I hadn't spoken to her about that before. It's because of the authority that she gave me, the trust that, -- share this information with the notary or else I was afraid she was gonna change her mind. That's what I'm making reference to.* »[22]
>
> (Nos soulignés)

[37] Et plus loin, répondant à une question du comité :

---

[19] P-19 et paragraphe 30 d) de la présente décision.
[20] NS 25 avril 2018, p. 293, l. 12-17.
[21] NS 26 avril 2018, p. 316, l. 3-20.
[22] NS 26 avril 2018, p. 318, l. 6-14.

> « ***Q.*** (…). *And then when you said to her, you told her that you wouldn't go, you understood that as she said that, the other, the other time, then you had the authorization.*
>
> ***A.*** *Yes.*
>
> ***Q.*** *That's what I understand?*
>
> ***A.*** *That, -- yes. And that's why the notary asked me the question, because my client may have told her: " Contact Nathalie Missakian.".*
>
> ***Q****. But, but your client never gave you the authorization, authorization clearly. You just thought that you had it.*
>
> ***A****. I was under the impression.* »[23]
>
> (Nos soulignés)

[38] Contre-interrogée à savoir pourquoi avoir affirmé devant le comité qu'elle en avait parlé avec J.G.T., alors qu'elle avait déclaré à l'enquêteure ne pas avoir demandé la permission à J.G.T. pour ce faire, l'intimée s'est défendue en disant qu'au cours de ses échanges et rencontres avec l'enquêteure en 2016, elle était, dans les circonstances, très perturbée (« *I was not in a decent state of mind* ») [24].

[39] Me Melchiorre a argumenté que selon la définition du terme « impression » fournie par le dictionnaire Larousse[25], il s'agit d'un sentiment ou sensation résultant de l'effet d'un agent extérieur.

[40] Avec respect, cette définition s'avère incomplète. L'expression « *avoir l'impression de, que* » est définie dans ce même dictionnaire[26] comme étant « *croire, s'imaginer que* », ce qui, de l'avis du comité, rejoint le sens du témoignage de l'intimée.

[41] Aussi, l'intimée a manifestement divulgué à Me Bissonnette, sans l'autorisation de J.G.T., les renseignements confidentiels qu'elle détenait sur ses comptes et avoirs.

[42] Comme développé plus loin, l'intimée semblait avoir pris des initiatives ou libertés à l'égard des comptes de sa cliente J.G.T. Dès l'automne 2015, après que la banque a communiqué avec J.G.T. relativement aux actifs qu'elle détenait auprès de

---

[23] NS 26 avril 2018, p. 318, l. 22 à p. 319, l. 1-8.
[24] NS 26 avril 2018, p. 314, l. 24 à p. 315, l.24 et p. 317, l. 2-16.
[25] Me Melchiorre n'a pas fourni toutefois de document ou autre référence à l'appui.

son cabinet TWMG inc., l'intimée a demandé à RBC de mettre un « *red flag* » sur les comptes qu'y détenait J.G.T., et ce, sans obtenir l'autorisation de celle-ci, expliquant qu'elle avait également peur que des gens abusent de sa cliente.

[43] La réponse de l'intimée à la question de sa procureure pour savoir à quoi elle faisait allusion en écrivant à Me Bissonnette le 12 mai 2016[27] « *The RBC Bank has aggressively solicited her in the past by making false statements referencing assets she holds with us. I requested in person, last year RBC RED FLAGS her account from any intruders inquiring about her finances to protect her interests* » s'est révélée incohérente[28] pour expliquer les raisons de sa demande de « *red fla*g » à la RBC.

[44] D'une part, elle a répondu avoir agi ainsi en raison des propos tenus à sa cliente par la banque lors d'une demande de transfert d'actifs de J.G.T. vers son cabinet :

> « (…) *when we wanted to transfer her assets* (…) *from RBC, consolidate them with us and manage them together,* (…)*, RBC,* (…) *told her that if you transfer that money, then you're never gonna be able to touch it. So, the bank was aggressively soliciting her. She got scared. She called our offices, and* (…) *looking for me.* (…)*. She spoke to our compliance officer. So,* (…) *I went to the bank and I spoke to the branch manager. And I said: "Can you please red-flag her account."* (…). ».
>
> (Nos soulignés)

[45] Et d'autre part, confrontée à savoir comment un « *red flag* » mis par la banque pouvait protéger sa cliente des pressions de la banque elle-même, l'intimée a ajouté l'avoir fait au motif que J.G.T. était seule et âgée, et que plusieurs personnes pourraient vouloir en abuser. Elle a fait cette demande de « *red flag* » au gérant de la succursale, en personne et par lettre[29]. Le tout découlant notamment des extraits suivants[30] de son contre-interrogatoire sur le même sujet.

> « *Q.*(…), *so you said that you red-flagged her account because you were afraid that people would take advantage of her?*
>
> *A.* (…), *even the RBC had aggressively called her. I felt the need to red-flag her account, because I wanted to protect her.*
>
> *Q. But how red-flagging her, her bank account with the RBC would help with, with the RBC itself?*

---

[26] Le Petit Larousse Illustré, éd. 1994, p.538 III.
[27] P-20.
[28] NS 25 avril 2018, pp. 304-306.
[29] Cette lettre n'a toutefois pas été déposée.
[30] NS 26 avril 2018, pp. 218-220.

> (…)
>
> *Q. ... that the employees from the RBC could withdraw money from her account? That's what you were worried about?*
>
> *A. No. I wasn't worried about that.*
>
> *Q. Okay.*
>
> *A. What I was worried about is if somebody else went to the bank with her, for example, and while she's withdrawing money and she brings it home. I mean, the neighbours used to take her to the bank sometimes.* (…).
>
> *Q.* ***Did you ask her to do that?*** *Did she give you her consent to do that?*
>
> (…)
>
> *A. No, she, -- she didn't give me her consent to do that. I felt the need to do it to protect her.*
>
> *Q. Okay. You didn't, you didn't feel that it was important that Mrs. [J.G.T.], which, who you had seen about four times by, in 2015, give you her consent to red-flag her own bank account?*
>
> *A. Well, I didn't, -- I mean, it wasn't that the account was frozen.*
>
> (…)
>
> *Q.* (…). *But you don't even ask her permission to do it?*
>
> *A. Well, no, I didn't ask for her permission, but I sat with the branch manager, who knew her very well. And the bank, -- I mean, they knew her personally. So, when I went there...*
>
> (…)
>
> *Q. ... my question is: You didn't ask her. And your answer is: You didn't ask her if she authorized you to do that.*
>
> *A. No, I didn't ask her.* »
>
> (Nos soulignés)

[46] Ces extraits sont révélateurs du comportement général de l'intimée à l'égard du dossier de J.G.T. Elle prenait des initiatives, comme cette demande de « *red flag* » à RBC, sans consulter sa cliente au préalable, ni même l'en informer après coup. Au surplus, comme le démontre ce dernier extrait, l'intimée a banalisé cette demande rétorquant que ce n'était pas comme si elle avait demandé de geler le compte.

[47] De même, l'intimée a précisé à Me Bissonnette les documents à préparer[31] :

> « *Q. Okay. So, you didn't discuss exactly why it was important for her? But you told the, the notary, Me Ste-Marie-Bissonnette, that she needed all those, all three of those documents?*

[31] NS 26 avril 2018, pp. 225-226.

> *A. I never said that she needed three of those documents. I just reached out to Me Bissonnette. I set the stage for the client and for the notary to meet. And sometimes I may have made a comment about, she needs a PA or she needs a mandate. But for me, it was more or less the estate planning that was very important for her.*
>
> *Q. But you sa..., -- you sent documents or you sent emails to the notary saying she needs a will, she needs a PA, she needs a man..., -- a mandate. Didn't you?*
>
> *A. Because those are the legal documents that comprise of estate planning based on what we're taught. I mean, when we're talking about estate planning, Me Bissonnette used to come and lecture, you know, a power of attorney, a mandate and a will are the three most important documents in estate planning. And for me to have said estate planning and those three documents would mean the same thing to me.* (…) ».
>
> (Nos soulignés)

[48] Quant à la dernière phrase de son courriel du 12 mai 2016[32] à Me Bissonnette qu'elle a mis en caractères gras « ***I think it is very important to notarize her affairs very soon for her best interest given her circumstances and her environment*** », l'intimée s'est justifiée en expliquant vouloir s'assurer que le tout serait fait, car le CLSC lui demandait si les documents étaient complétés, les médecins voulant savoir qui était le mandataire ou procureur.

[49] Aussi, le comité s'interroge sur ce qui motivait l'intimée à joindre, à son courriel le 12 mai 2016[33] à Me Bissonnette, l'autorisation signée par sa cliente le 5 mai 2016 postérieurement à celle des documents notariés, que la TS lui a transmise le 9 mai 2016. Cette autorisation ne visait pourtant pas davantage les renseignements confidentiels qu'elle avait déjà divulgués à la notaire sur le compte de sa cliente.

[50] Quant à l'argument voulant qu'il y ait eu renonciation implicite de J.G.T., les conditions énoncées dans l'affaire *Gilson*[34] concernant le secret professionnel, citée à l'appui par Me Melchiorre, ne s'y retrouvent pas :

> « *[64] En outre, le secret professionnel appartient au bénéficiaire de ce droit. Le secret professionnel est un privilège dont le client est libre de se prévaloir ou non.*
>
> *[65] En effet, les règles relatives au secret professionnel sont d'ordre public de protection. Le titulaire du droit est admis à y renoncer. Il suffit que la renonciation*

[32] P-20.
[33] P-20.
[34] *Gilson* c. *Psychologues (Ordre professionnel des)*, 2016 CanLII 32250 (QC CPQ), par. 64-67.

> *soit volontaire, claire et émane d'une personne qui connaît l'existence de son droit.*
>
> *[66] Cette renonciation peut donc être même implicite. La renonciation implicite s'infère des gestes posés par le titulaire du droit, qui se révèlent incompatibles avec la volonté de préserver le secret professionnel ou d'éviter la divulgation de l'information confidentielle que celui-ci protège.*
>
> *[67] À sujet, la Cour suprême s'exprime comme suit :*
>
> > *" Le présent pourvoi soulève toutefois un problème de renonciation implicite. Bien que la renonciation ne se présume pas, la jurisprudence et la doctrine admettent cette forme de renonciation et lui donnent effet. Elle s'infère des gestes posés par le titulaire du droit, qui se révèlent incompatibles avec la volonté de préserver le secret professionnel ou plutôt d'éviter la divulgation de l'information confidentielle que protège celui-ci. En matière de responsabilité médicale, la règle est bien établie, comme le constate Royer :*
> >
> > > *Dans le domaine de la santé, le plaideur qui fait de son dossier médical ou de son état médical un élément pertinent à un litige, renonce tacitement à la confidentialité de son dossier médical et au secret professionnel du médecin. . . [p. 960] "* »
>
> (Références omises. Ci-après toutefois celle de la Cour suprême : *Glegg* c. *Smith & Nephew Inc.*, 2005 CSC 31, [2005] 1 RCS 724.)
>
> (Nos soulignements)

[51] Avec égards pour l'opinion contraire, une renonciation implicite de J.G.T. au secret professionnel ne peut s'inférer de sa relation amicale avec l'intimée ou du fait d'avoir accepté que celle-ci prenne un rendez-vous auprès de Me Bissonnette ou encore que l'intimée réponde en sa présence aux questions de celle-ci, pas plus de son échange avec l'intimée l'informant qu'elle ne l'accompagnerait pas chez la notaire.

[52] Considérant l'ensemble des faits ci-devant rapportés et en l'absence de preuve de la connaissance par J.G.T. de son droit à la confidentialité de ses renseignements personnels ainsi que d'une renonciation volontaire et claire de sa part, le comité estime qu'il n'y a pas de renonciation implicite en l'espèce.

[53] Enfin, il ressort des extraits du témoignage de Me Bissonnette, rapportés par Me Melchiorre au soutien d'une renonciation implicite, que J.G.T. lui a dit qu'elle pouvait demander à l'intimée « *une idée de ses placements* », d'où le courriel de la notaire à

l'intimée « *Without giving me the exact amount, can you give me an idea if we are talking more about 100 000.00 $, 500 000.00 $ or 1 000 000.00 $?* »[35] (nos soulignés).

[54] Or, l'intimée ne s'est pas contentée de répondre à la question de Me Bissonnette visant pourtant seulement « un ordre de grandeur » des avoirs de J.G.T., elle est allée bien au-delà en lui fournissant les détails.

[55] Quant à l'autorisation de J.G.T. obtenue par le CLSC[36] le 5 mai 2016, celle-ci était non seulement postérieure à cette divulgation par l'intimée à Me Bissonnette, mais n'était qu'au profit du CLSC et ne concernait que l'état de ses finances tel le paiement de ses taxes, ses impôts et le « POA ».

[56] La protection des renseignements personnels découle du droit au respect de la vie privée. Les membres de la CSF ont l'obligation de préserver la confidentialité de ces renseignements qu'ils recueillent auprès de leurs clients à titre de représentants autonomes ou pour le compte de leur cabinet. Avant de communiquer à un tiers des renseignements personnels concernant son client, le représentant doit s'assurer que ce dernier y consent de façon éclairée, libre, manifeste et à des fins précises. Le défaut de respecter la confidentialité de leurs renseignements personnels ne peut que briser la confiance des consommateurs en leur représentant.

[57] Même si l'intimée ne semble pas avoir agi de mauvaise foi, mais plutôt avoir été mue par un besoin démesuré de contrôle[37], les faits et circonstances qu'elle a relatés aux fins de se disculper d'avoir divulgué ces renseignements confidentiels sur les avoirs de J.G.T. ne permettaient pas de conclure qu'elle détenait une telle autorisation de cette dernière.

[58] Ainsi, en divulguant les renseignements confidentiels sur les comptes et avoirs de J.G.T., sans avoir obtenu au préalable son autorisation, l'intimée a fait fi de ses obligations déontologiques énoncées aux dispositions du *Code de déontologie de la CSF* et du *Règlement* alléguées au soutien de ce premier chef d'accusation.

---

[35] Rapporté au par. 30 d) de la présente.
[36] P-26.
[37] Ceci s'infère notamment de la teneur des échanges de l'intimée avec Me Bissonnette, de l'ensemble de son témoignage et de son comportement général à l'égard du dossier de J.G.T.

[59] Ce faisant, l'intimée n'a pas non plus agi avec compétence et professionnalisme comme prescrit à l'article 16 *LDPSF*.

[60] Par conséquent, le comité étant d'avis que la preuve a démontré de façon claire et convaincante que l'intimée a contrevenu à chacune de ces dispositions de rattachement la déclarera coupable sous chacune d'elles**.**

[61] Toutefois, afin de respecter l'interdiction de condamnations multiples[38], le comité déclarera l'intimée coupable pour avoir contrevenu à l'article 8 du *Règlement*, estimant que celui-ci répond de façon plus précise à l'infraction commise et ordonnera l'arrêt conditionnel des procédures à l'égard des autres dispositions de rattachement.

Chef d'accusation 2

[62] Ce chef reproche à l'intimée de s'être placée en situation de conflit d'intérêts, entre les ou vers les 8 et 29 août 2016, en agissant à titre de mandataire de sa cliente J.G.T., notamment en signant à ce titre, le formulaire de « Modification non-financières [sic] » daté du 8 août 2016, alors qu'elle était sa représentante.

[63] Les dispositions de rattachement invoquées sont :

> *Loi sur les valeurs mobilières* (RLRQ, c. V-1.1) (*LVM*)
>
> 160. La personne inscrite à titre de courtier, de conseiller ou de représentant est tenue d'agir de bonne foi et avec honnêteté, équité et loyauté dans ses relations avec ses clients.
>
> 1982, c. 48, a. 160; 2001, c. 38, a. 60; 2009, c. 25, a. 26.
>
> 160.1. Dans ses relations avec ses clients et dans l'exécution du mandat reçu d'eux, la personne inscrite à titre de courtier, de conseiller ou de représentant est tenue d'apporter le soin que l'on peut attendre d'un professionnel avisé, placé dans les mêmes circonstances.
>
> 2001, c. 38, a. 61; 2009, c. 25, a. 27.

[38] *Kienapple* c. *R.*, [1975] 1 RCS 729; *R.* c. *Provo*, [1989] 2 RCS 3; *Sarazin* c. *R.*, 2018 QCCA 1065; *Courchesne* c. *Médecins (Ordre professionnel des)*, 2019 QCTP 53, par. 78-101; *Psychologues (Ordre professionnel des)* c. *Vallières*, 2018 QCTP 121, par. 147; *Notaires (Ordre professionnel des)* c. *Leclerc*, 2010 QCTP 76, par. 46.

> *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2)
>
> 16. Un représentant est tenu d'agir avec honnêteté et loyauté dans ses relations avec ses clients.
>
> Il doit agir avec compétence et professionnalisme.
>
> 1998, c. 37, a. 16.
>
> *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1)
>
> 2. Le représentant doit faire preuve de loyauté; l'intérêt du client doit être au centre de ses préoccupations lorsqu'il effectue une opération pour le compte de celui-ci.
>
> D. 161-2001, a. 2.
>
> 10. Les méthodes de sollicitation et de conduite des affaires du représentant doivent inspirer au public le respect et la confiance.
>
> D. 161-2001, a. 10.
>
> 14. Les activités professionnelles du représentant doivent être menées de manière responsable avec respect, intégrité et compétence.
>
> D. 161-2001, a. 14.
>
> *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r.3)
>
> 18. Le représentant doit, dans l'exercice de ses activités, sauvegarder en tout temps son indépendance et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts.
>
> D. 1039-99, a. 18.

[64] Afin que l'intimée puisse présenter une défense pleine et entière, Me Melchiorre s'est appuyé respectivement sur les affaires *Bélanger*[39] et *Oliveira*[40], pour argumenter d'une part que celle-ci devait être en mesure de cerner le reproche qui lui était adressé et d'autre part, que l'usage de l'adverbe « notamment » dans le libellé de ce chef signifiait que l'intimée s'était également placée en situation de conflit d'intérêts en commettant d'autres gestes que la signature du formulaire.

[65] Toutefois, la formulation de ce premier chef respecte l'énoncé du Tribunal des professions dans *Bélanger*[41] :

---

[39] *Bélanger* c. *Avocats (Ordre professionnel des)*, 2012 QCTP 73, par. 52, 57 et 58.
[40] *Physiothérapie (Ordre professionnel de la)* c. *Oliveira*, 2017 QCTP 66, par. 98-104.
[41] Préc., note 39.

> « *[52] La formulation d'une plainte doit permettre au professionnel de connaître les faits générateurs de l'infraction, le moment et les conditions pertinentes existantes lors de la commission de l'acte reproché, en sus des dispositions de rattachement. C'est en substance ce qu'édicte l'article 129 du Code des professions.* »

[66] Le 16 juin 2017, Me Vuille répondait à la demande de précisions formulée par Me Melchiorre le 4 mai 2017, précisant qu'il s'agissait d'une infraction continue durant cette période[42]. Par la suite, Me Melchiorre n'a pas cru bon de s'adresser au comité pour obtenir de plus amples détails et peut donc difficilement s'en plaindre après coup.

[67] Ce deuxième chef reproche à l'intimée de s'être placée en situation de conflit d'intérêts en agissant à titre de mandataire de sa cliente J.G.T. alors qu'elle était sa représentante notamment en signant à ce titre le formulaire de « Modification non-financières [sic] » daté du 8 août 2016, et ce, jusqu'au 29 août suivant qui correspond à la renonciation par l'intimée de sa nomination par J.G.T. comme mandataire. La preuve administrée par la partie plaignante s'est limitée à ces éléments.

[68] La formulation de ce chef permettait certes à l'intimée de connaître de façon suffisante le comportement reproché, les faits y ayant donné lieu et la période visée. Au surplus, l'intimée était en vacances durant une grande partie de cette période relativement courte, vraisemblablement jusqu'au 24 août 2016. Le libellé de ce chef était donc suffisamment précis pour permettre à l'intimée de présenter une défense pleine et entière.

[69] Enfin, avec égards, l'affaire *Oliveira* ne peut s'appliquer en l'espèce, le syndic n'ayant pas cherché à obtenir « *une déclaration de culpabilité fondée sur d'autres faits ou d'autres circonstances que ceux qu'il a initialement annoncés* »[43].

[70] Cela dit, pour ce deuxième chef d'accusation, la trame factuelle est la suivante.

[71] Le 8 août 2016, l'intimée a signé pour sa cliente J.G.T., <u>à titre de mandataire</u> (POA), le formulaire « Modification non-financières [sic] »[44] visant le changement immédiat de l'adresse de sa cliente pour celle de son cabinet. Elle y a apposé <u>également</u> sa signature <u>comme sa représentante</u>.

---

[42] D-40.
[43] Préc., note 40, par. 103.

[72] À son retour de vacances le 25 août 2016, elle a rencontré la TS et l'infirmière au CLSC[45] et elle leur a remis les documents notariés de J.G.T.

[73] Le 29 août 2016, l'intimée a informé la notaire par courriel et par lettre du fait qu'elle renonçait à sa nomination en tant que mandataire de J.G.T.[46].

[74] En guise d'explication, l'intimée a relaté comme suit les circonstances l'ayant menée à signer, comme elle l'a fait, ledit formulaire de changement d'adresse :

a) Elle a commencé en décrivant J.G.T. comme étant une femme organisée, s'occupant de son courrier, de ses comptes et de leur classement. Par ailleurs, depuis quelque temps, elle s'y rendait plus souvent pour l'aider avec ces tâches;

b) Le 20 juillet 2016[47], elle a rencontré J.G.T., mais celle-ci n'allait pas bien, ses mains tremblaient et elle avait de la difficulté à écrire. Elle l'a aidée à remplir des chèques et des cartes de remerciements;

c) Le même jour, elle y a rencontré pour la première fois D.S., la voisine de J.G.T. Celle-ci lui a posé beaucoup de questions, ce qui l'a rendue méfiante et inquiète, ne l'ayant jamais croisée chez J.G.T. depuis que celle-ci est devenue sa cliente en 2013. Ensuite, bien qu'elle ait cherché les documents notariés, elle ne les a pas trouvés. De retour à son bureau, elle a communiqué avec Me Bissonnette. Elle lui a expliqué qu'elle cherchait ces documents, le CLSC voulant savoir qui était le mandataire. Aux dires de l'intimée, Me Bissonnette lui a confirmé qu'ils avaient été complétés deux mois auparavant et qu'elle en ferait parvenir une autre copie à la cliente[48]. L'intimée a précisé qu'à chaque fois qu'elle rencontrait J.G.T., elle téléphonait au CLSC pour faire un suivi;

d) Le 3 août 2016, elle s'est de nouveau rendue chez J.G.T. pour s'enquérir de

---

[44] P-16, p. 122.
[45] D-28.
[46] Courriel et lettre à Me Bissonnette, P-31 et P-32 / D-30.
[47] D-20.
[48] Selon les conversations téléphoniques des 26 août et 13 septembre 2016 (P-37, p. 154, l.23 à 25 et p. 155, l.9 à 21 et P-38 respectivement) entre l'enquêteure et Me Bissonnette, cette dernière indique que l'intimée ne lui a jamais demandé les documents, y précisant, tout comme devant le comité le 7 décembre 2017, les avoir envoyés à la cliente seulement à deux reprises, les 10 et 31 mai 2016.

son état[49]. L'intimée voulait s'assurer que quelqu'un s'occuperait du courrier relatif aux placements de sa cliente pendant qu'elle serait en vacances du 9 au 22 août 2016[50];

e) Ayant appris de J.G.T. que ses voisins, D.S. et son mari M.T., la visitaient plus souvent et avaient commencé à s'occuper de quelques-unes de ses affaires financières, remplissant ses chèques et passant à travers ses documents, inquiète, l'intimée a fixé une rencontre entre elle et ces derniers. Elle désirait savoir dans quelle mesure ceux-ci s'en occupaient;

f) Depuis un certain temps, J.G.T. lui semblait peu intéressée par ses finances et l'intimée n'arrivait pas à capter son attention;

g) Si l'on en croit l'intimée, à cette même rencontre du 3 août 2016, tout en classant les documents de J.G.T., elle l'a informée qu'elle partait en vacances et lui a demandé si elle consentait à ce que son courrier relatif à ses placements auprès des compagnies de fonds soit acheminé à son cabinet ou que quelqu'un d'autre s'en occupe. Cependant, J.G.T. n'arrivait plus à se concentrer, « *was just not focussed anymore. She just did not have interest* »[51]. C'est à cette même occasion qu'elle a trouvé une enveloppe jaune cachetée provenant de Me Bissonnette et que selon ses dires, avec la permission de sa cliente, l'a apportée à son bureau pour la remettre au CLSC;

h) Ensuite, elle s'est rendue chez les voisins qui lui ont confirmé faire le ménage chez J.G.T., de même que quelques courses en plus de l'aider à payer ses comptes et autres. Aux dires de l'intimée, ces derniers lui ont dit qu'ils passeraient tous les jours prendre son courrier durant son absence et l'apporteraient chez eux. Ce dernier fait a inquiété l'intimée, « *raised a red flag for me* »[52], ne comprenant pas pourquoi ils ne le classeraient pas sur place. Elle aurait aimé en parler avec sa cliente, mais son état ne le permettait pas « *She was not in, in a state where her mind was 100% focussed and attentive and receptive to receiving advice or even making decisions* »[53] (nos

[49] D-21.
[50] D-23.
[51] NS 26 avril 2018, p. 15.
[52] NS 26 avril 2018, p. 19.
[53] NS 26 avril 2018, p. 20.

soulignés). En sortant, elle a laissé des messages à l'infirmière et à la TS pour leur demander conseil;

i) Se référant à ses notes du 8 août 2016[54], l'intimée a témoigné avoir eu une conversation avec la TS au sujet de l'acheminement du courrier de sa cliente à son cabinet et à une case postale. Étant donné l'existence d'une procuration au dossier, la TS lui a conseillé de consulter sa cliente. C'est là qu'elle a ouvert l'enveloppe de Me Bissonnette rapportée le 3 août précédent de chez J.G.T. pour y constater sa nomination comme procureure de celle-ci. Comme J.G.T. lui avait paru plutôt confuse « *Her state of mind, to me, was not, I can say lucide* », elle n'est pas retournée ne voulant pas l'accabler davantage, d'autant plus que son départ pour vacances était imminent[55];

j) Contre-interrogée au sujet de l'ouverture d'une case postale « P.O. Box »[56], l'intimée a reconnu ne pas en avoir discuté avec sa cliente qui lui semblait peu alerte « *wasn't responding to me* », elle n'a donc pas insisté, ne voulant pas l'accabler. Toutefois, ses notes du 3 août 2016[57] n'en font pas mention;

k) Par ailleurs, elle a suggéré à la TS l'ouverture d'une case postale pour le reste du courrier de J.G.T. et l'acheminement du courrier relatif aux placements à son cabinet, comme le rapportent ses notes du 8 août 2016;

l) Enfin, selon l'intimée, le 8 août 2016, elle a consulté madame Jules, chef de la conformité, laquelle afin de protéger sa cliente, a rempli le formulaire « Modification non-financières [sic] » visant le changement d'adresse immédiat. L'intimée a apposé sa signature sur la ligne prévue pour celle de la cliente, avec la mention « P.A. », ainsi que sur celle du représentant, et madame Jules a signé pour garantir la signature. Selon elle, madame Jules a envoyé ce document aux trois sociétés de placement concernées[58]. À partir de cette date, c'est madame Jules qui recevait la correspondance et qui s'est occupée des changements de code et du gel des comptes.

[75] Il ressort de la conversation tenue entre l'intimée et l'enquêteure le 25 août 2016[59], soit environ deux semaines après sa signature du formulaire de « Modification non-

[54] P-22 / D-22.
[55] NS 26 avril 2018, pp. 30-32.
[56] NS 26 avril 2018, p. 292.
[57] D-21.
[58] P-14 / D-27.

financières [sic] » le 8 août 2016, que l'intimée savait d'une part, à tout le moins à cette dernière date, que J.G.T. l'avait désignée sa mandataire en vertu de la procuration générale notariée du 30 avril 2016[60] et d'autre part, qu'elle se plaçait en situation de conflit d'intérêts en agissant à la fois comme sa représentante en épargne collective et sa procureure en vertu de cette procuration, d'autant plus que, selon ses dires, elle a agi comme chef de conformité pendant 15 ans.

[76] Toutefois, bien qu'elle ait affirmé avoir toujours eu l'intention de transférer la gestion des actifs de J.G.T. à un autre représentant, l'intimée a décidé d'attendre son retour de vacances pour décider ce qu'elle ferait dans les circonstances. À son retour les 22 ou 23 août 2016, il a été décidé de transférer la gestion des actifs de J.G.T. à madame Jules, étant donné qu'elle était chef de la conformité[61].

[77] La chef de conformité a témoigné[62] comme suit au sujet du formulaire « Modification non-financières [sic] », signé par l'intimée le 8 août 2016 :

> « *Q. Qu'est-ce qu'elle vous a expliqué Mme Missakian le 8 août ?*
>
> *R. Elle m'a expliqué où est-ce qu'elle avait une inquiétude concernant sa cliente [J.G.T.], concernant sa confidentialité parce qu'elle était très inquiète du fait que les voisins avaient accès à ses dossiers. Donc, en même temps elle allait quitter la ville puis elle m'a demandé qu'il faudrait faire un changement d'adresse pour la cliente. Donc, j'ai pris l'initiative, j'ai dit, on va, donnez-moi le dossier, je vais prendre soin, on va faire le changement d'adresse et on va l'effectuer au siège social.* »
>
> (Nos soulignés)

[78] Par la suite, madame Jules a fait suivre le formulaire aux compagnies de fonds concernées pour que le courrier de J.G.T. soit acheminé à TWMG inc.

[79] Quant à sa note[63] « *Meeting notes for representative's file* », madame Jules a déclaré l'avoir écrite le même 8 août 2016. Elle a expliqué que le but était d'indiquer le changement d'adresse effectué par l'intimée pour sa cliente. À propos de la mention

---

[59] P-41.
[60] P-23, pp. 00189-00198 de la divulgation.
[61] La lettre du 24 août 2016 envoyée par madame Jules aux compagnies de fonds demande le transfert des actifs de J.G.T. au code correspondant au « *Compliance Estate Management* » (P-16, p. 00112).
[62] Transcription par le comité d'un extrait de l'enregistrement de l'audition du 17 septembre 2018, vers 10h20.
[63] D-36.

voulant que ce changement ait été fait dans le système « *WinFund* » et de celle voulant qu'il y ait eu gel du compte, madame Jules a témoigné y avoir procédé parce qu'il s'agissait d'un cas de conformité et qu'ainsi, personne ne pouvait y faire de transaction vu les inquiétudes de l'intimée. Elle l'a ensuite classée dans le dossier de conformité de l'intimée concernant J.G.T. et l'a rangé dans le classeur de son bureau auquel, elle seule a accès[64].

[80] Toutefois, le témoignage de madame Jules porte à caution en raison du lien hiérarchique de l'intimée à son égard, étant sa supérieure immédiate en plus d'être son employeure, et du comportement même de l'intimée dans le dossier de J.G.T.

[81] En effet, l'intimée a démontré être méfiante « *suspicious* » à l'égard de tout un chacun dont la RBC, les voisins, et même les intervenants du CLSC « (…) *you have the CLSC that was irresponsible. You had the neighbours, I was very suspicious of* »[65], et vouloir tout contrôler. Sans limiter la généralité de ce qui précède, soulignons sa demande de « *red flags* » faite à RBC à l'automne 2015 alors que selon elle, J.G.T. se portait bien, tout comme son insistance à même les instructions transmises à Me Bissonnette.

[82] Aussi, le comité ne peut retenir l'interprétation des faits telle qu'avancée par Me Melchiorre, dont celle voulant que ce soit madame Jules <u>qui ait décidé d'implanter</u> le changement d'adresse de la cliente pour que les états de compte soient envoyés au bureau de TWMG inc.

[83] Du témoignage de l'intimée il ressort plutôt que, devenue méfiante à l'égard des voisins de J.G.T., elle a parlé à cette dernière de faire suivre son courrier à TWMG inc. et qu'elle en a discuté avec la TS, et ce, bien avant d'en faire part à madame Jules. Comme souligné dans l'extrait rapporté plus haut du témoignage de madame Jules à ce sujet, l'intimée « *<u>m'a demandé qu'il faudrait faire</u> un changement d'adresse pour la cliente* » (nos soulignés).

[84] Qui plus est, le comité s'interroge quant à certaines inscriptions se trouvant dans la note de madame Jules, en date du 8 août 2016 :

---

[64] Enregistrement de l'audience du 17 septembre 2018 entre 10h24:10 et 10h27:30.
[65] NS 26 avril 2018, p. 122.

a) « *J'ai pris l'initiative d'approuver la demande de changement d'adresse* »;

b) « (…) *et le compte est gelé jusqu'à nouvel ordre* ».

[85] Concernant la première inscription, il est permis de douter du libre arbitre de madame Jules relatif à son approbation du changement d'adresse réclamé par l'intimée. Alors qu'en tant que chef de la conformité, la décision ne revenait qu'à elle seule, pourquoi préciser « *avoir pris l'initiative* »?

[86] Quant à la deuxième concernant le gel de compte que madame Jules a prétendu avoir été en vigueur dès le 8 août 2016, à part cette note, aucune preuve documentaire ne le confirme.

[87] La capture d'écran du système « *WinFund* » pour le compte de J.G.T., mais non daté, que madame Jules dit toutefois avoir prise en 2017[66], n'indique pour le 8 août 2016 que le changement d'adresse pour celle du cabinet de l'intimée et pour le 25 août 2016, le changement de code pour celui du « *Compliance Estate Management* ». Par ailleurs, il n'y a aucune mention d'un gel du compte. Cette dernière information n'apparaît au « *WinFund* » qu'en date du 17 novembre 2017[67], soit après le décès de J.G.T.

[88] Certes, une capture d'écran de ce système « *WinFund* », contemporaine au 8 août 2016, comme celles prises en 2017 produites par la partie intimée, aurait peut-être pu appuyer les dires de madame Jules.

[89] À cela s'ajoute que ce n'est que le 24 août 2016 que madame Jules a demandé aux compagnies de fonds de transférer les actifs de J.G.T. enregistrés sous le code de représentante de l'intimée à celui du « *Compliance Estate Management* ». D'ailleurs, les compagnies de fonds n'ont opéré ce transfert qu'à partir du ou vers le 29 août 2016, le tout étant jusque-là sous le code de l'intimée[68].

[90] En tant que chef de la conformité, constatant que le 8 août 2016 l'intimée avait signé sur le formulaire de « Modification non-financières [sic] », à la fois à titre de procureure et représentante de J.G.T., comment expliquer que dès lors madame Jules

[66] D-38.
[67] D-37, capture d'écran.
[68] P-16, pp. 00112 à 00123.

n'ait pas avisé les compagnies de fonds de transférer les actifs de la cliente au code du « *Compliance Estate Management* »?

[91] Du fait que madame Jules ait attendu le retour de vacances de l'intimée pour le faire, le comité conclut qu'elle a suivi les directives de celle-ci pour agir.

[92] Cette conclusion est d'ailleurs supportée par la déclaration faite par l'intimée à l'enquêteure le 25 août 2016 voulant que, ce 8 août 2016, elle verrait à son retour de vacances ce qu'elle devrait faire :

> « *[R] Oui parce qu'on ne savait pas, je viens juste de recevoir les documents avant que je suis* [sic] *partie en vacances puis j'ai dit dès que je reviens, je vais voir qu'est-ce que je dois faire parce que je sais que c'est un conflit d'intérêts pour moi, ça je le sais.* »[69]
>
> (Nos soulignés.)

[93] Pour ces motifs, le comité est d'avis que madame Jules était vraisemblablement sous le contrôle de l'intimée, ce qui en outre transpirait de l'ensemble de son témoignage.

[94] L'intimée a fait grand cas de ses notes « *Meeting notes for representative's files* » dans lesquelles elle a affirmé consigner les sujets discutés, les actions prises ainsi que les démarches envisagées.

[95] Force est de constater qu'à tout le moins les 3 et 8 août 2016, elle a fait entorse à ses bonnes habitudes. Ses notes sont silencieuses concernant l'échange qu'elle a eu avec sa cliente à propos de l'acheminement du courrier relatif à ses placements vers son cabinet, et du fait qu'elle ait trouvé et apporté l'enveloppe contenant les documents préparés par Me Bissonnette. Consigner ces informations s'avérait pourtant important.

[96] Cette absence de notes à ce sujet, jumelée à son témoignage voulant que le 3 août, sa cliente était peu alerte « *She was not in, in a state where her mind was 100% focussed and attentive and receptive to receiving advice or even making decisions* » démontre, une fois de plus, que l'intimée a pris l'initiative d'agir sans l'autorisation de sa cliente, alors que, de son propre témoignage, J.G.T. n'était pas en mesure d'autoriser quoi que ce soit.

---

[69] P-41, p.86.

[97] Dans ses notes du 8 août 2016, seuls l'échange intervenu avec la TS à ce sujet ainsi que son intention de remettre au CLSC une copie des documents notariés, dont la « PA », sont consignés. Toutefois, aucune mention de sa signature, le même jour, du formulaire de « Modification non-financières [sic] » ne s'y trouve.

[98] Alléguant vouloir protéger les actifs de sa cliente, le 8 août 2016, l'intimée a utilisé sa nomination comme mandataire de J.G.T. pour signer ce formulaire à sa place, ce qui lui permettait de procéder au changement d'adresse de celle-ci pour celle de TWMG inc., son cabinet, en plus de signer en tant que sa représentante. Ce faisant, l'intimée se plaçait en situation de conflit d'intérêts et, comme rapporté plus haut, elle le savait[70].

[99] Cette situation a perduré jusqu'au 29 août 2016, date de sa lettre adressée à Me Bissonnette l'informant qu'elle renonçait à sa nomination comme mandataire de J.G.T. et du changement effectif des codes par les compagnies de fonds.

[100] Avec égards pour l'opinion contraire, le présent cas diffère de ceux rapportés dans les décisions[71] citées par Me Melchiorre au soutien de l'acquittement de l'intimée sous ce chef. Le comité estime qu'en l'espèce, il ne s'agit pas d'une simple faute technique ni d'une erreur commise par inadvertance dont la gravité est insuffisante pour constituer une faute déontologique.

[101] Comme a répliqué Me Vuille, l'intimée n'a pas non plus démontré avoir fait preuve de diligence raisonnable en prenant « *toutes les précautions raisonnables pour éviter l'événement en cause* »[72]. D'ailleurs, dans les circonstances, elle n'a même pas tenté un appel au bureau du syndic de la CSF pour obtenir conseil.

[102] Qui plus est, il est difficile de saisir en quoi ce changement d'adresse pour le cabinet de l'intimée protégeait les intérêts de sa cliente, J.G.T. ne pouvant plus ainsi suivre ses placements. Aussi, comment prétendre que ce changement d'adresse constituait une mesure de protection alors que le reste de son courrier, dont ses états de comptes de banque, sans oublier ses carnets de chèques, restait potentiellement accessible?

---

[70] Voir paragraphe 90 rapportant son échange avec l'enquêteur le 25 août 2016.
[71] Voir plan d'argumentation. pp. 7-18, et Annexe des autorités de l'intimée.

[103] Enfin, Me Melchiorre a soulevé l'article 48 de la *Charte des droits et libertés de la personne* stipulant que la personne âgée a droit d'être protégée contre toute forme d'exploitation.

[104] En l'absence de preuve appuyant les craintes et appréhensions exprimées en ce sens par l'intimée entre autres à l'égard des voisins de J.G.T., cet argument ne peut être retenu.

[105] D'ailleurs, à la suite de sa renonciation comme procureure de celle-ci et même après le décès de cette dernière en janvier 2017, le compte de J.G.T. chez TWMG inc. y est resté, alors que M.T., son voisin nommé liquidateur de sa succession, a continué de faire affaire avec TWMG inc.[73].

[106] Par ailleurs, comme pour le chef précédent, le comité ne croit pas que l'intimée ait agi de mauvaise foi.

[107] Toutefois, comme allégué par Me Vuille, le conflit d'intérêts n'a pas à se concrétiser et la partie plaignante n'a pas à démontrer une intention blâmable de la part de l'intimée ni l'existence d'un préjudice.

[108] Néanmoins, en agissant comme elle l'a fait, l'intimée a contrevenu entre autres à son devoir de loyauté envers sa cliente[74], ainsi qu'aux règles de compétence et de professionnalisme[75]. Elle n'a pas agi comme un représentant avisé, placé dans ces mêmes circonstances[76]. L'intimée devait faire preuve de discernement et éviter de se placer dans une situation où elle serait en conflit d'intérêts[77]. Enfin, ce type de comportement est de nature à affecter la confiance du public[78] envers les représentants.

[109] En conséquence, le comité est d'avis que la preuve a démontré de façon claire et convaincante que l'intimée a contrevenu à chacune des dispositions alléguées au soutien de ce deuxième chef d'accusation et l'en déclarera coupable.

---

[72] *Chauvin* c. *Beaucage*, 2008 QCCA 922, par. 88.
[73] D-35.
[74] Art. 16 *LDPSF*, art. 160 *LVM*, art. 2 du *Règlement*.
[75] Art. 16 *LDPSF* et art. 14 du *Règlement*.
[76] Art. 160.1 *LVM*.
[77] Art. 18 du *Code de la CSF*.
[78] Art. 10 du *Règlement*.

[110] Cependant, afin de respecter l'interdiction de condamnations multiples, c'est l'article 18 du *Code de la CSF* qui sera retenu par le comité, estimant que celui-ci répond de façon plus précise à l'infraction commise et ordonnera l'arrêt conditionnel des procédures à l'égard des autres dispositions invoquées sous ce chef.

Chef d'accusation 3

[111] Ce chef reproche à l'intimée d'avoir, entre les ou vers les 25 août et 17 novembre 2016, nui au travail du syndic, notamment en ne lui remettant pas le formulaire de « Modification non-financières [sic] » daté du 8 août 2016.

[112] Selon Me Vuille, le 25 août correspond à la date du premier échange entre l'intimée et l'enquêteure alors que le 17 novembre marque la fin de l'enquête par le bureau du syndic.

[113] Les dispositions de rattachement alléguées pour ce troisième chef sont :

> *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2)
>
> 342. Nul ne peut entraver le travail d'un enquêteur, notamment en l'induisant en erreur.
> 1998, c. 37, a. 342.
>
> *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (RLRQ, c. D-9.2, r.7.1)
>
> 20. Le représentant doit collaborer et répondre sans délai à une personne chargée de l'application de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2) et de ses règlements.
> D. 161-2001, a. 20.

[114] Mentionnons d'abord que l'intimée a beaucoup insisté sur l'agressivité qu'elle a ressentie de la part de l'enquêteure au cours de leurs rencontres des 26 août et 26 septembre 2016, décrivant son expérience comme : « *one of the most painful experiences in the life of my career* » ou encore « *I felt attacked, demeaned and judged* »[79].

[115] À propos de sa propre nervosité et vulnérabilité, l'intimée a décrit son

[79] NS 26 avril 2018, pp. 120-121.

comportement comme « *very emotional* » lors de la première rencontre, et « *very angry* » à la deuxième : « (…), *I was so angry that my focus was not on really answering the question. So, I was, -- can I say* (…) *confused? Maybe. Lost? Maybe. Preoccupied with other thoughts about my client? Yes. Very horrible experience* »[80].

[116] Comme l'y a invité Me Melchiorre, le comité a écouté les enregistrements de ces deux entrevues.

[117] Il va sans dire qu'une enquête du syndic entraîne un stress inévitable pour le représentant qui en est l'objet, de sorte qu'il peut se sentir vulnérable.

[118] Toutefois, bien que l'insécurité de l'intimée fût palpable, le comité n'a pu déceler de la part de l'enquêteure une quelconque agressivité lors de ces deux rencontres, malgré ses efforts soutenus pour obtenir de l'intimée une réponse claire aux questions posées, celle-ci ayant de manière générale recours à des digressions.

[119] D'ailleurs, l'intimée témoignant de la même façon devant le comité, sa procureure est intervenue à plus d'une reprise pour l'inviter à ne pas s'écarter du sujet, et ce, tant au cours de son interrogatoire en chef qu'en contre-interrogatoire.

[120] Cela dit, les faits pertinents à ce chef sont :

a) Le 25 août 2016, l'intimée a eu une première conversation téléphonique avec l'enquêteure;

b) Les 26 août et 26 septembre 2016, l'intimée a rencontré l'enquêteure. À cette dernière rencontre, l'enquêteure a vérifié auprès de l'intimée si le dossier client qu'elle a remis est complet;

c) En aucun temps, l'intimée n'a remis à l'enquêteure le formulaire de « Modification non-financières [sic] » daté du 8 août 2016, ni même signalé son existence;

d) Le 28 octobre 2016, parmi les documents reçus d'une des compagnies de fonds, l'enquêteure a pris connaissance pour la première fois dudit formulaire « Modification non-financières [sic] » que l'intimée a signé le 8 août 2016 à titre de procureure (« PA » pour « Power of attorney ») et représentante de

[80] NS 26 avril 2018, pp. 122-124.

sa cliente J.G.T.[81].

[121] Les échanges de l'intimée avec l'enquêteure lors de la rencontre du 26 septembre 2016 d'une part révèlent que cette dernière a insisté auprès de l'intimée pour s'assurer qu'elle avait remis la totalité de son dossier client et d'autre part, illustrent la façon dont l'intimée lui répond. À titre d'exemple, en voici un extrait :

> « ***R.*** *Parce que je ne vous ai pas fourni cette information parce que vous m'avez pas demandé, mais j'ai comme…*
>
> ***Q.*** *Est-ce qu'il y en a d'autres informations comme ça qu'on n'a pas parce que quand on vous demande le dossier, complet, nous on ne sait pas ce que vous détenez, donc vous ne pouvez pas vous attendre à ce qu'on pointe chaque document ou chaque information que vous détenez là, c'est tout ce qui concerne [J.G.T.].*
>
> ***R.*** *Mais après vous avoir vu, ça, c'était le 31 août, … donc je ne l'avais pas avec moi, je l'ai fait après.*
>
> ***Q.*** *Est-ce qu'il y a … de choses qui se sont passées avant le 31 août, comme au mois de mai, au mois d'avril, c'est* [sic] *choses-là ?*
>
> ***R.*** *Si j'ai d'autres choses au bureau ?*
>
> ***Q.*** *Non, ça, est-ce que ça résume ce qui s'est passé avant le mois d'août ?*
>
> ***R.*** *Oui, ça comment du 8 juillet, 13, 20, 3 août, oui. J'ai pas pensé à tout amener, mais quand on s'est vu, je suis allée voir parce que j'avais mes notes personnelles, donc j'ai tout révisé, résumé.*
>
> ***Q.*** *Je vais vous le demander une autre fois-là, est-ce qu'avec les documents qu'on a ici, ça, plus ce que vous nous avez apporté la dernière fois, est-ce que ça fait la totalité ou est-ce qu'il y a d'autres documents dans son dossier.*
>
> ***R.*** *Tout ce que j'ai pensé, oui. Tout ce que j'ai fait une recherche pour trouver…*
>
> ***Q.*** *Pas tout ce que vous avez pensé, est-ce que ça, c'est tout le dossier de [J.G.T.].*
>
> ***R.*** *Oui, avec le cartable.*
>
> ***Q.*** *Avec le cartable que vous nous avez donné, et ça, OK.*
>
> ***R.*** *Oui.*
>
> ***Q.*** *C'est juste pour être sure qu'on a tout.*
>
> ***R.*** *Oui, d'après moi, oui, j'ai tout amené, mais surtout la dernière fois qu'on s'est vues, j'ai tout amené tel quel, je n'ai même pas regardé le cartable, je vous ai amené tout. Mais les autres informations, j'ai travaillé le soir à répondre à tout ce que vous m'avez demandé. Mais les choses que je vous ai amenées, les choses qu'on ne m'a pas demandées, je les ai ajoutées.*

[81] P-16, p. 000110.

> ***Q.*** *Excellent. C'est ça, je voulais juste savoir, donc là, il y a tout. Il n'y a plus rien qu'on pourrait vous demander ou qu'on pourrait oublier de vous demander, là, il y a tout tout le dossier là.*
>
> ***R.*** *Il y a l'information de tous les clients que j'ai référés à Me Bissonnette depuis le début, il y a les conversations avec CLSC parce que j'ai tout résumé pour être capable pour se souvenir de qu'est-ce qu'il y avait, mais à part de ça, non, je pense pas.* »[82]
>
> (Nos soulignés)

[122] Le témoignage que l'intimée a offert devant le comité s'est révélé du même acabit. En réponse à sa procureure, elle a déclaré :

> « ***Q.*** *Okay. And in whose possession were the other documents that you may have provided after August 26th to La Chambre?*
>
> ***A.*** *After August 26th, based on what they requested to me, with the permission of my compliance officer who gave me a document[83], I believe, I brought with me. 'Cause if it was listed...*
>
> (…)
>
> ***Q.*** *Okay. So, you, you're being accused of having failed or neglected to provide La Chambre with at least there's the mention of at least one document. Yes. So, you're, you're being accused of not having provided La Chambre, notamment, that namely, with le formulaire de Modifications non financières daté du 8 août 2016. How do you respond to that accusation?*
>
> ***A.*** *I did not provide that document because it was not in my possession. Had I been asked to bring it, I would have brought it, because I had no intention whatsoever to withhold information.* (…) *And I even mentioned in my interrogation, if you're looking for something, please come to my office and whatever you're looking for, I have nothing to hide. I mentioned that many times.*
>
> ***Q.*** *So, what did you understand,* (…) *P-5, the email from Me Pierre-Sigouin. When Me Pierre-Sigouin writes,* (…): *"Tel que convenu, voici donc la liste des documents dont nous avons besoin." And when she writes: "La totalité." You see that?*
>
> ***A.*** *Hum, hum.*
>
> ***Q.*** *She writes: "The totality..."*
>
> ***A.*** *Yes.*
>
> ***Q.*** *"... du dossier client de [J.G.T.], incluant non limitativement." Did you, what did you understand by that?*

---

[82] P-10 A, transcription par la partie intimée des passages qu'elle considérait importants, 01:57:00 à 01:60:00.

[83] P-33, lettre du 24 août 2016, adressée à J.G.T. et signée par madame Jules.

CD00-1235 PAGE : 33

> ***A.*** *Everything relative to my client's assets that I managed, transaction confirmations, documents that she signed, anything relative to actually the management of my client's portfolio, that was in my possession.* »[84]
>
> (Nos soulignés)

[123] Contre-interrogée à savoir pourquoi lors de son échange téléphonique du 25 août 2016 elle n'a pas mentionné à l'enquêteure avoir signé ce formulaire[85] ou à tout le moins signalé son existence, ni lui avoir remis lors des rencontres subséquentes des 26 août et 26 septembre 2016 alors qu'elle a apporté d'autres documents, l'intimée a expliqué que celui-ci n'était pas en sa possession, étant sous la responsabilité de la chef de conformité (madame Jules) et détenu par elle. À savoir pourquoi elle ne l'a pas au moins signalé, l'intimée a répondu que l'enquêteure ne lui avait pas demandé[86].

[124] Ainsi, il ressort de la preuve que, tant lors de sa conversation téléphonique du 25 août 2016 que lors de ses rencontres des 26 août et 26 septembre 2016 avec l'enquêteure, l'intimée n'a, en aucun temps, indiqué avoir signé le 8 août 2016 le formulaire de « Modification non-financières [sic] ». Elle n'en a pas remis une copie ni même signalé son existence. Pourtant, bien qu'elle ait eu de nombreuses occasions pour corriger le tir, l'intimée a maintenu avoir remis tout son dossier à l'enquêteure.

[125] N'eut été la réponse du 28 octobre 2016 d'une des compagnies de fonds, la plaignante n'aurait pas eu connaissance du formulaire « Modification non-financières [sic] »[87] qui visait le changement immédiat d'adresse de J.G.T. et du fait que l'intimée y avait signé à la fois comme procureure de sa cliente avec la mention « P.A. » et représentante de celle-ci.

[126] L'intimée avait l'obligation de collaborer à l'enquête. Or, « collaborer » signifie « *Travailler de concert avec quelqu'un d'autre, l'aider dans ses fonctions; participer avec un ou plusieurs autres à une œuvre commune* (…) »[88].

[127] Bien qu'elle ait répondu sans délai à l'enquêteure, l'intimée a fait défaut de

---

[84] NS 26 avril 2018, pp. 114-116.
[85] P-16, p. 122.
[86] NS 26 avril 2018, pp. 299-300.
[87] P-16, p. 000122 / D-24.
[88] Le Petit Larousse Illustré, en ligne : https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/collaborer/17140#difficulte (page consultée le 3 décembre 2019).

collaborer à l'enquête. Elle n'a pas remis ledit formulaire ni même signalé son existence à l'enquêteure. L'intimée ne peut s'en disculper sous prétexte que celui-ci était en possession du chef de la conformité, et reporter au syndic la responsabilité de s'enquérir auprès de ce dernier au cas où il détiendrait des documents concernant le dossier de J.G.T. Le formulaire, signé le 8 août 2016, faisait partie du dossier de sa cliente et elle devait au moins en indiquer l'existence à l'enquêteure. Elle a plutôt choisi de se taire, sachant que ce document pouvait l'incriminer.

[128] Ce faisant, elle est coupable pour avoir contrevenu à l'article 20 du *Règlement*.

[129] Son silence à propos de ce document induisait l'enquêteure en erreur. L'intimée s'est donc également rendue coupable d'entrave, contrevenant ainsi à l'article 342 de la *LDPSF*.

[130] Comme allégué par Me Vuille, la norme déontologique doit être interprétée de façon libérale afin de maintenir un haut degré de professionnalisme et assurer la protection du public. Aussi, l'entrave peut prendre la forme d'omission, tel qu'en l'espèce.

[131] Par conséquent, devant la preuve prépondérante, claire et convaincante que l'intimée a contrevenu aux dispositions alléguées au soutien de ce troisième chef d'accusation, le comité la déclarera coupable sous chacune d'elles.

[132] Toutefois, afin de respecter l'interdiction de condamnations multiples, le comité déclarera l'intimée coupable pour avoir contrevenu à l'article 342 de la *LDPSF*, estimant celui-ci répondre de façon plus précise à l'infraction commise et ordonnera l'arrêt conditionnel des procédures à l'égard de l'autre disposition invoquée sous ce chef.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

RÉITÈRE ORDONNER la non-divulgation, la non-publication et la non-diffusion :

- Des nom et prénom de la consommatrice visée par la plainte, ainsi que de tout renseignement de nature personnelle et économique permettant de l'identifier;

CD00-1235 PAGE : 35

- De l'information contenue à l'article 3.01 de P-13 concernant le salaire de madame Nathalie Jules;

DÉCLARE l'intimée coupable sous le premier chef d'accusation mentionné à la plainte, pour avoir contrevenu à l'article 8 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières*;

DÉCLARE l'intimée coupable sous le deuxième chef d'accusation mentionné à la plainte, pour avoir contrevenu à l'article 18 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*;

DÉCLARE l'intimée coupable sous le troisième chef d'accusation mentionné à la plainte, pour avoir contrevenu à l'article 342 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*;

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures sous les autres dispositions invoquées sous chacun des trois chefs d'accusation contenus dans la plainte;

CONVOQUE les parties avec l'assistance du secrétaire du comité de discipline à une audition sur sanction.

(s) Janine Kean
Me Janine Kean
Présidente du comité de discipline

(s) Dyan Chevrier
Mme Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

(s) Eric Bolduc
M. Eric Bolduc
Membre du comité de discipline

CD00-1235 PAGE : 36

Me Nathalie Vuille
POULIOT CARON PRÉVOST BÉLISLE GALARNEAU
Procureurs de la partie plaignante

Me Antonietta Melchiorre
LAPOINTE ROSENSTEIN MARCHAND MELANÇON s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie intimée

Dates d'audience : Les 7 et 8 décembre 2017, 25 et 26 avril, 17 septembre et 1er octobre 2018

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

ANNEXE

Liste des autorités de la plaignante

1. *Millette* c. *Comité de déontologie policière du Québec*, 1995 CanLII 3779 (QC CS), jugement du 2 février 1995.
2. *R.* c. *Wholesale Travel Group Inc.*, 1991 CanLII 39 (CSC), jugement du 24 octobre 1991.
3. *Tremblay* c. *Dionne*, 2006 QCCA 1441 (CanLII), jugement du 6 novembre 2006.
4. *Fontaine* c. *CSF*, 2016 QCCQ 3787 (CanLII), jugement du 29 avril 2016.
5. *CSF* c. *Lavoie*, 2009 CanLII 26153 (QC CDCSF), décision sur culpabilité du 25 mai 2009.
6. *CSF* c. *Townend*, 2013 CanLII 43424 (QC CDCSF), décision sur culpabilité du 9 mai 2013.
7. *CSF* c. *Gauthier*, 2013 CanLII 43416 (QC CDCSF), décision sur culpabilité du 4 juin 2013.
8. *Optométristes (Ordre des)* c. *Naguib Scaff*, AZ-99041077, décision sur requête de l'intimé pour précisions, divulgation de la preuve, cessation et arrêt des procédures du 12 juillet 1999.
9. *Pharmaciens (Ordre professionnel des)* c. *Claveau*, 1999 CanLII 13781 (QC CA), jugement du 13 avril 1999.
10. *Ouimet* c. *Denturologistes*, 2004 QCTP 90 (CanLII), jugement du 24 août 2004.
11. *Simoni* c. *Podiatres*, 2002 QCTP 91 (CanLII), jugement du 10 septembre 2002.
12. *Chené* c. *Chiropraticiens (Ordre professionnel des)*, 2006 QCTP 102 (CanLII), jugement du 25 octobre 2006.
13. *Cuggia* c. *Champagne*, 2016 QCCA 1479 (CanLII), jugement du 16 septembre 2016.

Liste des autorités et de la doctrine de l'intimée

1. *Psychologues (Ordre professionnel des)* c. *Gilson*, 2016 CanLII 32250 (QC OPQ), décision sur requête en rejet d'éléments de preuve du 9 mai 2016.

2. *CSF* c. *Abbey*, 2010 CanLII 99868 (QC CDCSF), décisions sur culpabilité du 12 octobre 2010 et sur sanction du 14 septembre 2011.

3. *CSF* c. *Gagnon*, 2003 CanLII 57176 (QC CDCSF), CD00-0427, jugement du 14 juillet 2003.

4. *Bélanger* c. *Avocats (Ordre professionnel des)*, 2012 QCTP 73 (CanLII), jugement du 17 mai 2012.

5. *Physiothérapie (Ordre professionnel de la)* c. *Oliveira*, 2017 QCTP 66 (CanLII), jugement du 3 août 2017.

6. *Lévesque* c. *Giroux*, 2011 QCCQ 11691 (CanLII), jugement du 7 septembre 2011.

7. *CSF* c. *Freedin*, 2015 CanLII 85634 (QC CDCSF), 2015 QCCDCSF 64, décision sur culpabilité du 14 décembre 2015.

8. *Arpenteurs-géomètres (Ordre professionnel des)* c. *Noury*, 2013 CanLII 60650 (QC OAGQ), décision sur culpabilité du 11 septembre 2013.

9. Guy Cournoyer. « La faute déontologique : sa formulation, ses fondements et sa preuve », (2016) vol. 416 *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire*.

10. *Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées 2017-2022*, Gouvernement du Québec.

11. *Guide concernant la clientèle vieillissante 2018,* accompagné d'un outil *Suivre l'évolution de l'aptitude de son client et réagir de façon appropriée 1er novembre 2016*, Chambre de la sécurité financière.

12. *Prud'Homme (Ordre des ingénieurs du Québec)* c. *Gilbert*, 2012 QCCA 1544 (CanLII), jugement du 31 juillet 2012.

13. *Aucoin* c. *Leroux*, 2015 CanLII 75239 (QC CDCHAD), décision sur culpabilité du 13 octobre 2015. (Plainte privée)

14. *Chambre de l'assurance des dommages* c. *Fournier*, 2011 CanLII 81637 (QC CDCHAD), décision sur culpabilité du 6 décembre 2011.

15. *CSF* c. *Bergeron*, 2005 CanLII 59610 (QC CDCSF), décision sur culpabilité du 25 avril 2005.

16. *Chambre de l'assurance des dommages* c. *Couture*, 2011 CanLII 81636 (QC CDCHAD), décision sur culpabilité et sanction du 8 décembre 2011.

17. *Chambre de l'assurance des dommages* c. *Gosselin* et *Proulx* et *Labbé*, 2013 CanLII 23442 (QC CDCHAD), décision sur culpabilité du 22 avril 2013.

18. *Charte des droits et libertés de la personne,* c. C-12, article 48.

19. *Guide sur la gouvernance et la conformité des inscrits en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers*, 2018, Autorité des marchés financiers.

20. *Agronomes (Ordre des)* c. *Fournier*, 2005 CanLII 78651 (QC AGQ), décision sur culpabilité du 19 mai 2005.

21. Jean-Paul Michaud. « Le syndic et l'avocat : le syndrome du coyote » (2002) 174 *Développements récents en déontologie, droit professionnel et disciplinaire* 21.

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1332

DATE : 23 décembre 2019

LE COMITÉ[1] : Me Gilles Peltier — Président
Mme Dominique Vaillancourt — Membre

LYSANE TOUGAS, ès qualités de syndique par intérim de la Chambre de la sécurité financière
Partie plaignante
c.
CYNTHIA NELSON, (numéro de certificat 198986 – BDNI 2923281)
Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ

---

[1] Le comité de discipline (ci-après le « comité ») de la *Chambre de la sécurité financière* (ci-après la « *CSF* ») s'est réuni le 11 février 2019, pour procéder à l'audition de la plainte disciplinaire portée contre l'intimée le 15 août 2018.

LA PLAINTE

> « *1. Dans la région de Laval, en 2016, l'intimée n'a pas agi avec compétence et honnêteté en acceptant des transferts par virements électroniques à son compte (…)1969 de la part de C.D., J.J.R. et W.S.F. pour une somme d'au moins 5 500$ et en acceptant de remettre tout ou partie de cette somme à une personne désignée par C.D. alors qu'il pouvait raisonnablement s'agir d'opérations financières douteuses, contrevenant ainsi aux articles 16 de la*

---

[1] Le troisième membre du comité, M. Louis-André Gagnon, étant empêché d'agir, la présente décision est rendue par les deux (2) autres membres conformément à l'article 371 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* et à l'article 118.3 du *Code des professions.*

> *Loi sur la distribution de produits et services financiers (R.L.R.Q. c. D-9.2) et 35 du Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière (RLRQ, c. D-9.2, r.3).* »
>
> [Reproduction intégrale]

[2] La plaignante était représentée par son procureur Me Alain Galarneau.

[3] Lors de cette première journée d'audition, l'intimée était absente et non représentée par avocat.

[4] Après s'être assuré que l'intimée avait été dûment convoquée, le comité accueillit la demande de la plaignante faite en vertu de l'article 144 al. 2 du *Code des professions* et autorisa celle-ci à procéder en l'absence de l'intimée.

LA PREUVE DE LA PLAIGNANTE

[5] La plaignante a fait entendre dans le cadre de sa preuve, M. Alexander Le Quesne, enquêteur à la *CSF*, au bureau du syndic.

- Témoignage de M. Alexander Le Quesne :

[6] Selon l'attestation du droit de pratique émise par l'*Autorité des marchés financiers*[2], l'intimée, au moment de la période visée par la plainte, détenait un certificat en assurances de personnes et était inscrite à titre de représentante de courtier pour un courtier en placement pour le compte de RBC Dominions valeurs mobilières.

[7] Suite à la présente affaire, elle a été congédiée pour cause, par son employeur, le 1er juin 2017.

---

2 Pièce P-1.

[8] Informée par l'*Autorité des marchés financiers* du congédiement de l'intimée et des motifs qui ont mené à celui-ci, une enquête est ouverte par la *CSF* et confiée à M. Le Quesne.

[9] L'intimée était à l'emploi de la RBC depuis le 14 avril 2014. Au moment de son congédiement, elle occupait le poste d'adjointe administrative.

[10] En février 2017, le service d'enquête de la RBC est informé que des transactions considérées comme suspectes avaient été faites dans le compte personnel de l'intimée, à savoir des dépôts par virements électroniques de diverses sommes d'argent, par des individus au lourd passé judiciaire, habitant à l'extérieur de la province.

[11] À l'égard de la présente plainte disciplinaire, les transactions visées par l'enquête de la *CSF* sont les suivantes :

DE LA PART DE	DATES DE TRANSACTIONS	MONTANTS DE VIREMENTS
C.D.	14 novembre 2016	huit cent cinquante dollars (850 $);
	8 décembre 2016	mille dollars (1 000 $).
J.J.R.	Entre le 14 novembre 2016 et le 18 novembre 2016	cinq virements ont été effectués pour une somme totalisant deux mille sept cent cinquante dollars (2 750 $).
W.S.F.	23 septembre 2016	mille dollars (1 000 $).

[12] Dans le cadre de l'enquête tenue par la RBC, l'intimée est rencontrée par Mme Michelina Iacovelli, représentante de l'employeur.

[13] La teneur de cette rencontre tenue le 10 mai 2017, enregistrée sur CD (Pièce P-8), dont le comité a pu prendre connaissance durant son délibéré et auquel M. Le Quesne fit référence durant son témoignage devant le comité révéla notamment les éléments suivants :

- l'intimée soutient ne connaître aucun des individus qui ont opéré des virements électroniques dans son compte bancaire et dont les initiales apparaissent à la plainte disciplinaire, soit C.D., J.J.R. et W.S.F.;

- c'est à la demande « *d'une amie d'une amie* », que par ailleurs, elle refuse d'identifier, qu'elle a accepté, « *pour rendre service* », que les virements électroniques soient faits dans son compte bancaire;

- les virements effectués; elle remettait, toujours en argent comptant, les sommes retirées à cette personne.

[14] M. Le Quesne a ensuite référé le comité à trois entretiens téléphoniques (Pièce P-9), tenus les 10, 23 et 24 mai 2018, entre lui-même et l'intimée, desquels le comité retient essentiellement ce qui suit :

- en début d'entretien, l'intimée se dit disposée à coopérer à l'enquête, mais refuse d'identifier quiconque en lien avec les transactions;

- elle admet ensuite connaître C.D. qui est le cousin de son ancien ami;

- résidant à Vancouver et ne détenant pas de compte bancaire, C.D. lui aurait demandé d'utiliser son compte bancaire afin de transférer des sommes d'argent destinées à son amie et à sa famille;

- elle opérait ensuite des retraits en argent comptant qu'elle remettait à une fille qu'elle refuse d'identifier;
- pressée de questions, elle identifie cette personne comme étant (…) V.L.;
- elle ne se souvient pas où elle rencontrait (…) V.L. pour lui remettre l'argent;
- elle sait en quoi consiste le blanchiment d'argent;
- alors qu'elle était à l'emploi de la RBC, elle recevait annuellement des cours de formations à cet égard;
- elle avance que « *sachant ce qu'est le blanchiment d'argent, j'aurais dû allumer* »;
- elle soutient avoir été manipulée par un ami à qui elle faisait confiance;
- elle dit qu'elle aurait dû réaliser plus tôt qu'il s'agissait de transactions suspectes et qu'elle a cessé d'accepter les virements lorsqu'elle a eu des soupçons.

[15] Après avoir déclaré sa preuve close, le plaignant présenta ses arguments, invitant le comité à reconnaître l'intimée coupable sous l'unique chef d'infraction portée contre celle-ci.

[16] Le tout fut alors pris en délibéré par le comité.

[17] Le 15 février 2019, soit quatre jours après l'audition, l'intimée communiqua par courriel avec le procureur de la plaignante et demanda que celle-ci soit reprise afin qu'elle puisse être entendue.

[18] Me Jean Dury comparut pour l'intimée le 7 mars 2019.

[19] Il déposa le 23 avril 2019 une requête en réouverture d'enquête qui fut entendue le 29 avril 2019.

[20] Suite au témoignage de l'intimée et des représentations des parties, la requête en réouverture d'enquête fut mise en délibérée.

[21] Dans une décision rendue le 4 juin 2019[3], le comité accueillit la requête de l'intimée, ordonna la réouverture de l'enquête, suspendit son délibéré et convoqua les parties afin de déterminer une date à laquelle l'audition serait tenue.

[22] La date du 2 octobre 2019 fut retenue pour ensuite être reportée, à la demande du procureur de l'intimée, au 9 octobre 2019.

LA PREUVE DE L'INTIMÉE

- Témoignage de l'intimée

[23] Au moment de son congédiement, en juin 2017, elle était depuis plus de trois ans, adjointe de conseiller en placement chez RBC.

[24] Contrairement à ce qu'elle avait déclaré à la représentante de la RBC et à l'enquêteur de la *CSF*, c'est à la demande de son conjoint qu'elle a accepté des virements d'argent dans son compte bancaire de la part d'individus qu'elle ne connaissait pas.

[25] Libéré de prison en 2013, son conjoint ne possédait pas de compte bancaire.

---

3 *CSF* c. *Nelson*, 2019 QCCDCSF 41.

[26] Les versements étaient faits en considération de dettes contractées par C.D., J.J.R. et W.S.F. auprès de son conjoint, avant que celui-ci ne soit emprisonné.

[27] C'est la représentante de la RBC qui lui a appris que C.D., J.J.R. et W.S.F étaient associés à un gang de rue; elle l'ignorait complètement.

[28] Si elle avait su qu'il s'agissait d'individus criminalisés, elle n'aurait pas accepté les virements.

[29] Elle a fait confiance à son conjoint qui lui avait affirmé qu'il ne s'agissait pas « *d'argent illégal* ».

[30] Elle a menti à la représentante de la RBC et à l'enquêteur de la *CSF* pour se protéger, de crainte que le passé criminel de son conjoint ne lui nuise auprès de son employeur.

REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE

[31] Selon le procureur de la plaignante, l'intimée n'a agi ni dans l'intérêt de son employeur, ni dans l'intérêt de la profession en acceptant que soient versées dans son compte bancaire des sommes d'argent d'individus qu'elle ne connaît pas pour ensuite opérer des retraits en argent comptant qu'elle remet à un tiers.

[32] Elle a été négligente, n'a pas agi avec compétence et professionnalisme et, à la limite, a fait preuve d'aveuglement volontaire.

[33] Après avoir souligné qu'il n'avait pu retrouver dans la jurisprudence des cas où les faits et circonstances étaient similaires au nôtre, il référa le comité à la décision *Adiko*[4], en y soulignant certaines analogies avec le présent dossier, qu'il commenta.

REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉE

[34] Essentiellement, le procureur de l'intimée a argumenté à l'effet que celle-ci avait fait confiance à son conjoint, qu'il a présenté comme un individu criminalisé, lorsque celui-ci lui a affirmé qu'il s'agissait de transactions légales.

[35] Il a rappelé au comité les motifs qui, selon son témoignage, ont emmené l'intimée à mentir aux personnes chargées de faire enquête dans ce dossier.

[36] Il est d'avis que la plaignante n'a pas démontré que l'intimée avait fait preuve d'incompétence et de manque de professionnalisme.

[37] À l'instar de son confrère, il a évoqué la notion d'aveuglement volontaire, étant d'avis qu'elle pouvait recevoir application.

ANALYSE ET MOTIFS

[38] Le comité doit déterminer si la preuve présentée par la plaignante est suffisamment claire et convaincante pour reconnaître l'intimée coupable de l'unique chef d'infraction formulé dans la plainte.

[39] La Cour d'appel, dans l'arrêt *Bisson* c. *Lapointe*[5] a rappelé le fardeau de preuve qui incombe à la plaignante en matière disciplinaire :

---

4 *CSF* c. *Adiko*, 2018 QCCDCSF 55 (CanLII).
5 *Bisson* c. *Lapointe*, 2016 QCCA 1078.

> « *[66] Il est bien établi que le fardeau de preuve en matière criminelle ne s'applique pas en matière civile*[43]*. Il est tout aussi clair qu'il n'existe pas de fardeau intermédiaire entre la preuve prépondérante et la preuve hors de tout doute raisonnable, peu importe le " sérieux " de l'affaire. La Cour suprême du Canada, dans l'arrêt* F.H. c. McDougall*, a explicitement rejeté les approches préconisant une norme de preuve variable selon la gravité des allégations ou de leurs conséquences*[44]*.*
>
> *[67] Cependant, la preuve doit toujours être claire et convaincante pour satisfaire au critère de la prépondérance des probabilités. Comme démontré plus haut, le Conseil avait bien à l'esprit cette norme et la proposition des juges majoritaires qui soutient le contraire est, avec égards, injustifiée.*
>
> *[68] Comme le rappelle la Cour suprême, « [a]ussi difficile que puisse être sa tâche, le juge doit trancher. Lorsqu'un juge consciencieux ajoute foi à la thèse du demandeur, il faut tenir pour acquis que la preuve était, à ses yeux, suffisamment claire et convaincante pour conclure au respect du critère de la prépondérance des probabilités »*[45].
>
> [références omises]

[40] C'est en fonction de la disposition invoquée par la partie plaignante que le comité devra décider de l'acquittement ou de la culpabilité de l'intimée. La Cour d'appel, à l'occasion de la décision *Tremblay* c. *Dionne*[6], le rappelle en ces termes :

> « *[84] D'une part, les éléments essentiels d'un chef de plainte disciplinaire ne sont pas constitués par son libellé, mais par les dispositions du Code de déontologie ou du règlement qu'on lui reproche d'avoir violées (Fortin c. Tribunal des professions, 2003 CanLII 33167 (QC CS) [2063] R.J.Q. 1277, paragr. [136] (C.S.); Béliveau c. Comité de discipline du Barreau du Québec, précitée; Béchard c. Roy, précitée; Sylvie Poirier, précitée, à la p. 25) […]* »

[41] À l'unique chef d'infraction contenu à la plainte, il est reproché à l'intimée d'avoir manqué de compétence et d'honnêteté « *en acceptant des transferts par virements électroniques à son compte (…) 1969 de la part de C.D., J.J.R. et W.S.F., pour une somme d'au moins 5 500 $ et en acceptant de remettre tout ou partie de cette somme à une personne désignée par C.D. alors qu'il pouvait raisonnablement s'agir d'opérations financières douteuses* », contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la*

---

6 2006 QCCA 1441 (CanLII).

distribution de produits et services (RLRQ, c. D-9.2) et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, c. D-9.2, r-3).

[42] Les dispositions alléguées au soutien de ce chef d'infraction se lisent comme suit :

> « *Loi sur la distribution de produits et services financiers*
>
> *16. Un représentant est tenu d'agir avec honnêteté et loyauté dans ses relations avec ses clients.*
>
> *Il doit agir avec compétence et professionnalisme.*
>
> *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*
>
> *35. Le représentant ne doit pas exercer ses activités de façon malhonnête ou négligente.* »

[43] Dans le cadre de l'enquête tenue par la RBC et par la *CSF*, l'intimée a été appelée à donner sa version des faits et des circonstances entourant cette affaire.

[44] Selon la version qu'elle a donnée à la RBC, elle ignorait l'identité des personnes qui ont procédé à des virements électroniques dans son compte bancaire; elle a accepté ces virements pour accommoder « *l'amie d'une amie* » à qui elle remettait en liquide les sommes retirées.

[45] À l'enquêteur de la *CSF*, elle dit connaître C.D. qui lui aurait demandé d'accepter les virements électroniques de sommes d'argent qui étaient remises à une personne que, dans un premier temps elle ne veut pas identifier, pour ensuite indiquer qu'il s'agit de (…) V.L.

[46] Lors du témoignage qu'elle a rendu devant le comité, elle donne une autre version des faits.

[47] Ce serait à la demande de son conjoint, qui ne détient pas de compte bancaire, qu'elle a accepté que soient faits, par des inconnus, des virements qu'elle remettait ensuite en argent comptant à celui-ci.

[48] Elle faisait confiance à son conjoint qui lui avait représenté qu'il ne s'agissait pas « *d'argent illégal* », mais plutôt de remboursements de dettes contractées par les trois individus auprès de son conjoint avant que celui-ci ne soit condamné à une période d'emprisonnement.

[49] Elle a caché la vérité de crainte que le passé criminel de son conjoint révélé nuise à sa carrière.

[50] Le comité, dans l'appréciation de la force probante des faits allégués, doit tenir compte de la crédibilité de ceux qui les avancent.

[51] Le comité a examiné soigneusement les propos qu'a tenus l'intimée auprès de la représentante de la RBC, de même qu'il a écouté attentivement les entretiens téléphoniques qui ont eu cours entre celle-ci et l'enquêteur de la *CSF*. Il a également révisé le témoignage rendu devant lui par l'intimée.

[52] Les contradictions, incohérences et réticences de l'intimée à l'égard des faits qui sont au cœur même des événements visés par la plainte ainsi que son manque de transparence à l'endroit de ceux chargés de faire enquête dans le dossier, amènent le comité à douter sérieusement de sa crédibilité.

[53] L'intimée était à l'emploi de la RBC gestion de patrimoine depuis 2014. En 2016, elle était certifiée en assurance de personnes et comme représentante de courtier en épargne collective.

[54] Elle recevait annuellement, selon ce qu'elle a affirmé à l'enquêteur de la *CSF*, une formation relativement au blanchiment d'argent.

[55] Au même enquêteur, elle déclare « *j'aurais dû savoir, sachant ce qu'est le blanchiment d'argent »* et plus loin, *« j'aurais dû allumer, je le faisais pour un ami …* ».

[56] À la représentante de RBC, « … *après réflexion, je n'aurais pas dû* … ».

[57] Il se dégage du témoignage qu'elle a rendu devant le comité que l'intimée ne connaissait pas les individus qui utilisaient son compte bancaire et qu'elle n'a pas cherché à les connaître.

[58] Elle ignorait la nature de dettes présumément dues à son conjoint et n'a pas interrogé celui-ci à cet effet.

[59] Elle a été satisfaite de l'affirmation de son conjoint qu'il ne s'agissait pas « *d'argent illégal* » et n'a pas cherché à en savoir davantage.

[60] L'on ne s'attend certainement pas qu'une représentante compétente, agissant avec professionnalisme, se comporte de la sorte.

[61] La compétence et le professionnalisme sont inhérents aux devoirs et obligations des représentants, il en va de la confiance du public à leur endroit.

[62] Le comité est d'opinion que l'expérience acquise par l'intimée dans le domaine financier, les formations qu'elle y a reçues et les circonstances en l'espèce auraient dû amener celle-ci à adopter une conduite différente de celle qui a été la sienne dans cette affaire.

[63] S'il n'a pas été démontré au comité que l'intimée a agi de façon malhonnête, la preuve démontre cependant qu'elle n'a pas agi avec compétence et professionnalisme; elle a plutôt procédé avec négligence.

[64] Il est de l'avis du comité que la plaignante s'est déchargée de son fardeau et qu'elle a présenté une preuve prépondérante, claire et convaincante que l'intimée a contrevenu aux dispositions des articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

DÉCLARE l'intimée coupable sous l'unique chef d'infraction contenu à la plainte disciplinaire pour avoir contrevenu à l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2) et à l'article 35 du *Code de déontologie de la chambre de la sécurité financière* (RLRQ, chapitre D-9.2, r. 3);

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures à l'égard de l'article 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, chapitre D-9.2, r.3);

CONVOQUE les parties, avec l'assistance du secrétaire du comité de discipline, à une audition par les représentations sur sanction quant à l'article 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2).

_(s) Gilles Peltier_____
Me Gilles Peltier
Président du comité de discipline

_(s) Dominique Vaillancourt_____
Mme Dominique Vaillancourt
Membre du comité de discipline

Me Alain Galarneau
POULIOT, CARON, PREVOST, BELISLE, GALARNEAU
Procureurs de la partie plaignante

Me Jean Dury
ADVOCATIS
Procureurs de la partie intimée

Dates d'audience : 11 février 2019 et 9 octobre 2019

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

4.

Indemnisation

4.1 Avis et communiqués
4.2 Réglementation
4.3 Autres consultations
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
4.5 Autres décisions

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

5.1 Avis et communiqués
5.2 Réglementation et lignes directrices
5.3 Autres consultations
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
5.5 Sanctions administratives
5.6 Protection des dépôts
5.7 Autres décisions

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 AVIS D'INTENTION DES ASSUJETTIS ET AUTRES AVIS

AVIS DE FUSION

La Capitale assurances générales inc. et LEDOR assurances inc. ont procédé à leur fusion pour ne former qu'une seule société par actions régie par la *Loi sur les sociétés par actions*, RLRQ, c. S-31.1 et assujettie à la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1. La date de fusion est le 1er janvier 2020.

Personne morale issue de la fusion

Le nom et l'adresse du siège de la personne morale issue de la fusion sont les suivants :

- La Capitale assurances générales inc.
  625, rue Jacques-Parizeau, Québec (Québec) GIR 2G5

La personne morale issue de la fusion est autorisée à exercer ses activités dans les catégories suivantes :

- Assurance automobile;
- Assurance de biens;
- Assurance des chaudières et des machines;
- Assurance cautionnement;
- Assurance contre le détournement;
- Assurance de frais juridiques;
- Assurance contre l'incendie;
- Assurance de responsabilité.

Cet avis fait suite à l'avis d'intention de fusionner publié le 7 novembre 2019.

Le 16 janvier 2020

AVIS DE FUSION

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc., L'Excellence, Compagnie d'assurance-vie et Corporation Financière L'Excellence ltée ont procédé à leur fusion pour ne former qu'une seule société par actions régie par la *Loi sur les sociétés par actions*, RLRQ, c. S-31.1 et assujettie à la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1. La date de fusion est le 1er janvier 2020.

Personne morale issue de la fusion

Le nom et l'adresse du siège de la personne morale issue de la fusion sont les suivants :

- Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.
  1080, Grande Allée Ouest, Québec (Québec) G1S 1C7

La personne morale issue de la fusion est autorisée à exercer ses activités dans les mêmes catégories que les assureurs fusionnant, soit :

- Assurance sur la vie;
- Assurance contre la maladie ou les accidents.

Cet avis fait suite à l'avis d'intention de fusionner publié le 10 octobre 2019.

Le 16 janvier 2020

AVIS DE FUSION

En date du 1er janvier 2020, les institutions de dépôts autorisées suivantes ont procédé à leur fusion pour ne former qu'une seule personne morale régie par la *Loi sur les coopératives de services financiers*, RLRQ, c. C-67.3, et assujettie à la *Loi sur les institutions de dépôts et la protection des dépôts*, RLRQ, c. I-13.2.2 :

	Institutions de dépôts autorisées fusionnantes	Personne morale issue de la fusion	Adresse du siège de la personne morale issue de la fusion
1	Caisse populaire Desjardins de Hauterive	Caisse Desjardins de Manic-Outardes	990, boulevard Laflèche Baie-Comeau (Québec) G5C 2W9
	La Caisse Populaire de Ragueneau		
2	Caisse Desjardins de Hull-Aylmer	Caisse Desjardins de Hull-Aylmer *Fusion par absorption*	250, boulevard Saint-Joseph Gatineau (Québec) J8Y 3X6
	Caisse Desjardins des Collines-de-l'Outaouais		
3	Caisse Desjardins d'Acton Vale–Rivière Noire	Caisse Desjardins de la Vallée d'Acton	1100, rue Saint-André Acton Vale (Québec) J0H 1A0
	Caisse Desjardins de la Seigneurie de Ramezay		
4	Caisse Desjardins de l'Éducation	Caisse Desjardins de l'Éducation	9405, rue Sherbrooke Est Bureau 2500 Montréal (Québec) H1L 6P3
	Caisse Desjardins du Secteur de l'enseignement des Basses-Laurentides		
5	Caisse Desjardins du Centre de Kamouraska	Caisse Desjardins Centre-Est-du-Kamouraska	620, rue Taché Saint-Pascal (Québec) G0L 3Y0
	Caisse Desjardins des Champs et des Bois		
6	Caisse Desjardins du Centre-de-la-Mauricie	Caisse Desjardins du Centre-de-la-Mauricie *Fusion par absorption*	2500, 105e Avenue Shawinigan (Québec) G9P 1P6
	Caisse populaire Desjardins Cité de Shawinigan		
7	Caisse Desjardins de La Baie	Caisse Desjardins de La Baie – Bas-Saguenay	1262, 6e Avenue La Baie (Québec) G7B 1R4
	Caisse Desjardins du Bas-Saguenay		
8	Caisse Desjardins du Centre de Portneuf	Caisse Desjardins du Centre de Portneuf *Fusion par absorption*	1, rue du Jardin Pont-Rouge (Québec) G3H 0H6
	Caisse populaire Desjardins de Les Ecureuils		
9	Caisse Desjardins de la Rivière Neigette	Caisse Desjardins de Neigette et Mitis-Ouest	24, rue Principale Est Saint-Anaclet (Québec) G0K 1H0
	Caisse Desjardins du Bic – Saint-Fabien		

Les personnes morales issues de ces fusions sont désormais autorisées à solliciter et à recevoir des dépôts d'argent du public au Québec.

Cet avis fait suite à l'avis d'intention de fusionner publié le 31 octobre 2019.

Le 16 janvier 2020

AVIS DE FUSION

La Great-West, compagnie d'assurance-vie, London Life, Compagnie d'Assurance-Vie, La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie, Corporation Financière Canada-Vie et Groupe d'assurances London inc. ont procédé à leur fusion pour ne former qu'une seule personne morale sur le fondement du paragraphe 52(4) de la Loi sur les sociétés d'assurances, L.C. 1991 c.47.

La date de fusion est le 1er janvier 2020.

Personne morale issue de la fusion

Le nom et l'adresse du siège de la personne morale issue de la fusion sont les suivants :

- La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie
  100 Osborne Street North, Winnipeg, Manitoba, R3C 1V3

Le représentant principal au Québec est Madame Élyse Lemay dont l'établissement d'affaires est situé au 1350, boulevard René-Lévesque Ouest, 13e étage, Montréal, Québec, H3G 1T4.

La personne morale issue de la fusion est autorisée à exercer ses activités dans les mêmes catégories que les assureurs fusionnants, soit :

- Assurance sur la vie;
- Assurance contre la maladie ou les accidents.

Cet avis fait suite à l'avis d'intention de fusionner publié le 12 décembre 2019.

Le 16 janvier 2020

AVIS DE FUSION

La compagnie d'assurance-Vie Wawanesa et Western Life, compagnie d'assurance-vie ont procédé à leur fusion pour ne former qu'une seule société par actions constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances*, L.C. 1991, c.47. La date de fusion est le 1er janvier 2020.

Personne morale issue de la fusion

Le nom et l'adresse du siège de la personne morale issue de la fusion sont les suivants :

La compagnie d'assurance-Vie Wawanesa
200, Main Street, suite 400 Winnipeg, MB R3C 1A8

Le représentant principal au Québec est Madame Marie-Claude Cantin dont l'établissement d'affaires est situé au 1 Place Ville Marie, Montréal, QC, H3B 4M4, Canada.

La personne morale issue de la fusion est autorisée à exercer ses activités dans les mêmes catégories que les assureurs fusionnant, soit :

- Assurance sur la vie;
- Assurance contre la maladie ou les accidents.

Cet avis fait suite à l'avis d'intention de fusionner publié le 19 septembre 2019.

Le 16 janvier 2020

AVIS DE FUSION

SSQ, société d'assurance-vie inc. et SSQ, société d'assurance inc. ont procédé à leur fusion pour ne former qu'une seule société par actions régie par la *Loi sur les sociétés par actions*, RLRQ, c. S-31.1 et assujettie à la *Loi sur les assureurs*, RLRQ, c. A-32.1. La date de fusion est le 1er janvier 2020.

Personne morale issue de la fusion

Le nom et l'adresse du siège de la personne morale issue de la fusion sont les suivants :

SSQ, société d'assurance-vie inc.
2525 boul. Laurier Québec (Québec) G1V 2L2

La personne morale issue de la fusion est autorisée à exercer ses activités dans les mêmes catégories que les assureurs fusionnant, soit :

- Assurance sur la vie
- Assurance contre la maladie ou les accidents
- Assurance automobile
- Assurance de biens
- Assurance des chaudières et des machines
- Assurance cautionnement (limitée aux personnes morales qui lui sont affiliées)
- Assurance contre le détournement
- Assurance de frais juridiques
- Assurance contre l'incendie
- Assurance de responsabilité

Cet avis fait suite à l'avis d'intention de fusionner publié le 12 septembre 2019.

Le 16 janvier 2020

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 PROTECTION DES DÉPÔTS

Aucune information.

5.7 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

6.1 Avis et communiqués
6.2 Réglementation et instructions générales
6.3 Autres consultations
6.4 Sanctions administratives pécuniaires
6.5 Interdictions
6.6 Placements
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
6.8 Offres publiques
6.9 Information sur les valeurs en circulation
6.10 Autres décisions
6.11 Annexes et autres renseignements

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication

Avis 21-327 du personnel des ACVM : ***Indications sur l'application de la législation en valeurs mobilières aux entités facilitant la négociation de cryptoactifs.***

(Texte publié ci-dessous)

CSA/ACVM Canadian Securities Administrators Autorités canadiennes en valeurs mobilières

Avis 21-327 du personnel des ACVM
Indications sur l'application de la législation en valeurs mobilières aux entités facilitant la négociation de cryptoactifs

Le 16 janvier 2020

Introduction et objet

Le personnel des ACVM (**nous** ou le **personnel**) publie le présent avis afin de fournir des indications sur certains facteurs pris en compte pour établir si la législation en valeurs mobilières[1] s'applique à toute entité facilitant les opérations liées aux cryptoactifs, dont leur achat et leur vente (collectivement, les **plateformes**)[2].

Le 14 mars 2019, dans le Document de consultation conjoint 21-402 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières, *Projet d'encadrement des plateformes de négociation de cryptoactifs*, nous avons indiqué qu'une plateforme sur laquelle sont négociés des cryptoactifs qui constituent des titres ou des dérivés serait assujettie à la législation en valeurs mobilières. Il en serait de même d'une plateforme sur laquelle sont négociés des contrats ou des instruments qui sont des dérivés fondés sur des cryptoactifs.

Dans certains cas, par exemple un titre prenant la forme d'un jeton assorti des droits habituellement afférents aux actions ordinaires, comme les droits de vote et les droits au dividende, le cryptoactif constitue clairement un titre. Dans d'autres, par exemple un jeton donnant l'option d'acquérir un actif ultérieurement, il s'agit d'un dérivé.

La législation en valeurs mobilières peut également s'appliquer aux plateformes facilitant l'achat et la vente de cryptoactifs, dont ceux qui sont des marchandises, car le droit contractuel de l'utilisateur au cryptoactif peut en soi constituer un dérivé[3]. Dans certains territoires, ce droit peut être considéré comme un titre, notamment un contrat d'investissement ou un titre de créance, ou la preuve d'un droit ou d'une participation dans des actifs ou des biens d'une autre personne.

Circonstances dans lesquelles la législation en valeurs mobilières ne s'applique pas

Le personnel sait que certains exploitants de plateformes estiment que les plateformes qu'ils exploitent ne sont pas visées par la législation en valeurs mobilières parce qu'elles

[1] L'expression « législation en valeurs mobilières » est définie dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* et comprend les lois et règlements se rapportant aux valeurs mobilières et aux dérivés.
[2] Les plateformes peuvent être des « marchés » ou des « courtiers » au sens de la législation en valeurs mobilières.
[3] De plus, dans certains territoires, des dispositions de la législation en valeurs mobilières s'appliquent aux sous-jacents des dérivés, notamment celles relatives à la fraude, à la manipulation du marché et aux déclarations fausses ou trompeuses.

ne permettent que la réalisation d'opérations sur des cryptoactifs ne constituant pas, en tant que tels, des dérivés ou des titres. Or, notre analyse de la manière dont les opérations s'y effectuent a révélé que certaines plateformes confèrent simplement à leurs utilisateurs un droit ou un intérêt contractuel à l'égard d'un cryptoactif sous-jacent, plutôt que leur livrer immédiatement celui-ci. Dans ces cas, après examen de l'ensemble des faits et circonstances, nous avons conclu que ces plateformes sont généralement assujetties à la législation en valeurs mobilières[4].

Les plateformes ne seraient généralement pas soumises à cette législation lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le cryptoactif sous-jacent en tant que tel n'est ni un titre ni un dérivé;
- le contrat ou l'instrument d'achat, de vente ou de livraison d'un cryptoactif :
  - donne lieu à l'obligation de livrer immédiatement le cryptoactif;
  - est réglé par la livraison immédiate du cryptoactif à l'utilisateur de la plateforme conformément aux pratiques commerciales habituelles de celle-ci[5].

Livraison immédiate du cryptoactif

Il n'existe pas de critère de démarcation précis permettant d'établir si un contrat ou un instrument crée l'obligation, et reflète l'intention, de livrer un cryptoactif ou d'en prendre livraison immédiatement. Toutefois, une opération sur un cryptoactif peut être soumise à la législation en valeurs mobilières si elle n'entraîne pas l'obligation de livrer le cryptoactif visé et d'en prendre livraison immédiatement après.

Le personnel examinera les modalités des ententes contractuelles régissant la relation entre la plateforme et l'utilisateur, y compris le fait que le contrat ou l'instrument crée ou non l'obligation de livrer immédiatement le cryptoactif. Dans le cadre de cette analyse, il évaluera si la plateforme et l'utilisateur entendent, au moment de la conclusion du contrat ou de l'instrument, livrer le cryptoactif sous-jacent ou en prendre livraison.

Nous serons généralement d'avis qu'il y aura obligation de livrer immédiatement si le contrat ou l'instrument impose à la plateforme l'obligation de transférer immédiatement la propriété, la possession et le contrôle à son utilisateur, et que la livraison est donc faite à ce dernier (voir ci-après).

---

[4] Les plateformes régies par la législation en valeurs mobilières doivent déterminer les obligations réglementaires applicables dans leur situation. Par exemple, à moins qu'un produit ne soit expressément exclu, les obligations en matière de déclaration des opérations sur dérivés s'appliqueront à celles d'entre elles qui facilitent de telles opérations.

[5] En général, la livraison se fera conformément aux pratiques commerciales habituelles de la plateforme à condition d'avoir lieu, dans chaque cas, en vertu du contrat ou de l'instrument, sauf si elle est empêchée par un événement raisonnablement indépendant de la volonté de la plateforme.

Pour établir l'obligation et l'intention des parties, il faut tenir compte de l'ensemble des modalités du contrat ou de l'instrument pertinent, dont les modalités écrites et non écrites, ainsi que des faits et circonstances applicables, notamment le fait que les pratiques commerciales habituelles consistent ou non à livrer en vertu du contrat ou de l'instrument. Ainsi, un contrat ou un instrument serait considéré comme un dérivé ou un titre même si le contrat écrit mentionnait l'obligation de livrer immédiatement, lorsque la livraison en accord avec cette obligation ne constitue pas la pratique commerciale habituelle.

Moment de la livraison immédiate d'un cryptoactif

La livraison immédiate d'un cryptoactif à un utilisateur de la plateforme est un facteur important lorsqu'il s'agit d'évaluer la mesure dans laquelle l'opération et la plateforme sont visées par la législation en valeurs mobilières.

La détermination du fait qu'il y a livraison et de son moment repose sur les faits et sera fonction des réalités économiques de la relation dans son ensemble, y compris les preuves relatives à l'intention des parties au contrat ou à l'instrument, la substance ayant prééminence sur la forme.

Nous considérerons généralement qu'il y a eu livraison immédiate lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- la plateforme transfère immédiatement la propriété, la possession et le contrôle du cryptoactif à l'utilisateur, de sorte que celui-ci est libre de l'utiliser, ou de le négocier autrement :
    - sans autre interaction avec la plateforme ou des membres du même groupe qu'elle ni dépendance à leur égard;
    - sans la conservation, par la plateforme ou des membres du même groupe qu'elle, d'une sûreté[6] ou de tout autre droit légal sur le cryptoactif;

- après la livraison immédiate du cryptoactif, l'utilisateur de la plateforme n'est pas exposé au risque d'insolvabilité (risque de crédit), au risque de fraude, au risque d'exécution ni au risque d'incompétence de celle-ci.

Exemple de situation dans laquelle la législation en valeurs mobilières ne s'applique pas

En guise d'exemple, nous considérerions que la plateforme est tenue de livrer le cryptoactif à l'utilisateur, qu'il y a livraison immédiate et qu'en conséquence la législation en valeurs mobilières ne s'applique pas lorsqu'il est satisfait aux critères suivants :

- la plateforme offre des services aux utilisateurs pour l'achat et la vente de bitcoins, mais ne permet pas les opérations sur marge ou à effet de levier;

[6] Une sûreté peut naître dans un certain nombre de cas, notamment l'utilisation d'une marge, d'un effet de levier ou d'un financement en vue de réaliser l'achat.

- les utilisateurs envoient de l'argent à la plateforme pour acheter des bitcoins à un prix donné;

- les modalités de l'opération exigent que le volume entier de bitcoins achetés auprès de la plateforme ou de la contrepartie vendeuse soit immédiatement transféré dans un portefeuille dont seul l'utilisateur a le contrôle, et le transfert apparaît immédiatement dans la chaîne de blocs;

- il n'existe aucune convention ni aucun mécanisme entre les parties qui permettrait de régler l'opération autrement qu'au moyen du transfert immédiat de bitcoins;

- selon ses pratiques commerciales habituelles, la plateforme procède immédiatement à la livraison conformément aux modalités de l'opération, et elle ou les membres du même groupe qu'elle n'ont la propriété, la possession ou le contrôle des bitcoins de l'utilisateur à aucun moment après l'opération;

- la vente ou l'achat des bitcoins n'est pas simplement attesté par une inscription dans le registre interne ou par une écriture comptable qui débite le compte du vendeur auprès de la plateforme et porte les cryptoactifs au crédit du compte de l'utilisateur auprès d'elle, mais, plutôt, les bitcoins sont transférés dans le portefeuille de l'utilisateur;

- ni la plateforme ni la contrepartie vendeuse ne conservent la propriété, la possession ou le contrôle des bitcoins transférés.

Exemple de situation dans laquelle la législation en valeurs mobilières s'applique

Nous constatons que certaines plateformes prétendent offrir aux utilisateurs la possibilité d'effectuer des opérations sur des cryptoactifs, notamment d'en acheter et vendre, mais que, pour maintes raisons, elles en conservent la propriété, le contrôle et la possession. Elles exigent uniquement des utilisateurs d'en transférer la propriété, le contrôle et la possession de l'adresse de la plateforme à la leur en en faisant ultérieurement la demande.

Dans ces cas, la livraison immédiate des cryptoactifs n'est pas obligatoire. Il se peut que l'utilisateur continue de se fier à la plateforme et de dépendre d'elle jusqu'à ce que le transfert dans un portefeuille qu'il contrôle ait lieu. Entretemps, il n'aurait pas la propriété, la possession ou le contrôle des cryptoactifs sans se fier à la plateforme et demeurerait donc exposé au risque d'insolvabilité (risque de crédit), au risque de fraude, au risque d'exécution et au risque d'incompétence de celle-ci.

Par exemple, lorsque les modalités d'un contrat ou d'un instrument négocié sur une plateforme n'exigent de sa part que le transfert des cryptoactifs dans le portefeuille contrôlé par l'utilisateur sur demande (avec inscription simple de l'opération dans les livres de la plateforme pour attester l'achat et le droit de l'utilisateur à recevoir le cryptoactif sur

demande), le contrat ou l'instrument en question serait visé par la législation en valeurs mobilières pour les motifs suivants :

- il ne crée pas l'obligation de livrer immédiatement les cryptoactifs à l'utilisateur;
- la plateforme n'a pas pour pratiques commerciales habituelles de livrer, étant donné que les utilisateurs qui ne demandent pas le transfert des cryptoactifs n'en obtiennent pas la pleine propriété ou possession ni le plein contrôle.

À notre avis, une simple écriture comptable ne constitue pas une livraison, puisque l'utilisateur continue de se fier à la plateforme et de dépendre d'elle afin de recevoir en fin de compte le cryptoactif sur demande.

Conformité à la législation en valeurs mobilières

Nous encourageons les plateformes à consulter leurs conseillers juridiques sur l'application de la législation en valeurs mobilières de même qu'à communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières de leur territoire pour savoir si elle vise leurs activités et, dans l'affirmative, discuter des mesures nécessaires afin de remplir les obligations. Nous rappelons aussi à celles d'entre elles exerçant des activités depuis l'étranger et comptant des utilisateurs canadiens d'examiner les obligations prévues par la législation canadienne en valeurs mobilières. Les membres des ACVM entendent prendre ou poursuivre les mesures d'application de la loi qui s'imposent contre les plateformes ne respectant pas la législation en valeurs mobilières.

Bac à sable réglementaire des ACVM

Nous saluons l'innovation et reconnaissons que les nouvelles entreprises de technologie financière (les **fintechs**) pourraient ne pas cadrer parfaitement avec la législation en valeurs mobilières actuelle. Les ACVM ont lancé un bac à sable réglementaire afin d'appuyer les fintechs souhaitant offrir des applications, des produits et des services novateurs au Canada. Ce mécanisme permettra à des sociétés de s'inscrire ou d'obtenir une dispense des obligations prévues par la législation en valeurs mobilières plus rapidement et plus facilement que par la procédure de demande habituelle, afin de tester leurs produits, leurs services et leurs applications sur le marché canadien, généralement pour une durée limitée.

Plusieurs sociétés comptant des activités ou des projets liés aux cryptomonnaies sont inscrites ou ont été dispensées des obligations prévues par la législation en valeurs mobilières. On trouvera la liste des sociétés autorisées à participer au bac à sable réglementaire des ACVM sur le site Web des ACVM.

Personnes-ressources

Les plateformes qui souhaitent obtenir de plus amples renseignements sont invitées à communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières du territoire dans lequel leur siège est situé :

Province	**Coordonnées**
Québec	Le Groupe de travail sur les Fintech à l'adresse fintech@lautorite.qc.ca
Colombie-Britannique	La BCSC Tech Team à l'adresse TechTeam@bcsc.bc.ca et la Derivatives Branch à l'adresse derivativesinbox@bcsc.bc.ca
Alberta	Denise Weeres ou Katrina Prokopy à l'adresse regtechsandbox@asc.ca
Saskatchewan	Dean Murrison à l'adresse dean.murrison@gov.sk.ca ou Nathanial Day à l'adresse nathaniald.day@gov.sk.ca
Manitoba	Chris Besko à l'adresse chris.besko@gov.mb.ca
Ontario	L'équipe de la Rampe de lancement de la CVMO à l'adresse osclaunchpad@osc.gov.on.ca
Nouveau-Brunswick	Wendy Morgan à l'adresse registration-inscription@fcnb.ca
Nouvelle-Écosse	Jane Anderson à l'adresse Jane.Anderson@novascotia.ca

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 $ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 $ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé

Aucune information

6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 $ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 $.

271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
CAPITAL DRILLING LIMITED	RESSOURCES ALGOLD LTEE	20200000041-1	2020-01-07	9 400,00 $
FAUCHER, RICHARD REGIS	RESSOURCES ROBEX INC.	20200000040-1	2020-01-07	100,00 $
FONTAINE, MICHEL	WINDFALL GEOTEX INC.	20200000042-1	2020-01-07	200,00 $

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
FORTIS INC.	NEWFOUNDLAND POWER INC.	20200000046-1	2020-01-07	100,00 $
GUIDO, FRANK	SAPUTO INC.	20200000045-1	2020-01-07	1 400,00 $
KANDANCHATHA, DINESH	WINDFALL GEOTEX INC.	20200000043-1	2020-01-07	100,00 $
MAINVILLE, LUC	VALEO PHARMA INC.	20200000044-1	2020-01-07	100,00 $

6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé

Aucune information

6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé

Aucune information

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
FNB Desjardins Alt long/court marchés boursiers neutres	9 janvier 2020	Québec - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
Calian Group Ltd.	14 janvier 2020	Ontario
True North Commercial Real Estate Investment Trust	10 janvier 2020	Ontario

[1] Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
Catégorie alternative Arrow avantage mondial	10 janvier 2020	Ontario
Catégorie Fidelity Occasions de croissance américaines Catégorie Fidelity Occasions de croissance américaines – Couverture systématique des devises Fiducie de placement Fidelity Occasions de croissance américaines	8 janvier 2020	Ontario
FINB BMO obligations totales FINB BMO obligations de sociétés notées BBB FINB BMO titres adossés à des créances hypothécaires canadiens FINB BMO actions chinoises FINB BMO obligations de sociétés FINB BMO obligations à escompte FINB BMO Moyenne industrielle Dow Jones couverte en dollars canadiens FINB BMO obligations de marchés émergents couvert en dollars canadiens FINB BMO équipondéré banques FINB BMO équipondéré métaux de base mondiaux, couvert en dollars canadiens FINB BMO équipondéré aurifères mondiales FINB BMO équipondéré produits industriels FINB BMO équipondéré pétrole et gaz FINB BMO équipondéré de FPI FINB BMO équipondéré banques américaines couvert en dollars canadiens FINB BMO équipondéré banques américaines FINB BMO équipondéré américain de la santé couvert en dollars canadiens FINB BMO équipondéré américain de la santé FINB BMO équipondéré services aux	14 janvier 2020	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
collectivités		
FINB BMO ESG obligations de sociétés		
FINB BMO ESG obligations de sociétés américaines couvertes en dollars canadiens		
FINB BMO communications mondiales		
FINB BMO biens de consommation discrétionnaires mondiaux couvert en dollars canadiens		
FINB BMO biens de consommation essentiels mondiaux couvert en dollars canadiens		
FINB BMO infrastructures mondiales		
FINB BMO obligations de gouvernements		
FINB BMO obligations de sociétés de haute qualité		
FINB BMO obligations de sociétés américaines à haut rendement couvertes en dollars canadiens		
FINB BMO obligations de sociétés américaines à haut rendement		
FINB BMO actions indiennes		
FINB BMO petites gazières		
FINB BMO petites aurifères		
FINB BMO petites pétrolières		
FINB BMO échelonné actions privilégiées		
FINB BMO obligations de sociétés à long terme		
FINB BMO obligations fédérales à long terme		
FINB BMO obligations provinciales à long terme		
FINB BMO obligations du Trésor américain à long terme (parts en dollars canadiens, parts couvertes et parts en dollars américains)		
FINB BMO obligations de sociétés à moyen terme		
FINB BMO obligations fédérales à moyen terme		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
FINB BMO obligations provinciales à moyen terme		
FINB BMO obligations de sociétés américaines de qualité à moyen terme couvertes en dollars canadiens		
FINB BMO obligations de sociétés américaines de qualité à moyen terme (parts en dollars canadiens et parts en dollars américains)		
FINB BMO obligations du Trésor américain à moyen terme (parts en dollars canadiens et parts en dollars américains)		
FINB BMO MSCI Monde de haute qualité		
FINB BMO Canada ESG Leaders		
FINB BMO MSCI Canada valeur		
FINB BMO MSCI EAFE ESG Leaders		
FINB BMO MSCI EAFE couvert en dollars canadiens		
FINB BMO MSCI EAFE		
FINB BMO MSCI EAFE valeur		
FINB BMO MSCI marchés émergents		
FINB BMO MSCI Europe de haute qualité couvert en dollars canadiens		
FINB BMO MSCI Global ESG Leaders		
FINB BMO MSCI USA ESG Leaders		
FINB BMO MSCI américaines de haute qualité		
FINB BMO MSCI américaines valeur		
FINB BMO actions du Nasdaq 100 couvertes en dollars canadiens		
FINB BMO actions du Nasdaq 100		
FINB BMO obligations à rendement réel		
FINB BMO S&P 500 couvert en dollars canadiens ii		
FINB BMO S&P 500 (parts en dollars canadiens et parts en dollars américains)		
FINB BMO S&P/TSX composé plafonné		
FINB BMO S&P sociétés américaines à moyenne capitalisation (parts en dollars		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
canadiens, parts couvertes et parts en dollars américains)		
FINB BMO S&P sociétés américaines à faible capitalisation (parts en dollars canadiens, parts couvertes et parts en dollars américains)		
FINB BMO obligations de sociétés à court terme (parts en dollars canadiens et parts de catégorie Accumulation)		
FINB BMO obligations fédérales à court terme (parts en dollars canadiens et parts de catégorie Accumulation)		
FINB BMO obligations provinciales à court terme (parts en dollars canadiens et parts de catégorie Accumulation)		
FINB BMO obligations à court terme		
FINB BMO obligations de sociétés américaines de qualité à court terme couvertes en dollars canadiens		
FINB BMO obligations du Trésor américain à court terme (parts en dollars canadiens et parts en dollars américains)		
FINB BMO actions privilégiées de sociétés américaines couvert en dollars canadiens		
FINB BMO actions privilégiées de sociétés américaines (parts en dollars canadiens et parts en dollars américains)		
FNB BMO ESG Équilibré		
FNB BMO Équilibré		
FNB BMO canadien de dividendes		
FNB BMO vente d'options d'achat couvertes de sociétés canadiennes à dividendes élevés		
FNB BMO Conservateur		
FNB BMO vente d'options d'achat couvertes de banques canadiennes		
FNB BMO vente d'options d'achat couvertes		
Moyenne industrielle Dow Jones couvert en dollars canadiens		
FNB BMO vente d'options d'achat		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
couvertes de banques américaines		
FNB BMO vente d'options d'achat couvertes de services aux collectivités		
FNB BMO vente d'options d'achat couvertes de dividendes élevés de sociétés européennes		
FNB BMO vente d'options d'achat couvertes de dividendes élevés de sociétés européennes couvert en dollars canadiens		
FNB BMO rendement élevé à taux variable		
FNB BMO vente d'options d'achat couvertes de sociétés mondiales à dividendes élevés		
FNB BMO Croissance		
FNB BMO internationales de dividendes		
FNB BMO internationales de dividendes couvert en dollars canadiens		
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité		
FNB BMO d'actions de marchés émergents à faible volatilité		
FNB BMO d'actions internationales à faible volatilité couvertes en dollars canadiens		
FNB BMO d'actions américaines à faible volatilité (parts en dollars canadiens et parts en dollars américains)		
FNB BMO d'actions américaines à faible volatilité couvertes en dollars canadiens		
FNB BMO revenu mensuel		
FNB BMO à rendement bonifié (parts en dollars canadiens, parts couvertes et parts en dollars américains)		
FNB BMO obligations à très court terme (parts en dollars canadiens et parts de catégorie Accumulation)		
FNB BMO obligations américaines à très court terme (parts en dollars américains et parts de catégorie Accumulation)		
FNB BMO américain de dividendes (parts en dollars canadiens et parts en dollars américains)		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
FNB BMO américain de dividendes couvert en dollars canadiens FNB BMO vente d'options d'achat couvertes de dividendes élevés de sociétés américaines (parts en dollars canadiens et parts en dollar américains) FNB BMO vente d'options d'achat couvertes de dividendes élevés de sociétés américaines couvert en dollars canadiens FNB BMO vente d'options de vente de sociétés américaines (parts en dollars canadiens et parts en dollars américains) FNB BMO vente d'options de vente de sociétés américaines couvert en dollars canadiens		
FNB d'actions américaines avec marge de protection échéant en novembre Cboe Vest First Trust FNB d'actions américaines avec marge de protection accrue échéant en novembre Cboe Vest First Trust	9 janvier 2020	Ontario
FNB Fidelity Revenu mensuel canadien élevé FNB Fidelity Revenu mensuel mondial élevé	8 janvier 2020	Ontario
Fonds d'actions chinoises China AMC – IG Mandat privé Fonds d'actions canadiennes à faible volatilité Mackenzie – IG Mandat privé Fonds d'actions mondiales à faible volatilité Irish Life – IG Mandat privé	10 janvier 2020	Manitoba
Fonds d'actions internationales IG BlackRock	10 janvier 2020	Manitoba
Fonds Fidelity FNB Revenu mensuel canadien élevé Fonds Fidelity FNB Revenu mensuel mondial élevé	8 janvier 2020	Ontario
Harvest US Bank Leaders Income ETF Harvest Global Resource Leaders ETF	8 janvier 2020	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
Blockchain Technologies ETF		
Harvest Equal Weight Global Utilities Income ETF		
Harvest Global Gold Giants Index ETF		
InterRent Real Estate Investment Trust	9 janvier 2020	Ontario
Vanguard Global Aggregate Bond Index ETF (CAD-hedged)	10 janvier 2020	Ontario

[1] Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
Catégorie Fidelity Dividendes Plus	13 janvier 2020	Ontario
Catégorie Fidelity Actions américaines – Ciblé		
Catégorie Fidelity Toute Capitalisations Amérique		
Catégorie Fidelity Grande Capitalisation mondiale		
Catégorie Fidelity Petite Capitalisation mondiale		
Catégorie Fidelity Immobilier mondial		
Catégorie Portefeuille Fidelity Revenu		
Catégorie Portefeuille Fidelity Croissance mondiale		
Fonds de revenu élevé plus Galileo	10 janvier 2020	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale[1]
Fonds Occasions spéciales Purpose	8 janvier 2020	Ontario
Portefeuille diversifié de revenu mensuel Investissements Russell	13 janvier 2020	Ontario
Portefeuille équilibré de croissance Investissements Russell		
Portefeuille de croissance à long terme Investissements Russell		
Multi-actifs stratégie de revenu		
Multi-actifs stratégie de croissance		
Fonds à revenu fixe Investissements Russell		
Fonds d'obligations mondiales sans contrainte Investissements Russell		
Fonds d'infrastructures mondiales Investissements Russell		
Portefeuille d'actifs réels Investissements Russell		

[1] Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	16 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	16 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	17 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de	19 décembre 2019	5 novembre 2019

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Commerce		
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	23 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	23 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	23 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	23 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	23 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	23 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	30 décembre 2019	5 novembre 2019

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	30 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	30 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	30 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	30 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	30 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	30 décembre 2019	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque Canadienne Impériale de	9 janvier 2020	5 novembre 2019

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Commerce		
Banque Canadienne Impériale de Commerce	9 janvier 2020	5 novembre 2019
Banque de Montréal	16 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	16 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	17 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	17 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	17 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	17 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	17 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	18 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	18 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	18 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	18 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	18 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	19 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	19 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	30 décembre 2019	1er juin 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	20 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	23 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	23 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	24 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	24 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	24 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	24 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	24 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	24 décembre 2019	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	3 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	7 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	8 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	8 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	8 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	9 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	9 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	9 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	9 janvier 2020	1er juin 2018
Banque de Montréal	9 janvier 2020	1er juin 2018
Banque Nationale du Canada	17 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	17 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	17 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	18 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	18 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	18 décembre 2019	3 juillet 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Nationale du Canada	18 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	19 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	19 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	19 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	19 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	19 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	20 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	20 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	20 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	20 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	20 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	20 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	23 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	24 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	24 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	24 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	24 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	24 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	24 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	30 décembre 2019	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	3 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	3 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	3 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	3 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	3 janvier 2020	3 juillet 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Nationale du Canada	6 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	6 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	6 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	6 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	6 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	6 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	7 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	7 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	7 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	7 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	8 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	8 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	8 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	8 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	9 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	9 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	9 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Nationale du Canada	9 janvier 2020	3 juillet 2018
Banque Royale du Canada	18 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	19 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	19 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	19 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	19 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	18 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	18 décembre 2019	30 janvier 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Royale du Canada	18 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	18 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	19 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	3 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	2 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	2 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	3 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	19 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	4 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	11 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	11 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	20 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	31 décembre 2019	30 janvier 2018
Banque Royale du Canada	30 décembre 2019	30 janvier 2018
Emerald Health Therapeutics, Inc.	17 décembre 2019	13 mars 2019
Emerald Health Therapeutics, Inc.	7 janvier 2020	13 mars 2019
La Banque de Nouvelle-Écosse	19 décembre 2019	13 février 2018
La Banque de Nouvelle-Écosse	19 décembre 2019	13 février 2018
La Banque de Nouvelle-Écosse	23 décembre 2019	13 février 2018
La Banque de Nouvelle-Écosse	23 décembre 2019	13 février 2018
La Banque de Nouvelle-Écosse	23 décembre 2019	13 février 2018
La Banque de Nouvelle-Écosse	30 décembre 2019	13 février 2018
La Banque de Nouvelle-Écosse	3 janvier 2020	13 février 2018
La Banque Toronto-Dominion	16 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	16 décembre 2019	28 juin 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
La Banque Toronto-Dominion	17 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	17 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	17 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	18 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	18 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	19 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	19 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	19 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	19 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	20 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	23 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	30 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	30 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	30 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	31 décembre 2019	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	7 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	7 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	8 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	8 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	8 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	8 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	9 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	9 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	9 janvier 2020	28 juin 2018
La Banque Toronto-Dominion	9 janvier 2020	28 juin 2018

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Pembina Pipeline Corporation	8 janvier 2020	30 août 2019
Pembina Pipeline Corporation	8 janvier 2020	30 août 2019
Pembina Pipeline Corporation	8 janvier 2020	30 août 2019

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Bausch Health Companies inc.

Vu la demande présentée par Bausch Health Companies inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 9 décembre 2019 (la « demande »);

Vu l'article 12 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu l'article 115 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir l'accord de l'Autorité pour le placement à l'extérieur du Québec de billets de premier rang pour un montant maximal de 2,5 milliards de dollars US, le tout conformément aux informations déposées auprès de l'Autorité (le « placement »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité donne son accord pour le placement.

Fait le 13 décembre 2019.

Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Projet SEDAR n° 2998544

Décision n°: 2019-FS-0138

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en

vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1er octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Banque Nationale du Canada	2018-12-20	2 024 400 $
Banque Royale du Canada	2018-12-20	1 500 000 $
Banque Royale du Canada	2018-12-20	1 484 450 $
Corporation Ressources Pershimex	2018-12-21	200 000 $
Corporation Terranueva	2018-12-14	2 310 000 $
Exploration Midland inc.	2018-12-18 au 2018-12-21	1 651 206 $
Group RMC Realty Limited Partnership	2018-12-21	2 182 849 $
High Tide Inc.	2018-12-12	11 330 000 $
Les Ressources Yorbeau inc.	2018-12-21 au 2018-12-27	950 500 $

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Metalla Royalty & Streaming Ltd.	2018-12-21	3 526 692 $
Métaux Genius inc.	2018-12-14 au 2018-12-21	297 025 $
MGX Minerals Inc.	2018-12-21	3 610 450 $
Millrock Resources Inc.	2018-12-14	344 500 $
Pharmaceutiques GPCR Inc.	2018-12-21	450 000 $
PyroGenese Canada inc.	2018-12-18 au 2018-12-27	1 245 241 $
Pyrowave inc.	2018-12-20	2 356 649 $
Ressources Sphinx ltée	2018-12-27	135 980 $
Ripper Oil and Gas Inc.	2018-12-12	5 950 000 $
Rubicon Minerals Corporation	2018-12-20 au 2018-12-21	5 745 919 $
Saville Resources Inc.	2018-12-27	311 920 $
Sportlogiq inc.	2018-12-21	20 000 000 $
Standard Exploration Ltd.	2018-12-19	14 971 000 $
Trez Capital Yield Trust	2018-12-20 au 2018-12-21	3 338 500 $
Trez Capital Yield Trust	2018-12-18 au 2018-12-20	1 460 366 $
Trez Capital Yield Trust US	2018-12-18 au 2018-12-20	516 200 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2018-12-21	269 000 $
Trez Capital Yield Trust US (Canadian $)	2018-12-18 au 2018-12-20	2 024 350 $
Trillium Health Partners	2018-12-20	200 000 000 $
VRIFY Technology Inc.	2018-12-20	1 258 703 $
Walker River Resources Corp.	2018-12-20	514 500 $

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Wolverine Energy and Infrastructure Inc.	2018-12-14 au 2018-12-20	4 865 000 $

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
APHRIA INC.	2019-11-30
ARITZIA INC.	2019-12-01
CLS HOLDINGS USA, INC.	2019-11-30
COGECO COMMUNICATIONS INC.	2019-11-30
COGECO INC.	2019-11-30
CORPORATION LITHIUM ELEMENTS CRITIQUES	2019-11-30
CORUS ENTERTAINMENT INC.	2019-11-30
GROUPE SPORTSCENE INC.	2019-11-24
LOOP INDUSTRIES INC.	2019-11-30
MADISON PACIFIC PROPERTIES INC.	2019-11-30
METRO VANCOUVER PROPERTIES CORP.	2019-11-30
NAV CANADA	2019-11-30
OPSENS INC.	2019-11-30
ORGANIGRAM HOLDINGS INC.	2019-11-30
OROSUR MINING INC.	2019-11-30
PLATINUM GROUP METALS LIMITED	2019-11-30
POSTMEDIA NETWORK CANADA CORP.	2019-11-30
RESSOURCES SPHINX LTEE	2019-11-30
SHAW COMMUNICATIONS INC.	2019-11-30
SOCIETE CALDWELL INTERNATIONALE INC. (LA)	2019-11-30
URANIUM PARTICIPATION CORPORATION	2019-11-30
VELAN INC.	2019-11-30

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
CANEX METALS INC.	2019-09-30
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES PLAN TRADITIONNEL (#1461)	2019-10-31
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES REGIME D'EPARGNE COLL. DE 2001 (#1461)	2019-10-31
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES REGIME D'EPARGNE COLLECTIF (#1461)	2019-10-31
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES REGIME D'EPARGNE FAMILIAL (#1461)	2019-10-31
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES REGIME D'EPARGNE INDIVIDUEL (#1461)	2019-10-31
LE PLAN FUTE	2019-10-31
PREMIUM INCOME CORPORATION	2019-10-31
URBANIMMERSIVE INC.	2019-09-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CANEX METALS INC.	2019-09-30
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES PLAN TRADITIONNEL (#1461)	2019-10-31
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES REGIME D'EPARGNE COLL. DE 2001 (#1461)	2019-10-31
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES REGIME D'EPARGNE COLLECTIF (#1461)	2019-10-31
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES REGIME D'EPARGNE FAMILIAL (#1461)	2019-10-31
FIDUCIE CANADIENNE DE BOURSES D'ETUDES REGIME D'EPARGNE INDIVIDUEL (#1461)	2019-10-31
LE PLAN FUTE	2019-10-31
PREMIUM INCOME CORPORATION	2019-10-31
URBANIMMERSIVE INC.	2019-09-30

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
EXPLORATION MIDLAND INC.	
GOLIATH RESOURCES LIMITED	
KERR MINES INC.	
PLATINUM GROUP METALS LIMITED	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
RETURN ENERGY INC.	2018-12-31

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI

1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres
2 : Filiale de l'émetteur assujetti
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujetti (*Loi sur les valeurs mobilières* du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié

NATURE DE L'OPÉRATION

Généralités

00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat
35 : Dividende en actions
36 : Conversion ou échange
37 : Division ou regroupement d'actions
38 : Rachat – annulation
40 : Vente à découvert
45 : Contrepartie d'un bien
46 : Contrepartie de services
47 : Acquisition ou aliénation par don
48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs

Dérivés émis par l'émetteur

50 : Attribution d'options
51 : Levée d'options
52 : Expiration d'options
53 : Attribution de bons de souscription
54 : Exercice de bons de souscription
55 : Expiration de bons de souscription
56 : Attribution de droits de souscription
57 : Exercice de droits de souscription
58 : Expiration de droits de souscription
59 : Exercice au comptant

Dérivés émis par un tiers

70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers

Divers

90 : Changements relatifs à la propriété
97 : Autres
99 : Correction d'information

NATURE DE L'EMPRISE

D : Propriété directe
I : Propriété indirecte
C : Contrôle

AUTRES MENTIONS

O : Opération originale
M : Première modification
M' : Deuxième modification
M" : Troisième modification, etc.
R : Opération déclarée hors délai (en retard).

AVIS

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Les initiés assujettis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
A.I.S. Resources Limited								
Actions ordinaires								
Element, Martyn	4	O	2019-07-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.0500	BC
		M	2019-07-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(312 000)	0.0691	BC
		O	2019-08-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0775	BC
		M	2019-08-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.0840	BC
		O	2019-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(438 000)	0.0696	BC
		M	2019-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(338 000)	0.0827	BC
		M'	2019-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(388 000)	0.0827	BC
		O	2019-08-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(110 000)	0.9621	BC
		O	2019-11-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 000	0.0592	BC
		O	2019-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(674 000)	0.0696	BC
		O	2019-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(303 000)	0.0621	BC
		O	2019-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.0680	BC
		O	2019-12-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 500	0.0488	BC
		O	2019-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 325 000)	0.0444	BC
Bons de souscription								
Element, Martyn	4	O	2019-10-06	D	55 - Expiration de bons de souscription	(425 000)		BC
Options								
Element, Martyn	4	O	2019-09-26	D	50 - Attribution d'options	50 000		BC
Abitibi Royalties Inc.								
Actions ordinaires								
Ball, Ian	4, 5							
RRSP	PI	O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	18.3375	QC
Accord Financial Corp.								
Débentures convertibles								
Hitzig, Simon Jonathan	4	O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	($ 1 302.00)	1000.0000	ON
		O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	($ 48.00)	1030.0000	ON
Aimia Inc.								
Actions ordinaires								
Leonard, Steven Clark	5	O	2019-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2019-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M'	2019-05-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 423	3.5457	QC
Mittleman Investment Management, LLC	3							
Mittleman Investment Management, LLC	PI	O	2020-01-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.5250	QC
		O	2020-01-08	I	97 - Autre	(7 531)		QC
Vo-Quang, Edouard	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 053	3.6669	QC
Air Canada								
Class B Voting Shares								
Air Canada	1	O	2020-01-02	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	49.5208	QC
		O	2020-01-02	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-01-03	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	48.1518	QC
		O	2020-01-03	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	47.5070	QC
		O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-01-07	D	38 - Rachat ou annulation	47 700	47.9370	QC
		O	2020-01-07	D	38 - Rachat ou annulation	(47 700)		QC
		O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	48.8648	QC
		O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	49.8064	QC
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	50.1369	QC
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
Akita Drilling Ltd.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions sans droit de vote								
Dease, Colin	5	O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.1000	AB
		O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	1.1100	AB
Alamos Gold Inc.								
Actions ordinaires Class A								
Barwell, Christine	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	477	7.4500	ON
Bostwick, Christopher John	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	619	7.4500	ON
Chavez - Martinez, Mario Luis	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	681	5.5500USD	ON
Cormier, John Andrew	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	561	7.4500	ON
Engelstad, Nils Frederik Jonas	8	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	603	7.4500	ON
Fisher, Gregory S.	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	316	7.4500	ON
MacPhail, Peter	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	880	7.4500	ON
McCluskey, John	4, 5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 425	7.4500	ON
Parsons, Scott Kyle	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	460	7.4500	ON
Porter, James	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	880	7.4500	ON
Webster, Colin	5	O	2020-01-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	355	7.4500	ON
Options								
Barwell, Christine	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	49 543	7.6300	ON
Bostwick, Christopher John	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	49 543	7.6300	ON
Chavez - Martinez, Mario Luis	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	49 453	5.8900USD	ON
Cormier, John Andrew	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	49 543	7.6300	ON
Engelstad, Nils Frederik Jonas	8	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	49 543	7.6300	ON
Fisher, Gregory S.	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	49 543	7.6300	ON
MacPhail, Peter	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	99 085	7.6300	ON
McCluskey, John	4, 5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	228 659	7.6300	ON
Parsons, Scott Kyle	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	49 543	7.6300	ON
Porter, James	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	99 085	7.6300	ON
Thompson, Rebecca	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	24 771	7.6300	ON
Webster, Colin	5	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	49 543	7.6300	ON
Algoma Central Corporation								
Actions ordinaires								
Stevenson, Eric Arthur	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	581	13.4500	ON
Alimentation Couche-Tard Inc.								
Unité d'action différée								
Bernier, Jean	4	O	2019-09-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	11	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	299	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	90	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	12	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	12	42.6900	QC
Bourque, Nathalie	4	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	25	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	313	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	47	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	60	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	25	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	23	42.6900	QC
Boyko, Éric	4	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	25	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	746	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	23	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	13	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	13	41.8900	QC
D'Amours, Jacques	4	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	42	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	23	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	596	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	47	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	47	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	23	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	12	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	27	41.8900	QC
		M'	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	31	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	24	42.6900	QC
Fortin, Richard	4, 7, 6, 5	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	25	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	25	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	596	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	596	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	68	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	68	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	24	42.6900	QC
Kau, Mélanie	4	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	954	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	49	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	23	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	214	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	24	42.6900	QC
Lamothe, Marie Josee	4	O	2019-09-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	23	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	627	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	47	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	1	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	24	42.6900	QC
Leroux, Monique F.	4	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	627	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	47	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	23	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	24	42.6900	QC
Plourde, Réal	4, 7, 6, 5	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	597	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	23	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	27	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	24	42.6900	QC
Rabinowicz, Daniel	5	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	13	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	313	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	12	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	19	41.8900	QC
		M	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	19	41.8900	QC
		O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	12	42.6900	QC
Têtu, Louis	4	O	2019-09-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	23	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	597	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	48	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	24	41.8900	QC
		O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	1	41.8900	QC
AltaGas Ltd.								
Actions ordinaires								
Tower, Nancy Gail	4							
RRSP	PI	O	2020-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Droits Performance Units (PU)								
Bonawitz, Douglas Ian	7	O	2019-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 175	19.7300	AB
Bushfield, Corine Renae Knight	5	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 491	19.7300	AB
Crawford, Randall Loy	4	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	146 826	19.7300	AB
Grant, Bradley, Bertram	5	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 491	19.7300	AB
Harbilas, James	5	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	36 021	19.7300	AB
Jenkins, Donald Mark	5	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	240 185	19.7300	AB
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 834	19.7300	AB
Starring, Mary Colleen	7	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 228	19.7300	AB
Toone, Randy Warren	5	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 866	19.7300	AB
Droits Restricted Units (RU)								
Bonawitz, Douglas Ian	7	O	2019-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 175	19.7300	AB
Starring, Mary Colleen	7	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 228	19.7300	AB
Options								
Bushfield, Corine Renae Knight	5	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	144 064		AB
Crawford, Randall Loy	4	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	769 423		AB
Grant, Bradley, Bertram	5	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	144 064		AB
Harbilas, James	5	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	188 765		AB
Jenkins, Donald Mark	5	M	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	240 185		AB
Toone, Randy Warren	5	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	151 267		AB
Alvopetro Energy Ltd.								
Actions ordinaires								
Fraser, Roderick Learoyd	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	43 750	0.4000	AB
Hatzinikolas, Andrea	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	56 278	0.4000	AB
Howard, Alison Leanne	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	56 278	0.4000	AB
McKINNON, KENNETH RICHARD	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	46 250	0.4000	AB
		O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	46 250	0.2800	AB
Ruttan, Corey Christopher	4, 5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	112 557	0.4000	AB
Talakshi, Firoz Karmali	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	45 000	0.4000	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
WRIGHT, JOHN DAVID	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	20 635	0.4000	AB
Ytreland, Geir Kristian	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	20 981	0.4000	AB
Options								
Fraser, Roderick Learoyd	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(43 750)	0.4000	AB
Hatzinikolas, Andrea	5	O	2020-01-08	D	59 - Exercice au comptant	(36 000)	0.4000	AB
		O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(114 000)	0.4000	AB
Howard, Alison Leanne	5	O	2020-01-08	D	59 - Exercice au comptant	(36 000)	0.4000	AB
		O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(114 000)	0.4000	AB
McKINNON, KENNETH RICHARD	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(46 250)	0.4000	AB
		O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(46 250)	0.2800	AB
Ruttan, Corey Christopher	4, 5	O	2020-01-08	D	59 - Exercice au comptant	(72 000)	0.4000	AB
		O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(228 000)	0.4000	AB
Talakshi, Firoz Karmali	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(45 000)	0.4000	AB
WRIGHT, JOHN DAVID	4	O	2020-01-08	D	59 - Exercice au comptant	(13 200)	0.4000	AB
		O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(41 800)	0.4000	AB
Ytreland, Geir Kristian	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(42 500)	0.4000	AB
Andrew Peller Limitée (auparavant Les Vins Andrés Ltée.)								
Actions sans droit de vote Class A								
Andrew Peller Limited	1	O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	(3 200)		ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)		ON
BERTI, GREGORY JOHN	5	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	253	11.9100	ON
COLE, JAMES HERBERT	5	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	127	11.9100	ON
HAWTHORNE, JOHN GAVIN	5	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13	11.9100	ON
MCDONALD, CRAIG DAVID	5	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	53	11.9100	ON
POWELL, RANDY ALAN	4	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	51	11.9100	ON
WALL, BRENDAN PATRICK	5	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	261	11.9100	ON
Artemis Gold Inc.								
Actions ordinaires								
Tiver, Alastair	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Bons de souscription								
Tiver, Alastair	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Options								
Tiver, Alastair	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	200 000		BC
Artis Real Estate Investment Trust								
Deferred Units								
Albo, Ida	4	O	2020-01-02	D	58 - Expiration de droits de souscription	1 902	11.9000	MB
Jack, Bruce William James	4	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 620	11.9000	MB
Thielmann, Victor	4	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	504	11.9000	MB
Townsend, Kenneth	4	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	504	11.9000	MB
Warkentin, Edward	4	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	504	11.9000	MB
Zucker, Lauren	4	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 223	11.9000	MB
Athabasca Oil Corporation								
Actions ordinaires								
Broen, Robert Anthony	5	O	2020-01-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	66 667	0.1000	AB
Wojcichowsky, Michael S J	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Options								
Wojcichowsky, Michael S J	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Performance Award (Common shares or cash payout)								
Wojcichowsky, Michael S J	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Restricted Share Units (2015 Plan)								
Wojcichowsky, Michael S J	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Restricted Share Units (Old 2010 Plan)								
Broen, Robert Anthony	5	O	2020-01-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(66 667)	0.1000	AB
Atlantic Power Corporation								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires								
Atlantic Power Corporation	1	O	2019-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(179)		ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	62 385	2.3583USD	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	62 385	2.3519USD	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	62 385	2.3281USD	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	38 321	2.3475USD	ON
		O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	2.3600USD	ON
		M	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	2.3600USD	ON
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	34 882	2.3600USD	ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	54 773	2.3558USD	ON
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	54 813	2.3464USD	ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	52 143	2.3543USD	ON
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	30 298	2.3600USD	ON
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	40 042	2.3593USD	ON
		O	2019-12-26	D	38 - Rachat ou annulation	62 669	2.3574USD	ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	62 669	2.3506USD	ON
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	63 892	2.3563USD	ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	63 892	2.3519USD	ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(618 444)		ON
Automotive Properties Real Estate Investment Trust								
Parts de fiducie								
TWC Enterprises Limited	3	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	244 600	12.1456	ON
B2Gold Corp.								
Actions ordinaires								
Bartz, Eduard	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	75 000	3.4400	BC
		O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 000)	5.0200	BC
Craig, Dale Alton	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	45 001	2.0000	BC
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(45 001)	5.0200	BC
Mackinnon, Hugh	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	25 000	2.0000	BC
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	5.2000	BC
Rajala, John Alex	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	100 000	2.0000	BC
		O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	5.0400	BC
Scott, Brian	5	O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	25 000	2.0000	BC
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	5.1500	BC
Droits Deferred Share Units								
Johnson, George	4	O	2020-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 200		BC
Mtshisi, Bongani	4	O	2020-01-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 953		BC
Options								
Bartz, Eduard	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	3.4400	BC
Mackinnon, Hugh	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	2.0000	BC
Rajala, John Alex	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	2.0000	BC
Scott, Brian	5	O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	2.0000	BC
Options Stock Options								
Craig, Dale Alton	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(45 001)	2.0000	BC
		M	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(45 001)	2.0000	BC
Banque Nationale du Canada								
Actions ordinaires								
Zicat, Kathleen	5	O	2008-09-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2003-03-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Options								
Zicat, Kathleen	5	O	2008-09-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2003-03-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Banque Royale du Canada								
Actions ordinaires								
Royal Bank of Canada	1	O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	403 600	104.0269	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(403 600)		QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	105.0358	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		QC
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	104.3914	QC
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(350 000)		QC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	500 000	103.7888	QC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	(500 000)		QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	103.9595	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	(300 000)		QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	160 100	104.2972	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	(160 100)		QC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	105.0392	QC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		QC
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	127 300	104.2128	QC
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	(127 300)		QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	103.9982	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	(300 000)		QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	400 000	103.8079	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	(400 000)		QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	104.4083	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	400 000	103.7274	QC
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	103.2750	QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	(400 000)		QC
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	(30 000)		QC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	103.4133	QC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	(300 000)		QC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	(300 000)		QC
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	102.6521	QC
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	350 000	103.9755	QC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	103.2572	QC
Turcke, Maryann	4	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Bausch Health Companies Inc. (formerly, Valeant Pharmaceuticals International, Inc.)								
Actions ordinaires								
Ackermann, Christina	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 192	29.4200USD	QC
		O	2020-01-06	D	97 - Autre	(3 360)	29.4200USD	QC
Appio, Thomas	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 096	29.4200USD	QC
		O	2020-01-06	D	97 - Autre	(1 827)	29.4200USD	QC
Eldessouky, Osama	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 267	29.4200USD	QC
		M	2020-01-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 267	29.4200USD	QC
		O	2020-01-07	D	97 - Autre	(1 694)	29.4200USD	QC
Gordon, Joseph	5	O	2020-01-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 461	29.4200USD	QC
		O	2020-01-07	D	97 - Autre	(2 118)	29.4200USD	QC
Droits Restricted Share Units (RSUs)								
Ackermann, Christina	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 192)	29.4200USD	QC
Appio, Thomas	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 096)	29.4200USD	QC
Eldessouky, Osama	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 267)	29.4200USD	QC
		M	2020-01-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 267)	29.4200USD	QC
Gordon, Joseph	5	O	2020-01-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 461)	29.4200USD	QC
Birchcliff Energy Ltd.								
Actions ordinaires								
Humphreys, David	5							

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
RBC Dominion Securities - TFSA - DH	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	675	2.3600	AB
RBC Dominion Securities RRSP Account - DH	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	2.3500	AB
		O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 100	2.3600	AB
Bloom Select Income Fund								
Parts								
Bloom-Somer, Adina	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	8.5500	ON
BNS Split Corp. II								
Actions privilégiées Class B, Series 2								
BNS Split Corp. II	1	O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 224	20.0800	ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	(2 224)	20.0800	ON
Capital Shares								
BNS Split Corp. II	1	O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	4 448	21.0546	ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	(4 448)	21.0546	ON
Bonterra Resources Inc.								
Bons de souscription								
Wexford Capital LP	3							
Wexford Catalyst Trading Limited	PI	O	2019-12-28	C	55 - Expiration de bons de souscription	(76 218)		BC
Wexford Spectrum Trading Limited	PI	O	2019-12-28	C	55 - Expiration de bons de souscription	(82 569)		BC
Brookfield Office Properties Inc.								
Actions ordinaires								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BOP LCB L.P.	PI	O	2018-12-31	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(153 957 956)		ON
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2018-12-31	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	152 418 376		ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(219 911 200)		ON
Brookfield BPY Holdings II (Canada) ULC	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2018-12-31	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	1 539 580		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	219 911 200		ON
Actions privilégiées Class A Series A								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(4 592 047)		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	4 592 047		ON
Actions privilégiées Class A Series B								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(9 205 273)		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	9 205 273		ON
Actions privilégiées Class AA Series E								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(1 999 701)		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	1 999 701		ON
Actions privilégiées Class AAA Series E								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(8 000 000)		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	8 000 000		ON
Actions privilégiées Class AAA Series V								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(514 700)		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	514 700		ON
Actions privilégiées Class AAA Series W								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(1 932 100)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	1 932 100		ON
Actions privilégiées Class AAA Series X								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(300)		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	300		ON
Actions privilégiées Class AAA Series Y								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(1 604 800)		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	1 604 800		ON
Actions privilégiées Class AAA Series Z								
Brookfield Property Partners L.P.	3							
BPY Canada Subholdings 1 ULC	PI	O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	(200 000)		ON
Brookfield Property Split Corp.	PI	O	2013-04-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	48 - Acquisition par héritage ou aliénation par legs	200 000		ON
BRP Inc.								
Deferred Share Units								
Hanley, Michael	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	41	57.9600	QC
Métayer, Estelle	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	35	57.9600	QC
O'Neill, Daniel J.	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	41	57.9600	QC
Philip, Edward Michael	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	41	57.9600	QC
Samardzich, Barbara Jean	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	9	57.9600	QC
BSR Real Estate Investment Trust								
Parts de fiducie								
Brazeal, Franklin Blake	5	O	2020-01-01	D	36 - Conversion ou échange	3 222	11.6500USD	ON
Koehn, Susan Rosenbaum	5	O	2020-01-01	D	36 - Conversion ou échange	1 673	11.6500USD	ON
Oberste, Daniel Martin	5	O	2020-01-01	D	36 - Conversion ou échange	2 018	11.6500USD	ON
Ray, Scott Allen	5	O	2020-01-01	D	36 - Conversion ou échange	764	11.6500USD	ON
Restricted Units								
Brazeal, Franklin Blake	5	O	2020-01-01	D	36 - Conversion ou échange	(3 222)	11.6500USD	ON
		O	2020-01-01	D	38 - Rachat ou annulation	(2 112)		ON
Koehn, Susan Rosenbaum	5	O	2020-01-01	D	36 - Conversion ou échange	(1 673)	11.6500USD	ON
		O	2020-01-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 282)		ON
Oberste, Daniel Martin	5	O	2020-01-01	D	36 - Conversion ou échange	(2 018)	11.6500USD	ON
		O	2020-01-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 572)		ON
Ray, Scott Allen	5	O	2020-01-01	D	36 - Conversion ou échange	(764)	11.6500USD	ON
		O	2020-01-01	D	38 - Rachat ou annulation	(377)		ON
Calfrac Well Services Ltd.								
Options 2004 Stock Option Plan								
Leier, Chad Jeremy	5	O	2020-01-08	D	50 - Attribution d'options	10 000	1.2200	AB
Milgate, Gordon Troy	5	O	2020-01-08	D	50 - Attribution d'options	10 000	1.2200	AB
Calian Group Ltd.								
Actions ordinaires								
Ivay, Susan Jane	5	O	2020-01-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Park, Young	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	33.9300	ON
Poirier, Jo-Anne Cecile	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	33.9300	ON
Vickers, Richard Allan	4	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4	33.9300	ON
weber, george brian	4	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4	33.9300	ON
Deferred Share Units (Cash Value of Common Shares)								
Basler, Raymond Gregory	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	459	38.1200	ON
loeb, kenneth jeffrey	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	722	38.1200	ON
Park, Young	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	459	38.1200	ON
Poirier, Jo-Anne Cecile	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	459	38.1200	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Vickers, Richard Allan	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	459	38.1200	ON
weber, george brian	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	459	38.1200	ON
Canada Goose Holdings Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Cameron, Scott	5	O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	23 105	4.6159	ON
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 105)	46.0710	ON
		O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	23 105	4.6159	ON
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 105)	46.0693	ON
		O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	23 105	4.6159	ON
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 105)	46.0688	ON
Options								
Cameron, Scott	5	O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	(23 105)	4.6159	ON
		O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	(23 105)	4.6159	ON
		O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	(23 105)	4.6159	ON
Canadian High Income Equity Fund								
Parts								
Canadian High Income Equity Fund	1	O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.5700	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.5700	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.4500	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	7.4500	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.4500	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.4500	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	200	7.5100	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	7.5100	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.6100	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	7.6100	ON
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6100	ON
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6100	ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.5000	ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.5000	ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	300	7.5000	ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	7.5000	ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.5600	ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.5600	ON
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.5700	ON
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.5700	ON
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6700	ON
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6700	ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	500	7.6700	ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	7.6700	ON
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6700	ON
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6700	ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.6600	ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.6600	ON
Canadian Natural Resources Limited								
Actions ordinaires								
Best, Catherine May	4							
Savings Plan	PI	O	2020-01-03	I	46 - Contrepartie de services	1 000	41.5784	AB
Cusson, Réal, Michel	5	O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	42.1800	AB
Options								
Edwards, Norman Murray	4, 5	O	2020-01-09	D	59 - Exercice au comptant	(120 000)	35.9700	AB
Laut, Stephen W.	5	O	2020-01-07	D	59 - Exercice au comptant	(133 288)	32.7500	AB
Yee, Betty	5	O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 166)	41.7000	AB
PSUs								
Edwards, Norman Murray	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 546	35.0800	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 030	35.0800	AB
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 788	34.4600	AB
Canadian Western Bank								
Actions ordinaires								
Phillips, Robert L.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	706		AB
Deborah S. Phillips	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	489		AB
R.L. Phillips Investments Inc.	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93		AB
Droits Deferred Share Units								
Bibby, Andrew John	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	308		AB
Hohol, Linda Margaret Owerri	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	400		AB
Manning, Robert Adrian	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	742		AB
Mitchell, Elizabeth Gay	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7		AB
Morgan-Silvester, Sarah Alyson	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	407		AB
Mulligan, Margaret Jean	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	202		AB
Phillips, Robert L.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	668		AB
Protti, Raymond Joseph	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	525		AB
Reid, Ian MacNevin	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	813		AB
Riley, Sanford	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	817		AB
Rowe, Alan Macdonald	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 073		AB
Canso Credit Income Fund								
Canso North Star Fund								
Sumsion, Shirley	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	146	7.0113	ON
Exposure to Issuer through Canso Income Fund								
Carswell, John Paul	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	178	6.3105	ON
Mudie, Gail Roberta	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	2 370	6.3105	ON
Exposure to Issuer through Canso North Star Fund								
Carswell, John Paul	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	181	7.0113	ON
Carswell, Kim Maria	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	145	7.0113	ON
Hicks, Timothy John	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	480	7.0113	ON
Mason-Wood, Heather Elizabeth	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1 062	7.0113	ON
Exposure to Issuer through Canso Partners Fund								
Carswell, John Paul	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	258	10.5952	ON
Carswell, Kim Maria	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	20	10.5952	ON
Hicks, Timothy John	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	9	10.5952	ON
Lysander Funds Limited	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	18	10.5952	ON
Mason-Wood, Heather Elizabeth	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	12	10.5952	ON
Mudie, Gail Roberta	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	33	10.5952	ON
Usher-Jones, Brian Richard	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	31	10.5952	ON
Vijh, Rajeev	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	7	10.5952	ON
Exposure to Issuer through Canso Retirement and Savings Fund								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Carswell, John Paul	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	212	5.4867	ON
Carswell, Kim Maria	7	O	2020-01-06	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	103	5.4867	ON
Capstone Mining Corp.								
Actions ordinaires								
Annett, Jerrold	5	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 960	0.7700	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	779	0.5700	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 228	0.5400	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 381	0.5100	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 972	0.6100	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 111	0.5700	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 851	0.6500	BC
Howe, Jason Paul	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 251	0.6400	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 383	0.6000	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 464	0.5800	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 157	0.7100	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 285	0.6700	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	224	0.6700	BC
King, Wendy	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 046	0.6400	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 166	0.6000	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 240	0.5800	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 910	0.7100	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 025	0.6700	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 327	0.6700	BC
Mercer, Bradley	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 305	0.6400	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 440	0.6000	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 524	0.5800	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 218	0.7100	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 290	0.6700	BC
Pylot, Darren Murvin	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 836	0.6400	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 120	0.6000	BC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 341	0.5800	BC
Cardinal Energy Ltd.								
Actions ordinaires								
Broos, Laurence	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 165		AB
Brussa, John Albert	4	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 852		AB
Cardinal Energy Ltd.	1	O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	179 500	2.3250	AB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(179 500)		AB
Johnson, David Daniel	4	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 852		AB
LaForge, Jason Lee	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 944		AB
Orton, Dale John	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 275		AB
Ratushny, M. Scott	4, 5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	22 219		AB
TISDALE, GREGORY	4	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 852		AB
Younger, Kenneth Cory Lee	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 000		AB
Restricted Bonus Awards								
Broos, Laurence	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 571)		AB
Brussa, John Albert	4	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 175)		AB
Johnson, David Daniel	4	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 175)		AB
LaForge, Jason Lee	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 333)		AB
Orton, Dale John	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(26 190)		AB
Ratushny, M. Scott	4, 5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(38 095)		AB
TISDALE, GREGORY	4	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 175)		AB
Younger, Kenneth Cory Lee	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 429)		AB
Cascades inc.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires								
D'Amours, Hugo	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 375	10.7100	QC
Doré, Dominic	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 192	10.7000	QC
Dussault, Stéphanie	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	412	12.2200	QC
Fernet, Maryse	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 004	10.6800	QC
Gaudreault, Riko	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 325	10.7300	QC
Gosselin, Eve	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	177	12.2400	QC
Guerra, Michael	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	957	10.7200	QC
Hall, Robert F.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 385	10.6800	QC
Hogg, Allan	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 049	10.4900	QC
Langevin, Luc	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 826	10.6800	QC
Lemaire, Alain	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 653	10.0500	QC
Malo, Charles	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 567	10.7200	QC
Marineau, Léon	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 448	10.6700	QC
Plourde, Mario	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14 189	10.6900	QC
Tardif, Jean-David	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 709	10.9200	QC
Trudel, Thierry	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 341	10.7100	QC
Unités d'actions différées / Deffered Share Units								
D'Amours, Hugo	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	65		QC
Doré, Dominic	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	149		QC
Fernet, Maryse	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	134		QC
Gaudreault, Riko	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	24		QC
Guerra, Michael	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	4		QC
Hall, Robert F.	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	295		QC
Hogg, Allan	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	354		QC
Langevin, Luc	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	389		QC
Lemaire, Alain	4, 5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	470		QC
Malo, Charles	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	329		QC
Marineau, Léon	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	44		QC
Plourde, Mario	4, 5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	1 351		QC
Tardif, Jean-David	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	111		QC
Trudel, Thierry	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	13		QC
Cenovus Energy Inc.								
Deferred Share Units								
MacPhail, Keith A.J.	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 529	13.0735	AB
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	514	12.3800	AB
Options								
Walters, Sarah Jane	5	O	2020-01-06	D	59 - Exercice au comptant	(41 677)	9.4800	AB
Centerra Gold Inc.								
Actions ordinaires								
Desjardins, Daniel Richard	5	O	2020-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 245	10.1900	ON
Kwong, Dennis	5	O	2020-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 334	10.1900	ON
Millman, Darren	5	O	2020-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 503	10.1900	ON
Pearson, John William	5	O	2020-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	589	10.1900	ON
Perry, Scott Graeme	5	O	2020-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 392	10.1900	ON
Rehman, Yousef	5	O	2020-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 226	10.1900	ON
Ceres Global Ag Corp.								
Options								
Egbert, Kyle Dean	5	O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	(115 000)		ON
Cervus Equipment Corporation								
Actions ordinaires								
Johnston, Robert Scott	5	O	2019-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Actions ordinaires Deferred Shares								
Johnston, Robert Scott	5	O	2019-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
CES Energy Solutions Corp.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires								
Cosby, Stella	4	O	2020-01-15	D	46 - Contrepartie de services	3 005	2.3792	AB
Hooks, John Michael	4	O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 200)	2.2500	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 800)	2.0700	AB
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(66 100)	2.0700	AB
		O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	1.9700	AB
		O	2020-01-15	D	46 - Contrepartie de services	3 278	2.3792	AB
Zinger, Kenneth Earl	5	O	2020-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 535	1.9900	AB
Chinook Energy Inc.								
Options								
Dranchuk, Jason Brent	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(70 000)		AB
Halpen, Timothy	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(70 000)		AB
Lerner, Chad Tyler	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(70 000)		AB
Vrataric, Walter	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(70 000)		AB
Zacharias, Darrel Grant	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(70 000)		AB
CI Financial Corp.								
Actions ordinaires								
CI Financial Corp.	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	130 000	20.8261	ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(130 000)		ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	20.8159	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	120 000	20.9709	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(120 000)		ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	140 000	21.0035	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(140 000)		ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	101 000	21.9815	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(101 000)		ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	120 000	21.9635	ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(120 000)		ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	189 500	21.6030	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(189 500)		ON
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	160 000	21.6011	ON
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	(160 000)		ON
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	120 000	21.5837	ON
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	(120 000)		ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	130 000	21.6805	ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	(130 000)		ON
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	120 000	21.8990	ON
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	(120 000)		ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	120 000	21.8323	ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	(120 000)		ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	157 900	21.6498	ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	(157 900)		ON
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	170 000	21.7250	ON
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	(170 000)		ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	156 500	21.8571	ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	(156 500)		ON
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	21.7958	ON
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		ON
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	68 300	21.9238	ON
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	(68 300)		ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	99 900	21.8725	ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	(99 900)		ON
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	120 000	21.7416	ON
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	(120 000)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	150 000	21.7074	ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(150 000)		ON
Deferred Share Unit								
Butt, William Emerson	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 600	21.8800	ON
Cineplex Inc.								
Deferred Share Units								
Banks, Jordan	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 125		ON
		O	2020-01-15	D	99 - Correction d'information	(19)		ON
Bruce, Robert W.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 575		ON
		O	2020-01-15	D	99 - Correction d'information	(40)		ON
Dea, Joan	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 316		ON
		O	2020-01-15	D	99 - Correction d'information	(30)		ON
Fitzgerald, Anne Tunstall	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	623		ON
Fukakusa, Janice Rose	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	606		ON
Greenberg, Ian	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 068		ON
		O	2020-01-15	D	99 - Correction d'information	(35)		ON
Hayes, Donna Marie	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	580		ON
Jacob, Ellis	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 892		ON
Marwah, Sarabjit	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 798		ON
		O	2020-01-15	D	99 - Correction d'information	(40)		ON
McGrath, Daniel F.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	614		ON
Mohamed, Nadir	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	559		ON
		O	2020-01-15	D	99 - Correction d'information	(1)		ON
Nelson, Gordon	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 279		ON
Sonshine, Edward	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 786		ON
		O	2020-01-15	D	99 - Correction d'information	(40)		ON
Stanghieri, Fabrizio	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	61		ON
Performance Share Units								
Bush, Cindy	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	185		ON
Campbell, Susan Linda Helen	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	341		ON
Fitzgerald, Anne Tunstall	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	513		ON
Jacob, Ellis	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 551		ON
Kennedy, Michael	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	753		ON
Mandel, Shawn	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	256		ON
McGrath, Daniel F.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 551		ON
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 815		ON
Nelson, Gordon	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 289		ON
Nonis, Paul	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	498		ON
Sautter, George	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	429		ON
Stanghieri, Fabrizio	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	492		ON
Restricted Share Units								
Bush, Cindy	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93		ON
Campbell, Susan Linda Helen	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	116		ON
Fitzgerald, Anne Tunstall	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	151		ON
Jacob, Ellis	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 533		ON
Kennedy, Michael	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	218		ON
Mandel, Shawn	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	228		ON
McGrath, Daniel F.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	511		ON
Nelson, Gordon	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	346		ON
Nonis, Paul	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	157		ON
Sautter, George	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	129		ON
Stanghieri, Fabrizio	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	157		ON
Clarke Inc.								
Actions ordinaires								
Armoyan, Sime	3							

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
G2S2 Capital Inc.	PI	O	2019-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	4 277 665		NS
Geosam Capital Inc.	3	O	2019-12-31	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(4 277 665)		NS
Rapps, Michael	4, 6	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	12.7100	NS
Cogeco Communications Inc.								
Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote								
Cogeco Communications Inc.	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	10 600	115.0276	QC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	115.3358	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	114.5206	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	114.9084	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	115.1133	QC
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	115.0182	QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	115.2831	QC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	8 400	116.3299	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	115.9465	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	115.7484	QC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	116.1847	QC
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	114.4099	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	7 000	113.7104	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	113.8068	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	114.7239	QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	114.0745	QC
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	113.2019	QC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	113.0672	QC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	113.2573	QC
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	112.8888	QC
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(107 400)		QC
Cogeco Inc								
Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote								
Cogeco Inc.	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.1700	QC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.1800	QC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.2200	QC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	300	103.2300	QC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	111	103.2400	QC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.6200	QC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.3600	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.5500	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	111	103.4100	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.5400	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.7200	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.7500	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.7600	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.7650	QC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.8100	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.1000	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.1400	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.1700	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	111	103.4000	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.5800	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.7900	QC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	104.5000	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.8400	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.1500	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.2400	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.2600	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	111	103.2700	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.2900	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.3400	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.3900	QC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.9900	QC
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.6800	QC
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	311	104.0000	QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.7400	QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.8500	QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.9200	QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	200	104.0100	QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.0200	QC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	11	104.4200	QC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.3600	QC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.8200	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	200	104.1700	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.2500	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.3400	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.4200	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	111	104.4500	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.5200	QC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.8100	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.0200	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	111	104.0400	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.0450	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.2500	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	104.3000	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.4000	QC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.8000	QC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.0600	QC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 611	103.7907	QC
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 511	102.3814	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	101.8800	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	111	101.9000	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.0000	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.0700	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.1900	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.3500	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.4200	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.4800	QC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.5000	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.1200	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.1400	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.5300	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.5800	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.6100	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	102.6900	QC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	11	102.9100	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	111	103.5400	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	103.8900	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.9200	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.9500	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	300	104.0000	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.2500	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.4700	QC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.5100	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.8900	QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.9800	QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.0300	QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.2400	QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	111	104.4300	QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.4900	QC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	104.5600	QC
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	11	104.0800	QC
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	200	104.1700	QC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	102.9300	QC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.1900	QC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	211	103.2200	QC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	103.3600	QC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	500	103.6400	QC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	8	103.2300	QC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	23	103.4400	QC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	58	103.6900	QC
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 711	103.1759	QC
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(17 176)		QC
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada								
Actions ordinaires								
Klein, Dorothea Gisela	5	O	2019-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2019-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Options								
Klein, Dorothea Gisela	5	O	2019-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Performance Share Units/Unités d'actions de performance								
Klein, Dorothea Gisela	5	O	2019-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée								
Actions ordinaires								
Exxon Mobil Corporation	3							
Roytor & Co.	PI	O	2020-01-07	I	38 - Rachat ou annulation	(108 545)	34.5200	AB
		O	2020-01-08	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	34.6600	AB
		O	2020-01-09	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	35.1400	AB
		O	2020-01-10	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	35.1100	AB
		O	2020-01-13	I	38 - Rachat ou annulation	(108 546)	35.0600	AB
Hughes, Denise Helen	5							
SunLife Savings Plan	PI	O	2019-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27	36.2446	AB
		O	2019-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	36.0349	AB
		O	2019-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	66	36.6273	AB
		O	2019-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	35.8729	AB
		O	2019-08-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29	34.1639	AB
		O	2019-08-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	35.6345	AB
		O	2019-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29	34.4452	AB
		O	2019-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	32.3696	AB
		O	2019-10-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	70	34.5155	AB
		O	2019-10-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	34.1904	AB
		O	2019-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	33.2241	AB
		O	2019-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	33.1526	AB
		O	2019-12-18	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(313)	33.3709	AB
		O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	33.2676	AB
		O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	33.1124	AB
		O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1)	34.5000	AB
		O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43	34.1400	AB
		O	2020-01-07	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(10)	34.6900	AB
Imperial Oil Limited	1	O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	34.0220	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	108 551	34.1400	AB
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	(108 551)	34.1400	AB
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	47 413	34.1378	AB
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	(47 413)	34.1378	AB
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	108 550	34.0800	AB
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	(108 550)	34.0800	AB
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	650	34.5800	AB
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	(650)	34.5800	AB
Condor Petroleum Inc.								
Actions ordinaires								
Disbrow, Robert	3							
Registered Accounts	PI	O	2020-01-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	0.7000	AB
Constellation Software Inc.								
Actions ordinaires								
Anzarouth, Bernard	5							
Computershare Trust Company - RRSP	PI	O	2020-01-13	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	1367.0700	ON
Leonard, Mark Henri	4, 5							
Industrial Alliance	PI	O	2020-01-13	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(100)	1347.0000	ON
Converge Technology Solutions Corp.								
Actions ordinaires								
McMillan, Gordon	4, 3							
McMillan Family Foundation	PI	O	2019-12-31	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	400 000		ON
Copper North Mining Corp.								
Actions ordinaires								
Cumming, John Charles Richard	4	O	2020-01-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Corporation Aurifère Monarques								
Actions ordinaires								
Lacoste, Jean-Marc	4, 5	O	2020-01-15	D	51 - Exercice d'options	200 000	0.1300	QC
Séguin, Mathieu	5	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.2200	QC
Options								
Lacoste, Jean-Marc	4, 5	O	2020-01-15	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	0.1300	QC
Corporation Cameco								
Droits Restricted Share Units								
Breker, Jeremy Andrew	5	O	2019-12-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	14		SK
Corporation Fiera Capital (anciennement Fiera Sceptre Inc.)								
Deferred Share Units (DSUs)								
Shaw, David Robinson	4	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	765		QC
Performance Share Units								
Blandizzi, Sebastiano	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	586		QC
Bourdon, François	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	2 805		QC
Desjardins, Jean-Guy	4, 6, 5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	6 431		QC
DUHAMEL, VINCENT	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	19 334		QC
Ecclestone, Edward John	7	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	631		QC
Lemay, Jean-Philippe	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	2 370		QC
PAPAGEORGIOU, NICOLAS APOSTOLOS	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	1 179		QC
Valentini, John	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	2 087		QC
Restricted Share Units								
Lemay, Jean-Philippe	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	2 081		QC
Pontillo, Luca Emilio	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	2 909		QC
Restricted Share Units (CASH)								
Bourdon, François	5	O	2020-01-08	D	35 - Dividende en actions	1 511		QC
		O	2020-01-15	D	59 - Exercice au comptant	(3 584)	11.7100	QC
Corporation TC Énergie								
Actions ordinaires								
Tarvydas, Robert	7							

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Trustee of TC Energy's Employee Savings Plan	PI	O	2020-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Corus Entertainment Inc.								
Actions sans droit de vote Class B								
Corus Entertainment Inc.	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.7310	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.5759	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.4940	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.5010	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.6073	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(250 000)		ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.5709	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.4836	ON
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.5373	ON
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.5409	ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.3750	ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	(250 000)		ON
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.5513	ON
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.6068	ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.5046	ON
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.4631	ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.4904	ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		ON
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.4325	ON
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.3614	ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.3403	ON
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.4322	ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	5.3545	ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(250 000)		ON
Crescent Point Energy Corp.								
Performance Share Units								
Borggard, Bradley Harlan	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	121 087		AB
Bryksa, Craig Stephen	4, 5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	288 303		AB
Eade, Mark Gordon	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	106 672		AB
Gritzfeldt, Ryan Chad Raymond	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	132 619		AB
Holt, William Garret	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 906		AB
LAMONT, KENNETH	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	138 385		AB
Crescita Therapeutics Inc.								
Actions ordinaires								
Crescita Therapeutics Inc.	1	O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	6 047	0.8900	ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	0.8900	ON
		O	2020-01-03	D	38 - Rachat ou annulation	(9 547)	0.8900	ON
Crown Capital Partners Inc.								
Actions ordinaires								
Oldfield, Timothy James	5	O	2020-01-07	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 887		AB
TFSA	PI	O	2015-11-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-01-07	I	57 - Exercice de droits de souscription	800		AB
Droits Director Deferred Share Units								
Roane, Glen Dawson	4	O	2020-01-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	734		AB
Droits Restricted Share Units								
Roane, Glen Dawson	4	O	2020-01-12	D	56 - Attribution de droits de souscription	105		AB
Dividend 15 Split Corp.								
Actions privilégiées								
Cruickshank, Peter F.	4, 5	O	2013-12-05	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	942		ON
		M	2013-12-05	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat,	1 650		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
					regroupement ou acquisition			
M. Cruickshank	PI	O	2013-12-05	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 834		ON
		M	2013-12-05	C	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 126		ON
Class A Shares								
Cruickshank, Peter F.	4, 5	O	2013-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	942		ON
		M	2013-12-05	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	942		ON
		M'	2013-12-05	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	1 650		ON
M. Cruickshank	PI	O	2013-12-05	C	38 - Rachat ou annulation	1 834		ON
		M	2013-12-05	C	38 - Rachat ou annulation	1 126		ON
East Coast Investment Grade Income Fund								
Parts								
Arrow Capital Management Inc.	7							
Arrow Global Advantage Alternative Class	PI	O	2020-01-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	9.0000	ON
		O	2020-01-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	9.0000	ON
Arrow Global Growth Fund	PI	O	2020-01-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	9.0000	ON
		O	2020-01-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	9.0000	ON
EcoSynthetix Inc.								
Actions ordinaires								
Allen, Susan Lynn	4	O	2018-05-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	2.6500	ON
		O	2020-01-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	2.6500	ON
		O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 100	2.6500	ON
De Jong, Ralph Lewis	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 952		ON
Haire, Robert Martin	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	14 286		ON
MacDonald, Jeffrey Douglas	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	25 000		ON
VanEgdom, Edward (Ted)	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 619		ON
Droits RSU								
De Jong, Ralph Lewis	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 952)		ON
Haire, Robert Martin	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(14 286)		ON
MacDonald, Jeffrey Douglas	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(25 000)		ON
VanEgdom, Edward (Ted)	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 619)		ON
Options								
De Jong, Ralph Lewis	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(8 218)		ON
Haire, Robert Martin	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(29 703)		ON
MacDonald, Jeffrey Douglas	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(51 980)		ON
VanEgdom, Edward (Ted)	5	O	2020-01-09	D	52 - Expiration d'options	(26 238)		ON
E-L Financial Corporation Limited								
Actions ordinaires								
Jackman, Duncan Newton Rowell	4, 5	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	815.0000	ON
Emera Incorporated								
Actions ordinaires								
Hanf, Robert John Scott	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	11 400	46.1900	NS
		O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	8 850	45.1600	NS
		O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 250)	56.1620	NS
Options								
Hanf, Robert John Scott	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(11 400)	46.1900	NS
		O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(8 850)	45.1600	NS
Emerald Health Therapeutics, Inc.								
Actions ordinaires								
Bandali, Riaz	5	O	2019-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	0.2900	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Bons de souscription								
Bandali, Riaz	5	O	2019-07-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2019-12-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	50 000	0.3850	BC
Droits Restricted Share Units								
Hepburn, Jennifer	5	O	2019-10-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Options								
Hepburn, Jennifer	5	O	2019-10-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Emerald Health Therapeutics, Inc. (formerly T-Bird Pharma Inc.)								
Actions ordinaires								
Hepburn, Jennifer	5	O	2019-10-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		M	2019-10-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Endeavour Silver Corp.								
Actions ordinaires								
Walton, Godfrey John	4	O	2020-01-07	D	51 - Exercice d'options	6 000	2.6500	BC
		O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	3.1100	BC
Options								
Walton, Godfrey John	4	O	2020-01-07	D	51 - Exercice d'options	(6 000)	2.6500	BC
Enerflex Ltd.								
Actions ordinaires								
Bishnoi, Sanjay	5							
ESPP	PI	O	2019-09-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-01-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	39		AB
Martinez, Patricia	5							
ESPP	PI	O	2020-01-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 065		AB
Paravi, Anna	7							
ESPP	PI	O	2020-01-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	666		AB
Rossiter, Marc Edward	5							
ESPP	PI	O	2020-01-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	428		AB
Stewart, Gregory Dean	5							
ESPP	PI	O	2020-01-08	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	460		AB
Droits Deferred Share Units (cash settled)								
Boswell, Robert Stephen	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	547		AB
Cormier Jackson, Maureen Ellen	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	518		AB
Dunn, William Byron	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 277		AB
Marshall, H. Stanley	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 289		AB
Martinez, Patricia	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 416		AB
Pyle, Phillip	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	601		AB
Reinhart, Kevin Jerome	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	553		AB
Rossiter, Marc Edward	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	523		AB
Savidant, Stephen James	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 831		AB
Stewart, Gregory Dean	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	863		AB
Villegas, Juan Carlos	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9		AB
Weill, Michael	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 209		AB
WESLEY, HELEN JUNE	4	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 670		AB
Droits Performance Share Units								
Jack, Andrew	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	515		AB
Martinez, Patricia	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 878		AB
Pyle, Phillip	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	753		AB
Rossiter, Marc Edward	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 689		AB
Stewart, Gregory Dean	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 492		AB
Droits Restricted Share Units								
Martinez, Patricia	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	851		AB
Enerplus Corporation								
Actions ordinaires								
SHEETS, JEFFREY WAYNE	4	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 963	6.7565USD	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Enghouse Systems Limited								
Actions ordinaires								
Bryson, Douglas Craig	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	30 000	24.2350	ON
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	51.9400	ON
Demirian, Eric	4	O	2018-12-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	13 000		ON
		O	2020-01-07	D	51 - Exercice d'options	20 000	17.2250	ON
		O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	52.0360	ON
		O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 000)	51.2420	ON
Demicap Inc	PI	O	2018-12-20	I	37 - Division ou regroupement d'actions	8 000		ON
Sadler, Stephen	4, 5, 3							
2717065 Ontario Inc	PI	O	2020-01-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 400)	50.9500	ON
		O	2020-01-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(51 000)	50.9800	ON
		O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 300)	52.3500	ON
		O	2020-01-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	52.3500	ON
Stoyan, Paul James	4	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	50.5000	ON
		O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	51.8000	ON
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	51.6000	ON
		O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 500)	52.0000	ON
Options Employee Stock Option								
Bryson, Douglas Craig	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	24.2350	ON
Demirian, Eric	4	O	2018-12-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000	17.2250	ON
		O	2018-12-20	D	37 - Division ou regroupement d'actions	10 000	24.2350	ON
		O	2020-01-07	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	17.2250	ON
Equitable Group Inc.								
Actions ordinaires								
Braude, Aviva	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	173		ON
Charron, Timothy Paul	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	113		ON
Dickinson, Daniel Lee	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	105		ON
Farella, Isabelle	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	44		ON
Kukulowicz, Kimberly	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135		ON
Leland, Brian	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	57		ON
Lorimer, Darren	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149		ON
Mignardi, Michael Paul	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	128		ON
Moor, Andrew	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	128		ON
Poddar, Mahima	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	98		ON
Simoes, Joao Da Costa	5	O	2019-10-07	D	97 - Autre	(2 386)		ON
		M	2019-10-07	D	97 - Autre	(1 499)		ON
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	132		ON
Sperling, Jody Lynn	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	122		ON
Tratch, Ronald Walter	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		ON
Wilson, Timothy James	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	135		ON
Droits Deferred Share Units								
Beutel, Eric Marshall	4, 6	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	800		ON
Ericksen, Susan	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	426		ON
Kapoor, Kishore	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	174		ON
LeGresley, David Malcolm Balfour	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	621		ON
Saunders, Rowan	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	485		ON
Stramaglia, Michael	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	161		ON
Essential Energy Services Ltd.								
Options								
Amundson, Garnet K.	4, 5	O	2020-01-14	D	52 - Expiration d'options	(80 000)		AB
		M	2020-01-14	D	52 - Expiration d'options	(80 000)	1.4600	AB
Heck, Eldon	5	O	2020-01-14	D	52 - Expiration d'options	(55 000)	1.4600	AB
NEWMAN, JEFFREY BURT	5	O	2020-01-14	D	52 - Expiration d'options	(55 000)	1.4600	AB
PERASALO, KAREN DENISE	5	O	2020-01-14	D	52 - Expiration d'options	(55 000)	1.4600	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Exploration Azimut inc.								
Options								
Landry, Mathieu	5	O	2019-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-19	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.5000	QC
Exploration Fieldex inc.								
Actions ordinaires								
Vézina, Pierre	4	O	2020-01-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Bons de souscription								
Vézina, Pierre	4	O	2020-01-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Options								
Vézina, Pierre	4	O	2020-01-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Exploration Puma Inc.								
Actions ordinaires								
Robillard, Marcel	4, 5	O	2020-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.1300	QC
Fairfax Financial Holdings Limited								
Actions à droit de vote subalterne								
Watsa, V. Prem	4, 6, 5, 3	O	2018-01-02	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(43 600)		ON
11779745 Canada Ltd.	PI	O	2002-10-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-02	I	90 - Changements relatifs à la propriété	173 335		ON
		O	2020-01-02	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(173 335)		ON
The One One Zero Nine Holdco Limited	PI	O	2018-01-02	I	90 - Changements relatifs à la propriété	43 600		ON
		O	2020-01-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(173 335)		ON
The Second 1109 Holdco Ltd.	PI	O	2002-10-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	173 335		ON
		O	2020-01-02	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(173 335)		ON
The Second 810 Holdco Ltd.	PI	O	2002-10-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-02	I	90 - Changements relatifs à la propriété	173 335		ON
Fiducie Immeuble Firm Capital								
Parts								
Poklar, Sandy Ivan	4, 5	O	2020-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	6.7500	ON
2332384 Ontario Inc	PI	O	2020-01-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	145	6.7500	ON
RRSP	PI	O	2020-01-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	365	6.7500	ON
Findev Inc. (formerly, TransGaming Inc.)								
Actions ordinaires catégorie A								
Heller, Anthony	4							
Helmsbridge Holding Limited	PI	O	2020-01-08	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(862 000)		ON
Plazacorp Holdings Limited	PI	O	2016-09-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-08	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	862 000		ON
Finning International Inc.								
Actions ordinaires								
Amar, Juan Pablo	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 726	23.6100	BC
Cummings, David William	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 485	24.6300	BC
Damjanic Yutronic, Pedro Antonio	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 010	23.6100	BC
Guridi, Sebastian Tomas	5	O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	25.3900	BC
Firm Capital Mortgage Investment Corporation								
Actions ordinaires								
Fried, Joseph	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	45 000	11.7800	ON
Options								
Fried, Joseph	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(45 000)	11.7800	ON
First Capital Real Estate Investment Trust								
Reçus de versement								
Segal, Dori	4	O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	9.9000	ON
First Mining Gold Corp.								
Actions ordinaires								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Engquist, Kenneth	5	O	2020-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.2500	BC
FIRSTSERVICE CORPORATION								
Actions ordinaires								
Hennick, Jay Steward	4, 6, 5, 3							
The Jay and Barbara Hennick Family Foundation	PI	O	2019-12-20	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	4 095		ON
Flaherty & Crumrine Investment Grade Preferred Income Fund								
Parts de fiducie								
Kikuchi, Craig	4, 7, 5, 8							
Scotia RRSP	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	231	12.7100	ON
Fonds d'actifs réels mondiaux Middlefield								
Parts de fiducie								
Brasseur, Jeremy	6							
MFL Management Limited	PI	O	2019-11-26	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-01-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	9.6660	AB
Middlefield Global Real Asset Fund	1	O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	9.7624	AB
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	900	9.7100	AB
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	13 500	9.6501	AB
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	10 400	9.7288	AB
Fonds de placement immobilier BTB								
Parts de fiducie								
Perreault, Fernand	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	1 599	4.5868	QC
Consultants Fernand Perreault inc.	PI	O	2019-12-31	I	35 - Dividende en actions	2 842	4.5868	QC
Fonds de placement immobilier Cominar								
Parts au rendement								
Boutin, Marie-Andrée	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 347	14.1600	QC
Commisso, Osvaldo	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 090	14.1600	QC
Cossette, Sylvain	4, 5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 689	14.1600	QC
Dufour, Brigitte	5	O	2019-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	702	14.1600	QC
		O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 286	14.1600	QC
Kirk, Heather Catherine	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 343	14.1600	QC
Laramée, Jean	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 838	14.1600	QC
Pepin, Carl	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 286	14.1600	QC
Poliquin, Bernard	5	O	2019-11-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 241	14.1600	QC
		O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 347	14.1600	QC
Racine, Michael	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 880	14.1600	QC
Tronquoy, Antoine	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Parts de fiducie								
Pepin, Carl	5	O	2020-01-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 907	14.0300	QC
Tronquoy, Antoine	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
REER	PI	O	2020-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Parts différées								
Boutin, Marie-Andrée	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 331	14.1600	QC
Commisso, Osvaldo	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 107	14.1600	QC
Cossette, Sylvain	4, 5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 112	14.1600	QC
Dufour, Brigitte	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 693	14.1600	QC
Kirk, Heather Catherine	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 965	14.1600	QC
Laramée, Jean	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 522	14.1600	QC
Pepin, Carl	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 693	14.1600	QC
		O	2020-01-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 907)	14.0300	QC
Poliquin, Bernard	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 331	14.1600	QC
Racine, Michael	5	O	2020-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 999	14.1600	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Tronquoy, Antoine	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Fonds de placement immobilier Crombie								
Parts de fiducie Special Voting								
Empire Company Limited	3							
ECL Developments Limited	PI	O	2020-01-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14 526	15.7953	NS
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE RIDGEWOOD								
Parts								
Ridgewood Capital Asset Management	3							
Managed Accounts	PI	O	2020-01-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 666	16.5600	ON
		O	2020-01-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 333)	16.5600	ON
		O	2020-01-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 087	16.5600	ON
		O	2020-01-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 087)	16.5600	ON
		O	2020-01-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60	16.7000	ON
		O	2020-01-13	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60)	16.7000	ON
		O	2020-01-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	238	16.7000	ON
		O	2020-01-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(240)	16.7000	ON
		O	2020-01-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	751	16.5334	ON
		O	2020-01-14	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(251)	16.6000	ON
Fonds mondial de dividendes des secteurs de l'immobilier et du commerce électronique								
Parts de fiducie								
Global Real Estate & E-Commerce Dividend Fund	1	O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	11.0500	AB
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	700	11.1786	AB
Fortis Inc.								
Performance Share Units (ITC)								
Apsey, Linda	7	O	2019-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	739		NF
		O	2019-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 044		NF
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	983		NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 100		NF
Hinsley, Ronald	5	O	2019-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77		NF
		O	2019-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	108		NF
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	101		NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	113		NF
Holloway, Gretchen	7	O	2019-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	242		NF
		O	2019-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	346		NF
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	326		NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	366		NF
Jipping, Jon	7	O	2019-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	381		NF
		O	2019-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	535		NF
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	505		NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	564		NF
Restricted Share Units (ITC)								
Apsey, Linda	7	O	2019-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	370		NF
		O	2019-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	522		NF
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	491		NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	550		NF
		O	2020-01-14	D	59 - Exercice au comptant	(21 696)		NF
Hinsley, Ronald	5	O	2019-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	39		NF
		O	2019-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54		NF
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51		NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	56		NF
		O	2020-01-14	D	59 - Exercice au comptant	(2 271)		NF
Holloway, Gretchen	7	O	2019-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	121		NF
		O	2019-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	173		NF

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163		NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	183		NF
		O	2020-01-14	D	59 - Exercice au comptant	(6 808)		NF
Jipping, Jon	7	O	2019-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	191		NF
		O	2019-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	268		NF
		O	2019-09-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	252		NF
		O	2019-12-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	282		NF
		O	2020-01-14	D	59 - Exercice au comptant	(11 207)		NF
Freehold Royalties Ltd.								
Deferred Share Units								
BUGEAUD, GARY RONALD JOSEPH	4	O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	159	9.5100	AB
		O	2019-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	174	8.7700	AB
		O	2019-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	189	8.1200	AB
		O	2019-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	205	7.5500	AB
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	184	8.3800	AB
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	201	7.7600	AB
		O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	225	6.9900	AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	232	6.8400	AB
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	225	7.0900	AB
HARRISON, PETER T	4	O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	122	9.5100	AB
		O	2019-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133	8.7700	AB
		O	2019-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	145	8.1200	AB
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	141	8.3800	AB
		O	2019-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	157	7.5500	AB
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	154	7.7600	AB
		O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	172	6.9900	AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	177	6.8400	AB
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	173	7.0900	AB
Kay, J. Douglas	4	O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	130	9.5100	AB
		O	2019-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	142	8.7700	AB
		O	2019-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	155	8.1200	AB
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	151	8.3800	AB
		O	2019-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	168	7.5500	AB
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165	7.7600	AB
		O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	184	6.9900	AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	190	6.8400	AB
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	184	7.0900	AB
Korpach, Arthur Neil	4	O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	220	9.5100	AB
		O	2019-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	240	8.7700	AB
		O	2019-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	261	8.1200	AB
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	254	8.3800	AB
		O	2019-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	284	7.5500	AB
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	278	7.7600	AB
		O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	310	6.9900	AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	320	6.8400	AB
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	311	7.0900	AB
MacKenzie, Susan Mary	4	O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	178	9.5100	AB
		O	2019-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	194	8.7700	AB
		O	2019-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	211	8.1200	AB
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	205	8.3800	AB
		O	2019-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	230	7.5500	AB
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	225	7.7600	AB
		O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	251	6.9900	AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	259	6.8400	AB
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	251	7.0900	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Romanow, Marvin F.	4	O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	222	9.5100	AB
		O	2019-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	242	8.7700	AB
		O	2019-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	263	8.1200	AB
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	256	8.3800	AB
		O	2019-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	286	7.5500	AB
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	280	7.7600	AB
		O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	313	6.9900	AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	322	6.8400	AB
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	314	7.0900	AB
Walsh, Aidan Murphy	4	O	2019-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	198	9.5100	AB
		O	2019-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	215	8.7700	AB
		O	2019-06-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	234	8.1200	AB
		O	2019-07-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	228	8.3800	AB
		O	2019-08-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	255	7.5500	AB
		O	2019-09-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	249	7.7600	AB
		O	2019-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	279	6.9900	AB
		O	2019-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	287	6.8400	AB
		O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	279	7.0900	AB
Gabriel Resources Ltd.								
Options								
Segsworth, Walter Thomas	4	O	2020-01-09	D	50 - Attribution d'options	40 408	0.4900	BC
Gamesys Group plc (previously, JPJ Group plc)								
Options								
Bressler, Robert Jeffrey	5	O	2019-11-20	D	51 - Exercice d'options	(27 206)	2.4200GBP	ON
Ordinary Shares								
Bressler, Robert Jeffrey	5	O	2019-11-20	D	51 - Exercice d'options	27 206	2.4200GBP	ON
Genworth MI Canada Inc.								
Actions ordinaires								
Kubisheski, Mark	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1		ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	348		ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1		ON
Maguire, Elise	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	121		ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	689		ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 250		ON
Piroli, Robert John	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		ON
RRSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	57		ON
Spitali, Jim	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	229		ON
RRSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9		ON
Sweeney, Craig	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	173		ON
Williams, Aaron James Glyndwr	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	132		ON
Gestion Des Communications DATA Corp.								
Droits 2019								
Cochrane, Gregory James	4							
Jive.com	PI	O	2019-12-30	C	58 - Expiration de droits de souscription	(475 733)		ON
Murray, James John	4							
Commsite Realty Corp.	PI	O	2019-12-30	I	58 - Expiration de droits de souscription	(19 200)		ON
TFSA	PI	O	2019-12-30	I	58 - Expiration de droits de souscription	(50)		ON
Global Innovation Dividend Fund								
Parts de fiducie								
Global Innovation Dividend Fund	1	O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	10.5900	AB
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	10.8233	AB
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9400	AB
goeasy Ltd. (formerly, easyhome Ltd.)								
Actions ordinaires								
Appel, Jason	5	O	2020-01-10	D	35 - Dividende en actions	31	71.8400	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
M.Appel	PI	O	2020-01-10	I	35 - Dividende en actions	5	71.8400	ON
TFSA - J. Appel	PI	O	2020-01-10	I	35 - Dividende en actions	12	71.8400	ON
TFSA - M. Appel	PI	O	2020-01-10	I	35 - Dividende en actions	6	71.8400	ON
Ingram, David	4, 5							
Elliott Ingram	PI	O	2020-01-10	C	35 - Dividende en actions	4	71.8400	ON
Oliver Ingram	PI	O	2020-01-10	C	35 - Dividende en actions	4	71.8400	ON
Mullins, Jason	5	O	2020-01-10	D	35 - Dividende en actions	257	71.8400	ON
RRSP - J. Mullins	PI	O	2020-01-10	I	35 - Dividende en actions	40	71.8400	ON
TFSA - J. Mullins	PI	O	2020-01-10	I	35 - Dividende en actions	5	71.8400	ON
Deferred Share Unit Plan								
Appel, David Harry	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	276	71.8400	ON
Basian, Karen	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	96	71.8400	ON
Doniz, Susan	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	20	71.8400	ON
Ingram, David	4, 5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	200	71.8400	ON
Johnson, Donald Kenneth	4, 3	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	314	71.8400	ON
Morrison, Sean	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	39	71.8400	ON
Thomson, David J.	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	118	71.8400	ON
Restricted Share Unit								
Anzini, Sabrina	5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	29	71.8400	ON
Appel, Jason	5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	63	71.8400	ON
Cooper, David Thomas	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	29	71.8400	ON
Fiederer, Andrea	5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	105	71.8400	ON
Ingram, David	4, 5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	298	71.8400	ON
Khouri, Halim	5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	71.8400	ON
Mullins, Jason	5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	303	71.8400	ON
Pennell, Shane	5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	48	71.8400	ON
Poole, Steven Donald	5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	38	71.8400	ON
Gold Standard Ventures Corp.								
Actions ordinaires								
Awde, Jonathan Charles Timothy	4, 6, 5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	200 000	0.7700	BC
Threlkeld, William Earl II	4	O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 206)	0.7800USD	BC
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	75 000	0.7700	BC
Waldkirch, Michael	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.7700	BC
Options								
Awde, Jonathan Charles Timothy	4, 6, 5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	0.7700	BC
Threlkeld, William Earl II	4	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	0.7700	BC
Waldkirch, Michael	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	0.7700	BC
Golden Share Resources Corporation								
Actions ordinaires								
Zeng, Nick Nianqing	4, 5	O	2020-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1000	ON
Golden Star Resources Ltd.								
Actions ordinaires								
LA MANCHA HOLDING S.A.R.L.	3							
La Mancha Star Investments S.àr.l.	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	3.3621USD	ON
		O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 131	3.3634USD	ON
		O	2020-01-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 800	3.3120USD	ON
		O	2020-01-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	59 400	3.2392USD	ON
Goliath Resources Limited								
Actions ordinaires								
Rosmus, Roger	4, 5							
Aberdeen Gould Capital Markets Ltd.	PI	O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(448 600)		ON
Warren, Graham	5	O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(79 000)	0.0200	ON
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(56 000)	0.0200	ON
Great Canadian Gaming Corporation								
Actions ordinaires								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Great Canadian Gaming Corporation	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.0200	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.0400	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.0600	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.1200	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.1300	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.1350	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.1450	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.1500	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.1700	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.1800	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.1900	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.2000	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.2100	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.2300	BC
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	42.2400	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	900	41.3100	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.3300	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	600	41.3400	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.3600	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.3800	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.3900	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.4000	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.4100	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	41.4200	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	41.4300	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	41.4500	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.4700	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	900	41.4900	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	41.5000	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.5200	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	41.5300	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	41.5500	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	41.5600	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	500	41.5800	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	41.5900	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	41.6200	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.6300	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.6400	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	41.6500	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.6600	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	600	41.6800	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	41.6900	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	500	41.7100	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	139	41.7200	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	41.7300	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.7400	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	41.7500	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	41.7600	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	41.7800	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	41.7900	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	41.8000	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	41.8100	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	600	41.8300	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	500	41.8400	BC
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	600	41.8800	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	41.8900	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.6900	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.7000	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	300	41.7100	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	600	41.7300	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	800	41.7400	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	800	41.7500	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.7800	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.7900	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.8000	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.8200	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	41.8300	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	41.8400	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.8500	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.8800	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.8900	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	41.9000	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	400	41.9100	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	500	41.9200	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	900	41.9400	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	41.9500	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.9600	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	41.9800	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	17 800	42.0000	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.5700	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.5900	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.6000	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.6200	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.6300	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	42.6400	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.6500	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	42.6600	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.6700	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.6800	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.6900	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.7000	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7100	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	42.7300	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	42.7500	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.4600	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.5100	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.5300	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.5400	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.5500	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.5600	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	800	42.5700	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.5900	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.5950	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	42.6000	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.6100	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.6200	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.6300	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	42.6400	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.6500	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.6600	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.6700	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	800	42.6800	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.6900	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.7000	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.7200	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.7300	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7400	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7450	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.7500	BC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.5900	BC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.6200	BC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7100	BC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7500	BC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	78 706	42.7700	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.2700	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.2800	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.3100	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.3200	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.3400	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.3600	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.3800	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.4000	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	42.4900	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.6100	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	42.6500	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	42.6600	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	42.6800	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.6900	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	42.7000	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	6 900	42.7500	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	24 300	42.7500	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.7600	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.7700	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7800	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.7900	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.8000	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.8100	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.8200	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	42.8300	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.8400	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.8500	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	42.8600	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	42.8700	BC
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.8900	BC
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.8100	BC
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	43.0000	BC
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	194 000	43.2500	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.7600	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.7700	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.7800	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	800	42.7800	BC
		M	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	800	42.7900	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.8200	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.8400	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.8500	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	42.8600	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.8700	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	42.8800	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	42.8900	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.9000	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	42.9100	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	42.9200	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	42.9300	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	42.9400	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	42.9400	BC
		M	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	7 700	42.9500	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	6 700	42.9600	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.9650	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	42.9700	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	42.9800	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 839	42.9900	BC
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	13 200	43.0000	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.2400	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.2600	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.2800	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.3000	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.3100	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.3200	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	42.3300	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	42.3400	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	42.3500	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	42.3600	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.3700	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	42.3800	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	42.3900	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	42.4000	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.4100	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.4300	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.4400	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.4500	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	42.4700	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 139	42.4800	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	42.4900	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	42.5000	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	42.5100	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.5200	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	42.5300	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.5400	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	42.5500	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	42.5700	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	42.6000	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.6100	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.6200	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	42.6300	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.6500	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.6800	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.6900	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7300	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.7500	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.7600	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.7800	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	800	42.7900	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	500	42.8000	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.8400	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.9400	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.9600	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	42.9900	BC
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	43.0000	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.6000	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	42.6800	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.8600	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	42.8700	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	739	42.8800	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.8900	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.9000	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.9200	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 500	42.9300	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.9500	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	42.9600	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	42.9700	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.9800	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	42.9900	BC
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	42 800	43.0000	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	42.5500	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.5700	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	42.5900	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.6100	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.6200	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.6500	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.6900	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.7000	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.7300	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.7500	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	42.7800	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	42.7900	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.8000	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.8100	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.8300	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	42.8600	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	600	42.8700	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	42.9000	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	400	42.9100	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	42.9200	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.9400	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	42.9500	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	500	43.0000	BC
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	228 800	43.2500	BC
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	43.0000	BC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	42.9600	BC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	300	42.9900	BC
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	17 800	43.0000	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7300	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.7400	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	42.7500	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.7900	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	900	42.8000	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	42.8100	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	700	42.8500	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	800	42.9100	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	42.9300	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	42.9400	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	42.9800	BC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	8 700	43.0000	BC
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(924 962)		BC
Great-West Lifeco Inc.								
Deferred Share Units								
Bibeau, Marc A.	6	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	40	33.2600	MB
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40	33.2600	MB
Coutu, Marcel R.	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 752	33.2940	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 752	33.2938	MB
		M'	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 753	33.2938	MB
Desmarais, André	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 318	33.2840	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 318	33.2839	MB
Desmarais, Olivier	7	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 576	33.2950	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 576	33.2951	MB
Desmarais, Paul III	7	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	912	33.2900	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	912	33.2898	MB
Desmarais, Paul Jr.	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 686	33.2880	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 686	33.2885	MB
Doer, Gary Albert	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 197	33.2980	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 197	33.2985	MB
Généreux, Claude	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 682	33.2960	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 682	33.2961	MB
Jackson, John David Allan	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	917	33.2950	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	917	33.2949	MB
McArthur, Susan J.	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 157	33.2990	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 157	33.2986	MB
Orr, Robert Jeffrey	4, 6	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 495	33.2730	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 495	33.2732	MB
Plessis-Bélair, Michel	6	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	390	33.2600	MB
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	390	33.2600	MB
Ryan, Thomas Timothy, Jr.	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 704	33.2960	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 704	33.2956	MB
Szathmary, Emoke Jolan Erzsebet	6	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	460	33.2600	MB
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	460	33.2600	MB
Tretiak, Gregory Dennis	4, 6	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 499	33.2940	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 499	33.2939	MB
Vanaselja, Siim A.	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 681	33.2950	MB
		M	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 681	33.2952	MB
Group Forage Major Drilling Group International Inc.								
Actions ordinaires								
Graham, Benjamin Luke	5	O	2018-04-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3)	5.2500	NB
		O	2018-10-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4)	3.6500USD	NB
Veenman, Sybil Elsa	4	O	2019-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	5.5900	NB
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	5.6100	NB
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	5.6200	NB
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	5.7800	NB
		O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	5.6000	NB
Groupe Aecon Inc.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires								
Stein, Deborah Susan	4	O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.4900	ON
		O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	17.4800	ON
Groupe d'Alimentation MTY Inc.								
Actions ordinaires								
Lefebvre, Eric	4, 5	O	2020-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	800		QC
St-Onge, Renee	5	O	2019-11-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	52.5242	QC
		O	2019-11-18	D	35 - Dividende en actions	5	55.3646	QC
		O	2019-12-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	56.6014	QC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	55.6800	QC
GROUPE KDA INC.								
Actions ordinaires								
Bégin, Isabelle	4, 5, 3	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	300 000	0.1500	QC
Fernet, Patrick	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	300 000	0.1500	QC
Lemieux, Marc	4, 5, 3	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	300 000	0.1500	QC
Options								
Bégin, Isabelle	4, 5, 3	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(300 000)	0.1500	QC
Fernet, Patrick	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(300 000)	0.1500	QC
Lemieux, Marc	4, 5, 3	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(300 000)	0.1500	QC
Groupe SNC-Lavalin Inc.								
Actions ordinaires								
Vaillancourt, Stéphanie	5							
Employee Share Ownership Plan	PI	O	2020-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Restricted Share Units/Unités d'actions incessibles								
Vaillancourt, Stéphanie	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Unités de participation en actions/Performance Share Units								
Vaillancourt, Stéphanie	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Groupe TVA inc.								
Unité d'action différée								
Courtois, Marc Alain	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 681		QC
Croteau, Lise	6	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 292		QC
Dorion, Jacques	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 405		QC
Elgrably-Lévy, Nathalie	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	34 028		QC
LALANDE, Sylvie	4	O	2018-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 153		QC
		M	2018-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 153		QC
		M'	2018-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 296		QC
		O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 681		QC
Lavigne, A. Michel	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 681		QC
Léger, Jean-Marc	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	29 326		QC
Mongeau, Annick	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	33 183		QC
Paillé, Daniel	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 681		QC
Guyana Goldfields Inc.								
Droits Restricted Share Units								
Holloway, Perry Lee	5	O	2020-01-01	D	59 - Exercice au comptant	(29 915)		ON
H2O INNOVATION INC.								
Actions ordinaires								
BLANCHET, Marc	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 552	1.1100	QC
Clairet, Guillaume	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 874	1.1100	QC
Comeau, Robert	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 277	1.0900	QC
Cote, Pierre	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 938	1.0900	QC
Dugré, Frédéric	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 674	1.1100	QC
HENTHORNE, LISA	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 694	1.0900	QC
Vachon, René	4	O	2019-06-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 938	1.0900	QC
Hardwoods Distribution Inc.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires								
Hardwoods Distribution Inc.	1	O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	500	15.5260	BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(16 250)		BC
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	15.5471	BC
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	15.5887	BC
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	300	15.5700	BC
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	15.5708	BC
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	15.4300	BC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	15.5565	BC
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	15.5204	BC
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	15.5082	BC
HPQ-Silicon Resources Inc.								
Actions ordinaires								
Tourillon, Bernard J.	4, 5	O	2020-01-06	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(154 000)	0.0750	QC
3245004 Canada Inc.	PI	O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(166 000)	0.0750	QC
		O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(600)	0.0750	QC
REER	PI	O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	74 000	0.0750	QC
		O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	86 000	0.0750	QC
		O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	600	0.0750	QC
SELI	PI	O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	80 000	0.0750	QC
		O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	80 000	0.0750	QC
IAMGOLD Corporation								
Actions ordinaires								
Banducci, Carol	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14 908		ON
Imperial Metals Corporation								
Actions ordinaires								
Moeller, Larry G.	4	O	2020-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 630	1.7900	BC
Thompson, Randall	5	O	2020-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 634	1.6100	BC
Veitch, James Patrick	4	O	2020-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 630	1.7900	BC
YURKOWSKI, EDWARD ALFRED	4	O	2020-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 887	1.7900	BC
Bons de souscription								
Edwards, Norman Murray	3	O	2020-01-07	D	55 - Expiration de bons de souscription	(843 041)		BC
Options								
Thompson, Randall	5	O	2018-07-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Imperial Mining Group Ltd.								
Options								
Brunelle, Steven Samuel	4	O	2019-12-30	D	50 - Attribution d'options	250 000		QC
Inca One Gold Corp.								
Actions ordinaires								
HART, Kevin Ryan	5	O	2020-01-14	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 759 850)		BC
Michelle Hart	PI	O	2020-01-14	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(450 000)		BC
Bons de souscription								
HART, Kevin Ryan	5	O	2020-01-14	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(900 000)	1.0000	BC
Michelle Hart	PI	O	2020-01-14	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(450 000)	1.0000	BC
Innergex énergie renouvelable Inc.								
Actions ordinaires								
Grover, Peter	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	201	13.8300	QC
		M	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	201	13.7120	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	257	14.2780	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	252	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	237	15.9870	QC
Mercier, Monique	4							
REER	PI	O	2019-12-31	I	35 - Dividende en actions	93	13.7120	QC
		O	2019-12-31	I	35 - Dividende en actions	94	14.2780	QC
		O	2019-12-31	I	35 - Dividende en actions	92	14.5290	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-31	I	35 - Dividende en actions	86	15.9870	QC
Unités d'actions différées (UAD)/Deferred Shares Units (DSU)								
Baribeault, Yves	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	44	13.7120	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	44	14.2780	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	43	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	41	15.9870	QC
Francisci, Nathalie	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	73	13.7120	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	87	14.2780	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	97	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	102	15.9870	QC
Gagnon, Richard	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	73	13.7120	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	87	14.2780	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	97	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	102	15.9870	QC
Kennedy, Matthew Grant	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	20	13.7120	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	20	14.2780	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	19	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	18	15.9870	QC
McGuinty, Dalton	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	148	13.7120	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	163	14.2780	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	170	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	170	15.9870	QC
Mercier, Monique	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	162	13.7120	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	184	14.2780	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	198	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	202	15.9870	QC
Sananikone, Ouma	4	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	13	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	29	15.9870	QC
Théberge, Nathalie	5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	30	13.7120	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	30	14.2780	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	29	14.5290	QC
		O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	28	15.9870	QC
Intact Corporation financière								
Actions ordinaires								
Anderson, Kenneth	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	121	144.0300	ON
Beaulieu, Martin	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	437	144.0300	ON
Brindamour, Charles	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 434	144.0300	ON
Cote, Sonya	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	206	144.0300	ON
Cotnoir, Frédéric	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	574	144.0300	ON
Da Costa, Danny Bairrao	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	91	144.0300	ON
D'Annunzio, Joseph	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	330	144.0300	ON
Desautels, Jean-François	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	342	144.0300	ON
Federau, Monika	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	344	144.0300	ON
Fortin, Anne	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	268	144.0300	ON
Gagnon, Louis	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 608	144.0300	ON
Higgins, Natalie Marie	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	82	144.0300	ON
Lamy, Mathieu	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	607	144.0300	ON
Marcotte, Louis	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	557	144.0300	ON
Martel, Lucie	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	367	144.0300	ON
Morissette, Benoit	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	462	144.0300	ON
Muehlemann, Werner	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	340	144.0300	ON
Smith, Carla Anne	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	206	144.0300	ON
Tremblay, David	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	255	144.0300	ON
Tullis, Mark Alan	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	437	144.0300	ON
Stock Incentives								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Anderson, Kenneth	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(260)	144.0300	ON
Barbeau, Patrick	5	O	2020-01-09	D	59 - Exercice au comptant	(939)	144.0300	ON
Beaulieu, Martin	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(847)	144.0300	ON
Brindamour, Charles	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 512)	144.0300	ON
Cote, Sonya	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(400)	144.0300	ON
Cotnoir, Frédéric	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 113)	144.0300	ON
Coull-Cicchini, Debra Gail	5	O	2020-01-09	D	59 - Exercice au comptant	(824)	144.0300	ON
Currie, Luisa	5	O	2020-01-09	D	59 - Exercice au comptant	(222)	144.0300	ON
Da Costa, Danny Bairrao	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(196)	144.0300	ON
D'Annunzio, Joseph	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(711)	144.0300	ON
Desautels, Jean-François	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(732)	144.0300	ON
Federau, Monika	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(741)	144.0300	ON
Fortin, Anne	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(575)	144.0300	ON
Gagnon, Louis	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 127)	144.0300	ON
Godfrey, Darren Christopher	5	O	2020-01-09	D	59 - Exercice au comptant	(709)	144.0300	ON
Higgins, Natalie Marie	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(179)	144.0300	ON
Hirji, Karim	5	O	2020-01-09	D	59 - Exercice au comptant	(401)	144.0300	ON
Lamy, Mathieu	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 182)	144.0300	ON
Marcotte, Louis	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 080)	144.0300	ON
Martel, Lucie	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(786)	144.0300	ON
Morissette, Benoit	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(900)	144.0300	ON
Muehlemann, Werner	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(729)	144.0300	ON
Smith, Carla Anne	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(443)	144.0300	ON
Tremblay, David	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(546)	144.0300	ON
Tullis, Mark Alan	5	O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(437)	144.0300	ON
Weightman, Peter	5	O	2020-01-09	D	59 - Exercice au comptant	(983)	144.0300	ON
Intema Solutions Inc.								
Options								
Desjardins, Réal	4	O	2019-12-19	D	50 - Attribution d'options	400 000		QC
Wagen, Michael	4	O	2019-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	400 000	10.5000	QC
		O	2019-12-19	D	50 - Attribution d'options	400 000	10.5000	QC
Ivanhoe Mines Ltd.								
Actions ordinaires Class A								
Bianchini, Egizio	4, 5	O	2020-01-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	38 521		BC
Cloete, Martie	7, 5	O	2020-01-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 885		BC
Vincelli, Mary	5	O	2020-01-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 829		BC
Droits Restricted Share Units								
Bawlf, Martin Forrester	5	O	2020-01-12	D	59 - Exercice au comptant	(23 317)		BC
		O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	42 823		BC
Bianchini, Egizio	4, 5	O	2020-01-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(38 521)		BC
		O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	82 674		BC
Bos, Matthieu	7	O	2020-01-12	D	59 - Exercice au comptant	(21 705)		BC
		O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 862		BC
Cloete, Martie	7, 5	O	2020-01-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 885)		BC
		O	2020-01-12	D	59 - Exercice au comptant	(13 886)		BC
		O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 646		BC
Giardini, Tony Serafino	5	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	107 476		BC
Makhesha, Setha Patricia	7, 5	O	2020-01-12	D	59 - Exercice au comptant	(28 530)		BC
		O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	46 060		BC
Morley-Jepson, Warwick	5	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	44 644		BC
Vincelli, Mary	5	O	2020-01-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 829)		BC
		O	2020-01-12	D	59 - Exercice au comptant	(3 829)		BC
		O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 510		BC
Options								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Bawlf, Martin Forrester	5	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	414 987		BC
Bianchini, Egizio	4, 5	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	758 565		BC
Bos, Matthieu	7	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	579 346		BC
Cloete, Martie	7, 5	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	629 553		BC
Giardini, Tony Serafino	5	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	770 235		BC
Makhesha, Setha Patricia	7, 5	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	596 846		BC
Morley-Jepson, Warwick	5	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	322 098		BC
Vincelli, Mary	5	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	113 810		BC
Watum, Louis Kabamba	7, 5	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	365 910		BC
Jackpotjoy plc								
Ordinary Shares								
Bressler, Robert Jeffrey	5	O	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M'	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M"	2017-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Jaguar Mining Inc.								
Actions ordinaires								
2176423 Ontario Ltd.	3	O	2020-01-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	39 020 500	0.1800	ON
Sprott, Eric S.	3							
2176423 Ontario Ltd.	PI	O	2020-01-08	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	39 020 500	0.1800	ON
Tocqueville Asset Management, L.P.	3							
Tocqueville Gold Fund	PI	O	2020-01-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 450 000)	0.1600	ON
		O	2020-01-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	0.1500	ON
		O	2020-01-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(502 000)	0.2000	ON
		O	2020-01-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000 000)	0.1800	ON
Josemaria Resources Inc.								
Actions ordinaires								
Lorito Holdings S.à.r.l.	3	O	2020-01-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	104 000		BC
Zebra Holdings and Investments S.à.r.l.	3	O	2020-01-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	150 000		BC
Just Energy Group Inc.								
Droits Directors Compensation Plan								
HIGGINS, WALTER M.	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 841		ON
HOLLANDS, H. CLARK	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 431		ON
Ross, M. Dallas H.	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 841		ON
Weld, Bill	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 432		ON
Kelt Exploration Ltd.								
Actions ordinaires								
Wilson, David John	4, 5, 3							
710719 Alberta Inc.	PI	O	2020-01-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	55 000	4.6600	AB
		O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 000	4.6400	AB
David and Penny Wilson Family Foundation	PI	O	2020-01-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	4.3600	AB
Kinross Gold Corporation								
Actions ordinaires								
Elliott, Thomas Ballantyne	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 546	6.0100	ON
Etter, Gregory Van	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 299	4.6100USD	ON
Longenecker, Nathan M.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 700	6.0100	ON
Mittler, Andreas	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 984	4.6100USD	ON
Rollinson, Jonathon Paul	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 735	6.0100	ON
Schimper, Claude J.S.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 127	4.6100USD	ON
Sims, John Lewis	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 498	6.0100	ON
Sylvestre, Michel	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 472	6.0100	ON
van Akkooi, Michiel	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 298	6.0100	ON
Wiseman, Tara H.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 996	6.0100	ON
KLONDIKE GOLD CORP.								
Actions ordinaires								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Brunelle, Steven Samuel	4	O	2020-01-13	D	51 - Exercice d'options	150 000	0.2600	BC
		O	2020-01-13	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.1200	BC
Options								
Brunelle, Steven Samuel	4	O	2020-01-13	D	51 - Exercice d'options	150 000		BC
		M	2020-01-13	D	51 - Exercice d'options	(150 000)		BC
		O	2020-01-13	D	51 - Exercice d'options	(100 000)		BC
LA SOCIÉTÉ CALDWELL INTERNATIONALE								
Performance Stock Units								
Beck, Carl Christopher	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	369 844		ON
Wallace, John Newton	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	719 661		ON
La Societe Canadian Tire Limitee								
Actions sans droit de vote Class A								
Canadian Tire Corporation, Limited	1	O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	142.9669	ON
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
		O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	142.6558	ON
		O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
		O	2020-01-07	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	141.6028	ON
		O	2020-01-07	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
		O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	140.1110	ON
		O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	142.1330	ON
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
Le Fonds de dividendes du secteur des produits de consommation numériques								
Parts de fiducie								
Digital Consumer Dividend Fund	1	O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	600	9.8300	AB
		O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	9.9284	AB
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.0475	AB
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	10.1300	AB
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	10.2000	AB
Le Groupe Stars Inc.								
Actions ordinaires								
Kyle, Brian Scott	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 250	16.6643USD	ON
LEAGOLD MINING CORPORATION								
Actions ordinaires								
Lourens, Cornelius Jansen	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	200 000	2.1100	BC
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	3.2852	BC
Options								
Lourens, Cornelius Jansen	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(200 000)	2.1100	BC
Les Métaux Niobay inc. (anciennement MDN INC.)								
Actions ordinaires								
Savard, Serge	4							
REER Paulette Savard	PI	O	2020-01-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(92)	0.4050	QC
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.								
Actions ordinaires								
Gildan Activewear Inc.	1	O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	37.9159	QC
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	37.6700	QC
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	(358 654)		QC
Leucrotta Exploration Inc.								
Actions ordinaires								
Chicoine, Nolan Gregory	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	56 617	0.7683	AB
Disbrow, Robert	3							
Discretionary accounts	PI	O	2020-01-08	C	97 - Autre	(5 000)		AB
Sereda, Richard Douglas	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	59 351	0.7683	AB
Trudeau, Terry	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 585	0.7683	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Zakresky, Robert John	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 585	0.7683	AB
Life & Banc Split Corp.								
Class A Shares								
Kikuchi, Craig	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	212	7.7200	ON
Liminal BioSciences Inc. (auparavant Prometic Sciences de la Vie inc.)								
Actions ordinaires								
Harris, Gordon Frederick	7	O	2019-05-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.0525	QC
		O	2019-05-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	0.0550	QC
		O	2019-06-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	716 000	0.0152	QC
		O	2020-01-14	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(751 068)		QC
Droits (Expiry 4:00 p.m. EDT - June 14, 2019)								
Harris, Gordon Frederick	7	O	2016-08-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-05-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 800	0.0152	QC
		O	2019-06-14	D	57 - Exercice de droits de souscription	(35 800)	0.0152	QC
Lithium Americas Corp.								
Droits Deferred Share Units								
Chubbs, Fabiana Elizabeth	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 370		BC
Cohn, Gary Michael	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 923		BC
Gao, Yuan	4	O	2019-10-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 705		BC
Ireland, George R.	4, 6	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 339		BC
Kovavisarach, Chaiwat	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 903		BC
Wang, Xiaoshen	4	O	2020-01-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 903		BC
Madison Pacific Properties Inc.								
Actions sans droit de vote Class C								
Heung, Raymond	3							
YP Heung Foundation	PI	O	2020-01-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	3.1200	BC
Magna International Inc.								
Actions ordinaires								
Wilds, Eric Jon Wilds	5	O	2020-01-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Droits Deferred Share Units								
Harder, Vernon Peter Harder	4	O	2020-01-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Droits Restricted Stock Units (Cash)								
Wilds, Eric Jon Wilds	5	O	2020-01-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Options								
Wilds, Eric Jon Wilds	5	O	2020-01-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Mangazeya Mining Ltd.								
Actions ordinaires								
Yanchukov, Sergey	3							
Sezaria Ltd	PI	O	2020-01-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	63 000	0.0700	ON
		O	2020-01-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0650	ON
Maple Gold Mines Ltd.								
Actions ordinaires								
Charland, Sean	4	O	2019-12-23	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	156 250	0.0800	BC
MAV Beauty Brands Inc.								
Actions ordinaires								
MAV Beauty Brands Inc.	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	14 753	3.9080	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	8 400	3.9550	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	146	3.7158	ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(23 299)		ON
Mazarin Inc.								
Actions ordinaires								
MONETTE, SERGE	7							
RETROMOBILE INC	PI	O	2020-01-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0700	QC
		O	2020-01-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.0700	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
MBN Corporation								
Actions ordinaires Equity Shares								
MBN Corporation	1	O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	6.5169	AB
		O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 600)		AB
		O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.5000	AB
		O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		AB
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	600	6.5000	AB
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		AB
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	6.5000	AB
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 800)		AB
MCAN Mortgage Corporation								
Actions ordinaires								
Doré, Susan	4							
BMO InvestorLine	PI	O	2020-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 514	16.8800	ON
BMO InvestorLine (TFSA - Raymond Doré)	PI	O	2020-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	86	16.8800	ON
BMO InvestorLine (TFSA)	PI	O	2020-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	87	16.8800	ON
McIntosh, Loraine	4							
Canaccord Genuity (Self + Spouse)	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	16.8815	ON
Canaccord Genuity (Spouse + Self)	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	16.8815	ON
Canaccord Genuity (TFSA - Spouse)	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	22	16.8815	ON
Canaccord Genuity (TFSA)	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	64	16.8815	ON
Patel, Dipti	5							
Computershare (ESOP)	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	16.8815	ON
		O	2020-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27	17.1800	ON
Pinto, Sylvia	5							
Assante Capital Mgmt Ltd.	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	17.1300	ON
Assante Capital Mgmt Ltd. - TFSA - Roland Pinto	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	70	17.1300	ON
Assante Capital Mgmt Ltd. - TFSA - Sylvia Pinto	PI	O	2020-01-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	115	17.1300	ON
Computershare (ESOP)	PI	O	2019-10-11	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	15.9284	ON
		O	2019-10-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	36	16.1000	ON
		O	2019-11-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	16.7441	ON
		O	2019-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	17.1000	ON
		O	2019-12-12	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	16.8683	ON
Performance Deferred Share Units								
Pinto, Sylvia	5	O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	63	17.2147	ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	17.2147	ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	17.2147	ON
Performance Share Units								
Patel, Dipti	5	O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	76	17.2147	ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	17.2147	ON
		O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55	17.2147	ON
Restricted Share Units								
Patel, Dipti	5	O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	94	17.2147	ON
Pinto, Sylvia	5	O	2020-01-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43	17.2147	ON
Medical Facilities Corporation								
Débentures convertibles Convertible Debentures 5.90 Unsecured due December 31, 2019								
Medical Facilities Corporation	1	O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	($ 41 743 000.00)		ON
Deferred Share Units								
Day-Linton, Marilynne	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 705		ON
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 405		ON
Dineley, Stephen F.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 678		ON
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 189		ON
Enright, Erin Suzanne	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	875		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 782		ON
Lawr, Dale M.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 809		ON
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 746		ON
Lozon, Jeffrey Clifford	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 956		ON
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 448		ON
Shahim, Reza	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 887		ON
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 219		ON
Performance Share Unit								
Horrar, Robert Oreon	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 713		ON
Rolfe, James Davis	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 475		ON
Restricted Share Units								
Horrar, Robert Oreon	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51		ON
Rolfe, James Davis	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 445		ON
Methanex Corporation								
Actions ordinaires								
M&G Investment Management Limited	3							
LF Access Global Dividend Fund	PI	O	2020-01-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	44 690	37.6140USD	BC
		O	2020-01-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 241	37.9731USD	BC
M&G (Lux) Investment Funds 1	PI	O	2020-01-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31 270	37.6140USD	BC
		O	2020-01-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 668	37.9731USD	BC
Droits Deferred Share Units								
Arnell, Douglas James	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	340		BC
Bertram, James Vance	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	90		BC
Cameron, Ian Peter	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 593		BC
Howe, Maureen	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	78		BC
Rennie, Janice Gaye	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	439		BC
Warmbold, Benita Marie	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	249		BC
Droits Performance Share Units								
ABRARY, NOJAN	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	100		BC
Allard, Mark	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	138		BC
Bain, Colin	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46		BC
Bell, Colin	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28		BC
Boon, Sarah	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	67		BC
Boyd, Bradley	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	380		BC
Cameron, Ian Peter	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	827		BC
Chadee, Rudinauth	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55		BC
Daoust, Paul	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	131		BC
Delbarre, Karine	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	93		BC
Floren, John	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 194		BC
Fuchslocher, Priscilla	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	39		BC
Henderson, Kevin	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	589		BC
Herz, Mike	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	595		BC
Hexter, Paul	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	107		BC
James, Vanessa	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	595		BC
LARRIVE, ALEJANDRO	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	110		BC
Parra, Gustavo	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	138		BC
Price, Kevin	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	131		BC
RICHARDSON, DEAN	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	127		BC
Shindy, Mohamed	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	145		BC
Sumner, Rich	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	160		BC
Wiggins, Wade	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	131		BC
Droits Restricted Share Units								
Cook, Phillip Henry	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165		BC
Kostelnik, Robert	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165		BC
WALKER, MARGARET REESE	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165		BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Middlefield Can-Global REIT Income Fund								
Parts de fiducie								
Middlefield Can-Global REIT Income Fund	1	O	2020-01-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.1000	AB
Milestone Pharmaceutiques Inc.								
Actions ordinaires								
Fonds de solidarité FTQ	3	O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	635	17.8100USD	QC
MINES ABCOURT INC.								
Actions ordinaires catégorie B								
MESTRALLET, FRANCOIS JOSEPH PIERRE MARIE	4, 3							
SARL MF	PI	M'	2020-01-15	I	37 - Division ou regroupement d'actions	5 427 000		QC
SARL NOVA	PI	O	2015-08-31	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.0300	QC
		M	2020-01-15	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(5 427 000)		QC
Mines Agnico Eagle Limitée								
Actions ordinaires								
Gosselin, Guy	5	O	2019-11-07	D	99 - Correction d'information	54 335		ON
		M	2019-11-07	D	99 - Correction d'information	585		ON
MINES D'OR ET DE CUIVRE NEWBASKA LTÉE								
Billets à ordre								
Turgeon, Robert	4, 5	O	2020-01-13	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	$ 2 500.00		QC
Miniere Osisko Inc.								
Actions ordinaires								
Njegovan, Donald Robert	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	200 000	1.0800	ON
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	3.8000	ON
Options								
Njegovan, Donald Robert	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	200 000		ON
MINT Income Fund								
Parts de fiducie								
MINT Income Fund	1	O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	800	6.2538	AB
Orrico, Dean	6	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 845		AB
ITF Jacob and Joshua Orrico	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	408		AB
RRSP	PI	O	2019-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 338		AB
Minto Apartment Real Estate Investment Trust								
Deferred Units								
Baron, Paul	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	108		ON
Greenberg, Roger	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85		ON
Kimberley, Allan Scott	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	107		ON
Kirk, Heather Catherine	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	96		ON
Morin, Julie	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	108		ON
Moss, Jacqueline Crysler	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	95		ON
Nyilassy, Simon	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	111		ON
Orsino, Philip	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	64		ON
Tovey, Martin	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	108		ON
Van Noten, George Edward	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	72		ON
Waters, Michael Ramage	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	288		ON
MONETA PORCUPINE MINES INC.								
Actions ordinaires								
Vejvoda, Josef	4							
K2 & Associates	PI	O	2020-01-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80 000	0.1300	ON
		O	2020-01-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	66 500	0.1300	ON
		O	2020-01-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	49 509	0.1320	ON
		O	2020-01-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	39 000	0.1340	ON
		O	2020-01-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	87 500	0.1330	ON
		O	2020-01-10	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 400	0.1320	ON
Morguard Corporation								
Actions ordinaires								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Morguard Corporation	1	O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	9 000	199.5000	ON
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	(9 000)		ON
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	87	200.0000	ON
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	(87)		ON
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	13 413	199.0000	ON
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	(13 413)		ON
Murchison Minerals Ltd.								
Actions ordinaires								
Cudney, Robert Douglas	3							
Northfield Capital Corporation	PI	O	2020-01-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	0.1681	ON
		O	2020-01-07	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.1559	ON
Neptune Solutions Bien-Être Inc. (anciennement Neptune Technologies & Bioressources Inc.)								
Actions ordinaires								
Cammarata, Michael Taylor	4	O	2019-10-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	150 617	4.4300	QC
		M	2019-10-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	150 617	3.3600USD	QC
		O	2019-11-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 872		QC
		M	2019-11-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 872	4.4300USD	QC
		M'	2019-11-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 872	2.9500USD	QC
		O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 872	4.4300USD	QC
		M	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 872	2.6600USD	QC
		O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 872	4.4300USD	QC
		M	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 872	2.5700USD	QC
Restricted Share Units								
Cammarata, Michael Taylor	4	O	2019-10-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(150 617)	4.4300USD	QC
		M	2019-10-23	D	57 - Exercice de droits de souscription	(150 617)	3.3600USD	QC
		O	2019-10-23	D	59 - Exercice au comptant	(82 717)	4.4300	QC
		M	2019-10-23	D	97 - Autre	(82 717)		QC
		M'	2019-10-23	D	97 - Autre	(82 717)	4.4300USD	QC
		M"	2019-10-23	D	97 - Autre	(82 717)	3.3600USD	QC
		O	2019-11-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 872)		QC
		M	2019-11-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 872)	4.4300USD	QC
		M'	2019-11-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 872)	2.9500USD	QC
		O	2019-11-12	D	97 - Autre	(29 906)		QC
		M	2019-11-12	D	97 - Autre	(29 906)	4.4300	QC
		M'	2019-11-12	D	97 - Autre	(29 906)	2.9500USD	QC
		O	2019-12-19	D	97 - Autre	(29 906)	4.4300USD	QC
		M	2019-12-19	D	97 - Autre	(29 906)	2.6600USD	QC
		O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 872)	4.4300USD	QC
		M	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 872)	2.6600USD	QC
		O	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 872)	4.4300USD	QC
		M	2020-01-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 872)	2.5700USD	QC
		O	2020-01-09	D	97 - Autre	(29 906)	4.4300USD	QC
		M	2020-01-09	D	97 - Autre	(29 906)	2.5700USD	QC
Nevada Exploration Inc.								
Actions ordinaires								
Buskard, James Livingstone	5	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(80 000)	0.3700	BC
NFI Group Inc. (formerly New Flyer Industries Inc.)								
Actions ordinaires								
Gray, Adam L.	4							
Coliseum Capital Management, LLC	PI	O	2020-01-06	C	57 - Exercice de droits de souscription	2 188	26.6960	ON
Deferred Share Units								
Cochran, Phyllis Elaine	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	714		ON
Edwards, Larry Dean	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 477		ON
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 216		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Hoeg, Krystyna	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 413		ON
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 188		ON
Marinucci, Giovanni (John)	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 477		ON
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 216		ON
Tobin, Brian Vincent	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 782		ON
Winter, Katherine S.	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55		ON
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 216		ON
Restricted Share Units								
Cochran, Phyllis Elaine	4	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 216		ON
Gray, Adam L.	4	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 188	26.6960	ON
		O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 188)	26.6960	ON
Hoeg, Krystyna	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 014		ON
Nunes, Paulo Cezar	4	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 216		ON
Tobin, Brian Vincent	4	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 759		ON
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 945		ON
Noront Resources Ltd.								
Actions ordinaires								
Resource Capital Fund V L.P.	3	O	2020-01-10	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 598 991		ON
North American Construction Group Ltd.								
Actions ordinaires								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	10 000	2.7900	AB
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 982)	15.9212	AB
Options								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	2.7900	AB
Nutritional High International Inc.								
Actions ordinaires								
Presement, Brian	4	O	2020-01-13	D	35 - Dividende en actions	79 344	0.0450	ON
		O	2020-01-13	D	35 - Dividende en actions	32 079	0.0450	ON
Szweras, Adam Kelley	4, 5	O	2020-01-13	D	35 - Dividende en actions	25 664	0.0450	ON
		O	2020-01-13	D	35 - Dividende en actions	198 359	0.0450	ON
NUVISTA ENERGY LTD.								
Actions ordinaires								
Andreachuk, Ross Lloyd	5	O	2019-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 336	2.8300	AB
Asman, Kevin Garth	5	O	2019-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 871	2.8300	AB
GMT Capital Corp	3							
Bay II Resource Partners, L.P.	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	121 800	2.4400USD	AB
Bay Resource Partners Offshore Master Fund L.P.	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	188 600	2.4400USD	AB
Bay Resource Partners, L.P.	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	192 100	2.4400USD	AB
Thomas Claugus	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 400	2.4400USD	AB
Lawford, Michael	5	O	2019-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 785	2.8100	AB
LeGrow, Christopher Mark Alessandro	5	O	2019-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 238	2.4200	AB
Paulgaard, Ryan Daniel	5	O	2019-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 470	2.6900	AB
Truba, Joshua Thomas	5	O	2019-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 059	2.8300	AB
Wright, Jonathan Andrew	5	O	2019-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 150	2.8300	AB
Oncolytics Biotech Inc.								
Actions ordinaires								
Brown, Deborah	4	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 000)	4.7854	AB
Seizinger, Bernd Robert	4	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 413		AB
Droits Restricted Share Units								
Kruimer, Leonard	4	O	2019-10-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	789		AB
ONEX CORPORATION								
Actions à droit de vote subalterne								
Heersink, Ewout R.	4, 5							
Ewout and Lynn Heersink Family Foundation	PI	O	2020-01-09	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(2 309)	86.8000	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Kovensky, Stuart Richard	7	O	2019-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	67.2379USD	ON
Orca Gold Inc.								
Actions ordinaires								
Beaty, Ross J.	3	O	2020-01-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 836 500	0.3010	BC
Orsu Metals Corporation								
Actions ordinaires								
Corra, Mark	4	O	2020-01-07	D	46 - Contrepartie de services	36 758	0.2650	BC
Pakhomov, Vladimir	4	O	2020-01-07	D	46 - Contrepartie de services	73 516	0.2650	BC
Rhodes, David John	4	O	2020-01-07	D	46 - Contrepartie de services	73 516	0.2650	BC
Endeavour Financial AG	PI	O	2020-01-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.2600	BC
		O	2020-01-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.2600	BC
		O	2020-01-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 000	0.2600	BC
		O	2020-01-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.2600	BC
		O	2020-01-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	47 000	0.2600	BC
		O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.2600	BC
		O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	0.2600	BC
		O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.2600	BC
		O	2020-01-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.2600	BC
Tsesarenko, Denis	6	O	2020-01-07	D	46 - Contrepartie de services	147 033	0.2650	BC
Options								
Corra, Mark	4	O	2020-01-03	D	50 - Attribution d'options	40 000	0.2650	BC
Kurzin, Sergey Vladimirovich	5	O	2020-01-03	D	50 - Attribution d'options	165 000	0.2650	BC
Pakhomov, Vladimir	4	O	2020-01-03	D	50 - Attribution d'options	40 000	0.2650	BC
Rhodes, David John	4	O	2020-01-03	D	50 - Attribution d'options	40 000	0.2650	BC
Stefanovich, Sergei	4	O	2020-01-03	D	50 - Attribution d'options	165 000	0.2650	BC
Yakubchuk, Alexander Sergeevich	4, 5	O	2020-01-03	D	50 - Attribution d'options	85 000	0.2650	BC
Pan American Silver Corp.								
Actions ordinaires								
Paterson, Cameron	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	4 000	9.7600	BC
		O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	29.6120	BC
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	4 000	9.7600	BC
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	29.4263	BC
Options								
Paterson, Cameron	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	9.7600	BC
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(4 000)	9.7600	BC
Pan Orient Energy Corp.								
Actions ordinaires								
Pan Orient Energy Corp.	1	O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		AB
Park Lawn Corporation								
Restricted Share Units								
Gilbert, Linda	5	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 891		ON
Pembina Pipeline Corporation								
Actions ordinaires								
Andersen, Harold	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	7 943	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	7 943	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 886)	50.1033	AB
Burrows, J. Scott	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	5 740	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	5 740	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 224	41.5900	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 704)	50.9772	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	5 000	41.5000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	5 101	41.5000	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 101)	50.0348	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Dilger, Michael H.	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	55 215	33.8000	AB
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(55 215)	50.0404	AB
D'Orazio, Claudia	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	14 370	39.5300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 401	46.2700	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 401	45.4500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	15 240	41.2500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	12 130	33.8000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	6 065	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	6 065	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	5 031	42.9700	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	2 516	41.5900	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	2 515	45.6600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	2 801	41.5000	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(69 535)	50.0000	AB
Kohlsmith, Brad	5	O	2017-08-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 810	33.8000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	842	45.4500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	905	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	905	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	2 073	42.9700	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	2 221	41.5900	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 037	45.6600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 684	41.5000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	842	46.2700	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 319)	50.2323	AB
Scherman, Chris	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 810	33.8000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	905	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	947	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	2 073	42.9700	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 421	41.5900	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	1 684	41.5000	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 840)	50.2718	AB
Sprott, Jaret	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	12 700	41.2500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	6 385	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 085)	50.3082	AB
Taylor, Stuart	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	13 653	33.8000	AB
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	20 480	39.6300	AB
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	20 480	38.7600	AB
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	17 060	42.9700	AB
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	8 530	41.5900	AB
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(80 203)	50.0253	AB
Wiun, Jason Travis	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	7 000	41.2500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	4 257	33.8000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	5 385	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	6 385	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 027)	49.9964	AB
Options								
Andersen, Harold	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(7 943)	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(7 943)	38.7600	AB
Burrows, J. Scott	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(5 740)	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(5 740)	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 224)	41.5900	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	41.5000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(5 101)	41.5000	AB
Dilger, Michael H.	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(55 215)	33.8000	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
D'Orazio, Claudia	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(14 370)	39.5300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 401)	46.2700	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 401)	45.4500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(15 240)	41.2500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(12 130)	33.8000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(6 065)	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(6 065)	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(5 031)	42.9700	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(2 516)	41.5900	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(2 515)	45.6600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(2 801)	41.5000	AB
Kohlsmith, Brad	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 810)	33.8000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(842)	45.4500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(905)	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(905)	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(2 073)	42.9700	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(2 221)	41.5900	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 037)	45.6600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 684)	41.5000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(842)	46.2700	AB
Scherman, Chris	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 810)	33.8000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(905)	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(947)	38.7600	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(2 073)	42.9700	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 421)	41.5900	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(1 684)	41.5000	AB
Sprott, Jaret	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(12 700)	41.2500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(6 385)	39.6300	AB
Taylor, Stuart	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(13 653)	33.8000	AB
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(20 480)	39.6300	AB
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(20 480)	38.7600	AB
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(17 060)	42.9700	AB
		O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(8 530)	41.5900	AB
Wiun, Jason Travis	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(7 000)	41.2500	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(4 257)	33.8000	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(5 385)	39.6300	AB
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(6 385)	38.7600	AB
Peyto Exploration & Development Corp.								
Actions ordinaires								
Robinson, Scott	5	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	3.5400	AB
Rossall, John Williamson	4	O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 000	3.5300	AB
Pieridae Energy Limited								
Actions ordinaires								
Dargewitcz, Robert	5	O	2019-11-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2019-12-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 778	0.7200	AB
Tetreault, Myron Arthur	4, 5	O	2020-01-14	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(56 997)	0.7800	AB
RRSP in trust for Catherine Tetreault	PI	O	2020-01-14	C	90 - Changements relatifs à la propriété	56 997	0.7800	AB
Options								
Dargewitcz, Robert	5	O	2019-11-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2019-11-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
PIMCO Global Income Opportunities Fund								
Parts Class A								
Graham, Stuart Thomson	7							
RESP	PI	O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	10.6500	ON
Pinnacle Renewable Energy Inc.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires								
Prospect Co., Ltd.	3	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	110 000	10.2998	BC
		O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	110 000	10.4753	BC
Plaza Retail REIT								
Parts de fiducie								
Brewer, Earl	4, 5							
CIBC RESP #7	PI	O	2020-01-09	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 702)		NB
RESP #10	PI	O	2020-01-09	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(733)		NB
TD Waterhouse RESP #10	PI	O	2014-01-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
		O	2020-01-09	C	90 - Changements relatifs à la propriété	733		NB
TD Waterhouse RESP #7	PI	O	2014-01-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
		O	2020-01-09	C	90 - Changements relatifs à la propriété	1 702		NB
Plaza Retail REIT	1	O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	4.5800	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 400)		NB
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	4.5300	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 700)		NB
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.4000	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.5200	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	4.5900	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 100)		NB
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	4.6000	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)		NB
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	4.6000	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 800)		NB
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.5600	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	4.5300	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 700)		NB
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.5200	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.5400	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(4 900)		NB
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.5700	NB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	4.5700	NB
Polymet Mining Corp.								
RSU's								
Cherry, Jonathan	4	O	2020-01-06	D	46 - Contrepartie de services	3 257 375		BC
Hunter, Stephanie	5	O	2020-01-06	D	46 - Contrepartie de services	83 451		BC
Keenan, Patrick Francis	5	O	2020-01-06	D	46 - Contrepartie de services	2 108 333		BC
Moore, Bradley	5	O	2019-08-16	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	26 550		BC
		O	2020-01-06	D	46 - Contrepartie de services	1 083 128		BC
Vogt, Ryan	5	O	2020-01-06	D	46 - Contrepartie de services	709 707		BC
Premier Gold Mines Limited								
Actions ordinaires								
Downie, Ewan Stewart	4	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 500	1.7500	ON
		O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	1.6800	ON
Options								
Begeman, John A.	4	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
Chaboyer-Jean, Kerri	5	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
Downie, Ewan Stewart	4	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(225 000)		ON
Drake, Shaun Anthony	5	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(25 000)		ON
Filipovic, Steven John	5	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(125 000)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Gollat, Matthew	5	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
Lemasson, Claude	4	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
McGibbon, Stephen John	5	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(125 000)		ON
Seaman, John	4	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
Vitton, Michael Stephen	4	O	2020-01-15	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		ON
Produits Naturels Mondias Inc.								
Actions ordinaires								
Rancourt, André	4, 5, 3							
9206-8618 Quebec Inc.	PI	O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 500	0.1400	QC
		O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	77 000	0.1460	QC
		O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.1400	QC
Profound Medical Corp. (formerly Mira IV Acquisition Corp.)								
Actions ordinaires								
Davidson, Aaron	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(246 240)		ON
Dewan, Rashed Osman	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(157 500)		ON
Menawat, Dr., Arun	4, 5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(871 200)		ON
Singh, Guruprit Kour	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(112 500)		ON
Bons de souscription								
Davidson, Aaron	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(56 250)		ON
Dewan, Rashed Osman	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(67 500)		ON
Menawat, Dr., Arun	4, 5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(135 000)		ON
Singh, Guruprit Kour	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(45 000)		ON
Options								
Davidson, Aaron	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 800 000)		ON
Dewan, Rashed Osman	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(202 500)		ON
Ellacott, Brian	4	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(29 700)		ON
Galbraith, Kenneth Harry	4	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(44 550)		ON
Maxwell, Evelyn Linda	4	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(29 700)		ON
Menawat, Dr., Arun	4, 5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(4 288 751)		ON
Rosenthal, Arthur Lee	4	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(29 700)		ON
Singh, Guruprit Kour	5	O	2019-10-11	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(517 500)		ON
PYROGENÈSE CANADA INC.								
Actions ordinaires								
Carabin, Pierre	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	70 000	0.3000	QC
Radin, Robert Michael	4	O	2020-01-13	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.3000	QC
Options								
Carabin, Pierre	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(70 000)	0.3000	QC
		M	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(70 000)	0.3000	QC
Radin, Robert Michael	4	O	2020-01-13	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.3000	QC
Quebecor inc.								
Unité d'action différée								
Bélanger, Chantal	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 980		QC
BROSSEAU, ANDRE	4	O	2019-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 835		QC
Unités d'actions différées - dirigeants 2016								
Brosseau, Sylvain	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	32		QC
Lauzière, France	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	154		QC
Novak, Jean	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	60		QC
Pruneau, Jean-François	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	397		QC
Robitaille, Lyne	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	27		QC
Tremblay, Marc	7, 5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	277		QC
Tremblay, Martin	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	40		QC
Unités d'actions liées à la performance - dirigeants 2016								
Brosseau, Sylvain	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	36		QC
Lauzière, France	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	78		QC
Novak, Jean	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	74		QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Pruneau, Jean-François	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	242		QC
Robitaille, Lyne	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	33		QC
Tremblay, Marc	7, 5	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	229		QC
Tremblay, Martin	7	O	2019-12-31	D	35 - Dividende en actions	32		QC
REDEVANCES AURIFÈRES OSISKO LTÉE								
Actions ordinaires								
Singh, Sandeep	5	O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	11.9200	QC
Ressources Sirios Inc.								
Actions ordinaires								
Cloutier, Luc	4							
Celi	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 900	0.1600	QC
Doucet, Dominique	4, 5	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 500	0.1600	QC
Restaurant Brands International Inc.								
Actions ordinaires								
Schwan, Axel	5	O	2019-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Exchangeable Units of Restaurant Brands International LP								
Schwan, Axel	5	O	2019-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Options								
Schwan, Axel	5	O	2019-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Parts Restricted Shares								
Schwan, Axel	5	O	2019-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Restaurant Brands International Limited Partnership								
Parts Class B Exchangeable Limited Partnership								
Schwan, Axel	5	O	2019-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST								
Performance Equity Units								
Ballantyne, John	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 979		ON
Duncan, Andrew William	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 238		ON
Gitlin, Jonathan	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 257		ON
Ross, Jeffrey	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 979		ON
Sonshine, Edward	4, 5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 608		ON
Suess, Jennifer	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	502		ON
Tang, Qi	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 208		ON
REU for Senior Executives								
Ballantyne, John	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	620		ON
Duncan, Andrew William	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	390		ON
Gitlin, Jonathan	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	757		ON
Ross, Jeffrey	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	620		ON
Sonshine, Edward	4, 5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 790		ON
Suess, Jennifer	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	225		ON
Tang, Qi	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	549		ON
REUs for Employees								
Harrison, Oliver	7	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	745		ON
Jageshar, Bibi	8	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	60		ON
Kim, Rocky	7	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52		ON
Levy, Sandra Elizabeth	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	352		ON
Smith, Franca	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	407		ON
Sturm, Naftali	8	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	794		ON
Wong, Jason	7	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	356		ON
Rogers Communications Inc.								
Actions sans droit de vote Class B								
Rogers Communications Inc.	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	156 936	63.7202	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	158 677	63.0211	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	157 459	63.5084	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	156 730	63.8039	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	155 035	64.5013	ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	155 282	64.3988	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	158 149	63.2315	ON
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	158 619	63.0441	ON
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	157 334	63.5589	ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	156 968	63.7071	ON
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	156 208	64.0170	ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	156 829	63.7635	ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	158 903	62.9314	ON
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	154 918	64.5499	ON
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	154 110	64.8883	ON
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	154 303	64.8075	ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	41 728	64.7045	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(156 936)		ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(158 677)		ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(157 459)		ON
		O	2019-12-09	D	38 - Rachat ou annulation	(156 730)		ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(155 035)		ON
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	(155 282)		ON
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	(158 149)		ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	(158 619)		ON
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	(157 334)		ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	(156 968)		ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	(156 208)		ON
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	(156 829)		ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	(158 903)		ON
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	(154 918)		ON
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	(153 248)		ON
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	(154 110)		ON
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	(154 303)		ON
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(41 728)		ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	153 248	65.2535	ON
Rogers Sugar Inc.								
Actions ordinaires								
Rogers Sugar Inc	1	O	2020-01-08	D	38 - Rachat ou annulation	28 403	4.8051	BC
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	27 903	4.8030	BC
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	28 403	4.8032	BC
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	28 403	4.7970	BC
		O	2020-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	28 403	4.8186	BC
Saputo Inc.								
Unités UAD non convertibles/Unconvertible DSU								
Demone, Henry	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	807	40.2700	QC
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	205	40.0000	QC
Fata, Anthony M.	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 110	40.2700	QC
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	384	40.0000	QC
King, Anna Lisa	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 614	40.2700	QC
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	200	40.0000	QC
Kinsley, Karen	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	807	40.2700	QC
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	100	40.0000	QC
Meti, Antonio	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 956	40.2700	QC
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	428	40.0000	QC
NYISZTOR, Diane	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 614	40.2700	QC
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	85	40.0000	QC
Ruf, Franziska	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 614	40.2700	QC
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	85	40.0000	QC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Verschuren, Annette Marie	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	807	40.2700	QC
		O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	108	40.0000	QC
Secure Energy Services Inc.								
Droits de souscription Performance Unit Awards								
Mattinson, David William	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	5.0100	AB
Droits Performance Unit Awards								
Amirault, Rene	4, 5, 3	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 000	5.0100	AB
McGurk, Brian Kenneth Stanley	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	5.0100	AB
WADSWORTH, GEORGE	7	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	5.0100	AB
Droits PSU								
Higham, Corey Ray	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	5.0100	AB
Parts Performance Share Unit								
Engel, David Glenn	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	5.0100	AB
Gransch, Allen Peter	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	75 000	5.0100	AB
Parts Performance Share Units								
Magus, Chad William	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	5.0100	AB
Mikuska, Michael Francis Guy	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	5.0100	AB
Parts PSUs								
Callihoo, Michael Wayne	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 280	5.0100	AB
Parts Restricted Share Units								
Amirault, Rene	4, 5, 3	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	50 000	5.0100	AB
Engel, David Glenn	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	5.0100	AB
Gransch, Allen Peter	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 500	5.0100	AB
Magus, Chad William	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	5.0100	AB
McGurk, Brian Kenneth Stanley	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	5.0100	AB
WADSWORTH, GEORGE	7	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	5.0100	AB
Parts RSU								
Higham, Corey Ray	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	5.0100	AB
Parts RSUs								
Callihoo, Michael Wayne	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 280	5.0100	AB
Mikuska, Michael Francis Guy	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	5.0100	AB
Restricted Share Units (RSU)								
Mattinson, David William	5	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 000	5.0100	AB
Senvest Capital Inc.								
Actions ordinaires								
Malikotsis, George	5	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	176.7000	QC
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	181.5100	QC
		O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	183.0000	QC
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	181.5100	QC
ShawCor Ltee								
Employee Share Unit								
Smith, Geoffrey William	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Shopify Inc.								
Actions à droit de vote multiple Class B Multiple Voting Shares								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	893	6.2200USD	ON
		O	2020-01-09	D	36 - Conversion ou échange	(893)		ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	1 000	5.1700USD	ON
		O	2020-01-06	D	36 - Conversion ou échange	(1 000)		ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	2 916	6.2200USD	ON
		O	2020-01-09	D	36 - Conversion ou échange	(2 916)		ON
Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2020-01-07	D	51 - Exercice d'options	2 000	22.4400USD	ON
		O	2020-01-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 000)	415.0182USD	ON
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	2 000	22.4400USD	ON
		O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 000)	430.1170USD	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-01-09	D	36 - Conversion ou échange	893		ON
		O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(893)	423.5121USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-01-06	D	36 - Conversion ou échange	1 000		ON
		O	2020-01-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 000)	397.9200USD	ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5							
7910240 Canada Inc.	PI	O	2020-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 110)	409.5143USD	ON
		O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 890)		ON
		O	2020-01-13	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(4 000)	441.8115USD	ON
Opinicon Inc.	PI	O	2020-01-06	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 890		ON
		O	2020-01-06	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 890)	409.5143USD	ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-01-09	D	36 - Conversion ou échange	2 916		ON
		O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 916)	423.5121USD	ON
Shapero, Amy Elizabeth	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	655	137.7200USD	ON
		O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(655)	429.9353USD	ON
Options								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2020-01-07	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	22.4400USD	ON
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(2 000)	22.4400USD	ON
		O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(893)	6.2200USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-01-06	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	5.1700USD	ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(2 916)	6.2200USD	ON
Shapero, Amy Elizabeth	5	O	2020-01-09	D	51 - Exercice d'options	(655)	137.7200USD	ON
Slate Office REIT								
Parts de fiducie								
Sheehan, Michael Timothy	5	O	2019-12-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	286	5.8100	ON
Sleep Country Canada Holdings Inc.								
Options								
DePratto, Craig	5	O	2019-09-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-09-10	D	50 - Attribution d'options	17 471		ON
Performance Share Units (PSU)								
DePratto, Craig	5	O	2019-09-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-09-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 118		ON
Société Asbestos Limitée								
Actions ordinaires								
MONETTE, SERGE	4, 3							
Rétromobile Inc	PI	O	2020-01-07	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.3500	QC
		O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	0.4000	QC
		O	2020-01-10	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.3950	QC
Société financière IGM Inc.								
Actions ordinaires								
Carney, Jeffrey	4, 5	O	2020-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	384	38.9800	MB
Société Financière Manuvie								
Actions ordinaires								
Doughty, Michael James	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 327		ON
Hirji, Rahim	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	125		ON
Lorentz, Paul	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 597		ON
Sprott Inc.								
Droits Deferred Share Units								
Birch, Graham John	4	O	2020-01-15	D	46 - Contrepartie de services	3 621		ON
Stakeholder Gold Corp.								
Actions ordinaires								
Berlet, Christopher James	5	O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0400	BC
Stelco Holdings Inc.								
Deferred Share Units								
MUELLER, MICHAEL J	4	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 582	10.9100	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Ross, Heather	4	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 749	10.9100	ON
Samarasekera, Indira Vasanti	4	O	2020-01-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 124	10.9100	ON
STELMINE CANADA LTÉE								
Actions ordinaires								
Guilbaud, Christian	4	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0800	QC
Storm Resources Ltd.								
Actions ordinaires								
Lavergne, Brian	4, 5	O	2020-01-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32 684	1.7200	AB
Wierzba, P. Grant	4	O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 248)	1.6250	AB
Suncor Energie Inc.								
Actions ordinaires								
Hall Findlay, Martha Kathleen Marlow	5							
RRSP	PI	O	2020-01-06	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Superior Plus Corp.								
Actions ordinaires								
Desjardins, Luc	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	16 504	12.1546	ON
		O	2019-05-23	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(12 000)		ON
Fiducie Famille Luc Desjardins	PI	O	2019-05-23	C	90 - Changements relatifs à la propriété	12 000		ON
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund								
Parts Class A								
Kikuchi, Craig	4, 7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	790	8.2300	ON
RRSP	PI	O	2019-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	597	8.2300	ON
Tamarack Valley Energy Ltd.								
Actions ordinaires								
Leach, John Glenn	4	O	2019-12-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 036	1.9100	AB
Tamarack Valley Energy Ltd.	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	150 000	1.7980	AB
		O	2019-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	1.9260	AB
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	2.0300	AB
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	2.0400	AB
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	20 100	1.9950	AB
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	35 000	2.0000	AB
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	166 600	1.9897	AB
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	(471 700)		AB
Droits Restricted Stock Units								
Leach, John Glenn	4	O	2019-12-12	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 036)		AB
TECHNOLOGIES ORTHO RÉGÉNÉRATIVES INC.								
Bons de souscription								
Saviuk, Steve	4, 6							
Manitex Capital Inc.	PI	O	2019-12-31	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	140 000		QC
Débentures convertibles 10 , 2 years, $0.30 Conversion Price								
Saviuk, Steve	4, 6							
Manitex Capital Inc.	PI	O	2019-12-31	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	$ 70 000.00		QC
TELUS Corporation								
Actions ordinaires								
Arora, Navin	5							
Computershare	PI	O	2020-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Restricted Share Units								
Arora, Navin	5	O	2020-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
TerraVest Industries Inc. (formerly TerraVest Capital Inc.)								
Actions ordinaires								
Cook, Blair	4	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	12.9500	AB
TerraVest Industries Inc.	1	O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	12.4700	AB
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	12.5300	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	12.6000	AB
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.5400	AB
		O	2019-12-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.6000	AB
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.6000	AB
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.4000	AB
		O	2019-12-24	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.5000	AB
		O	2019-12-27	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.6000	AB
		O	2019-12-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.5300	AB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	12.6000	AB
		O	2019-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(17 700)		AB
TFI International Inc.								
Deferred Share Units								
ABI-KARAM, LESLIE	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	37		QC
Bédard, Alain	4, 5	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	107		QC
Bérard, André	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	622		QC
Bouchard, Lucien	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	390		QC
Giard, Diane	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	25		QC
Guay, Richard	4, 5	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	281		QC
KELLY-ENNIS, DEBRA	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	66		QC
Manning, Neil Donald	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	174		QC
NAYAR, ARUN	4	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	47		QC
Restricted Share Units								
Bédard, Alain	4, 5	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	504		QC
Saperstein, David Joseph	5	O	2020-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	25		QC
The Green Organic Dutchman Holdings Ltd.								
Options								
Gora, Robert John	5	O	2020-01-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Thomson Reuters Corporation								
Actions ordinaires								
Thomson Reuters Corporation	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	101 400	93.1300	ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	80 922	70.1372USD	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	48 448	69.7517USD	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	33 916	70.2880USD	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(286 970)		ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	(116 078)		ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	56 200	92.8239	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	77 400	92.6636	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	4 762	93.2401	ON
Deferred Share Units								
Bello, Stephane	5	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	336	72.5400USD	ON
Cannizzaro, Sean	7	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	72.5400USD	ON
King, Richard Harrison	5	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54	72.5400USD	ON
Masterson, Neil Thomas	7, 5	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	125	72.5400USD	ON
Peccarelli, Brian S.	7, 5	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	233	72.5400USD	ON
Rushton, Charlotte	7, 5	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	72.5400USD	ON
Smith, James Clifton	5	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 005	72.5400USD	ON
Sunderji, Salim G.	7	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18	72.5400USD	ON
Walker, Linda	7, 5	O	2019-12-16	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33	72.5400USD	ON
ThreeD Capital Inc. (formerly Brownstone Energy Inc.)								
Actions ordinaires								
Factor, Lynn	3	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 098 000)	0.0195	ON
Inwentash, Raquel Aspen	3	O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500 000)	0.0250	ON
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(488 000)	0.0250	ON
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(762 000)	0.0204	ON
TORC Oil & Gas Ltd.								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Actions ordinaires								
Gordon, John	4	O	2018-11-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	4.5500	AB
Torex Gold Resources Inc.								
Droits Restricted Share Units ("RSU's")								
Adams, Andrew Bell	4	O	2020-01-13	D	46 - Contrepartie de services	7 342		ON
Total Energy Services Inc.								
Actions ordinaires								
Chow, George K.	4							
George Chow RRSP	PI	O	2020-01-14	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 415	6.0600	AB
Dagenais, Glenn Orval James	4	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 415	6.2253	AB
Wiswell, Andrew B.	4	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 415	6.2200	AB
Touchstone Exploration Inc.								
Actions ordinaires								
North Energy ASA	3	O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250 000)	0.2164GBP	AB
Tourmaline Oil Corp.								
Actions ordinaires								
Aspin, Sherra	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 787	15.8700	AB
Bush, Allan Joseph	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 694	15.8700	AB
Frostad, Colin Joel	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	270	13.1900	AB
Kirker, William Scott	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 990	15.8700	AB
McKinnon, Earl Henry	5	O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	386	15.6158	AB
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 669	15.8700	AB
Robinson, Brian	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 117	15.8700	AB
Rose, Mike	5	O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	15.3592	AB
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	15.2716	AB
		O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	15.6072	AB
		O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	15.4682	AB
		O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	15.2500	AB
		O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 907	15.8700	AB
		O	2020-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	15.1282	AB
Tumbach, Drew E.	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 891	15.8700	AB
Options								
Angevine, Jill Terilee	4	O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
Armstrong, William D.	4	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(5 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
		M	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
Aspin, Sherra	5	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	40 000	12.6000	AB
Baker, Lee Allan	4	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(5 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
		M	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
Bush, Allan Joseph	5	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(50 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	30 000	12.6000	AB
Elick, John William	4	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(5 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
		M	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
Kirker, William Scott	5	O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	30 000	12.6000	AB
		O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	53.8000	AB
		O	2019-11-15	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	42.7800	AB
MacDonald, Andrew B.	4	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(5 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
		M	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
McKinnon, Earl Henry	5	O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	40 000	12.6000	AB
		O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	53.8000	AB

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-11-15	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	42.7800	AB
Miller, Lucille	4	O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
Robinson, Brian	5	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(40 000)	53.8000	AB
		M	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(50 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	40 000	12.6000	AB
Rose, Mike	5	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	40 000	12.6000	AB
Tumbach, Drew E.	5	O	2019-06-04	D	52 - Expiration d'options	(30 000)	53.8000	AB
		O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	20 000	12.6000	AB
Wigham, Ron	4	O	2019-08-31	D	50 - Attribution d'options	10 000	12.6000	AB
TransAlta Corporation								
Actions ordinaires								
de Lima, Dawn Elizabeth	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69	8.9900	AB
Kousinioris, John Harry	5	O	2020-01-09	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	110	8.9900	AB
Transcontinental inc.								
Unités d'actions differees liees au rendement (UADLR) (DPSU)								
Bendavid, Salomon	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 155	15.8500	QC
Depras, Magali	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 655	15.8500	QC
Guilbault, Benoît	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 663	15.8500	QC
LeCavalier, Donald	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 704	15.8500	QC
Martel, Lyne	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 564	15.8500	QC
Morin, Thomas Gaston Louis	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 366	15.8500	QC
Unités d'actions restreintes (UAR) / Restricted share unit (RSU)								
Bendavid, Salomon	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 155	15.8500	QC
Depras, Magali	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 655	15.8500	QC
Desaulniers, Christine	7, 5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 854	15.8500	QC
Guilbault, Benoît	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 663	15.8500	QC
LeCavalier, Donald	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 688	15.8500	QC
Marcoux, Isabelle	4	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 464	15.8500	QC
Martel, Lyne	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 564	11.8500	QC
		M	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 564	15.8500	QC
Morin, Thomas Gaston Louis	5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 366	15.8500	QC
Olivier, François	4, 7, 5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	204 682	15.8500	QC
Reid, Brian	7, 5	O	2020-01-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	44 472	15.8500	QC
Transport Scolaire Sogesco inc.								
Actions de Catégorie C								
Girardin, André	4, 6							
Groupe Autobus Girardin ltée	PI	O	2020-01-14	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 000	6.2500	QC
GROUPE AUTOBUS GIRARDIN LTÉE	3	O	2020-01-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 000	6.2500	QC
Actions ordinaires Catégorie A								
Girardin, André	4, 6							
Groupe Autobus Girardin ltée	PI	O	2020-01-14	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	125	1220.0000	QC
GROUPE AUTOBUS GIRARDIN LTÉE	3	O	2020-01-14	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	125	1220.0000	QC
Tricon Capital Group Inc.								
Deferred Share Units								
Douglas, Camille	4	O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	1 757	10.6700	ON
Gluskin, Ira	4	O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	1 757	10.6700	ON
KNOWLTON, JOHN MICHAEL ARTHUR	4	O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	1 757	10.6700	ON
Matthews, Sian Margaret	4	O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	1 757	10.6700	ON
Sacks, Peter	4	O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	1 757	10.6700	ON
Sherren, Tracy	4	O	2020-01-10	D	46 - Contrepartie de services	1 757	10.6700	ON
Trilogy International Partners Inc.								
Actions ordinaires								
Calvo, Juan Pablo	7	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 127		ON
Horwitz, Brad	7	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	57 292		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Mickels, Erik	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	46 319		ON
Morris, Scott	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	39 748		ON
Perez, Tomas Hernan	5	O	2019-04-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 906		ON
Droits (Restricted Share Units)								
Calvo, Juan Pablo	7	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 127)		ON
Davies, Andrew Michael	7	O	2019-07-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 965)		ON
		M	2019-07-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 446)		ON
Horwitz, Brad	7	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(57 292)		ON
Mickels, Erik	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(69 783)		ON
Morris, Scott	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(68 636)		ON
Perez, Tomas Hernan	5	O	2020-01-06	D	57 - Exercice de droits de souscription	(26 875)		ON
Troilus Gold Corp. (formerly Pitchblack Resources Ltd.)								
Actions ordinaires								
Arsenault, Caroline	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	38 334	0.6500	ON
Arsenault, Denis	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	100 000	0.6500	ON
Bergeron, Daniel	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	100 000	0.6500	ON
Cheatle, Andrew Mark	4	O	2019-07-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	51 667	0.6500	ON
Davies, Brianna Kirsten	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	83 334	0.6500	ON
Horvat, Jamie	4	O	2019-09-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	51 667	0.6500	ON
		O	2020-01-15	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(18 032)	0.6500	ON
Hylands, Blake	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	133 334	0.6500	ON
Lai, Diane E.	4	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	51 667	0.6500	ON
Olesinski, Thomas	4	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	51 667	0.6500	ON
Pettigrew, Pierre Stewart	4	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	51 667	0.6500	ON
Pint, Paul	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	133 334	0.6500	ON
Pritchard, Ian	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	100 000	0.6500	ON
Reid, Christopher Justin	4, 5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	206 667	0.6500	ON
		O	2020-01-15	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	19 105	0.6500	ON
Stretch, Catherine	5	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.6200	ON
		O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	100 000	0.6500	ON
		O	2020-01-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.6200	ON
Droits Restricted Share Units								
Arsenault, Caroline	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(38 334)		ON
Arsenault, Denis	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(100 000)		ON
Bergeron, Daniel	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(100 000)		ON
Cheatle, Andrew Mark	4	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 667)		ON
Davies, Brianna Kirsten	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(83 334)		ON
Horvat, Jamie	4	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 667)		ON
Hylands, Blake	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(133 334)		ON
Lai, Diane E.	4	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 667)		ON
Olesinski, Thomas	4	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 667)		ON
Pettigrew, Pierre Stewart	4	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 667)		ON
Pint, Paul	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(133 334)		ON
Pritchard, Ian	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(100 000)		ON
Reid, Christopher Justin	4, 5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(206 667)		ON
Stretch, Catherine	5	O	2020-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(100 000)	0.6500	ON
Tucows Inc.								
Actions ordinaires								
Noss, Elliot Lawrence	4, 5	O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	80.2500	ON
TWC Enterprises Limited								
Actions ordinaires								
TWC Enterprises Limited	1	O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	13.0000	ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-01-09	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		ON
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.9700	ON
		O	2020-01-10	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		ON
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	54 128	13.0000	ON
		O	2020-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	(54 128)		ON
Unigold Inc.								
Options								
Hanson, Wesley Clay	5	O	2018-08-29	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		ON
		M	2018-08-29	D	52 - Expiration d'options	(25 000)		ON
Uni-Sélect inc.								
Actions ordinaires								
Birch Hill Equity Partners Management Inc.	3							
Birch Hill Equity Partners (Entrepreneurs) V, LP	PI	O	2019-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Birch Hill Equity Partners (US) V, LP	PI	O	2019-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	311 688		QC
Birch Hill Equity Partners V, LP	PI	O	2019-12-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2019-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(311 688)		QC
Débentures convertibles 6 Convertible Debentures								
Birch Hill Equity Partners Management Inc.	3							
Birch Hill Equity Partners (US) V, LP	PI	O	2019-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	$ 5 966 426.00		QC
		M	2019-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	$ 5 800 643.00		QC
Birch Hill Equity Partners V, LP	PI	O	2019-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	($ 5 966 426.00)		QC
		M	2019-12-31	C	90 - Changements relatifs à la propriété	($ 5 800 643.00)		QC
Urbana Corporation								
Actions ordinaires								
Pennock, Charles	4	O	2015-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.8990	ON
		O	2020-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	2.8300	ON
Urbana Corporation	1	O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8524	ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8384	ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8362	ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8300	ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8500	ON
Actions sans droit de vote Class A								
Pennock, Charles	4	O	2015-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	2.7500	ON
Urbana Corporation	1	M	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8524	ON
		M	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8384	ON
		M	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8362	ON
		M	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8300	ON
		M	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8500	ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	2.8200	ON
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.8100	ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8100	ON
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7900	ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8419	ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.7700	ON
		O	2019-12-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	2.8195	ON
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	23 900	2.8300	ON
		O	2019-12-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-10	D	38 - Rachat ou annulation	(2 200)		ON

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2019-12-12	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		ON
		O	2019-12-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-18	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		ON
		O	2019-12-20	D	40 - Vente à découvert	(3 700)		ON
		O	2019-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	(23 900)		ON
Urbanimmersive inc.								
Actions ordinaires								
Felsenthal, Scott	4	O	2020-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.0650	QC
Pinstein, Alan	3	O	2020-01-08	D	46 - Contrepartie de services	812 498	0.0600	QC
Options								
Bedard, Simon	4	O	2020-01-14	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.0600	QC
Brosseau, Judith	4	O	2020-01-13	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.0600	QC
Felsenthal, Scott	4	O	2020-01-14	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.0600	QC
Grou, Jean-François	4	O	2020-01-14	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.0600	QC
Lemire, Ghislain	4, 5	O	2020-01-14	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.0600	QC
McDonald, James	4	O	2020-01-14	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.0600	QC
		M	2020-01-14	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.0600	QC
VersaBank								
Actions ordinaires								
Kristo, Nikola	5							
CIBC - Non-Registered	PI	O	2013-08-20	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-01-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.5000	ON
		O	2020-01-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	7.5450	ON
		O	2020-01-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	7.5500	ON
Lalani, Gulamali	5							
RRSP	PI	O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	7.7600	ON
		O	2020-01-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	7.8500	ON
Victoria Gold Corp.								
Actions ordinaires								
Ayranto, Mark	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	35 333	8.2500	ON
		O	2020-01-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 700)	9.1000	ON
Gray, Paul Dunstan	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	9 333	8.2500	ON
		O	2020-01-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 333)	8.5960	ON
Harvey, T. Sean	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	31 333	8.2500	ON
McInnis, Michael D.	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	24 000	8.2500	ON
		O	2020-01-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(24 367)	9.1100	ON
Options								
Ayranto, Mark	5	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(35 333)	8.2500	ON
Gray, Paul Dunstan	5	O	2020-01-10	D	51 - Exercice d'options	(9 333)	8.2500	ON
Harvey, T. Sean	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(31 333)	8.2500	ON
McInnis, Michael D.	4	O	2020-01-08	D	51 - Exercice d'options	(24 000)	8.2500	ON
Viemed Healthcare, Inc.								
Actions ordinaires								
Cambre, Jerome Richard II	5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	28 303	8.0600	BC
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 712)	8.0600	BC
		M	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 712)	8.0600	BC
Fitzgerald, Trae Paul	5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	28 303	8.0600	BC
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 700)	8.0600	BC
Hoyt, Casey	4, 5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	102 000	8.0600	BC
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(32 108)	8.0600	BC
Moore, Michael	5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	99 243	8.0600	BC
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 284)	8.0600	BC
Zehnder, William Todd	4, 5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	96 486	8.0600	BC

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela-tion	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 038)	8.0600	BC
Droits Restricted Share Units								
Cambre, Jerome Richard II	5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(28 303)		BC
		M	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(28 303)		BC
Fitzgerald, Trae Paul	5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(28 303)		BC
Hoyt, Casey	4, 5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(102 000)		BC
Moore, Michael	5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(99 243)		BC
Zehnder, William Todd	4, 5	O	2020-01-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(96 486)		BC
West Fraser Timber Co. Ltd.								
Deferred Share Unit								
Carter, Reid Ewart	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	24		BC
Floren, John	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	18		BC
Kenning, Brian Graham	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	11		BC
Ketcham, John Kendall	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	23		BC
Miller, Gerald	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	42		BC
Phillips, Robert L.	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	49		BC
Rennie, Janice Gaye	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	71		BC
Winckler, Gillian	4	O	2020-01-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	13		BC
Western Forest Products Inc.								
Deferred Share Units (Cash Settled)								
Arthurs, James Douglas	4	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 458	1.2000	BC
Bird, Jane Marie	4	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 969	1.2000	BC
Waites, Michael T.	4	O	2020-01-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 583	1.2000	BC
Western Uranium & Vanadium Corp. (formerly Western Uranium Corporation)								
Options Employee								
Glasier, George Edwin Lee	4, 5, 3	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 666	1.0300	ON
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 666	1.0300	ON
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 668	1.0300	ON
Klein, Robert	5	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 666	1.0300	ON
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 666	1.0300	ON
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 668	1.0300	ON
Murphy, Bryan James	4	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 666	1.0300	ON
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 666	1.0300	ON
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 668	1.0300	ON
Wilder, Andrew	4, 5	O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 666	1.0300	ON
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 666	1.0300	ON
		O	2020-01-06	D	50 - Attribution d'options	41 668	1.0300	ON
Westport Fuel Systems Inc.								
Actions ordinaires								
Eprile, Brenda	4	O	2020-01-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)		BC
		O	2020-01-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)		BC
		O	2020-01-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)		BC
Whitecap Resources Inc.								
Actions ordinaires								
Armstrong, Joel Maxwell	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 569	4.3500	AB
Dunlop, Darin Roy	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 544	4.3600	AB
Fagerheim, Grant Bradley	4, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 818	4.5100	AB
Kang, Thanh Chan	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 483	4.3500	AB
Lebsack, Peter Gary	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 905	4.3600	AB
Mombourquette, David Michael	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 569	4.3500	AB
Zdunich, Jeffery Byron	5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 154	4.3500	AB
WildBrain Ltd. (formerly, DHX Media Ltd.)								
Swap sur actions - Position acheteur (300,000 common shares - expires November 6, 2020)(11/30/18)								

Émetteur *Titre* Initié Porteur inscrit	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2020-01-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2020-01-09	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
Swap sur actions - Position acheteur (360,000 common shares - expires November 6, 2020)(11/29/18)								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2020-01-09	C	73 - Expiration d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
Wilmington Capital Management Inc.								
Actions ordinaires Class A								
Casgrain, Tim	4, 3	O	2019-11-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(12 422)		ON
96347 Canada Inc.	PI	O	2019-11-25	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	12 422	5.0500	ON
		M	2019-11-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	12 422		ON
		O	2019-12-17	C	35 - Dividende en actions	464 670		ON
		M	2019-12-17	C	35 - Dividende en actions	472 519		ON
Actions ordinaires Class B								
Casgrain, Tim	4, 3	O	2019-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31 400	5.0000	ON
96347 Canada Inc.	PI	M	2019-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31 400	5.0000	ON
Yamana Gold Inc.								
PSU								
Bouchard, Yohann	5	O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(67 223)		ON
CAMPBELL, RICHARD	5	O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(67 223)		ON
Fernandez-Tobar, Gerardo	5	O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(59 756)		ON
Gallinger, Ross Douglas	5	O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(44 817)		ON
LeBlanc, Jason	5	O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(67 223)		ON
Marrone, Peter	4, 5	O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(58 261)		ON
Racine, Daniel	5	O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(113 537)		ON
Tsakos, Sofia	5	O	2019-12-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(72 827)		ON
Zargon Oil & Gas Ltd.								
Actions ordinaires								
Doetzel, Randolph John	5							
R Doetzel - Registered	PI	O	2020-01-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	0.2150	AB
Zymeworks Inc.								
Actions ordinaires								
Hausman, Diana	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	332	19.5400USD	BC
Klompas, Neil	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	394	19.5400USD	BC
Polverino, Anthony John	5	O	2020-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	371	19.5400USD	BC

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Vous y trouverez une liste des opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») agit à titre d'autorité principale. Ces opérations sont codifiées « R ». Veuillez accéder à SEDI (www.sedi.ca) pour consulter les opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité n'agit pas à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle aux initiés assujettis qu'ils doivent, en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »), déclarer en format SEDI leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti de façon exacte et claire, et ce, dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

L'initié assujetti qui ne respecte pas le délai prescrit pour déposer une déclaration d'initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire. La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 de la LVM et à l'article 271.14 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50. Une sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés assujettis pour lesquels l'Autorité agit à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle qu'elle prendra les mesures appropriées envers les initiés récidivistes, notamment au moyen de poursuites pénales à l'égard de ces derniers. Un initié qui ne dépose pas sa déclaration en temps opportun commet une faute grave, puisqu'il prive ainsi les investisseurs de renseignements pouvant influencer leur décision d'investissement.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	**Émetteur**	**Date de l'opération**	**Date de réception**	**Autorité principale**
Boutin, Marie-Andrée				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Brunelle, Steven Samuel				
	Imperial Mining Group Ltd.	**2019-12-30**	**2020-01-08**	**QC**
Commisso, Osvaldo				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Cossette, Sylvain				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Desjardins, Réal				
	Intema Solutions Inc.	**2019-12-19**	**2020-01-13**	**QC**
Dufour, Brigitte				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Harris, Gordon Frederick				
	Liminal BioSciences Inc. (auparavant Prometic Sciences de la Vie inc.)	**2019-05-16**	**2020-01-14**	**QC**
Kirk, Heather Catherine				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Landry, Mathieu				
	Exploration Azimut inc.	**2019-12-19**	**2020-01-15**	**QC**
Laramée, Jean				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Pepin, Carl				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Poliquin, Bernard				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Racine, Michael				
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
	Fonds de placement immobilier Cominar	**2020-01-01**	**2020-01-09**	**QC**
Saviuk, Steve				
	TECHNOLOGIES ORTHO RÉGÉNÉRATIVES INC.	**2019-12-31**	**2020-01-08**	**QC**
Turcke, Maryann				
	Banque Royale du Canada	**2020-01-01**	**2020-01-13**	**QC**

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

7.1 Avis et communiqués
7.2 Réglementation de l'Autorité
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
7.4 Autres consultations
7.5 Autres décisions

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication

Avis 21-327 du personnel des ACVM : ***Indications sur l'application de la législation en valeurs mobilières aux entités facilitant la négociation de cryptoactifs.***

(Voir section 6.1 du présent bulletin)

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3 RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

Aucune information.

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires

8.1 Avis et communiqués
8.2 Réglementation
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
8.4 Autres décisions

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

La *Loi sur les entreprises de services monétaires*, RLRQ, c. E-12.000001 (la « LESM ») prévoit à son article 3 que toute personne ou entité qui exploite une entreprise de services monétaires contre rémunération (une « ESM ») doit être titulaire d'un permis d'exploitation délivré par l'Autorité des marchés financiers (le « permis »). L'Autorité peut délivrer un permis pour l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- le change de devises
- le transfert de fonds
- l'émission ou le rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites
- l'encaissement de chèques
- l'exploitation de guichets automatiques

L'Autorité tient et met à jour sur son site Web, un registre public des entreprises de services monétaires (ESM) à qui elle délivre le droit d'exercer des activités au Québec. Si vous souhaitez vérifier si une ESM dispose d'un droit d'exercer des activités au Québec, veuillez consulter ce registre. Les sous-sections ci-dessous contiennent l'information sur les décisions prises par l'Autorité ou les circonstances qui amènent une modification à ce registre.

La sous-section 8.3.1 contient l'information relative à la décision d'octroyer un nouveau permis. La sous-section 8.3.2 vise la cessation volontaire d'une ou plusieurs activités visées par le permis. La sous-section 8.3.3 contient les décisions prononcées par l'Autorité en vertu du premier alinéa de l'article 17 de la LESM, de suspendre ou de révoquer un permis pour un motif visé aux articles 11 et 13 de la LESM.

Il est à noter que les décisions rendues par le Bureau de décision et de révision à l'égard d'une ESM en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 de la LESM et les avis d'audiences de ce tribunal se retrouvent à la section 2 du bulletin.

8.3.1 Nouveaux permis d'exploitation

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
9178-0841 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-12-20
9320-6043 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-12-20
9400-4512 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-12-20
DÉPANNEUR LI TIAN INC.	Exploitation de guichets automatiques	2019-12-20
SOKHOM UNG	Change de devises	2019-12-20
TRANSCOM CANADA INC.	Change de devises	2019-12-20

8.3.2 Cessations volontaires d'activités

Aucune information.

8.3.3 Suspensions ou révocations par l'Autorité

Aucune information.

8.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

9.1 Avis et communiqués
9.2 Réglementation
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite
9.4 Autres décisions

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.